



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

Fr. Lit.

B.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

CENT-VINGT-SIXIÈME ANNÉE

TOME CI

LAUSANNE

BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

23, Avenue de la Gare, 23.

SUISSE : Chez tous les libraires.

PARIS : LE SOUDIER, 176, Boulevard Saint-Germain.

FISCHBACHER, 33, rue de Seine

LONDRES

HACHETTE & C^{ie}, 18, King William Street, Charing-Cross.

NEW-YORK

G.-E. STECKERT & C^o, 151-155 W. 25th Street.

BUENOS-AIRES

H. IMSAND, 3574 Corrientes.

1921

Tous droits réservés.

167 3 15
161 11 21

LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES (S. A.)



L'enfantement.

Fiat mundus : il faut vouloir que le monde se fasse.

Après la lassitude de la destruction, il semble qu'on éprouve aujourd'hui celle de la reconstruction.

Comme on avait espéré l'éclosion subite d'une civilisation nouvelle, l'exaltation d'une foi trop facile fait place à la défiance, presque au découragement, chez ceux qui constatent, sans les comprendre, les lenteurs, les difficultés, les incohérences du grand œuvre.

Nous connaissons, par l'expérience de toutes les années de la guerre, ces oscillations de l'opinion publique ; elles n'ont rien qui puisse nous surprendre ; elles n'ont rien non plus qui doive nous inquiéter.

Malaise, dépression : outre la fatigue de l'attente, cet état d'esprit trahit un sentiment juste et honorable. Prenons-le dans ce qu'il a de légitime.

Nous ne pouvons plus juger des événements sans les comparer à l'idéal nouveau dont nous nous sommes enchantés aux heures sombres de la tragédie mondiale. Quoi qu'on fasse et qu'il arrive, nous nous demanderons désormais, en toute occasion, si le fait du jour nous rapproche ou nous éloigne des réalisations dont nous avons acclamé la promesse et salué avec enthousiasme les débuts.

L'organisation de la paix, l'établissement d'un

régime de solidarité économique entre les peuples, la pacification sociale, nous y avons cru, sinon comme à la conquête d'aujourd'hui, du moins comme à l'avènement progressif d'un ordre meilleur. Nous y avons cru et notre peuple avec nous, et avec lui, avant lui peut-être, quarante peuples, petits ou grands, dont les délégués viennent de siéger à Genève.

Nous y croyons encore, et c'est là notre raison d'approuver, sans tomber dans leur humeur noire, ceux qui se refusent à considérer encore le spectacle de la politique et des faits économiques et sociaux comme le jeu, dérisoire éternellement, des lamentables pions humains sur l'échiquier de l'histoire.

* * *

De ce point de vue, l'état présent des choses n'est pas de nature à nous faire désirer que l'année 1921 ressemble à l'année 1920.

Une série de traités de paix a suivi la conclusion du Traité de Versailles. L'Europe (à part la Russie), l'Asie, l'Afrique, devraient être réorganisées. Partout, au contraire, des secousses, des grondements souterrains décèlent un régime volcanique.

Le Traité de Versailles a mécontenté tout le monde : l'Allemagne, parce qu'elle l'a signé avec l'intention d'en fausser l'application en attendant de le déchirer ; la France, parce qu'elle se sent insuffisamment garantie ; l'Angleterre, l'Italie, parce que l'intérêt économique leur fait désirer de reprendre des relations régulières avec les 60 millions de consommateurs et de producteurs que l'Allemagne compte encore.

Le Traité de Sèvres n'a pu entrer en vigueur ; à l'est, la paix n'est pas définitive ; on ne sait quand elle le deviendra.

Les Etats nouveaux, issus de la décomposition de l'Autriche-Hongrie, sont en pleine période de fermentation et de troubles organiques.

En vérité, les pessimistes ont beau jeu.

Mais, d'ores et déjà, quatre injustices, des plus criantes de l'histoire, sont corrigées : l'Alsace-Lorraine est rendue à la France, le Schleswig au Danemark ; la Pologne est reconstituée ; l'Italie est en possession du Trentin, de l'Istrie et de ses confins naturels. Compter cela pour rien, ce serait s'aveugler volontairement sur les résultats acquis.

Cependant, le problème politique reste grave. Les diverses tâches des ministres alliés se sont contrariées. Il fallait punir les coupables pour donner au monde l'exemple d'une sanction et, d'autre part, il fallait refaire, suivant le principe des nationalités, la structure politique de deux continents. Or, on n'a pas pu, ou l'on n'a pas voulu punir les souverains, et l'on a puni les peuples. Aussi la répartition des territoires s'est-elle faite en Asie et dans les Balkans d'une manière peu conforme aux exigences du principe des nationalités. Le soulèvement des Kémalistes est un avertissement sérieux ; en Thrace, en Macédoine, l'avenir nous réserve des surprises.

Les tâtonnements visibles des gouvernements de l'Entente, pendant l'année qui vient de s'écouler, semblent présager la lente formation d'un nouveau système d'équilibre des puissances en Europe. Les puissances de l'Europe centrale se trouveraient enclavées entre les nations occidentales, d'un côté, et la Pologne de l'autre, flanquée de la Tchéco-Slovaquie et de la Yougoslavie. L'inconnue, dans cette combinaison, c'est l'immense Russie.

Ce retour au vieux principe de l'équilibre montre

assez combien nous sommes loin d'un règlement définitif de la question politique. Est-ce une raison suffisante pour ravalier la Société des Nations, c'est-à-dire la seule institution dans laquelle nous puissions mettre notre espoir ?

Un balancement des forces qui ruine les calculs et décourage les appétits des fauteurs de guerre ne contrarierait en rien l'œuvre de correction et d'amélioration progressive du statut politique qui incombe à la Société des Nations. N'exigeons pas d'elle ce qu'il ne lui appartient pas de fournir. Distinguons entre sa tâche et celle du Conseil suprême. A lui d'appliquer les traités imposés aux ennemis d'hier encore étrangers à la Société. A elle de pourvoir aux tâches immenses de la reconstitution universelle.

Désarmée encore, incapable d'intervenir par la force, faisant office moins de pouvoir supérieur que de réunion consultative de délégués des Etats, comment réduirait-elle les insoumis, comment sauverait-elle l'Arménie, comment protégerait-elle la Pologne ?

Quand on se propose de remettre ses affaires, on fait en sorte de laisser une situation nette. Les Alliés devraient en user de même avec la Société des Nations. Jusqu'au règlement effectif des questions politiques encore pendantes et qui résultent de la guerre, le Conseil de l'Entente devrait se réserver la décision et l'action en considérant l'une et l'autre comme afférentes à la liquidation du formidable compte. La Société des Nations accomplirait d'autant mieux son œuvre économique et financière, sa tâche humanitaire, sa besogne administrative et son programme de réformes sociales.

Soutenons-la et ne perdons jamais de vue, dans les

vicissitudes du présent, le but immuable de ses efforts et des nôtres, l'organisation de la paix dans le monde.

* * *

L'année 1921 verra-t-elle les conditions de la vie s'améliorer ? Malgré la crise de baisse de ces dernières semaines, nous n'arrivons pas encore au grand tournant. On connaît la loi de l'interdépendance des phénomènes sociaux. Tant que l'horizon politique ne se sera pas éclairci, nous ne saurions compter sur un changement durable et vraiment sensible de l'état général des marchés.

Au surplus, la vague de baisse, loin d'acquérir des forces, en perd en cours de propagation. Elle nous parvient avec un retard considérable, puisqu'elle est partie d'Amérique au mois de juin, et avec des effets bien diminués, puisque le prix des tissus, des combustibles et de certaines matières alimentaires est tombé de plus de 50 % dans la république d'outre-mer.

Parmi les causes qu'on indique, il en est une cependant qui nous donnerait sujet d'augurer des temps meilleurs, si elle était la plus importante, c'est l'accroissement de la production. Il est difficile de dire dans quelle mesure elle a concouru avec l'accumulation des stocks que les détenteurs, négociants ou accapareurs, n'ont pu retenir davantage à cause du resserrement des crédits, et dans quelle mesure aussi la grève des acheteurs s'est montrée efficace.

Ce sont là des circonstances occasionnelles, qui n'agissent point sur le marché d'une manière continue. L'accroissement de la production, au contraire, est la grande cause normale. Augmentation du tonnage et

diminution des frets : ce point semble gagné ; arrivages de matières premières, combustibles, métaux, denrées alimentaires, et baisse des prix pour ceux qui les transforment.... Ici, halte ! Le coût des céréales, de la laine, du cuir, n'entre que pour une part dans le prix du pain, du drap, des chaussures. Il y a la main-d'œuvre, les frais généraux, les impôts, dont on sait les répercussions désastreuses. Gardons-nous d'escouter un prochain retour à la vie large et de nous exposer à de cruelles déceptions.

Cependant, il est incontestable que la production augmente pour beaucoup d'articles. Reste le problème de la répartition, qui touche à celui des transports et à celui du crédit. Tout se tient, hélas ! et tout est difficile, surtout l'organisation des bonnes volontés. On frémit quand on pense à la somme des souffrances inutiles, je veux dire qui pourraient être évitées, et dont le cri s'élève chaque jour vers le ciel. Ici, le pain est en suffisance, là on manque de tout. Pourquoi ? Parce que la marchandise afflue où l'argent l'appelle, où les chemins de fer la déversent. Et l'on parle, avec des larmes dans la voix, de solidarité internationale ! Hier l'Angleterre exigeait le relèvement du prix du combustible *de compensation* que l'Allemagne est tenue de livrer à la France, pour remplacer la production de ses houillères indignement saccagées. Après quoi elle-même, l'Angleterre, augmentait le prix d'exportation de son charbon ! Bonne affaire, peut-être, mais ce procédé est-il le bon moyen d'accélérer la reconstitution de l'industrie française et de hâter le moment où, dans le monde entier, l'offre pourra satisfaire à la demande ?

Nous avons traversé une période de pénurie qu'on s'attendait à voir effroyable et qui ne l'a pas été autant

qu'on aurait pu le craindre. Nous n'en sommes pas encore sortis. Aussi longtemps qu'elle durera et toutes les fois que pareil danger deviendra menaçant, fût-ce pour une seule région, le problème de la répartition des denrées et des matières premières de première nécessité se posera impérieusement. Ce problème, la Conférence économique de Bruxelles n'a pas voulu l'aborder. Un délégué italien le lui signalait pourtant avec insistance. Elle a préféré s'en tenir à de bonnes paroles. Si la Société des Nations parvient quelque jour à le résoudre par approximation, ne fût-ce qu'en instituant un service mondial d'informations, en orientant le commerce, un tel service, à lui seul, consacrerait ses titres à l'existence et ses droits au respect universel.

Le contingentement ne suffit point. Il faut créer le pouvoir d'achat. Le peut-on? Je constate que le seul pays auquel l'Entente ait fait des avances pour achat de denrées est l'Allemagne et qu'elle les lui a fait payer par la France, en vue d'améliorer l'alimentation des ouvriers des mines et par suite l'extraction du combustible. Je constate également que l'Allemagne a reçu l'argent et l'a affecté à toutes sortes d'objets, excepté celui pour lequel il était formellement destiné. Cet exemple serait décourageant s'il ne prouvait la négligence des Alliés dans leur contrôle et la mauvaise foi toujours insigne de l'Allemagne, plutôt que l'impossibilité du remède.

Ce ne sont pas choses impossibles que l'institution d'un crédit international pour la répartition des denrées et matières de première nécessité, et la solidarité des dettes de guerre, y compris les frais de la restauration des régions dévastées. Ce qui est impossible, c'est peut-être d'élever l'homme au-dessus de

son égoïsme, jusqu'à l'intelligence de son vrai profit.

Envisagée telle qu'elle est, et non telle qu'elle devrait être, la situation économique et financière de l'Europe reste singulièrement critique. Cependant, la France va balancer son budget de 1921 sans emprunts nouveaux ; l'Angleterre rembourse l'étranger. L'Italie, où le mouvement des affaires est intense, va pouvoir réduire considérablement ses dépenses militaires, la question de l'Adriatique étant heureusement réglée, et rien ne lui sera plus profitable que la baisse du prix du charbon, si elle se généralise.

La catastrophe économique est évitée : voilà le legs de l'année 1920 ; il nous reste la crise, qui ne fait probablement que de commencer. Il faut durer, il faut espérer, il faut vouloir. La convalescence paraît toujours lente à celui qui voudrait la pleine santé ; la nôtre semblera rapide si nous en comparons la durée avec l'immensité du mal. De sérieux indices permettent de présager pour 1921 une accélération sensible de la reconstitution générale.

* * *

C'est peut-être dans l'ordre des faits sociaux que le gain apparaît le plus nettement. Un paradoxe ? En un tel sujet et dans un temps comme le nôtre, le paradoxe n'est pas de mise.

Nous nous habituons si vite aux événements heureux que nous ne tardons guère à les oublier. La victoire des Polonais sur le bolchévisme a délivré l'Europe d'un cauchemar. Nous ne courons plus le danger, non certes de la fameuse révolution sociale, — dont l'échéance recule sans cesse, comme celle du jugement dernier que les Apocalypses annonçaient aux premiers chrétiens, — mais d'une série de trou-

bles, d'émeutes, de tentatives violentes, qui auraient gravement entravé le rétablissement du crédit, la reprise des affaires et la liquidation de la guerre. En France, l'ordre n'a point été troublé ; en Italie, il est rétabli, après des incidents dont on a singulièrement méconnu le sens et la portée. En Angleterre, la grande grève n'a pas éclaté. Partout, l'excitation diminue et la scission tend à s'opérer dans les masses ouvrières entre la faible minorité des extrémistes et la majorité des modérés. Cette situation permet aux classes dirigeantes d'étudier avec sang-froid les réformes nécessaires. Depuis la Conférence de Washington, qui a proclamé la journée de huit heures, bien des mesures ont été prises, dans les principaux pays de grande industrie, en faveur de la classe ouvrière. Mesures contre le chômage, contre les risques d'invalidité, contre la misère dans la vieillesse, toutes dispositions dont le caractère ne peut être que provisoire, car les remèdes employés ne semblent pas également appropriés aux maux qu'il faudrait prévenir pour n'avoir point à les guérir. On a procédé à la hâte, de façon empirique, pour gagner du temps et détourner l'orage qu'on croyait imminent.

Comme il arrive souvent, on n'a réussi qu'à accroître l'inégalité. Il y a, dans le monde ouvrier, une aristocratie de privilégiés qui trouvent, dans le succès de leurs revendications, des motifs de réclamer toujours davantage. Pour le reste, pour le « prolétaire » du travail à domicile, du travail « non qualifié », pour l'ouvrier de campagne, l'amélioration des conditions de la vie n'est que provisoire. Ceux-là restent à la merci des fluctuations du marché.

Ce que la masse demande, c'est avant tout la sécurité, avec un peu de liberté et de bien-être. On ne

peut le lui assurer que par des accords internationaux. Mais la réforme utile ne viendra pas des gouvernements, car elle implique une transformation générale de notre régime économique, et ces sortes de transformations naissent du commerce des hommes dans la société. La loi peut les consacrer, elle ne saurait, à elle seule, ni les créer, ni les rendre viables.

Ce à quoi nous assistons avec un intérêt passionné, c'est à l'avènement de la démocratie économique. Nous n'entrevoyons point encore la forme qu'elle prendra. Elle vagit, présentement, et tâtonne. Il faudra qu'elle se donne des organes, comme la démocratie politique s'est donné les siens. Ce que nous savons dès aujourd'hui, c'est que la solution par la dissolution, par le recul général et la déchéance de la civilisation moderne, ne prévaudra pas.

Puisse l'année 1921, bienfaisante et féconde, marquer le tournant décisif, passé lequel l'horizon s'élargit dans la clarté régénérée. Nous ne saurions chercher de meilleur mot d'ordre, pour hâter le renouveau de la vie, que celui de l'empereur mourant : *Laboremus!*

MAURICE MILLIoud.





La nationalisation chez les anciens Romains.

Etatisation, nationalisation, socialisation des moyens de production, tels sont les vocables que nous rencontrons à chaque instant aujourd'hui. Le 25^{me} Congrès international des mineurs, qui a tenu de longues séances à Genève (août 1920), s'est prononcé pour la nationalisation des mines dans le monde entier ; le Congrès de la II^{me} Internationale ouvrière et socialiste s'est également séparé à Genève (août 1920) après avoir proclamé la nécessité de socialiser graduellement la production ; enfin le Bolchévisme en Russie est allé, en matière de communisation des moyens de production, aussi loin qu'il était possible d'aller. Au reste, durant la guerre mondiale, l'Etat s'est fait partout, sous la pression des circonstances, producteur, acheteur, vendeur, distributeur dans le domaine économique. Au milieu de la crise actuelle, des économistes et des profanes bien intentionnés voient le salut de la société dans l'étatisation graduelle des diverses branches de l'activité humaine, de la production tout au moins. Les expériences faites durant la guerre, les industries nationalisées récemment ou depuis longtemps, le régime soviétique russe, — sur lequel le Bureau international du travail à Genève vient de publier un premier rapport

suggestif, — des enquêtes scientifiques, comme l'*Étatisme industriel*, de M. R. Carnot (Paris, Payot & C^{ie}, 1920), et que sais-je encore, rien ne parvient à ouvrir les yeux des masses sur la faillite universelle de la nationalisation économique. Quelles nouvelles preuves de l'incompétence et de l'inaptitude de l'État dans ce domaine faut-il donc, si toutes les expériences auxquelles nous assistons et dont nous souffrons ne suffisent pas à nous convaincre ? Remonterons-nous le cours des siècles pour demander à l'Histoire de nous instruire ? Soit ! Rendons-nous donc dans la Rome antique ¹.

Les causes de la grandeur et de la décadence de Rome ont été étudiées par nombre d'écrivains depuis Bossuet et Montesquieu. Je me bornerai, aujourd'hui que les plans de reconstruction ou de rénovation sociale foisonnent, à revoir ou à rappeler particulièrement les nombreuses causes économiques de la chute de Rome, que l'on oublie trop souvent, qu'on dédaigne même un peu et qui pourtant mériteraient à plus d'un titre d'être remémorées, car elles nous donnent, en effet, souvent la clef de quantité d'énigmes et la réponse à nombre de questions.

Il était réservé à la bourgade de Romulus de devenir la capitale du plus grand empire de l'antiquité et son histoire économique est à la base de son histoire politique, diplomatique et militaire : dans l'une comme dans l'autre, nous trouvons la même continuité et la même unité. La vie matérielle de cette ville célèbre subit une évolution logique, rigoureuse, fatale, et aboutit, avec ses conséquences nécessaires, à la ruine de l'État.

¹ Nous avons consulté pour ce travail les ouvrages historiques connus et surtout Paul Louis : *Le Travail dans le monde romain* ; Paris, Alcan, 1912

Dès l'origine jusqu'à l'établissement et à la chute de l'Empire, le problème de la subsistance se posa à Rome. Les paysans-brigands qui la fondèrent entrèrent en lutte avec leurs voisins pour s'alimenter : le Latium n'offrant pas de ressources suffisantes. La guerre fut de tout temps la grande industrie romaine. Au début, ce furent des expéditions de pillage, des razzias chez les voisins immédiats, ensuite des guerres entreprises selon les règles de l'art contre les autres peuples de la péninsule, si bien qu'en 266 avant J.-C., Rome avait conquis l'Italie, des Apennins à la Sicile. Rome avait convoité les terres à blé de la Campanie, de la Lucanie et de l'Etrurie. Mais ses besoins crûrent avec ses conquêtes, elle rencontra Carthage sur sa route ; une lutte gigantesque s'engagea à l'issue de laquelle la grande cité africaine fut effacée de la carte du monde. La Sicile, la Sardaigne et l'Afrique vont dès lors déverser sur Rome les céréales qui assouviront les besoins de sa plèbe et les exigences de son aristocratie. Cette dernière poussant à de nouvelles expéditions, bientôt le bassin tout entier de la Méditerranée est romain.

L'on a cru pendant longtemps que les Romains avaient eu de tout temps l'intention de conquérir le monde ; on leur a attribué un plan bien conçu d'avance et une politique suivie pour l'exécuter. Cette idée, devenue officielle chez eux, inspira l'*Enéide* et se transmit à travers les siècles ; on la retrouve dans Bossuet et Montesquieu. On sait aujourd'hui qu'elle n'est venue à l'esprit des Romains qu'après coup. Ils n'ont pas fait la conquête du monde pour la gloire, mais par intérêt, dont le premier et le principal fut leur approvisionnement, surtout en céréales. D'autre part, cette prise de possession devait satisfaire les

appétits insatiables d'une ploutocratie représentée par les sénateurs et les chevaliers, remplir le trésor public et celui de ces deux ordres de richesses fabuleuses par le butin immense et les tributs énormes, fournir à Rome les troupeaux d'esclaves pour le travail, procurer aux grands, magistrats, consuls, préteurs, généraux, publicains, les honneurs et les places lucratives, en un mot entretenir matériellement le peuple romain ; tel est le sens de l'impérialisme romain, admis par tous les historiens modernes.

Les conséquences générales et profondes des conquêtes qui avaient apporté à Rome approvisionnement, richesses, trésors, butin et tributs, seront d'enlever toute raison d'effort et de travail, de provoquer de ce fait des transformations fondamentales dans les mœurs, la religion, la morale, la vie intellectuelle et politique et de bouleverser l'état social de la République pour aboutir aux guerres civiles, à l'établissement de l'Empire et enfin à sa destruction par les invasions barbares.

Le problème des subsistances, avons-nous dit, a de tout temps préoccupé les Romains. Le Latium était pauvre, les transports lents et difficiles, l'insécurité générale, les guerres constantes. Rome connut souvent d'effroyables disettes ; celles de 495 et 440 avant J.-C. laissèrent de longs et douloureux souvenirs ; et l'« annona » (distribution gratuite de blé), qui jouera un rôle capital dans la vie romaine, fonctionna, pour ainsi dire, dès le début. L'agriculture était pourtant l'occupation honorée entre toutes ; mais, rudimentaire par son outillage et ses méthodes, elle nourrissait mal son homme. Vinrent alors les guerres pour conquérir le champ du voisin, les terres de l'Italie et celles du bassin de la Méditerranée.

C'est le paysan-citoyen qui est aux armées ; la guerre le ruine, car, au retour, il se trouve endetté et son bien devient la proie du créancier, le patricien généralement. Celui-ci arrondit ainsi ses terres des dépouilles d'autrui, et, accaparant successivement et inlassablement des portions du domaine de l'Etat, de l'*ager publicus*, constitua la grande propriété, les *latifundia*. Celle-ci commence à dominer au IV^e siècle avant J.-C. ; elle sera un fait accompli au moment de l'établissement de l'Empire. Rien de plus tragique et de plus grave pour l'économie générale que cette disparition presque complète de la petite propriété, de la classe moyenne à Rome. N'assistons-nous pas aujourd'hui aussi à l'éviction graduelle de l'artisan par l'usine ? Rien ne peut enrayer ce mal social que les Romains avisés avaient parfaitement aperçu, dont ils avaient mesuré le danger et qui causa la ruine de l'Italie, selon le mot célèbre de Pline : *Latifundia Italiam perdidere*. Les grands propriétaires ne comprirent rien aux divers projets de restauration agraire qui virent le jour depuis Spurius Cassius en 489 jusqu'aux Gracques en 133 et en 123 avant J.-C., en passant par les célèbres lois liciniennes de 366. La masse des paysans expropriés se rendra dans les villes, dans la capitale surtout, où elle renforcera la plèbe qui deviendra toujours plus un danger social.

Cependant la grande propriété où l'on avait délaissé la culture du blé pour l'horticulture, l'aviculture, l'oléiculture, la vigne et les pâturages, plus rémunérateurs, ne fut pas la seule ennemie de l'agriculteur. La concurrence des blés étrangers, des fameux greniers de Sicile, d'Afrique et d'Égypte, accabla l'agriculteur. Celui-ci, s'endettant progressivement, devint

la proie des prêteurs et des usuriers. Le crédit a toujours joué à Rome un rôle de premier plan ; le Romain fut essentiellement financier et usurier. L'histoire des dettes est intimement liée à celle des luttes politiques et économiques dans la cité du Tibre. Les révoltes populaires du Mont-Sacré en 495 et du Janicule en 286 sont restées célèbres. La question des dettes fut toujours angoissante et leur abolition fit dès lors partie du programme de tous les dictateurs qui captèrent les suffrages populaires. L'abîme se creusa d'âge en âge entre les citoyens. Les réductions partielles des créances qui se firent régulièrement jusque sous Sylla (88) et César (49) n'atténuèrent pas les effroyables charges qui pesaient sur la classe moyenne et ne diminuèrent point les effectifs d'un prolétariat misérable. Aussi, de siècle en siècle, toutes ces questions d'histoire économique s'enchaînant, l'Etat se voit-il contraint d'exiger des provinces conquises le maximum de tributs en nature, d'organiser sous la République l'importation des vivres et leur vente à des cours trop bas, inférieurs à la valeur réelle, fixés par les magistrats ; d'autre part, les largesses du trésor et les distributions gratuites à une plèbe de siècle en siècle plus nombreuse déprimèrent tous les prix, découragèrent le travailleur de la terre et provoquèrent l'exode vers les villes de la classe moyenne. L'intervention de l'Etat tua l'agriculture et le commerce libre.

Une autre cause de l'expropriation, ce fut l'esclavage. Les guerres amenèrent à Rome des légions d'esclaves ; on sait que César seul enchaîna un million de Gaulois. L'afflux énorme et constant des prisonniers provoqua fatalement une transformation des conditions de la vie. Sans la main-d'œuvre gratuite,

la grande propriété n'aurait pas pu se constituer dans la mesure où nous la trouvons à la fin de la République. Le travail forcé évinça l'homme libre, car on sait que les puissants propriétaires qui exploitaient la Sicile, l'Etrurie ou l'Afrique disposaient de troupeaux de dix à vingt mille personnes. La production agricole ne se fit plus qu'en grand.

Après l'agriculture, base de la vie des peuples, vient l'industrie. Comme toujours et partout, elle fut à l'origine, chez les Romains, toute domestique. Toutefois les artisans étaient déjà groupés, sous le roi Numa Pompilius, en corporations de métiers, dont le nombre s'accrut très lentement jusqu'à l'Empire à cause de la main-d'œuvre servile. Au reste, le travail manuel, sauf celui que demandait la terre, ne fut jamais en honneur chez les Romains. Aussi rien d'étonnant à ce que les grands l'aient confié aux flots d'esclaves venus de tous les pays et parmi lesquels ils trouvèrent facilement les ouvriers spécialisés pour toutes les branches de l'activité. Ils allèrent plus loin; ils fondèrent la concentration industrielle dans de vastes ateliers et louèrent la main-d'œuvre à des fabricants. Mais, du même coup, ils ruinèrent en partie les artisans libres qui, se joignant aux paysans expropriés, allèrent grossir les rangs de la plèbe; enfin, durant les guerres civiles, le Sénat ombrageux supprimant les corporations de métiers, sauf celles réputées non dangereuses, et César, allant plus loin encore, les abolissant toutes, sauf celles qui remontaient au roi Numa, on porta ainsi une grave atteinte à l'artisanat libre, et l'on créa une nouvelle tourbe de prolétaires qui vivront de l'annona eux aussi.

Un autre fléau qui pesa sur la vie économique romaine, c'est l'administration des provinces, ou pays

conquis hors de l'Italie. Ces régions furent exploitées dans l'intérêt exclusif de Rome. Cicéron lui-même avait dit : « Les provinces sont les domaines du peuple romain ». Au despotisme et à la rapacité légendaire des proconsuls, flétris par Cicéron dans la personne de Verrès, gouverneur de Sicile, il faut ajouter la voracité des publicains qui ont laissé un souvenir exécrationnel. En effet, depuis les guerres puniques jusqu'à la fin de la République, s'étendit le système des fermes : des impôts de toute espèce et des revenus de l'Etat, contributions foncières, douanes, produits des mines, carrières, forêts, pâturages, dîmes, salines, etc. Rome afferma ces revenus. Les bénéficiaires de ces charges étendirent sur le monde romain un effroyable réseau de vols, de pillages, de rapines, d'exactions et d'usure qui pesèrent lourdement sur la vie économique des peuples soumis. On retrouve ces publicains à l'origine de toutes les guerres extérieures, avides d'élargir le champ de leurs rapines, et dans les guerres civiles, où ils soutiennent le chef qui fournira le plus de garanties ; leur nom est évoqué à chaque instant par les écrivains, les historiens, les auteurs comiques. Les publicains ne parvinrent pas, en dépit de leurs extorsions éhontées, à ruiner les provinces ; mais ils provoqueront de temps à autre de formidables massacres et amoncelleront contre Rome une haine qui éclatera le jour de la chute du grand empire. Cependant Rome était devenue la capitale du monde. Enrichie des dépouilles et des tributs des peuples vaincus, elle avait concentré des monceaux de métaux précieux entre les mains de la classe dirigeante, qui s'adonna à un faste et à un luxe restés légendaires et qui nous étonnent aujourd'hui encore par tout ce qu'ils avaient de malsain et de mor-

bide. Dès lors, pour satisfaire ses goûts, ses besoins et ses vices, Rome va contraindre le monde entier à peiner pour elle. Sa ploutocratie, ayant tué le travail libre par le travail servile, attendra tout de son or et subordonnera son existence même à l'importation des vivres tirés des provinces les plus reculées ; Rome même fera dépendre son existence matérielle, sa subsistance, du travail des vaincus. N'ayant jamais été productrice de richesses, mais se bornant à la consommation, ses exigences serviront en quelque sorte de régulateur à la production agricole et manufacturière mondiales. Elle achètera au monde entier, à l'Asie surtout, lui vendra en retour fort peu de chose et se ruinera par une balance commerciale si peu favorable. A la vue des résultats de la conquête du monde, Salluste, au I^{er} siècle, prononça cette parole profonde et juste au point de vue économique : « La conquête a enrichi les riches et ruiné les pauvres ». Et précisément, la tourbe de prolétaires qui se presse et se fait nourrir gratuitement dans les murs de la grande cité va alimenter les guerres civiles. Les Gracques avaient payé de leur vie (133 et 123 avant J.-C.) leurs tentatives de restauration agraire. Alors commencèrent, plus acharnées que jamais, les luttes de classes et le règne des dictateurs, conséquences naturelles de l'état politique, social et économique de la République. Deux oligarchies sont en présence, les sénateurs et les chevaliers ; la plèbe devient le jouet et l'appoint tantôt des uns, tantôt des autres ; il n'y a plus d'autorité, ni dans l'Etat ni dans l'armée. Durant un siècle, de 133 à 31 avant J.-C., l'anarchie régna, avec Marius et Sylla, puis les triumvirs. Elle causa la ruine économique la plus affreuse, jusqu'au moment où Octave triompha de ses derniers adver-

saires à la bataille d'Actium et établit l'Empire en 31 avant J.-C.

Avec l'Empire, qui dura de 31 avant J.-C. à 395 après J.-C., nous entrons dans une période profondément différente de la précédente. Des institutions politiques et administratives nouvelles, ayant remplacé les anciennes, amèneront des changements essentiels dans la vie du peuple romain. A la tête de l'Empire se trouve l'Empereur auquel appartient le pouvoir absolu, parce qu'il réunit toutes les dignités que se partageaient autrefois les magistrats et le peuple. Il devient comme une émanation de l'autorité divine et régnera peu à peu en despote asiatique, car le Sénat et les assemblées du peuple n'ont plus qu'une existence purement formelle. Les anciennes magistratures n'ont pas été supprimées, mais Auguste avait dressé l'ordre hiérarchique dans lequel elles seraient exercées, le *cursus honorum* et créé ce que nous appelons dans nos États modernes l'administration. L'Empire trouva déjà faite la division en provinces : il la remania et l'on passa successivement, de 14 provinces à la fin de la République, à 45, à 57 et, à la mort de Dioclétien, à 96 même, dans lesquelles viendront s'entremêler les diocèses. Toutes ces divisions administratives provoqueront la plus formidable concentration bureaucratique qui ait jamais existé, et nécessiteront une nuée de bureaucrates, hiérarchisés à l'infini, qui feront peser d'une extrémité à l'autre du monde romain un régime de vexations, de rapines et d'autorité intolérables sur l'agriculture, l'industrie, le commerce et les particuliers pour alimenter le trésor impérial toujours plus insatiable. Celui-ci comprenait quatre caisses : celles du Sénat, de l'armée, de l'Empereur ou fisc (*fiscus*) et celle de la for-

tune privée de l'Empereur. En fait, ne rendant de compte à personne, l'Empereur puisait indifféremment dans toutes pour les dépenses de la cour, qui deviendront fabuleuses, de l'Etat, qui seront immenses, et de l'armée. Cette dernière est formée maintenant de prétoriens, de mercenaires recevant des soldes et des dépouilles toujours plus riches. Aussi les empereurs voient-ils les budgets s'enfler de telle sorte de dynastie en dynastie qu'il leur faut s'ingénier à créer sans relâche de nouveaux revenus sous forme d'impôts, de taxes, de droits, de redevances dont l'inédit fait seul l'intérêt. L'Etat ruine progressivement les contribuables, et, tuant toutes les branches de l'activité économique, précipite le peuple dans un tel abîme de détresse au III^e siècle qu'il abandonne le travail. C'est alors que l'Empire trouve un remède nouveau à une situation sans précédent : il fonctionnarise toutes les branches de l'activité humaine et courbe chaque producteur sous la loi du travail forcé. Mesure suprême qui enlèvera à ce corps défaillant le peu de vie qui lui reste.

L'agriculture, base de la vie des peuples, subit tous les contre-coups de la politique impériale. Durant les deux premiers siècles de notre ère, elle connut une réelle prospérité dont la source est certainement dans l'ordre et la sécurité rétablies par la paix romaine, les progrès de la technique, la diffusion du colonat, la restauration de la petite culture, le développement des voies de communication et des travaux publics. Cependant la grande propriété qui, nous l'avons vu, s'était solidement constituée sous la République, se développa jusqu'aux extrêmes limites durant la première période de l'Empire, produisant toujours les mêmes effets : expropriation du petit propriétaire,

faible rendement, cultures de luxe, emploi de la main-d'œuvre servile et dépeuplement de districts entiers. Toutefois, ce n'est pas la grande propriété qui seule précipitera la chute de l'Empire, car elle sera ruinée bien avant ce terme, surtout par le nouveau mode de culture, causé lui-même par la paix romaine. Dès le III^e siècle, lorsque, après deux siècles d'exercice, le fisc déploiera toute sa tyrannie sur la terre, les effets s'en feront lourdement sentir sur l'agriculture qui se verra dans l'impossibilité de satisfaire à ses exigences. Ajoutez à cette détresse les invasions incessantes des hordes barbares sur toutes les frontières, les guerres prétoriennes dévastatrices dans toutes les régions, les troubles sociaux de toute sorte, l'insécurité générale de la vie même, la disparition graduelle des routes et le refus général du travail, et vous comprendrez la ruine de l'agriculture romaine aux III^e et IV^e siècles, dont les historiens ont laissé un tableau saisissant, la désertion presque générale et la fuite des campagnards vers les villes. La calamité devint publique ; les cours des vivres atteignirent un niveau si fantastique que l'empereur Dioclétien, intervenant souverainement, lança en 301 son fameux Edit des prix maxima en menaçant de la peine de mort tous les contrevenants, notamment les accapareurs. Dioclétien attribuait le renchérissement général de la vie à l'avidité des hommes ; il oubliait toutes les causes économiques qui l'avaient provoqué par un lent travail séculaire que nous avons cherché à décrire.

Sous l'Empire, le service de l'approvisionnement de Rome prit une importance plus considérable encore que sous la République. La plèbe toujours plus dense qui se pressait dans les villes, notamment à Rome, devenait de jour en jour un danger social

et les pouvoirs publics durent tous compter avec elle ; c'est qu'elle s'était habituée à être entretenue à peu près gratuitement ; après les distributions de blé faites à jour fixe, voici venir le pain, l'huile, la viande, le vin et les congiaires, ou distributions extraordinaires de toute espèce d'aliments ; après la nourriture, l'Etat fournissait le plaisir, les jeux publics, *panem et circenses*, et il dépensait presque sans compter, pour cette populace, des sommes fantastiques. Le gouvernement avait assumé là une tâche surhumaine, puisque, à Rome seulement, 320 mille personnes étaient bénéficiaires des distributions gratuites, nécessitant un énorme personnel de bureaucratie dispendieuse. Mais il ne put pas, avec la décadence générale et progressive de l'agriculture, faire face toujours à la situation et les historiens romains citent les famines des années 6, 8, 19, 41, 52, 67, 108, 166, 188 qui furent marquées par des troubles sanglants. Au surplus l'instabilité des approvisionnements ne faisait que commencer ; elle fut chronique durant les révolutions du palais, les séditions des prétoriens, les incursions incessantes des Barbares, la renaissance de la piraterie sur mer et l'anarchie militaire et gouvernementale des III^e et IV^e siècles. Aussi l'Etat fut-il contraint d'intervenir directement et souverainement dans toutes les branches de l'activité économique, comme nous venons de le voir déjà à propos de l'Edit de Dioclétien.

Nous avons dit qu'après la conquête d'un territoire, les Romains, suivant en cela l'exemple des Grecs, y installaient des colonies militaires. Elles étaient formées d'anciens soldats, de petits agriculteurs expropriés, de débiteurs insolvables, de plébéiens et d'éléments subversifs de toute sorte. L'institution se déve-

loppa lentement à travers les âges et eut une mission économique et sociale importante durant l'Empire en soutenant le travail de la terre et en absorbant une partie de la plèbe, les esclaves et les petits paysans. En effet, avec le fléchissement de l'élément servile de par la paix romaine, les grands propriétaires fonciers trouvèrent profitable de morceler leurs fonds et de les donner à cultiver à des esclaves affranchis en les astreignant au paiement de redevances et en les rivant à la glèbe. D'autre part, les petits propriétaires exposés à toutes les exactions du fisc et des soldats et vivant dans une insécurité continuelle se « recommandent » aux grands en leur remettant leurs terres et en leur payant un fermage pour prix de leur protection. Dans les deux cas, le colonat fonctionnera pour le plus grand bien de l'agriculture. Mais l'Empire a lui aussi intérêt à le développer et à le protéger ; ce faisant, il assurera l'approvisionnement général, car il sait que son existence même dépend des subsistances ; de plus, il fixe au sol des milliers d'hommes qui seraient un danger social permanent et un péril militaire comme ces hordes de Barbares qui ébrèchent les frontières de toute part ; enfin il trouvera dans cette utile institution une source régulière de revenus.

Le colonat ne rendit pas tous les services qu'on en attendait. La faute n'en fut pas à l'institution, mais comme toujours aux abus qui pesèrent sur elle : redevances excessives exigées par les propriétaires, exiges sans limite du fisc, troubles et décadence générale de l'Empire dès le III^e siècle, enfin intervention et tyrannie despotique et bureaucratique de l'Etat.

Quant à l'industrie, nous savons que les Anciens,

et les Romains en particulier, ont toujours profondément méprisé le travail manuel et l'ont abandonné aux esclaves. Toutefois les artisans libres avaient su se maintenir sous la République, preuve en soit la multiplication des corporations de métiers. L'industrie atteignit aussi une réelle prospérité durant les deux premiers siècles de notre ère, mais des transformations dangereuses vont se produire. César avait supprimé les corporations, sauf celles qui remontaient au roi Numa. Reconstituées après la mort du dictateur, Auguste, qui se méfiait d'elles, les abolit en principe, ne laissant subsister que les collèges anciens et « utiles » et ceux qui obtiendraient une autorisation. Celle-ci était dispensée avec une rare parcimonie et des conditions sévères, entre autres le contrôle de l'Etat, ce qui n'était pas en faveur du progrès de l'industrie. Trajan, allant plus loin, étendit ce régime de surveillance à tout l'Empire ; enfin, souvent même, les associations d'artisans se virent simplement interdites ; elles portaient ombrage au pouvoir qui voyait en elles des foyers de sédition. La conséquence fatale de cette intervention jalouse fut la décadence de la corporation, l'isolement de l'artisan et le fléchissement grave et irrémédiable de la production. Or, il fallait à tout prix maintenir l'équilibre économique, la production qui, d'autre part, était déjà gravement atteinte par les troubles politiques, militaires et sociaux que nous trouvons et retrouvons sans cesse sur notre route. Alors au III^e siècle, avec Alexandre Sévère, naquit l'idée inverse : il faut, non plus interdire la corporation, mais au contraire, la développer, la stimuler, l'asservir étroitement à l'Etat en la réglementant rigoureusement, en lui imposant des obligations sévères, bref, en faire un corps obligatoire,

officiel, ériger le travail en fonction publique, se transmettant héréditairement et à laquelle nul ne peut se soustraire sans commettre un délit. L'Etat croit assurer, par cette nationalisation du travail, la continuité de la production, supprimer les crises économiques, politiques et sociales et y trouver de nouvelles sources de revenus. Cette évolution ne s'accomplit pas en un jour, mais au III^e siècle elle est complète : l'artisan est un fonctionnaire tenu de se livrer toujours à la même besogne, et le travail nationalisé et forcé se juxtapose au travail servile.

Quelles sont maintenant les obligations des corporations sous ce régime d'étatisation ? Les corporations engageront pour l'Etat leurs membres avec leurs biens. Les artisans sont libres en principe ; en fait, ils sont absolument au service du gouvernement, attachés à leur charge ou métier d'où ils pourront toujours plus difficilement sortir ; ils travailleront seuls ou assistés d'un personnel salarié ou servile recruté par eux ; mais toujours le labeur personnel sera la règle. Aussi l'empereur Valentinien II pourrait-il dire que les charcutiers, par exemple, doivent peiner jour et nuit pour le peuple. Quant aux biens de ces « incorporés », ils appartiennent pour ainsi dire à l'Etat. Celui-ci possède sur eux comme une hypothèque perpétuelle qui ne peut être éteinte. Exemple, les naviculaires construiront des navires et dépenseront les trois quarts de leur fortune ; les charcutiers seront rendus responsables sur leurs biens propres de l'insuffisance des approvisionnements. Un artisan essaie-t-il de se soustraire à sa fonction publique en aliénant ce qu'il possède, l'acquéreur assurera aussitôt la fonction qui ne saurait disparaître ou être arrêtée, ce chômage constituant un péril pour

l'Etat. L'ouvrier s'enfuira-t-il de cette géhenne du travail, les lois puniront cette désertion de telle sorte qu'elle deviendra impossible ; les fugitifs seront traqués, puis châtiés avec ceux qui les auront recueillis. On fera plus encore ; pour assurer le recrutement des métiers, l'Etat va attribuer de force aux collègues des oisifs de toute sorte ; ainsi, Justinien incorporera les vagabonds de Constantinople aux boulangers. Enfin, le métier deviendra héréditaire ; il constituera une charge perpétuelle, selon une déclaration de Valens en 371, et « quiconque épousera, par exemple, la fille d'un pêcheur de pourpre sera incorporé à la profession du beau-père ». Il est évident que, sous un semblable régime, les grèves sont interdites. Mettant en péril la production, par conséquent l'approvisionnement, elles constituent des crimes contre la société, passibles des peines les plus rigoureuses.

Cependant les empereurs romains comprirent qu'il était nécessaire de s'attacher les corporations d'artisans qui se voyaient astreintes à un service continu, pénible et forcé et dont les membres devaient sacrifier pour la collectivité presque toute leur fortune. Aussi leur octroyèrent-ils certains privilèges, tels l'exemption des fonctions municipales, de certains impôts, du service dans la milice, de la tutelle qui effraya toujours les Romains, l'affranchissement des incapacités qui pesaient sur les célibataires et les familles sans enfants, etc. A côté de ces immunités générales, on vit des avantages réservés à certaines confréries de travailleurs, surtout à ceux qui assuraient le plus directement le ravitaillement : les naviculaires, qui reçurent la dignité équestre, les boulangers, les foulons, les charcutiers, etc. ; plusieurs obtinrent des monopoles : chauxfourniers, portefaix, etc. En outre, on distinguait

les corporations qui avaient un caractère public : naviculaires, bateliers, boulangers, meuniers, charcutiers, marchands d'huile, de celles qui revêtaient un caractère plus privé : banquiers, ouvriers du bois, de la pierre, du marbre, du drap, les marchands de vin, les musiciens, et les charges qui pesaient sur les premières étaient plus lourdes et les privilèges plus riches.

En présence du fléchissement de la production, l'Empire crut devoir prendre encore une autre mesure. A côté de la nationalisation du travail, il procéda à l'étatisation de certaines branches de l'industrie en créant les manufactures de l'Etat. Nous trouvons d'abord les fabriques d'armes et d'équipements pour l'armée, le gouvernement ne pouvant guère, dans ce domaine, compter que sur lui-même pour pourvoir régulièrement aux besoins des légions. Nous voyons ensuite les manufactures de pourpre qui rapporteront d'énormes ressources au fisc, puisqu'il s'agissait de satisfaire la folie du luxe qui s'était emparée de la société romaine ; les industries chimiques, notamment celle des colorants réclamés par la teinturerie qui avait fait de magnifiques progrès exaltés par Pline l'Ancien ; les industries métallurgiques ; celles de la laine, de la toile, dans lesquelles l'Orient continua à exceller, du coton, de la soie, des tissus précieux, brocards, tapis, couvertures ; la teinturerie, surtout la pourpre, toujours fameuse, à Tyr, Tarente, Syracuse, Toulon ; la poterie, la chaussure, etc. Certaines de ces branches furent exploitées presque totalement par l'Etat, telles les textiles, la métallurgie et les mines ; d'autres enfin furent concédées sous forme de monopoles à de grandes compagnies privilégiées et il ne

resta, dès le IV^e siècle, aux ateliers privés que les fabrications dont le rôle était secondaire.

Quant au personnel de ces manufactures officielles répandues dans tout l'Empire, il était, comme celui des corporations d'artisans, chargé d'une fonction obligatoire et héréditaire. L'Etat, devenu puissant patron, usait de toute la force du pouvoir, dominait l'industrie entière, condamnait au travail forcé les sans-travail, triste main-d'œuvre, et se faisait obéir dans ses fabriques par des fonctionnaires spéciaux, *procuratores*, qui tenaient tout en main.

Quant au commerce, il connut aussi la prospérité durant les deux premiers siècles de l'Empire. Les échanges avaient pour théâtre le monde entier. Il s'agissait en effet de ravitailler la ville la plus exigeante qui fut jamais et la ploutocratie la plus luxueuse, la plus fantasque et la plus insatiable qui ait existé. Les routes de l'ancien monde étaient parcourues par des convois et des caravanes qui faisaient des centaines de lieues pour amener à Rome tous les produits de l'univers, du plus modeste au plus rare. Pline l'Ancien évaluait à cent millions la somme que Rome versait annuellement à l'Orient seulement. Mais le commerce fléchit pour les mêmes raisons que l'agriculture et l'industrie, et les douanes toujours plus onéreuses l'anéantirent progressivement. Alors le prix de la vie devint si élevé que les empereurs intervinrent par des réglementations et des prohibitions qui contribuèrent à réduire les échanges au minimum. Vinrent ensuite les interdictions plus directes ; l'Etat défendit à certaines catégories de citoyens d'acheter et de vendre : il fallait protéger la classe dirigeante. Il y a plus, il créa des monopoles pour le commerce de

certaines articles, les étoffes teintes, certaines couleurs, la soie, etc. Ajoutez encore les défenses de sortie, sans cesse variées et augmentées et vous comprendrez que cet interventionnisme officiel ait ruiné les commerçants, provoqué les disettes et élevé le taux de toutes les denrées de façon à rendre la vie quasiment impossible. Aussi le renchérissement des prix s'universalisa-t-il déjà au III^e siècle et atteignit-il un tel taux que Dioclétien lança son fameux édit sur les prix maxima qui n'arrêta nullement le désastre, car régler des prix sans toucher au régime qui les fait hausser est une mesure stérile ; astreindre les citoyens à pourvoir aux besoins du public, comme nous l'avons vu, en leur imposant des conditions draconiennes, est un non-sens en la matière ; toute loi du maximum exige une revision fondamentale de l'édifice économique et l'Etat-Providence n'a jamais pu faire de miracles. Aussi l'édit de Dioclétien eut-il pour résultat de raréfier plus encore les échanges en désespérant les commerçants qui devaient les assurer. Et l'Etat romain, malgré la force publique qu'il détenait, malgré son intervention constante et la socialisation qu'il accentuait avec la croissance de la détresse générale, échoua dans ce domaine comme partout ailleurs.

Il échoua également dans l'organisation des transports par mer, indispensables au ravitaillement de Rome, car les armateurs, groupés aussi en corporations officielles, virent leurs charges grossir au fur et à mesure que la décadence de Rome s'accroissait. Astreints surtout au transport des blés suivant un service régulier et rigoureux, souffrant de l'intervention constante de l'Etat, les naviculaires, malgré leurs privilèges et immunités, furent ruinés à leur tour et

leur chute suspendit pour ainsi dire la vie de Rome.

Nous trouvons toujours au cours de l'histoire que lorsqu'un Etat est obéré et que la détresse économique est chronique, il croit remédier à la situation en se faisant faux-monnayeur ; mais il précipite simplement sa chute. Rome présente à cet égard un spectacle d'anarchie monétaire extraordinaire au III^e et au IV^e siècle. Il ne circule plus que de la fausse monnaie, le poids et le titre étant altérés. L'Empire exige le paiement des impôts en or fin et acquitte ses dettes au moyen de cuivre argenté. Le cuivre contient du zinc, l'argent contient du cuivre en quantité sans cesse croissante ; on voit du cuivre argenté et de l'argent doré ; l'or suit les mêmes vicissitudes et se trouve victime des mêmes fraudes. Le désarroi est tel qu'on recommence à peser les pièces comme dans les premiers âges. Les empereurs s'ingénient alors à modifier le système monétaire, les effigies, l'aspect des pièces ; tout est en vain, la confiance, cette base de la vie des nations, a disparu et ne saurait être restaurée par des mesures toutes factices et artificielles. Aussi le taux de l'argent monte-t-il dès l'époque de Néron et surtout de Caracalla à des hauteurs invraisemblables malgré les édits des empereurs ; les usuriers connurent alors, dans ces temps de misère poignante, des succès éhontés. L'agriculture, l'industrie et le commerce sont ruinés, malgré toutes les socialisations ; l'altération générale et constante des monnaies vient mettre le comble à la crise économique en contribuant à faire monter les prix des marchandises jusqu'à l'octuple et plus. Et nous avons vu que cette ascension exceptionnelle des cours provoqua l'Edit du maximum de Dioclétien, qui, s'attaquant aux effets et non aux causes, fut inutile, car la puissance

d'achat des monnaies avait fléchi de moitié de Néron à Alexandre Sévère et fléchit encore davantage jusqu'au moment de l'invasion des Barbares.

Par les considérations qui précèdent, nous pouvons voir que les divers éléments de la vie matérielle de Rome avaient été frappés par l'Etat de telle sorte que la ruine économique était quasi un fait accompli au IV^e siècle lorsque les Barbares se levèrent. Cependant les causes profondes de cette catastrophe se trouvent déjà en action sous la République romaine et nous avons cherché à les discerner en examinant la question des subsistances, les conquêtes et leurs conséquences, l'agriculture avec l'évolution de la propriété, l'industrie et les conditions de travail, le commerce et son importance, l'esclavage comme plaie sociale et économique, l'administration spoliatrice des provinces, les luttes sociales, les rivalités des classes dirigeantes, l'avidité de la ploutocratie, les guerres civiles. Tous ces germes morbides, qui se sont développés d'âge en âge, évoluèrent sans cesse sous l'Empire ; et, malgré la prospérité indéniable des deux premiers siècles de notre ère, due surtout à la paix romaine, ils devinrent plus virulents dans l'excellent bouillon de culture que constituait l'administration impériale. Alors, la détresse allant grandissant, nous avons vu se produire partout l'intervention directe de l'empereur pour assurer la continuité de la production, des échanges, du ravitaillement, en un mot de la vie même de la nation. Certes, nous savions bien que dans l'antiquité l'Etat était tout et l'individu rien et que les Anciens avaient du pouvoir une idée si élevée et un respect si extraordinaire qu'ils ne se sentaient point lésés quand il intervenait partout, jusque dans la vie privée. Mais l'interventionnisme tel que

l'appliqua l'Empire fut un événement et nous étonne encore aujourd'hui. Par les lois agraires, le gouvernement modifia la répartition de la propriété privée, fixa le paysan à la glèbe, stimula une culture, en limita une autre, et monopolisa la troisième ; par l'annona, qui s'étendit sans cesse, il nourrit lui-même la plèbe ; par l'importation et la vente officielle des grains, il garantit la subsistance du peuple et tua du même coup une branche importante du commerce ; en proclamant les corporations de métiers obligatoires, il nationalisa le travail, en fit une fonction publique et héréditaire, créa le travail forcé soumis à une hiérarchie tyrannique et l'anéantit ; enfin par ses mesures fiscales spoliatrices et l'altération criminelle des monnaies, il détruisit le reste de vie qui l'animait encore. En somme, l'Empire romain au IV^e siècle n'est plus qu'une bureaucratie universelle, un fonctionnarisme général, où une ploutocratie infime vit de la misère des peuples, après avoir anéanti les droits, les biens, le travail, l'initiative des sujets. L'Empire qui avait tout étatisé, nationalisé, socialisé, s'affaissa sous le poids de ses obligations ; la décrépitude économique, politique et sociale fut telle qu'il s'effondra comme une masse sous le premier choc des Barbares. Cette catastrophe est pour nous une grande et terrible leçon.

JEAN HURNY.





Némésis.

—◆—
NOUVELLE
—◆—

Trompeurs, c'est pour vous que j'écris,
Attendez-vous à la pareille.

LA FONTAINE.

I

Mille déboires apparaissent comme la rançon d'un jeune désir, on le sait de reste ; mais je me demande si l'on a bien réfléchi au danger que l'on court à prendre étourdiment le métier de confiseur... Comment aussi le fils d'un fermier anglais, dont la principale nourriture consiste en porc salé et en rissoles de lard, se douterait-il que l'estomac humain trouve la satiété même dans un paradis de bœufs pleins de pralines rouges et de pastilles roses, et que le dégoût de la vie peut être porté à son comble dès que les tartellettes aux prunes cessent d'offrir le moindre attrait ? Comment, à l'âge tendre où un fabricant de bonbons lui semble un prince que tout le monde doit envier, — qui déjeune de macarons, dîne de meringues, soupe de gâteaux des rois, et remplit les heures intermédiaires de sucre candi, — comment, au nom du ciel, prévoirait-il le jour où la triste sagesse lui apprendra que le métier de confiseur ne pèse pas lourd dans la balance sociale, qu'il n'est guère favo-

nable aux vastes ambitions ? J'ai vu un homme, qui paraissait doué d'un génie métaphysique, commencer imprudemment sa carrière comme... maître à danser. O pétulance de la jeunesse ! Vous imaginez l'usage que firent de cette bévue initiale des adversaires qui se croyaient tenus de mettre le public en garde contre sa théorie de l'Inconcevable. Il ne pouvait lâcher ses leçons de danse, parce qu'elles étaient son gagne-pain, et la métaphysique seule n'eût guère mis de beurre dans ses épinards.

Il en alla de même avec M. David Faux et son commerce de confiserie. Un jour qu'il faisait visite à son oncle de Brigford, dont il était le favori, les boutiques de confiseurs de cette ville florissante enflammèrent sa tendre imagination. Un jour y suffit. Il rapporta au logis la plaisante illusion qu'un confiseur est le plus heureux des hommes, attendu que les choses de sa fabrication ne sont pas seulement belles à voir, mais encore les meilleures à manger, celles mêmes que le lord-maire commande en gros pour son plaisir ; tant et si bien que lorsque son père déclara qu'il était temps de choisir un métier, David n'hésita pas une seconde : avec une promptitude inspirée par la gourmandise, il se maria, irrévocablement, avec la confiserie.

Les bonbons, cependant, ne tardèrent pas à perdre leur douceur. Ils ne lui dirent plus rien du tout. Son imagination, alors, se donna carrière, son ambition revêtit des formes nouvelles, qui ne pouvaient se contenter du choix de sa jeunesse irréfléchie. Mais que faire ? Le garçon avait beaucoup d'intelligence et, par-dessus tout, l'esprit d'invention ; mais ses facultés trouveraient-elles emploi dans une sphère autre que celle des sucres candis, de la pâtis-

serie et des conserves ? Vous avez beau dire que le procédé de raisonnement est identique dans toutes les branches de la pensée, que l'essentiel est d'aborder les sujets dans un esprit nouveau : toujours est-il que le dosage du beurre et de la farine, ou le degré de chaleur convenable à la pâte ne sont pas la meilleure préparation au métier de premier ministre. En outre, dans l'état actuel d'imparfaite organisation de la société, il y a des barrières de classes. David, en matière de pastilles, pouvait inventer des choses délicieuses, dans le domaine du sucre se proposer les plus étonnantes innovations : partout ailleurs, il se sentait gêné par le manque de connaissances et d'habileté pratique. Le monde est si malheureusement constitué que la vague conscience d'être « quelqu'un » n'est pas une garantie de succès en n'importe quel genre d'industrie...

Cette difficulté ne laissa pas de préoccuper beaucoup David Faux avant même qu'il eût achevé son apprentissage. Son âme impatiente était gonflée du sentiment qu'il devait être un homme très remarquable. Lui, se contenter, comme tant d'autres, d'une position de rien du tout ? Allons donc ! L'idée d'accepter un moyen terme le faisait sourire de mépris. Y avait-il en lui rien de moyen ? Il n'était pas jusqu'à M^{me} Tibbits, la blanchisseuse, qui ne s'en rendit compte. C'était pour cela, sans doute, qu'elle avait une préférence pour son linge... A ce moment de son existence, il pesait des noix de pain d'épices. Je vous demande un peu ! Pareille anomalie allait-elle durer ? Non, aucune position ne pouvait convenir à un David Faux qui ne fût au plus haut point aisée pour la chair et flatteuse pour l'es-

prit. Si c'était à refaire, il s'adonnerait certainement à la littérature, il écrirait dans des revues ; mais, hélas ! on ne l'avait point gâté par une éducation libérale. Il avait lu des romans empruntés à la librairie circulante du coin, par où l'on voit que ses idées n'auraient pu être au-dessous d'un certain degré de la profession littéraire ; mais son orthographe et son style laissaient trop à désirer.

Quand un homme n'est pas apprécié d'après ses mérites, quand il n'a pas dans sa patrie la place qui lui revient, ses pensées se tournent naturellement vers d'autres cieux. L'imagination de David se mouvait autour des extrêmes limites de ses connaissances géographiques, en quête d'une terre où un jeune gentleman au visage pâteux, à la bouche sans lèvres, aux cheveux rudes, recevrait, selon toute apparence, l'accueil bienveillant qui lui était dû. Ayant de l'Amérique cette notion générale que la population s'y compose principalement de nègres, ce pays lui paraissait la destination la plus propice à un émigrant qui, avant tout, possédait l'avantage immense et aisément reconnaissable de la blancheur. Peu à peu, cette idée le tenailla si fort que le diable en profita pour lui suggérer qu'il pourrait s'expatrier dans des conditions assez faciles : il lui suffirait de prélever quelque argent sur la « pelote » de son maître. Mais l'esprit malin, dont on a trop vanté l'intelligence, perdit tout à fait son temps cette fois. Certes, David n'eût pas demandé mieux que d'avoir en poche un peu de la galette du patron, s'il avait été sûr que ce dernier serait seul à en pâtir ; mais c'était un garçon prudent que David, et il était bien décidé à ne courir aucun risque. Il s'en tint donc à son apprentissage

et ne commit aucun acte déshonnête qui pût être découvert, réservant son plan d'émigration pour une occasion future.

Et voici dans quelles circonstances il l'exécuta. Durant un séjour d'une ou deux semaines à la maison, il avait consacré ses loisirs à s'assurer d'un fait qui était pour lui d'une importance considérable, à savoir que sa mère possédait, en guinées, une petite somme épargnée sur ses profits de jeune fille. Elle tenait cette somme cachée dans le coin d'un tiroir où ses layettes reposaient depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis que son fils David avait fait ses premiers pas. (Il promettait alors d'avoir les jambes légèrement arquées, promesse qui ne s'était pas trouvée entièrement fausse.) M. Faux, le père, avait signifié à son fils qu'il ne devait pas compter sur lui pour s'établir : avec sept garçons, y compris un idiot robuste qui à lui seul consommait chaque jour une rissole de vingt centimètres de diamètre, on pouvait s'estimer heureux si chacun héritait d'une centaine de livres. Dans ces conditions, que pouvait faire David ? Il lui était certainement dur de prendre l'argent de sa mère ; mais il n'entrevoyait pas d'autre moyen de s'en procurer. D'ailleurs, est-ce bien voler que de faire main basse sur ce qui appartient à votre mère ? Elle ne vous poursuivra pas ! Et David se conduisait fort bien envers la sienne : il la réjouissait en lui donnant la plus haute opinion de lui-même, en l'assurant qu'il ne tombait jamais dans les vices qu'on voyait les jeunes gens de son âge caresser, que l'honnêteté, c'était son faible, à lui. Si, en récompense de ces nobles dispositions, sa mère lui avait donné ses vingt guinées, il ne les lui aurait pas prises, ce qui eût été plus agréable à ses sentiments. Néanmoins,

pour un esprit aussi actif, l'ingéniosité a ses joies. Ce fut une occupation assez intéressante que de faire clandestinement connaissance avec les secrets de la clé toute simple de sa mère, de s'en procurer une semblable et, en même temps, d'arranger un petit drame au moyen duquel il détournerait les soupçons et ne courrait pas le risque de perdre ses espérances de cent livres à la mort de son père : ça ne serait pas à dédaigner au cas, fort improbable, où il ne ferait pas fortune aux « Indes ».

Tout d'abord, il dit ouvertement son intention de partir sous peu pour Liverpool et de s'y embarquer pour l'Amérique : projet qui fit de la peine à sa bonne mère, car, après Jacob l'idiot, David était celui de ses fils auquel son cœur était le plus attaché. Ensuite, il lui parut que le dimanche après-midi, alors que tout le monde, sauf Jacob et le pâtre, était à l'église, offrait aux fils qui désirent s'approprier les guinées de leur mère une occasion singulièrement heureuse. Même il ne fut pas loin de penser que c'était à de telles fins que le Créateur avait réservé le dimanche. Et tout spécialement le troisième dimanche de carême, parce que depuis deux jours Jacob était dans un de ses vagabondages coutumiers ; or, David, jeune homme timide, avait de Jacob une terreur profonde. Songez un peu ! un grand diable que l'on voyait habituellement errer une fourche à la main...

Rien ne fut donc plus facile à David que de refuser d'aller à l'église ce jour-là (n'était-il pas invité chez M. Lunn, dont la jolie fille Sally avait été sa première amourette ?) et, toute la bande partie pour le culte, d'extraire les guinées de leur cassette de bois et de les glisser dans un petit sac de toile ; rien de plus facile que d'annoncer au pâtre qu'il sortait, et de lui recom-

mander d'avoir l'œil sur la maison, par crainte des rôdeurs dominicaux. David pensait qu'il serait tout aussi aisé d'aller jusqu'à un petit bosquet et d'y enfouir le sac dans un trou dissimulé sous les racines d'un vieux frêne creux.

Il procédait à cette opération lorsqu'un grand corps, se précipitant de son côté avec un bruit pareil à un mugissement, lui causa une telle surprise, — un gentleman doué d'une forte imagination ne saurait penser à tout — que, au lieu de glisser doucement le sac, il le laissa tomber, de façon que les cordons se délièrent et que les luisantes guinées en furent répandues. En même temps, il leva les yeux et vit son cher frère Jacob tout près de lui, tenant la fourche de manière que les dents polies et brillantes n'étaient qu'à un pied de la personne de David. (Un ami très instruit, à qui je contai un jour cette histoire, me fit observer que c'était le péché de David qui rendait ces dents si formidables, et que la *mens nil conscia sibi* ôte à une fourche toutes ses terreurs. Cette idée me parut si solide que j'obtins l'autorisation d'en faire usage, à condition de taire le nom de mon ami.) Pourtant, David ne perdit pas entièrement la carte. Il ne broncha pas, il sourit à Jacob, qui hochait la tête et faisait : « Hou, Zavi ! » d'une façon péniblement ambiguë. Le cœur battait à David ; s'il eût eu des lèvres, elles fussent devenues blêmes ; mais, loin d'être paralysée, son activité mentale s'en trouva stimulée.

Tout en adressant au ciel cette oraison silencieuse (il priait toujours aux moments de grande terreur) : « Oh ! sauve-moi pour cette fois, et je ne retomberai plus jamais dans ce danger », il fourra la main dans sa poche. Il y chercha une boîte de pastilles jaunes

qu'il avait apportée de Brigford avec d'autres friandises du même genre portatif, — un moyen de se concilier les beautés fières et notamment miss Sara Lunn. Ces choses exquises, il n'en avait jamais offert au pauvre Jacob, car David n'était pas homme à gaspiller ses jujubes et son sucre d'orge en faveur des gens dont il n'attendait rien. Mais un idiot qui a des intentions équivoques et une fourche mérite autant d'être flatté et cajolé que s'il fût un premier ministre.

Avec une promptitude à la hauteur des circonstances, David tira sa boîte de pastilles jaunes, il en souleva le couvercle et, de la bouche et des doigts, performa une pantomime qui voulait signifier : « Goûte-moi ça, et tu m'en diras des nouvelles ». Jacob, vous comprenez, n'était pas un de ces idiots consommés : il savait, jusqu'à un certain point, choisir le bon et rejeter le mauvais. Il prit la pastille, la suçà d'un air philosophe ; puis, la saveur nouvelle et compliquée du bonbon le jetant dans l'extase de Caliban dégustant le vin de Trinculo, il se mit à caresser ce frère subitement généreux et tendit la main pour une autre pastille, car, sauf en ses crises de rage, Jacob n'était point féroce ni pillard sans nécessité.

Le courage revint à David, qui renonça à la prière : il versa une douzaine de pastilles dans la paume de Jacob, s'efforçant de paraître aimer fort ce cher frère. Ah, la bonne idée vraiment que ce projet d'aller voir miss Sally Lunn cet après-midi là, et d'avoir, en conséquence, pris sur lui ces pastilles propitiatoires ! Il pouvait se vanter d'être un veinard, pour sûr ; la Providence, apparemment, le mettait à part en son affection, et, puisqu'il *fallait* qu'on le dérangeât, eh bien, un idiot était encore préférable à toute autre

espèce de témoin. Pour la première fois de sa vie, David crut voir l'utilité des idiots.

Quant à Jacob, il avait jeté sa fourche à terre, s'était allongé lui-même à côté, tout au plaisir sans précédent d'avoir cinq pastilles à la fois dans la bouche. Il clignait des yeux et produisait des sons inarticulés de volupté gustative. Il n'avait point encore fait voir qu'il eût remarqué les guinées ; mais, en s'asseyant, il avait posé dessus sa large patte droite, qu'il laissait inconsciemment dans cette position, absorbé en les sensations de son palais. Si seulement on pouvait le bourrer de pastilles au point qu'il n'aperçût pas les pièces d'or avant que David eût avisé au moyen de les couvrir ! C'était là le meilleur espoir de salut, car Jacob connaissait les guinées de sa mère : petits garçons, ils étaient admis à contempler ces beaux jaunets, à les faire sonner dans leur boîte aux jours de fête. Parmi les aventures pécuniaires de Jacob, celle-ci était probablement la plus mémorable. « Tiens, Jacob, dit David d'une voix insinuante, en lui tendant la boîte, je te les donne toutes. Et maintenant, sauve-toi ! vite, ou quelqu'un viendra te les prendre ! »

N'ayant pas étudié la psychologie des idiots, David ignorait que les craintes imaginaires n'ont aucun effet sur eux. Jacob prit la boîte de la main gauche, mais il ne vit pas la nécessité de fuir. Jamais garçon d'avenir désireux de fonder sa fortune en volant sa mère fut-il arrêté par un semblable épouvantail ?

Mais le moment devait arriver où Jacob remuerait la main droite pour ôter le couvercle de la boîte de fer-blanc ; David, alors, avec la plus grande habileté, pousserait les guinées dans le trou et, dare-dare, s'assiérait dessus. Ah, bien oui ! Avec un idiot c'est

peine perdue de rien prévoir. Est-ce qu'on peut faire fond sur un idiot ? Dans un mouvement machinal, la main droite de Jacob saisissait un peu de terre qu'elle lançait au loin. Elle empoigna tout à coup les guinées comme si elles eussent été autant de cailloux, et se levait dans un geste qui promettait de les envoyer comme de la semence par-delà une ronce lointaine, lorsque, soit inspiration ou autre chose, probablement par l'effet d'un attouchement insolite, cette main s'arrêta, descendit à la hauteur du genou de Jacob, et lentement s'ouvrit sous l'inspection des yeux hébétés de l'idiot. David se remit à prier, mais immédiatement cessa : il venait d'entrevoir un autre moyen.

— Mère ! Zinées ! s'écria l'innocent. Puis, regardant David, il dit d'un ton interrogateur : La boîte ?

— Chut ! chut ! dit David, rassemblant tout son génie dans cette conjoncture grave. Regarde, Jacob !

Il prit la boîte de fer-blanc de la main de son frère, la vida des pastilles dont il rendit la moitié à Jacob, et secrètement garda le reste dans sa propre main. Puis, tendant la boîte vide :

— Voici la boîte, Jacob ! La boîte pour les guinées ! dit-il en les faisant doucement passer de la patte de Jacob dans la boîte.

Jacob n'objecta rien à ce procédé ; au contraire, les guinées, en tombant, rendirent un son si agréable qu'il désira une répétition de ce tintement, et, saisissant la boîte, il goûta une grande joie à la faire résonner. David prit la balle au bond, déposa sa réserve de pastilles dans le sol et hâtivement répandit un peu de terre dessus.

— Regarde, Jacob ! dit-il à la fin.

Jacob suspendit son tintement et regarda dans le trou, tandis que David se mettait à remuer la terre comme dans une attente problématique. Quand les pastilles eurent apparu, il les sortit une à une et les donna à Jacob.

— Chut ! il ne faut le dire à personne... toutes pour Jacob... Chut !... ch !... ch !... Mets les guinées dans le trou... elles pousseront de même !

Pour rendre la leçon plus complète, il prit une guinée, la laissa tomber dans le trou, et dit : « Voilà ». Puis, extrayant la dernière pastille : « Pige-moi ça ! » et il fourra le bonbon dans la gueule hospitalière de l'idiot.

Jacob tourna la tête de côté, reluqua d'abord son frère, puis le trou, comme un singe qui réfléchit, et finalement plaça la boîte dans le creux avec beaucoup de décision. David se dépêcha d'y ajouter chacune des guinées éparses, remit le couvercle et recouvrit soigneusement de terre, en disant de sa voix la plus enjôleuse :

— On les sortira demain, Jacob... toutes pour Jacob ! Chut !... ch !... ch !...

Jacob, pour qui son frère, jadis indifférent, devenait une manière de bonbon-fétiche, caressait de ses doigts adhésifs l'habit dominical de David ; puis il embrassait ce frère avec cet accompagnement de rires étouffés mêlés de gazouillements par quoi il avait coutume d'exprimer ses passions les plus douces. Mais il eût choisi de se tailler une petite tranche dans la joue de son généreux frère que David eût bien été forcé d'en passer par là.

Une minute, s'il vous plaît. Je voudrais vous faire remarquer la myopie de l'humaine imagination. M. David Faux, cet ingénieux jeune homme, pensait avoir

remporté un triomphe de ruse en s'accommodant à l'esprit rudimentaire de Jacob, en lui faisant croire qu'il partageait son goût pour les pastilles jaunes. Il devait apprendre que c'est chose terrible de gagner l'affection d'un idiot lorsqu'on n'a pas soi-même un tempérament affectueux, — et tout particulièrement d'un idiot armé d'une fourche. On ne s'en débarrasse pas d'un coup d'épaule, bien sûr.

Mais aussi, direz-vous, quelle grossière invention pour un garçon intelligent d'aller enterrer les guinées ! Pourtant, si tout avait tourné à la satisfaction de David, vous auriez vu que son plan était à la hauteur de ses talents. Les guinées, dans la terre, eussent reposé en lieu sûr, pendant que le vol était découvert, et David, avec le calme d'une conscience qui se connaît, eût attendu à la maison, répugnant à l'idée de prendre congé de sa chère mère dans un moment où elle était en peine de ses économies. Finalement, la veille de son départ, il eût, en grand secret, déterré l'argent et l'eût porté sur sa personne sans courir le moindre risque. Mais David, vous comprenez, avait compté sans son hôte, ou, pour parler plus exactement, sans son idiot de frère ; — élément d'un caractère si incertain, si changeant, que je me demande s'il n'eût pas embarrassé les héros mêmes de Balzac, si retors pourtant, si remarquablement à l'aise dans la prévision de l'avenir.

David voyait bien qu'il n'y avait maintenant pour lui qu'une alternative : renoncer aux guinées en les remettant tranquillement dans le tiroir (ah ! qu'il lui en coûterait !), ou bien laisser mieux qu'un soupçon derrière lui en partant de bonne heure le lendemain sans tambour ni trompette, et les guinées en poche. En effet, s'il prévenait son monde, sa mère, il le savait,

voudrait absolument aller chercher dans sa boîte les trois guinées qu'elle lui avait toujours promises comme sa part. A la vérité, son plan original avait prévu cela comme un moyen de découvrir le vol dans des circonstances qui d'elles-mêmes plaideraient en faveur de son innocence ; mais à présent, à peine ai-je besoin de l'expliquer, cette combinaison tombait à l'eau. Séduire Jacob avec de perpétuelles pastilles ? Mais le secret d'un idiot, c'est la trahison même. Il n'osait pas aller goûter chez M. Lunn, car ce serait perdre Jacob de vue : l'animal, impatient de sa moisson de pastilles, était capable de déterrer la boîte en son absence et de la porter à la maison, — le privant du même coup de sa réputation et des guinées. Non, non ! son devoir pour tout le reste du jour était de cajoler Jacob et de le garder dans l'impossibilité de nuire.

Ce fut pour David une soirée de fatigue et d'angoisse. Néanmoins, il n'osa pas se coucher sans relier son pouce à son gros orteil par une ficelle pour s'imposer un sommeil entrecoupé, pour être debout aux premières lueurs de l'aube et avoir décampé longtemps avant l'heure du déjeuner. Un jeune homme de sa trempe était sûr d'être bien reçu aux Indes occidentales : les pays étrangers offrent des débouchés à tout le monde, — même aux chats. Il était probable que quelque princesse désirerait l'épouser. Elle lui ferait par avance présent de très gros bijoux, après quoi il n'épouserait qu'autant qu'il le voudrait bien. David était résolu à ne plus voler personne, pas même des gens ayant de l'affection pour lui : moyen déplaisant de faire fortune dans un monde où l'on risque d'être pris en flagrant délit par des frères. Des alarmes de ce genre ne convenaient point à la santé de David ;

il avait éprouvé de telles nausées cette nuit-là que son foie écoperait : à cela pas d'erreur. Et puis, le moyen de supporter que le monde eût mauvaise opinion de lui ? David entendait toujours faire figure, et être jugé digne des meilleures places et des meilleurs morceaux.

Tout en ruminant le brillant avenir à lui réservé, toute la nuit, et grâce à son bout de ficelle, il se tint sur le qui-vive, afin de saisir l'instant de la première aube pour lever le pied. Ses frères étaient fort matineux, mais il les devancerait d'au moins une heure et demie, et, comme la petite chambre qu'il occupait seul — en sa qualité de visiteur occasionnel — donnait au-dessus du montoir, il se glisserait par la fenêtre avec la plus grande aisance. Jacob, l'horrible Jacob, avait la fâcheuse malice de se lever avant tout le monde pour payer un acompte à sa faim en vidant un bol de lait que l'on préparait pour lui ; mais depuis peu il dormait dans le fenil, et, s'il entrait dans la maison, c'était du côté opposé à celui par où David opèrerait sa sortie. Ainsi nul besoin de s'inquiéter de Jacob. Toutefois, David fut assez généreux pour lui accorder un juron : c'était la seule chose qu'il conférât jamais gratuitement. Il avait son petit « baluchon » tout prêt...

Bientôt il foula d'un pied léger les marches du montoir et prit à travers champs pour atteindre le bosquet à grandes enjambées. Deux minutes lui suffiraient pour déterrer la boîte. Bien qu'il fût à peine jour dans le bois, il pouvait facilement reconnaître l'arbre de la cachette à la tache claire d'une entaille pratiquée dans l'écorce... Mais, sacré tonnerre de pâte brûlée ! que signifiait ce grand corps, avec cette perche plantée à côté, tout au pied du frêne ? David

s'arrêta, non pour se rendre compte de la nature de l'apparition (il n'eut pas ce bonheur de douter une seconde que la perche ne fût la fourche de Jacob), mais afin de rassembler le calme qu'il fallait pour interpeller son frère d'une voix suffisamment emmiellée. Jacob, occupé à gratter la terre, n'avait pas entendu venir David.

— Hé, Jacob ! dit David dans un murmure assez accentué, au moment où la boîte de fer-blanc était tirée du trou.

Jacob leva les yeux. Reconnaisant son petit frère en sucre, il hocha la tête et se mit à ricaner de telle façon que David crut voir, dans l'obscur clarté du matin, un diable triomphant. S'il avait eu l'humeur violente, il eût incontinent arraché la fourche du sol et embroché le fraternel démon. Mais David n'était rien moins qu'impétueux ; ce jeune homme supputait avec soin les conséquences, habitude qui passe pour le fondement de la vertu. Avec David, ce n'était point précisément de vertu qu'il s'agissait : il réfléchissait si une action lui retomberait dessus ou si elle n'atteindrait que les autres. Dans le premier cas, il hésitait à satisfaire ses désirs immédiats ; dans le second, il marchait au-devant du résultat avec un grand courage.

— Donne-la moi, mon petit Jacob, à *moi*, dit-il en se baissant et en caressant son frère. Voyons...

Jacob, trouvant le couvercle plutôt serré, donna la boîte en toute confiance. David souleva le couvercle et secoua la tête, tandis que Jacob mettait un doigt dans la boîte et en sortait une guinée pour voir si la métamorphose était complète et satisfaisante.

— Non, Jacob, trop tôt, trop tôt, dit David, après que l'autre eut goûté la guinée. Donne ; nous irons

les enterrer ailleurs ; nous les mettrons là-bas, ajouta-t-il dans un geste vers de vagues lointains.

David revissa le couvercle. Jacob, l'air grave, se leva et empoigna sa fourche. Puis, apercevant le baluchon de David, il y piqua son arme et le porta triomphalement sur l'épaule, en accompagnant David et la boîte hors du bosquet.

Que faire ? Ah, nom d'un petit bonhomme ! Prendre des airs menaçants, donner des coups de pied à Jacob, lui intimier l'ordre de déguerpir, tout cela était chose facile ; mais David eût frappé plus volontiers le taureau. Jacob était tranquille aussi longtemps qu'on lui montrait de l'indulgence ; au moindre mouvement de colère, il devenait intraitable, il entrait en des accès de fureur qui l'eussent rendu formidable même sans sa fourche. On n'en venait à bout que par la douceur ou par la ruse. David essaya de la ruse.

Quand ils furent sortis du bosquet :

— Va, Jacob, dit-il, l'index pointé vers la maison, va me chercher une bêche, — une bêche. Mais donne-moi le baluchon, ajouta-t-il en tentant de l'enlever de la fourche où il pendait bien au-dessus de la large épaule de l'idiot.

Mais Jacob montrait à obéir autant de promptitude qu'une guêpe à quitter un sucrier. Près de David, il était à proximité des pastilles : il ricanait, il frottait le dos de son frère en surélevant le baluchon. David étouffa un juron et changea de tactique. Il se mit à marcher aussi vite qu'il pouvait. Il ne s'agissait pas de perdre son temps. Jacob se fatiguerait à le suivre, ou, à tout hasard, serait distancé. Une fois atteinte la lointaine grand'route, une diligence les rattraperait ; David y monterait, s'étant, par quelque

ingénieux stratagème, préalablement assuré le baluchon, et alors Jacob aurait tout loisir de hurler et de brandir sa sale fourche. En attendant, David était dans la fatale nécessité de prendre cet ogre en douceur, et, quand ils eurent fait halte à une petite auberge située sur le bord de la route, de lui faire servir un déjeuner copieux. Il y avait déjà trois heures qu'ils étaient partis, et David était fatigué. Pas de diligence avant deux heures. Mais voici un char de roulier. Si David pouvait se glisser hors de l'auberge, même au prix de son baluchon, et monter dans le char avant Jacob ! Nouvel obstacle. Jacob venait de découvrir un restant de sucre candi dans une des basques de son frère, et, par précaution, il ne lâchait pas cette partie du vêtement, s'attendant peut-être à quelque nouvelle découverte de sucre candi après un intervalle plus ou moins long. Quiconque a porté un habit comprendra la délicatesse qui retient un homme de partir en toute hâte quand il se sent étreint par un de ses pans. David se faisait fort d'être bien reçu parmi les étrangers, mais qui pouvait assurer qu'avec une seule basque il n'en irait pas tout autrement ?

Il avait des sueurs froides. Il ne pouvait plus marcher. Il dut monter dans le char et laisser Jacob y monter avec lui. Bientôt il eut une idée encourageante : après un si plantureux déjeuner, Jacob s'endormirait sûrement dans la voiture ; et tout de suite vous voyez David méditer de saisir son baluchon, de sauter du véhicule et de s'esquiver. Son attente se réalisa en partie : Jacob s'endormit, mais dans une position étrange, les bras serrés étroitement autour du corps de son cher frère ; et, chaque fois que David essayait de bouger, l'étreinte augmentait avec la force d'un bon constrictor affectueux.

— L'innocent vous aime bien, observa le cocher, pensant que David était effectivement aimable, et dans l'intention de lui adresser un compliment.

David grogna de colère. Les voies du larcin n'étaient pas des voies de plaisir. Oh ! pourquoi avait-il un frère idiot ? Ou pourquoi, en général, le monde était-il constitué de telle sorte qu'un homme ne peut à son aise prendre les guinées de sa mère ? David devenait un théoricien féroce...

A midi, repas de Pantagruel pour Jacob ; mais, pour David, petit dîner, parce que pauvre appétit. Au lieu de manger, il pressa l'idiot de se gorger de bière : à travers cette libéralité, il discernait un espoir. Jacob, à la fin des fins, tomba dans un sommeil de mort, *sans* avoir les bras autour de David, qui régla la note, prit son baluchon et détala. Une demi-heure après, il était sur la diligence en route pour Liverpool, avec, aux lèvres, le sourire de triomphe du méchant. Il était débarrassé de Jacob, et il s'en allait aux Indes, où l'attendait quelque crédule princesse. Jamais plus il ne volerait ; mais aussi à quoi bon ? Il montrerait tant de mérite que, d'eux-mêmes, les gens viendraient à lui les mains pleines. L'héritage de son père, il n'y fallait plus penser, mais il était peu probable qu'il eût jamais besoin de cette bagatelle. Et même s'il en avait besoin, — eh bien, n'était-ce pas une compensation que, pour toujours séparé de sa famille, il le fût aussi de Jacob, plus redoutable au timoré David que Gorgone ou que Démogorgon ? Le ciel soit loué ! c'en était fait : il ne reverrait plus Jacob.

GEORGE ELIOT.

(Traduction inédite, par L.-A. DELIEUTRAZ.)

(La suite prochainement.)

La souveraineté cantonale¹.

Parmi les questions qui intéressent à un haut point notre vie politique suisse et le maintien de l'Etat fédératif, il en est une qui revient sans cesse dans la discussion : celle de la souveraineté cantonale.

Mais la souveraineté n'est pas seulement une notion politique ; elle est en même temps un terme juridique ; c'est même une des notions les plus délicates et les plus controversées du droit public.

L'incertitude qui règne à son sujet a ses répercussions dans tous les autres domaines ; aussi allons-nous, puisqu'il s'agit d'un sujet d'intérêt général, tenter de déterminer ce qu'il faut entendre par souveraineté, puis examiner si et dans quelle mesure les cantons suisses sont encore souverains actuellement.

I

Qu'est-ce que la souveraineté ?

Si nous suivons le développement historique de cette notion, nous constatons que les termes « souveraineté », « souverain » apparaissent pour la première fois en France dans les coutumiers du XIII^e siècle.

¹ Leçon publique inaugurale.

Etymologiquement, souverain dérive de *superanus*, mot bas-latin équivalant à *superior*. Nous sommes donc en présence d'un comparatif et non pas d'un superlatif : aussi les auteurs et les coutumiers parlent-ils non seulement du roi comme « souverain fiefieux du royaume », mais également des ducs et barons comme souverains de leurs terres.

Le fait de dépendre d'un pouvoir supérieur n'avait donc rien d'incompatible avec la notion de la souveraineté ; la souveraineté royale n'empêchait pas la souveraineté seigneuriale d'exister.

Plus tard, un mouvement marqué se dessina vers la concentration du pouvoir dans les mains du monarque et la réalisation d'une certaine unité dans l'Etat. Les légistes, à qui la perspective d'un pouvoir fort et grand ouvrait des horizons nouveaux, appuyèrent la tendance à la centralisation en transposant dans le droit public de l'époque la doctrine romaine de pouvoir absolu du César ; aucun pouvoir ne pouvait, d'après eux, être opposé, par un droit propre, au pouvoir du roi. Après que l'on fut parvenu à distinguer la personnalité de l'Etat de celle du souverain, ils reportèrent sur l'Etat ce qu'ils avaient envisagé jusqu'alors comme un attribut du monarque ; c'est ainsi que nous arrivons à la théorie de Bodin qui fit de la souveraineté l'essence même du pouvoir de l'Etat.

Les juristes du XVII^e et du XVIII^e siècle ne pouvaient pas se contenter de constater la souveraineté de l'Etat ; ils voulurent en savoir davantage et entreprirent de rechercher en quel pouvoir précis cette souveraineté résidait, où elle avait son siège. En fin de compte nous les voyons opposer à la concep

tion du pouvoir absolu et souverain du monarque la théorie de la souveraineté du peuple.

La question en resta là jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ; à ce moment elle devint l'objet de nouvelles études sous l'influence de deux groupes de faits différents.

La constitution, d'une part, des Etats-Unis d'Amérique en Etat fédératif, en 1789, donna un intérêt immédiat à la question de la souveraineté en tant qu'attribut nécessaire de l'Etat : il s'agissait en effet de savoir qui était souverain, de l'Etat fédéral ou des Etats membres, et quelle était la nature juridique de cette forme politique nouvelle.

Sur le continent, d'autre part, les mouvements tendant à l'introduction du régime constitutionnel ramenèrent les esprits à la question de la souveraineté comme qualité du détenteur du pouvoir.

Le fait que l'on examina la souveraineté tantôt au point de vue de son essence, tantôt au point de vue de son siège, sans préciser d'une façon claire le point de vue que l'on envisageait, devait nécessairement conduire à la complication d'un problème déjà ardu en soi. Cette équivoque engendra des controverses interminables qui persistent encore dans la doctrine contemporaine.

Aujourd'hui le mot « souveraineté » s'emploie dans trois sens différents : dans un sens politique et dans un double sens juridique.

La théorie de la souveraineté, au sens politique, est celle qui recherche en qui la souveraineté réside, qui en est le détenteur. Suivant les auteurs, son siège serait ou dans le peuple, ou dans le monarque, ou dans les divers corps constitués.

Juridiquement, la souveraineté s'entend dans un sens matériel et dans un sens formel.

Au sens matériel ou positif, la souveraineté signifie la puissance étatique, c'est-à-dire, l'ensemble des pouvoirs qui compètent effectivement à l'Etat et qui se manifestent soit extérieurement vis-à-vis des autres Etats, en droit public externe, soit intérieurement, sur son propre territoire, en droit public interne. La terminologie allemande parle de la « Staatsgewalt ».

Au sens négatif ou formel, souveraineté veut dire indépendance absolue de tout autre pouvoir, pouvoir illimité propre de l'Etat.

La question de l'origine de la souveraineté et celle de son siège ne nous retiendront pas plus longtemps.

La première, en effet, est de nature avant tout philosophique ; quant à la seconde, elle ne se pose plus chez nous ; elle y est résolue pratiquement depuis bien longtemps.

Par contre nous allons aborder immédiatement la question juridique, celle de savoir si les cantons suisses sont en vérité des Etats souverains au sens précis ou si, au contraire, comme de nombreux auteurs le soutiennent, les Etats particuliers qui composent la Confédération ne s'appellent Etats souverains qu'abusivement et uniquement en vertu de la tradition historique.

II

Souveraineté signifie tout d'abord puissance étatique.

Comme telle, elle peut à son tour être envisagée soit formellement comme qualité, comme attribut

de l'Etat, en d'autres termes comme compétence, soit matériellement, au point de vue concret, dans les applications de ce pouvoir et dans ses manifestations.

En tant que compétence et que notion abstraite, la souveraineté n'est pas divisible : elle signifie simplement puissance de l'Etat.

Envisagée par contre au point de vue matériel, elle peut se manifester extérieurement de diverses manières et ses applications peuvent varier : c'est ainsi que l'on peut parler d'un pouvoir ou d'une souveraineté plus ou moins étendue, c'est-à-dire comportant un nombre plus ou moins grand d'activités ou de tâches.

Matériellement, dès lors, la compétence peut être divisée suivant les circonstances et les temps. Le rôle de l'Etat grandira au fur et à mesure des besoins et des nécessités et dans la proportion où les énergies particulières ne seront pas assez à même de réaliser les tâches qui s'imposent à chaque génération : l'Etat devra intervenir pour y suppléer.

Pour savoir si les cantons sont souverains, s'ils ont la puissance étatique, il est nécessaire que nous fixions quels devoirs incombent en propre à l'Etat et que nous examinions si et dans quelle mesure les cantons y satisfont : si tel est le cas, nous pourrions dire qu'ils sont souverains dans ce premier sens.

III

Quelle est la tâche propre de l'Etat ?

C'est à la philosophie politique à répondre à cette question. Nous n'avons pas la vaine prétention de vouloir reprendre cette étude à nouveau. Ayant

confiance en ce qui est classique, nous nous bornons à dire, à la suite du philosophe, que le pouvoir public est chargé du bien social, en d'autres termes qu'il doit instituer l'ordre public, en assurer la conservation et, enfin, le promouvoir.

Voyons ces trois obligations successivement.

La première, celle de l'institution de l'ordre public, s'est posée à l'origine des Etats. Elle est actuellement résolue, puisque les droits et les devoirs des individus et des divers groupes sociaux, droits dont la délimitation respective est nécessaire pour que la coexistence sociale soit possible, ont déjà été déterminés voici des siècles, bien antérieurement à la naissance de la Confédération et à celle des cantons comme Etats distincts, dans le cadre des Etats dont ils ont successivement fait partie.

Le second devoir, qui est celui de la conservation de l'ordre institué, implique pour le pouvoir une triple charge : celle d'assurer le remplacement des divers agents préposés aux fonctions publiques ; celle d'administrer la justice ; celle de recourir au besoin à la force armée pour maintenir l'ordre.

Que les cantons aient jusqu'ici assuré le remplacement des divers agents préposés aux fonctions publiques, voilà certes un point qui se passe d'une longue démonstration. Le simple fait de la continuité des services publics établit de toute évidence que ce remplacement s'est toujours effectué.

Pour ce qui est du présent, il suffit d'ouvrir les yeux pour se rendre compte que les petites républiques cantonales sont une pépinière d'hommes d'Etat préoccupés uniquement du bien public et y sacrifiant ce qu'ils ont de meilleur, remplissant leurs fonctions avec habileté et dignité, alliant la ténacité

à la souplesse, le savoir-faire pratique et le sens des responsabilités et des opportunités aux vastes desseins et aux ambitions généreuses ; que leurs corps de fonctionnaires, s'ils ne brillent pas toujours par leur esprit de travail, d'ordre et de méthode apparente, gardent, peut-être en partie par une routine néanmoins méritoire, une foncière honnêteté, de telle sorte que l'on n'a guère eu besoin jusqu'ici, comme cela est souvent le cas dans un régime bureaucratique extrême, de recourir à un mécanisme compliqué de contrôle gouvernemental pour suppléer, encore qu'imparfaitement, à la conscience assoupie ; qu'ils sont exempts de toute tendance à l'omnipotence et à l'omni-ingérence, ce qui est certes aussi un mérite qui, de nos jours, doit être relevé et, enfin, qu'ils remplissent leurs fonctions à la satisfaction du public et du pays.

La seconde obligation résultant pour l'Etat de son devoir de conserver l'ordre institué fait de l'administration de la justice, avec tout ce qui lui est annexé, une fonction exclusive du pouvoir public.

Or les cantons n'ont jamais cessé de remplir cette obligation.

Le droit civil cantonal a suffi à tous les besoins jusqu'au moment où diverses circonstances, en particulier l'attraction des codifications étrangères modernes et l'impossibilité pour un certain nombre de droits cantonaux de se développer davantage et d'une manière propre, risquaient de les conduire à une imitation servile de la jurisprudence étrangère ou à la copie d'autres codes plus parfaits et d'un rayonnement scientifique intense.

Si les compétences cantonales sont actuellement très restreintes au point de vue du droit civil, elles

subsistent encore en droit pénal. Quelques codes pénaux sont vieillis, il est vrai, mais ils peuvent être améliorés à bref délai. D'ailleurs, tels qu'ils sont, ils reposent, dans leurs bases essentielles, sur les convictions populaires, sur l'élémentaire bon sens et sur les notions morales traditionnelles ; ils en gardent cette solidité et cette robustesse qui font l'efficacité des lois principales et sont, à cet égard, bien plus parfaits que le projet de code pénal fédéral qui, portant l'empreinte des ultimes conclusions des théories en vogue, participe fatalement de leur caractère éphémère.

Au reste, si le droit pénal est unifié, l'administration de la justice proprement dite, soit l'organisation judiciaire qui crée les organes chargés de dire le droit et la procédure qui indique les règles à suivre pour le faire reconnaître, appartiennent encore aux cantons.

Or l'organisation judiciaire et la procédure constituent l'essence même de l'administration de la justice, car elles émanent directement de l'Etat, tandis que le droit matériel repose bien davantage sur le sentiment juridique commun.

Ce droit formel importe donc au point de vue de l'Etat, de la souveraineté, davantage que le droit matériel lui-même, puisqu'une procédure et une organisation judiciaire bien comprises peuvent suppléer aux imperfections d'un droit matériel insuffisant, de même que, d'un autre côté, une organisation judiciaire et une procédure défectueuses peuvent paralyser et rendre illusoire le droit le plus parfait.

La conservation de l'administration de la justice, soit pénale soit civile, est donc un droit essentiel pour les cantons et pour le maintien de leur souveraineté et il convient, en passant, de relever le danger que représenterait à cet égard toute extension nouvelle

des compétences du Tribunal fédéral en ces matières.

En troisième lieu, la conservation de l'ordre implique le droit de recourir au besoin à la force armée pour en assurer le maintien.

Or les cantons jouissent également de ce droit. Tous instruisent et entretiennent des corps de police organisés. Ils ont en outre le droit de maintenir sur pied un certain contingent de troupes permanentes ; en cas de nécessité ils peuvent disposer de leurs forces militaires ; la Confédération n'a le droit d'intervenir que subsidiairement, c'est-à-dire dans le cas seulement où les cantons ne seraient pas en mesure de maintenir l'ordre menacé ou de rétablir l'ordre troublé.

Après avoir instauré l'ordre et pourvu à sa conservation, le pouvoir civil a encore une obligation : celle de le promouvoir.

Les cantons ne sont pas non plus restés inactifs dans le vaste domaine de l'activité sociale. L'instruction à tous les degrés, l'assistance publique, l'amélioration de l'hygiène publique, le développement des assurances, bref, toutes les tâches sociales ont, au fur et à mesure des besoins, fait l'objet de leur législation et de leur intervention efficace.

S'ils n'ont pas tous accentué leur orientation dans cette voie, c'est qu'ils sont restés fidèles à une conception plus saine de l'Etat et qu'ils ont pressenti tous les dangers que comportent en réalité l'augmentation sans cesse croissante du nombre des fonctionnaires, l'alourdissement ininterrompu de l'organisme administratif et la dégradation des énergies individuelles qu'entraîne l'intervention étatique dans les problèmes dont la solution incomberait normalement aux particuliers. Et il n'en reste pas moins que,

de façon primaire, les cantons sont compétents pour réaliser les tâches nouvelles qui surgissent ; la compétence fédérale n'existe qu'après qu'elle a été créée par une revision constitutionnelle et attribuée à la Confédération par un vote affirmatif de la majorité des cantons et du peuple suisse.

IV

Tels sont les faits.

Si nous envisageons, du point de vue juridique, ces quelques constatations, nous sommes incontestablement en droit de conclure à l'existence d'une souveraineté, d'une *Staatsgewalt* cantonale, dans le domaine du droit public.

On nous objecterait vainement qu'en ce qui concerne l'une ou l'autre de ces activités les cantons bénéficient de l'appui de la Confédération et que certaines directives générales leur sont données par le droit fédéral pour l'emploi des subsides qu'ils reçoivent. Car les cantons n'en agissent pas moins, pour autant, en vertu de leur droit propre. La Confédération ne peut les contraindre ni à développer leur activité ni à la restreindre ; et, même si l'on prouvait, en citant certaines interventions fédérales ou certaines conséquences résultant de traités internationaux et influençant directement ou indirectement la législation cantonale, que la Confédération a la tendance à intervenir dans des matières où les cantons sont seuls compétents, cela ne signifie pas encore que ces interventions soient conformes au droit. Ceux-là mêmes qui les invoquent pour contester la souveraineté cantonale doivent reconnaître que, juridiquement parlant, ces mesures sont inconstitutionnelles et lèsent les droits des cantons.

V

Passons maintenant aux manifestations extérieures de la souveraineté cantonale, c'est-à-dire à l'examen des rapports des cantons entre eux et à celui des rapports des cantons avec les Etats étrangers.

Entre eux, les cantons apparaissent comme des sujets du droit des gens pour autant que leurs rapports réciproques ne sont pas réglementés par la Constitution fédérale.

On peut donc parler avec raison d'un droit des gens suisse que l'on peut aussi appeler « droit intercantonal public » par analogie avec le terme « droit international public », dont la doctrine française se sert pour désigner le droit des gens. La jurisprudence du Tribunal fédéral à cet égard est constante : elle reconnaît l'existence d'une souveraineté extérieure cantonale, vis-à-vis des autres cantons. Les divers concordats conclus spécialement au cours du siècle dernier et encore en vigueur de nos jours ne sont pas autre chose que des émanations de cette souveraineté.

Il est vrai que ce droit des gens présente certaines particularités ; entre autres, des bornes sont mises à son développement et à sa modification par la Constitution fédérale ; en outre, le droit de se faire justice par les armes est exclu.

Certains affectaient de voir là une infériorité spéciale et ils en déduisaient qu'il ne saurait plus être question de souveraineté là où l'emploi de la force est limité ou même proscrit. Les événements actuels leur auront déjà montré dans quelle erreur ils se trouvaient ; ils en auraient été convaincus depuis long-

temps s'ils s'étaient souvenus de notre vieux droit public suisse.

En effet, dès l'origine même de notre pays, dès la fondation de l'ancienne Confédération, c'est-à-dire à une époque où la doctrine admet unanimement l'existence de la souveraineté cantonale, les premières conventions des Ligues helvétiques restreignaient l'emploi de la force et visaient à l'exclure totalement en obligeant les Confédérés à « s'assister mutuellement de toutes leurs forces, secours et bons offices, tant au dehors qu'au dedans du pays, contre quiconque tenterait de leur faire violence, de les inquiéter ou molester en leurs personnes et en leurs biens, » comme s'exprime l'alliance du 1^{er} août 1291. Le pacte de Brunnen précise encore cette obligation : « Dans le cas où une discorde ou une guerre devrait éclater entre les Confédérés, les plus sensés et les plus sages seront appelés pour apaiser la discorde ou arrêter la guerre à l'amiable ou par jugement. » « S'il éclatait une guerre ou une discorde entre les Confédérés et que l'un d'eux ne voudrait pas se soumettre à un arrangement amiable ou à un jugement, le troisième devra prendre celui qui se soumettrait sous sa protection et lui aidera pour arriver à un arrangement amiable ou à un jugement. »

Les dispositions de l'article 14 de la Constitution fédérale qui prescrivent qu'en cas de différends les Etats s'abstiendront de toute voie de fait et de tout armement et qu'ils se soumettront à la décision qui sera prise sur ces différends conformément aux prescriptions fédérales ne sont donc que la consécration de principes ancrés dans nos traditions confédérales.

Cette norme correspond à notre histoire et à l'essence de notre Etat fédératif ; elle n'implique la dé-

chéance d'aucun droit essentiel ; bien au contraire, elle est l'indice d'une conception plus élevée, l'expression d'un progrès moral certain : elle signifie la substitution du devoir de rendre justice au droit de se faire justice ; loin d'être une imperfection, elle est un pas décisif vers la réalisation d'un idéal plus haut et d'une notion plus noble des devoirs des Etats entre eux.

Nous pouvons donc dire que le droit public intercantonal est un droit plus affiné que le droit public international.

La même conclusion s'impose si l'on considère les procédés et les obligations des cantons les uns vis-à-vis des autres par rapport à leurs ressortissants. Le devoir de concourir réciproquement à l'administration de la justice en matière civile ou pénale, celui de subvenir à l'entretien et aux soins à donner aux ressortissants pauvres d'autres cantons, celui de traiter les citoyens confédérés comme ses propres ressortissants en matière de législation et pour tout ce qui concerne les voies juridiques, celui d'exécuter les jugements définitifs rendus dans un canton, la prohibition de la double imposition, sont tout autant d'exigences de principes supérieurs de justice et d'humanité dont la réalisation est conforme aux intérêts de l'Etat, et non point la négation de la souveraineté cantonale externe, vis-à-vis des autres Etats confédérés.

Qu'en est-il des rapports des cantons vis-à-vis des autres Etats, soit au point de vue du droit international public ?

La solution de cette question dépend de la manière dont la Constitution fédérale règle le droit de représentation et les diverses relations extérieures

entre les cantons et les Etats étrangers. Or nous constatons que l'article 8 réserve en faveur de la Confédération seule le droit de faire la guerre et de conclure la paix, ainsi que de faire des alliances et des traités, notamment des traités de douanes et de commerce. Les droits essentiels découlant de la souveraineté extérieure appartiennent donc à la Confédération ; elle seule apparaît comme sujet de droit en droit des gens.

Ce n'est qu'exceptionnellement que les cantons ont conservé le droit de conclure avec les Etats étrangers des traités sur des objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police, et encore doivent-ils en ces matières recourir à l'intermédiaire du Conseil fédéral pour correspondre officiellement avec les gouvernements étrangers ou leurs représentants. Des rapports directs ne peuvent avoir lieu qu'avec des autorités inférieures ou des employés de l'Etat étranger ; ceci indique nettement que les compétences essentielles reviennent bien à la Confédération. Il n'y a dès lors pas de souveraineté cantonale à cet égard : les articles 8, 9 et 10 de la Constitution fédérale ne permettent aucun doute quelconque. C'est la Confédération qui assume par sa diplomatie, et au besoin par son armée, la sauvegarde de nos droits à l'extérieur ainsi que la protection contre tout danger venant du dehors.

JOSEPH PILLER,

Professeur à l'Université de Fribourg.

(La fin prochainement.)



Un timide.

—♦—
NOUVELLE
—♦—

Ne croyez point timides ceux qui prétendent l'être, qui prennent un air gêné et vont disant : « Je n'ose pas ». Jamais mon ami Jean — un vrai timide celui-là — n'a dit : « Je n'ose pas ». Il se serait plutôt fait hacher menu, car il avait une désastreuse propension à tout exagérer. Ce qu'il a le plus exagéré, c'est la façon dont il acceptait, ou mieux n'acceptait pas son excessive timidité. Il en souffrait comme d'une honte. Il la supportait comme on supporterait un furoncle au bout du nez. Sa terreur qu'on le sût timide le rendait parfois audacieux à l'extrême. D'autres fois, le plus souvent lorsqu'il était mis en présence d'une femme encore inconnue de lui, il rougissait et se troublait au point d'en perdre le contrôle de ses mouvements, de sa pensée. Après de telles mésaventures le malheureux était désespéré. Je le savais désespéré non par ce qu'il m'en disait, — il s'en fût bien gardé, — mais par les compensations qu'il s'accordait, voulues sans doute par un besoin d'équilibre, ou pour prouver sa force à lui-même et à d'autres. Lui, si soumis aux bienséances, si soucieux des formes, du qu'en dira-t-on, il allait par la

parole aux audaces extrêmes, saccageait les convenances, démolissait la société.

C'était, du reste, par des considérations générales, par des aperçus de psychologie impersonnelle qu'il me révélait, sans le savoir, les tourments de son esprit, de son cœur, et la couleur exacte de ses pensées. Elle n'était point diaprée, je vous le certifie. Et cependant, il savait être gai, et plus qu'un autre, mais il lui fallait pour cela se trouver en la société d'amis, de camarades, gais eux-mêmes, et dont il sentait la sympathie.

Quoi qu'il en fût de ses excès d'audace et de timidité, son attitude habituelle était un silence froid ou mélancolique. Ainsi il plaisait aux femmes, d'autant plus lorsqu'il lui arrivait de rougir en leur présence, parce qu'alors elles se croyaient troublantes. Mais ce malheureux avait mis dans sa tête qu'être timide, rougir, est du plus haut ridicule et il était humilié de leur plaire de cette façon-là. Son talent à se gêner la vie était surprenant. Dans ce cœur, comme en un creuset fatal, toute possibilité de joie se transformait en souffrance.

Nous avons longtemps vécu sous le même toit, lui et moi. Durant ce long temps nous crûmes avoir, lui quelque confiance en moi, moi de l'affection pour lui. Une triste circonstance survint et ces beaux sentiments se révélèrent superficiels et fragiles. Les meilleurs amis ne se comprennent, ne se pénètrent pas, et ne peuvent rien les uns pour les autres dans les troubles profonds.

Par ses demi-confidences — que je lui aidais beaucoup à me faire — je savais Jean amoureux d'Isabelle, une toute charmante enfant qui ne le décourageait aucunement. Toujours il projetait de lui parler de

ses sentiments et de ses espérances, et toujours, le moment venu, il découvrait un prétexte pour remettre ses effusions et ses questions à la prochaine entrevue.

Je savais aussi qu'il était aimé d'Amanda qu'il n'aimait point. Il me fit d'elle, un jour, ce portrait :

— Amanda me déplaît. Elle est pédante, bavarde. Elle n'a nulle finesse, nulle compréhension en dépit de sa prétendue intelligence. Elle est si sûre de sa vertu que la réserve lui est étrangère. On lui cherche en vain de la beauté et sa jeunesse n'est bientôt plus qu'un souvenir.

Ce qui ne l'empêchait point d'accepter les pressantes invitations de cette demoiselle. Il n'osait tout simplement pas refuser de s'y rendre. Un jour — néfaste pour lui — il revint de chez elle dans un état d'extraordinaire exaspération. Il accablait sans mesure M^{lle} Amanda d'épithètes quasi injurieuses. J'eus beaucoup de peine à tirer de lui le pourquoi de cette aigreur sans précédent. Si j'y ai réussi, c'est qu'il était littéralement sorti de sa peau.

« Amanda l'avait traité de pauvre crétin, d'empoté, ou tout comme, puisqu'elle avait dit en sa présence, à son affreuse amie Hélène, qu'il était bien trop timide pour jamais faire la cour à une femme... »

Tout ce que je pus dire pour panser cet amour-propre écorché fut aussi efficace que si je lui eusse donné des conseils. Il s'entêta dans sa phobie.

Il fut sombre et préoccupé quelques jours, et taciturne plus que jamais. Il ruminait — je m'en rendis compte plus tard — la sottise qui a fait son malheur. — Cet état fit place à une agitation inquiète, puis il entra dans un morne abattement. A mes questions les plus affectueusement pressantes, il opposait de brusques : « Je n'ai rien » qui m'envoyaient

au diable. Froissé, je l'ai laissé à lui-même. Aujourd'hui encore, je me reproche d'avoir pensé plus à ménager mon petit amour-propre qu'à son chagrin dont je n'ai pas compris en ce temps-là toute l'âpreté et toute la profondeur.

Nous vivions trop près l'un de l'autre. Les petits gestes quotidiens tissent un voile épais derrière lequel se tient le tragique. Quelquefois, c'est le sublime qui est là, insoupçonné. Ou c'est le bonheur, qui s'effrite, inutilisé. Si, m'oubliant un peu, je m'étais penché plus avant sur le cœur souffrant de mon ami, si j'avais insisté pour qu'il me l'ouvrît, nous aurions pu, peut-être, à nous deux, couper la corde que, par la faute de sa sacrée marotte, il s'était attachée au cou.

Quand il m'apprit son mariage avec Amanda, c'était la onzième heure. Il s'était cuirassé, fermé de plus en plus et ne me donna aucune explication. Les erreurs qui font souffrir la vanité, celles surtout que teinte le ridicule, ne se racontent pas. Voulais-je comprendre ? J'avais les conjectures à ma disposition. Un instant, je me suis attardé à l'idée qu'il m'avait joué la comédie, et que des deux, c'était Amanda qu'il aimait. Après mûre réflexion, j'ai mis cette supposition à l'écart.

Il me fut donné un jour de contrôler l'exactitude de celle à laquelle je m'arrêtais et que voici :

Lorsqu'un insecte a le malheur d'entrer en de trop proches relations avec les feuilles de la rossolis ou telle autre plante de même appétit, il est instantanément englué, comprimé par cent quatre-vingt-douze tentacules, retenu prisonnier jusqu'à la mort qui lui est lentement donnée.

Je ne prétends pas qu'Amanda ait mis en jeu cent

quatre-vingt-douze tentacules pour retenir mon ami Jean à l'heure où, avec sa coutumière exagération, il aura voulu prouver n'être pas un « pauvre crétin », se doutant trop tard qu'il allait à fins contraires. Je suis même persuadé que sa timidité et son maladif amour-propre furent de plus sûrs liens que tous ceux qu'aura pu forger cette dame.

Je ne voyais plus mon ami Jean qu'en de rares occasions, et infailliblement flanqué d'Amanda qui m'avait toujours l'air de le tenir à la courte laisse. Autant dire que je ne le voyais plus.

Un soir que, par exception, j'avais quitté mon coin de feu pour aller voir exécuter les danses du jour que je ne connaissais point encore et dont on me vantait la grâce, — qui m'échappe, — je découvris Jean accoté à un chambranle. Il était seul et m'apprit que sa femme, un peu souffrante, était restée au logis. La mine coupable, et comme s'il me devait des comptes de sa conduite, il bredouilla que s'il n'était pas resté auprès d'Amanda, c'est qu'un impérieux besoin de prendre l'air l'avait poussé dehors. Je trouvais extraordinaire sa façon de prendre l'air dans cette salle surchauffée, mais je lui scellai ma pensée.

Il feignait de m'écouter tandis que son esprit et ses yeux erraient manifestement à la recherche de quelqu'un. Cette recherche se prolongeant, il devint nerveux et ne feignit même plus de s'intéresser à mes remarques — dans lesquelles je mettais pourtant toute l'ironie et tout l'esprit dont je puis disposer — sur l'anatomie des couples qui venaient à tournoyer dans notre voisinage.

Ses yeux inquiets, ses membres agités s'immobilisèrent tout à coup, et mon regard allant au point d'arrêt du sien, je vis Isabelle. Elle marchait dans

notre direction, au bras d'un jeune homme en la compagnie duquel elle ne s'amusait pas, à en juger par ses traits figés et son regard absent. Jean fit un mouvement pour se cacher derrière moi, y renonça et salua gauchement lorsqu'Isabelle passa auprès de nous. Elle eut pour lui le signe de tête que l'on accorde à un ennemi dans le cas où la plus mince courtoisie oblige à le saluer. J'avais observé qu'à la vue de Jean les yeux vagues de la jeune fille s'étaient animés, sa figure morne et pâle avait pris de la couleur et de la vie. Après l'octroi de son hautain petit salut, sous le nez même de Jean, elle se pencha vers son compagnon, eut pour lui un radieux sourire et quelques mots chuchotés qui furent accueillis avec la plus évidente ferveur. Jean suivait d'un regard avide ce couple si soudainement heureux. Je voyais ses yeux s'agrandir jusqu'à sortir de l'orbite, signe chez lui que le sang battait à folle allure. Par expérience je savais qu'il en résulterait une forte excitation nerveuse et qu'il parlerait, qu'il se livrerait tout au moins en me servant de ses considérations générales, qui me donnaient autrefois si bien la note de son état. Je l'entraînai dehors.

La lune, ronde et brillante, éclairait le pavé de la rue, un coin de maison, un toit d'ardoises. Et ces choses laides, qui rayonnaient, paraissaient belles. Dans l'air était éparse l'ensorcelante lumière qui trouble les amoureux, s'insinue en eux comme un fluide, exalte et ravit les heureux, exaspère et désespère les autres. Jean avait l'air d'aspirer cette astrale atmosphère, et je voyais l'infini désir et le puissant regret prêter de la grandeur à son simple visage.

Nous arrivions sur une place tout inondée de clarté. Il s'y passait une petite scène qui nous ternit

la beauté du monde : un sergent de ville ramassait, en l'insultant, un ivrogne qui résistait avec des hoquets et des plaintes. Pour Jean, ce fut le prétexte à entamer ses ratiocinations. Comme toujours, c'était haché, interrompu. Un peu comme un feu souterrain qui, trouvant enfin une issue, sort avec, pêle-mêle, des pierres, de la lave, des flammes, de la cendre... Et j'avais soin d'entretenir cette éruption.

— Tu as entendu ce flic ? Il a dit à ce vieux pochard : « C'est encore vous ! » Oui, c'est encore lui. Il sait ce qui l'attend et il a de nouveau trop bu de sa sale drogue... Toujours imbécile et toujours malheureux !... voilà l'homme ! Un misérable esclave !... Pour un animal supérieur !... Que dis-tu ? Lui, libre ! Oui, oui, libre de commettre des erreurs, de faire des sottises... Libre de souffrir, de faire souffrir... de souffrir tant qu'il veut, tant qu'il peut et plus qu'il ne peut... Mais libre de monter vers la lumière !... où il trouverait le bonheur... Non, d'obscurités et traîtresses forces le tirent du côté de l'ombre, de la vase... Libre ! Pas même fichu d'être le maître de sa pensée. Elle l'obsède, le harcèle, le torture. Et, pauvre catoblépas, il est là, à se ronger les pattes... Tu dis : être plus fort qu'elle, résister à ses suggestions. Si elles sont plus fortes que lui ? Vaincre ses passions ? Tu parles comme un pasteur presbytérien. Il n'y a pas que les passions. Il y a toute la pacotille des défauts, et toutes les petites, toutes les mesquineries humaines, toutes les erreurs et toutes les sottises. Et il y a la vanité. En avons-nous assez discuté !... Tu m'as dit un jour : « Rien comme elle pour nous obscurcir l'esprit ». Tu n'as jamais mieux dit. Oui, elle obscurcit l'esprit, elle est néfaste... En changer ! Dis donc : s'en corriger, comme d'une

faute d'orthographe, tout simplement. La troquer contre ses vertus contraires... Ou l'effacer... On blanchirait plutôt un nègre avec du savon. Atténuer !... A coup sûr, tu peux le teindre, le peindre, le vernir, mais il sera toujours nègre par-dessous... Et quand une grosse pluie d'ouragan viendra lui ôter sa teinture... Ah ! tu dis : se transformer lentement. Je suis d'accord. C'est d'un facile, c'est même d'un inévitable... On épaissit, on se déplume, on enlaidit. On s'abêtit, on s'aigrit... Oui, oui, on se transforme lentement... Des exceptions ! Non, pas même toi. Après tout le temps que je ne t'ai vu, je te retrouve avec ton sourire de coin et tes dents pointues. La charité n'est pas née en toi. Et je retrouve, tout pareils, tes gestes, tes tournures de phrases, tes expressions, tes mots. Puisque le style, c'est l'homme, ta substance intime, ton essence, n'a point changé. Et cette humble passion, dont tant de fois tu as pris la résolution de te défaire !... Sans compter toutes les cigarettes que tu as grillées depuis notre départ de ce lieu de plaisir... Peh ! un lieu de plaisir !... j'ai senti, là-bas, que tes habits empestent le tabac. Et ça, ce n'est qu'une petite passion qui a crû sur toi comme un champignon sur un tronc. Tu peux l'extraire, ce n'est pas bâti avec ta chair, ça ne fait pas partie de ton essentiel. Et toi, tu es un sage, un fort. Alors, les autres ?...

Nous étions arrivés à sa porte. Nous nous séparâmes, lui mécontent d'avoir trop parlé — toujours il regrettait ses sorties, naturellement — et moi mécontent qu'il eût relevé ma faiblesse et accusé mes vêtements d'empester le tabac. Ayant mis mes sentiments à l'écart, je me pris à réfléchir, et, après avoir reconnu que ma vanité, que je prenais tant de

soin, depuis l'âge de raison, d'atténuer, de transformer, d'enterrer, ressurgissait à la plus futile occasion, je donnai raison à mon malheureux ami.

Malheureux, il ne le fut plus très longtemps. En août 1914, avec une hâte fébrile et qui me parut suspecte, il abandonna Amanda et tous ses devoirs pour aller grossir le nombre des Suisses qui se battaient pour la France. Ce timide s'est révélé brave jusqu'à la témérité, jusqu'à l'inutile témérité. Inutile ? Je ne sais s'il serait d'accord. Elle l'a délivré d'Amanda, et de la vie, qu'il maniait avec si peu d'art qu'elle n'aimait pas ce maladroit. Il le lui rendait bien. Amanda a épousé un interné anglais qui a eu la bonne idée de l'emmener en Australie.

C. VALLON.





Sous terre en Italie.

Le seul nom d'Italie évoque pour nous, gens du Nord, le pays du soleil, du ciel bleu, de la mer étincelante, des collines nuancées par l'ombre légère des oliviers, et des grandes plaines nues et brûlées ; nous allons dans la péninsule pour admirer la beauté de ses sites, sa nature exubérante, la richesse de ses fleurs. L'Italie, pour nous, est le pays de la lumière. Nous ne nous doutons pas de ce que renferme cette terre miraculeuse. Nous connaissons bien, il est vrai, cette ville souterraine étendant et superposant ses kilomètres de rues étroites et enchevêtrées, ces catacombes chrétiennes qui constituent le funèbre sous-sol de la Rome vivante. De celles-ci je ne parlerai pas : trop souvent déjà elles ont été décrites. Mais le sol d'Italie recèle bien plus encore : tombes, maisons, temples, canaux, ponts, sur lesquels marche le touriste inconscient des ruines qu'il foule.

Je me propose de retracer brièvement, dans les pages qui vont suivre, quelques-unes des promenades que j'ai faites sous terre en Italie. Si le lecteur veut bien m'y suivre, munissons-nous de torches et de bougies et partons.

Laissant derrière nous Naples la bruyante sur son golfe bleu, nous avons gagné Cumes, l'antique colonie grecque. Pour que les Anciens aient placé l'entrée des enfers dans cette région, c'est sans doute qu'à leur époque les champs Phlégréens étaient un pays aride et stérile d'où toute vie semblait absente. Aujourd'hui, c'est au contraire une région vivante ; les nombreux cratères de volcans éteints dont elle est parsemée lui ont valu une terre riche et fertile : cultures maraîchères, prairies et vignes y voisinent ; quelques arbres couronnent le sommet d'un cône volcanique et se détachent en foncé sur le ciel, comme autant de légers traits de pinceau. On ne saurait imaginer contrée plus débordante de vie. Parmi la verdure éclate l'azur de trois petits lacs : le lac Lucrin, le lac Averno, le lac de Fusano. La Méditerranée étend à deux pas de là son immensité bleue et s'arrondit mollement d'un côté dans le golfe où baigne Baïes, de l'autre dans celui de Gaète. A tout ce vert et ce bleu se mêlent, tels des papillons, le rose pâle des pêchers fleuris et les taches ponceau des fleurs des cactus rampants ; au-dessus s'élargit la voûte immense d'un ciel turquoise, éblouissant de soleil : tout, dans ce paysage, s'harmonise en un hymne fervent à la vie.

C'est ici pourtant qu'aujourd'hui, comme autrefois Enée, nous pénétrerons, une amie et moi, jusque dans l'ancre de la sibylle de Cumes ; nous descendrons aux Enfers. « Mais vous en remonterez ! » nous dit notre guide, manifestement très fier de son mot. C'est un homme du peuple, vêtu en monsieur, et qui porte bien ses habits d'excellente coupe. Il a du savoir-faire ; il a vu un grand nombre d'étrangers déjà ; au vol, il a attrapé quelques bribes de leur

langue ; il tient à contenter le client, et puisque — très aimablement — nous avons bien voulu sourire à sa première plaisanterie, il se fera un devoir d'assaisonner de cette façon toute la promenade.

Facilis descensus Averno.... Tout près du lac bleu aux rives plantées de vigne, nous entrons dans la colline par une porte que cachent à demi les plantes tapissant le rocher, et suivons un long corridor, large et haut, dont la pente s'enfonce en ligne droite dans la terre. Un silence absolu nous accueille. « C'est ici le séjour des ombres, du sommeil et de la nuit endormeuse. »

Umbrarum hic locus est, somni noctisque soporae.

Un second guide, trouvé à l'entrée du couloir, nous précède : il porte dans chaque main une torche de résine enflammée qui jette sur la paroi rocheuse des clartés vacillantes ; l'autre guide ferme la marche ; il n'a pas de torche. En me retournant, je vois sa silhouette mince se détacher sur un cadre de lumière : la porte d'entrée est restée ouverte, et par l'embrasure j'aperçois la clarté du jour. Nous avançons rapidement ; l'obscurité me semble augmenter ; je ne vois plus derrière nous qu'un minuscule point lumineux ; en même temps le couloir se rétrécit, la pente s'accentue. Nous marchons en silence ; des vers de Virgile me reviennent en foule à la mémoire, ces vers qu'on apprend péniblement sur les bancs de l'école, au temps où l'espoir de voir jamais le pays de l'*Enéide* paraît un rêve audacieux, — et le voilà réalisé !

Soudain, on m'arrête. Avec un superbe mépris de la logique et de l'ordre voulu des choses, parlant de l'Enfer avant même que nous ayons rencontré la

Sibylle qui devait nous y conduire, notre guide annonce triomphalement : « Le Styx aux eaux noires ! » A nos pieds, en effet, je distingue vaguement dans la pénombre, une nappe liquide.

— Mesdames, reprend pompeusement notre cicérone, il s'agit de passer ; mais n'ayez pas peur, Charon est là.

Ce disant, il pointe du doigt vers l'autre guide. Charon est là, fort bien ; mais au lieu du farouche et crasseux vieillard de la fable, c'est un jeune gaillard solidement musclé, avec une ombre de moustache et des cheveux bouclés : ô miracle ! Charon a rajeuni avec les siècles ! Il est aussi devenu plus amène et ne nous tient pas un discours bourru ; je lui en sais gré. De barque, cependant, je ne vois trace. Mais Charon a vite fait de se déchausser ; il tend l'une de ses torches à notre guide, charge mon amie sur ses robustes épaules et entre dans l'eau. Je vois ce groupe étrange s'éloigner, faiblement éclairé par la torche tremblotante, puis, à un tournant, disparaître. Une minute s'écoule, on entend un clapotis, Charon reparaît, mais seul et sans torche ; l'instant d'après, dans l'obscurité complète, je franchis à mon tour, de la même façon, le fleuve « qu'on ne repasse pas ».

C'est au seizième siècle seulement, à la suite d'une éruption qui modifia la topographie de la région entière, que le couloir menant à la grotte de la Sibylle se trouva intercepté par cette eau tiède et peu profonde d'ailleurs, que les guides baptisèrent Styx.

Après avoir fait un coude, la galerie aboutit à deux chambres contiguës ; la première, étroite, est l'antichambre où se tenait le pèlerin venu pour consulter l'oracle ; la seconde, plus spacieuse, où l'on voit des restes de mosaïques romaines, était, s'il est permis

de s'exprimer ainsi, le boudoir de la Sibylle ; on y distingue une sorte de lit en pierre. A côté, un canal rond traverse l'épaisseur du mur et débouche dans l'antichambre : c'est par là que la Sibylle communiquait ses oracles. Charon tient à ce que je lui adresse quelques paroles par ce trou pour que (moi aussi) j'aie été une fois sibylle dans ma vie : « *Mi faccia questo piacere...* » Décidément, Charon est d'une amabilité à toute épreuve : je suis obligée de céder à ses instances et je lui crie par l'ouverture quelques mots français qu'il trouve sans doute très...sibyllins.

Sur ces entrefaites, l'autre guide nous rejoint et, nous promettant de nous rendre à la lumière du jour :

— Vous êtes descendues aux Enfers, dit-il, vous allez remonter au Paradis.

Je pressens, à l'entendre, que dans sa cervelle, chose étrange, Virgile et Dante, l'Enfer, Charon, la Sibylle, Laure et le Paradis s'entremêlent sans qu'il se doute de ce désordre. Cet amalgame quelque peu déconcertant d'éléments aussi hétéroclites alimente une bonne humeur et une verve intarissables.

Charon, comme il convient, est plus taciturne, il sent le poids de sa dignité ; attentif à son auguste mission, gravement et en silence, il me ramène au premier couloir et me dépose, saine et sauve, au sec, puis s'en retourne chercher ma compagne. Pendant ce temps, solitaire, tenant à la main la torche de résine grésillante, je remonte lentement — *sola sub nocte per umbram* — l'obscur et longue galerie : le point lumineux qui se distingue au fond grandit peu à peu et devient un rectangle de lumière. Voici la porte ; et soudain, telle une grosse turquoise sertie d'émeraudes, le lac Averné surgit, coupe bleue et rives vertes.

Sed revocare gradum superasque evadere ad auras, hoc opus, hic labor est....

* * *

Ayant pu sans encombre, remonter des enfers, il était naturel que je fusse désormais pleine de courage pour les expéditions souterraines. Au reste, je devais en faire plus d'une encore. Une région m'attirait tout spécialement parce que, plus que toute autre, elle renferme un monde de trésors : c'est l'Ombrie actuelle, l'ancienne Etrurie. C'est un pays accidenté, où les chaînons de l'Apennin dessinent en se coupant et s'entrecoupant de petites vallées aussi profondes que courtes. Dans cette région sauvage, mais pittoresque et fertile, les Etrusques fondèrent de nombreux villages. Quelques-unes de ces cités subsistent encore, détruites puis reconstruites à plusieurs reprises au cours des siècles, mais conservant leur emplacement primitif. Elles sont généralement juchées sur un éperon montagneux dominant la plaine, posées au sommet de la haute paroi rocheuse qui les soutient comme l'aire d'un aigle, fouettées par le vent, exposées aux ardeurs du soleil et aux rudesses des intempéries. A proximité des portes de toute ville étrusque, ou sur la croupe de la colline lui faisant face, la nécropole étendait à côté de la ville aérienne une seconde ville souterraine, cité des morts auprès de la cité des vivants.

Un paysan de Volterra, se proposant de transformer son verger d'oliviers en un champ de blé, rencontre en labourant quelques blocs de pierre ; on creuse, on fouille, on trouve une chambre renfermant des urnes cinéraires et quelques autres menus objets de

provenance étrusque : la nécropole de l'antique Velathri vient d'être découverte. Une fois la première trouvée, il suffit en effet de sonder les environs pour découvrir les autres cellules mortuaires. Parfois, des cippes en forme de grosses pommes de pin, disséminés dans l'herbe, indiquent l'endroit à explorer, et permettent d'éviter les tâtonnements et les sondages infructueux.

Ces nécropoles étrusques constituent les arcanes d'une civilisation que nous pressentons considérable, mais qui, malgré les nombreuses inscriptions lapidaires que nous possédons, reste encore pour nous un livre fermé. D'autres écritures plus difficiles et plus anciennes ont été déchiffrées : les hiéroglyphes, les briques assyriennes n'offrent plus de mystère. L'étrusque, auquel nous savons pertinemment que le latin a fait de nombreux emprunts et que l'empereur Claude, au premier siècle, lisait encore, attend toujours son Champollion ; les lettres de l'alphabet ont été déterminées, et quelques mots semblent avoir été devinés, mais l'ensemble nous échappe. Ce que nous savons des Etrusques nous a été révélé en grande partie par leurs tombes : c'est pourquoi une visite aux nécropoles de Chiusi ou de Corneto offre un intérêt palpitant. Mais il faut pour ce voyage avoir de bonnes jambes et ne pas redouter les escaliers. Ces chambres souterraines sont situées à une profondeur qui varie entre 3 et 7 mètres, et parfois même dépasse ce dernier chiffre, et les marches d'accès, bien qu'elles soient le plus souvent modernes, n'en sont pas moins raides.

En tâtonnant, j'ai descendu ces marches hautes et étroites ; au mur, quelque cloporte, quelque arai-

gnée dessine une ombre fugitive, dérangée dans son immobilité par la lueur de la lanterne à acétylène ou la lumière tremblotante d'une petite lampe à huile plate, toute semblable à celle des anciens Romains. Me voici dans une chambre dont les dimensions ne m'apparaissent pas nettement au premier moment. Bientôt, accoutumée à l'obscurité, je discerne mieux ce qui m'entoure. La cellule est, en général, petite et mesure environ deux mètres sur trois ; le plafond est pointu comme un toit ; l'ensemble reproduit en somme le modèle de la maison primitive. Parfois, des portes basses ouvrent sur des chambres latérales. Un banc de pierre, placé le long du mur, supporte les urnes cinéraires. Aux parois, des peintures s'allongent en bandes claires entre une double rangée de larges filets rouges et noirs. Les sujets en sont empruntés aux scènes de la vie conjugale, aux jeux, aux courses. Les différences de style attestent la variété des époques : tout d'abord, les silhouettes ont une raideur égyptienne ; dans un visage vu de profil, l'œil se présente de face ; les longues mains des danseuses s'infléchissent à angle droit au poignet. Puis, avec les progrès de l'art, les gestes s'assouplissent, la silhouette plus gracieuse se devine au travers des voiles qui la drapent, les visages ne sont plus ceux de poupées de cire : le front fuyant se redresse, l'œil prend une position normale, le nez s'arque légèrement, la bouche s'entr'ouvre pour parler. Les conjoints sont assis à côté l'un de l'autre, le mari pose la main sur l'épaule de sa femme ou, dans un geste tout familier, lui prend le menton. Enfin quelques silhouettes s'élèvent à la perfection d'un portrait, si bien que ces peintures, datant de quelques siècles avant l'ère

chrétienne, semblent contemporaines de fresques du XV^e siècle. J'ai rencontré des tombes — mais elles sont rares — ornées de sujets empruntés à la mythologie grecque : le pieu démesurément grand d'Ulysse s'approche de l'œil unique d'un si gigantesque Polyphème qu'on distingue mal, au premier instant, sa tête et son rictus hideux, — composition brutale visant à remplir le spectateur d'horreur, conçue et exécutée avec la naïveté des contes d'ogres qui donnent des cauchemars aux petits enfants.

Dans les autres peintures, par contre, l'effort esthétique apparaît nettement. Ce qui frappe, c'est une symétrie poussée jusqu'à ses dernières limites : silhouettes détachées et groupes se répondent et se contre-balancent, séparés par le motif d'un rameau ou d'une fleur stylisés. Au fronton triangulaire qui surmonte la porte, comme à celui de la paroi opposée, figurent en général deux panthères, tigresses ou lionnes bleues, tournées vers l'autel qui les sépare. Il n'est pas rare qu'au-dessus de la fresque coure une guirlande de feuilles de lierre, dont le motif est répété au plafond ; ce dernier, pourtant, est divisé le plus souvent en un damier bicolore, ou, s'il est plat, orné sur toute sa surface de petits caissons réguliers creusés dans la roche, parfois aussi d'un seul grand caisson central dont les bords, relevés d'une ligne de couleur, portent une tête de Gorgone menaçante. On rencontre beaucoup d'animaux dans ces fresques ; ils frappent par leurs couleurs fantaisistes, mais le dessin en est bon ; les chevaux en particulier sont remarquables. Parfois, un singe grimpe à un arbre, des oiseaux se perchent sur de frêles rameaux de cornouiller.

L'admirable état de conservation de ces fresques

m'émerveille ; les teintes sont encore vives, le bleu domine, ainsi que le rouge ; le vert est rare, le jaune fréquent ; souvent les contours sont tracés en noir ; le tout s'enlève sur un fond clair dont l'encadrement sombre accuse encore la pâleur. Les silhouettes mesurent en moyenne 60 centimètres de hauteur ; elles sont remarquables par leur vie, même celles que dépare encore la raideur hiératique des figures égyptiennes.

Une visite un peu prolongée dans une de ces chambres mortuaires, l'étude attentive de ces visages, laissent l'impression d'avoir été en contact avec des personnes réelles ; on a le sentiment d'avoir pénétré dans leur vie intime et légèrement soulevé le voile épais qui nous sépare de cette antique civilisation. On s'en va, emportant la vision gracieuse des danseuses aux robes légères et des musiciens soutenant de leurs bras tendus le double tuyau d'une longue flûte. On remonte l'escalier aux marches hautes que fermait jadis une porte de pierre massive et l'on retrouve, ébloui, le soleil fervent qui dore l'herbe maigre de la colline. A peu de distance, le bourg moderne, qui a remplacé l'ancienne cité étrusque, profile son mur d'enceinte médiéval et sa haute tour rectangulaire. Très haut, dans le ciel d'azur, des alouettes invisibles s'égosillent.

* * *

Le temps n'est plus où Pompéi entière gisait sous terre, abandonnée, ignorée, presque oubliée. Aujourd'hui, la moitié de la ville a revu le jour ; on la visite au clair soleil, sous la voûte intensément bleue du ciel napolitain. Le théâtre d'Herculanum, par contre, demeure enseveli sous l'épaisse couche de lave dont

il fut recouvert en 79 de notre ère, et tel il restera longtemps encore, sans doute : il faudrait, pour le dégager, faire sauter tout un quartier de cette ville de *Resina* qui a surgi sur l'emplacement de l'ancien Herculaneum. Mais ce qu'on peut voir mérite d'être vu.

On entre dans une maison : l'inévitable gardien vous délivre l'inévitable billet d'entrée, — toujours le même format et la même vignette, puisque tous ces lieux de fouilles rentrent dans la catégorie des monuments nationaux et relèvent de la direction centrale de Rome. Ici, cependant, une bougie vient se joindre au billet. Au bas d'un premier escalier, on enfle son manteau, car il fait frais, humide surtout. Le gardien allume les bougies, et, éclairés par cette lumière très insuffisante, nous descendons une nouvelle série de marches : elles sont inégales, hautes, taillées dans la lave ; l'eau qui suinte des parois les rend glissantes. Mais voici le couloir supérieur du théâtre où l'arche d'une porte subsiste intacte, dégagée de sa croûte de lave ; d'ici, on distingue un grand espace vide et la perspective fuyante des gradins successifs. Il faut descendre encore pour se trouver finalement au niveau de la scène : en avant, les niches où se plaçait l'orchestre ; en arrière, les cellules servant de vestiaires aux acteurs ; entre-deux, la scène proprement dite. Le gardien me laisse seule dans l'obscurité à l'une des extrémités de la rampe et s'en va allumer une bougie à l'autre : ainsi naît dans les ténèbres une étoile lumineuse ; à sa petitesse, j'évalue le diamètre de la salle : il est considérable, 40 mètres, me dit le guide. Je me représente sans peine le théâtre entièrement dégagé, la vaste salle en hémicycle, les vingt-six

rangs de gradins divisés en secteurs par sept escaliers, la large scène, les statues qui l'ornaient sur les côtés. Mais la partie de l'édifice actuellement dégagée de la lave est restreinte : elle se présente à l'œil comme un gigantesque quartier de citron dressé sur sa pointe. Les fouilles ont amené au jour deux statues équestres, les plus belles que nous ayons de l'antiquité ; elles ont été transportées au musée de Naples.

Ici, on respire la mort et l'abandon : tout est noir ou gris sombre. On entend, dans le silence absolu, l'eau tomber goutte à goutte du plafond ; la lueur des bougies anime d'un fugitif reflet les flaques d'eau du sol. Il fait froid, humide, étrangement inconfortable. Dans les ténèbres — mon lumignon vient de s'éteindre — je songe tout à coup qu'au-dessus de nos têtes, à quelque vingt-cinq mètres plus haut, sur cette croûte de lave noire qui, aujourd'hui, s'étend là où resplendissait jadis la voûte éclatante du ciel, il y a toute une ville, des maisons, des gens — des gens insoucians qui vivent gaiement sans songer aux témoins d'hier, ni s'inquiéter des possibilités terribles de demain, — car le Vésuve est toujours là, — toute une population grouillante, en haillons, débordante de vie, aux yeux pleins d'intelligence, toute cette ville de Resina, la plus sale que j'aie jamais vue. Alors, contrastant avec l'obscurité désolée qui m'entoure, je revois en pensée la longue rue que j'ai suivie tout à l'heure : elle descendait, droite et ensoleillée ; pas un passant, mais des deux côtés, le long de la file continue des maisons diversement peintes, et presque devant chaque porte, — profitant sans doute de cette belle journée de printemps, — toujours le même groupe : deux femmes, l'une debout, l'autre assise, dont l'une pouillait l'autre.

* * *

Parmi les travaux d'architecture romaine qu'on visite sous terre en Italie, il faut faire une distinction importante : les uns ont appartenu au sous-sol dès leur construction, les autres n'ont été ensevelis qu'à la suite de tremblements de terre, d'affaissements du terrain ou, au contraire, d'élévation du niveau du sol. La première catégorie renferme un très curieux édifice ; il se trouve à Bacoli, près de Misène ; on le dit seul de son espèce jusqu'à présent en Italie. C'est une véritable œuvre d'art. On descend un escalier d'une cinquantaine de marches pour se trouver dans une vaste salle rectangulaire dont une quarantaine de piliers environ, hauts et massifs, soutiennent la voûte. Cette forêt de piliers, leurs grandes ombres parallèles sur les dalles grises du pavement, la faible lumière qui pénètre par une ouverture ménagée dans la voûte donnent au visiteur l'illusion de se trouver dans un de ces recoins de cathédrales gothiques à cinq nefs d'où l'on n'aperçoit plus que l'enchevêtrement et la perspective fuyante des colonnes.

Les avis ont longtemps été partagés sur la destination de cette construction souterraine ; on a émis toute une série d'hypothèses, aussitôt abandonnées, jusqu'au moment où l'on s'est rappelé qu'Auguste avait fait de Misène le point d'attache de sa flotte de la Méditerranée, comme il avait choisi Ravenne pour celle de l'Adriatique. Dès lors, plus d'hésitations possibles : on se trouvait en face d'un réservoir d'eau douce pour la flotte stationnant au large de Misène. Je reste émerveillée devant la solidité et la robustesse de cet édifice qui subsiste on peut dire intact. Il porte bien son nom populaire de *piscina mirabilis*.

Tout en circulant dans l'immense enceinte, j'essaie de me la représenter sous son aspect primitif, pleine d'une eau claire où les piliers trempaient et qui reflétait, en la déformant, leur silhouette grise. Mais en vain : l'image s'efface avant que j'aie réussi à la préciser ; une autre vision m'impose la netteté de ses lignes et de ses couleurs ; c'est le supposé Sérapéum, ou temple de Sérapis, que j'ai vu tout à l'heure à Pouzzoles : quelques grêles colonnes blanches s'élèvent d'une eau verte et trouble où leur reflet dessine une légère clarté ; au delà, des feuilles de nénuphars en masse compacte étendent leur immobile tapis ; il est une heure ; les rainettes coassent sans arrêt et je ne sais pourquoi leur voix éraillée rend plus étrange encore ce lieu abandonné.

L'abandon ! C'est aussi ce que l'on sent ici, sous les hautes voûtes de la Piscina mirabilis, et c'est toujours cette impression de grandeur déchuë et oubliée qui vous accueille au seuil des ruines de l'antiquité. Ces monuments exhalent une mélancolie profonde. Et peut-être les mieux conservés d'entre eux sont-ils les plus désolés de tous : de ce qu'ils subsistent presque intacts, leur inutilité et leur dépouillement frappent davantage. Ce sont des corps sans âme. Quoi de plus triste ? Aussi, devant ce spectacle navrant, l'émotion vous gagne, on se sent pris d'une angoisse qui monte des profondeurs de l'être et vous saisit à la gorge comme un sanglot....

J'ai presque hâte, tout à coup, de quitter la pénombre désolée de la Piscina mirabilis.

* * *

Les spécimens de travaux souterrains d'origine romaine sont rares. Aussi, quand le touriste a l'occa-

sion, en Italie, de descendre sous terre, il le doit à un état de choses qui est le plus souvent l'œuvre des siècles. Curieux et intéressant problème que cette élévation du niveau du sol ! On la constate en bien des endroits, résultant ici du simple jeu des lois naturelles, là au contraire favorisée et aidée par l'homme.

Incendiés par les hordes barbaresques, minés par le temps, renversés enfin par une secousse sismique particulièrement violente, les monuments du Forum romain couvrirent de leurs débris gigantesques la fameuse place qui fut, on peut le dire, à la fois le berceau et la tombe de la grandeur romaine. Le niveau du sol s'éleva d'autant. Puis, au cours des siècles, le Forum s'exhaussa à tel point qu'au moyen âge l'arc de Septime-Sévère, haut de 25 mètres pourtant, n'émergeait plus qu'à moitié de l'antique place transformée en pâturage (*Campo vaccino*) ; il faut pour cela qu'on y ait versé bien des tombereaux de terre. Aussi bien, c'est avec raison qu'on qualifie de « fouilles » le travail de déblaiement entrepris au Forum. Il a révélé que dans les temps antiques déjà le niveau de la place avait été graduellement relevé. Trois pavements superposés ont été découverts : en haut, celui de l'Empire, plus bas celui du siècle d'Auguste, tout en bas enfin, celui de la République.

Or, dans un angle du Forum, entre les fameux Rostres et l'ancienne Curie, quelques marches s'enfoncent dans le sol. Elles conduisent à une grande plaque de pierre noire, qui se présente horizontalement comme une table. Savez-vous le latin, vous intéressez-vous aux inscriptions et avez-vous un sage mépris des taches de boue?... Le gardien vous annonce avec un clignement d'œil significatif qu'il serait disposé à vous faire voir une très précieuse curiosité.

Il allume un reste de bougie, puis, à croupeton, s'engage sous la plaque de pierre noire que soutiennent deux piliers ; à croupeton, moi aussi, je le suis. Le passage est étroit, l'air manque, la flamme de la bougie tremblote d'une façon inquiétante. Heureusement, le chemin à faire est très court : en effet, tout près de l'entrée j'aperçois un pilier trapu, quadrangulaire ; mon guide en approche son lumignon et s'écrie avec emphase :

— La plus ancienne inscription latine connue !

Je regarde avec respect le bloc grisâtre, j'essaie de déchiffrer l'enchevêtrement de lettres maladroites qui dessinent à sa surface une arabesque compliquée. Une à une, des gouttes de bougies — telles de grosses larmes — vont rejoindre celles qui déjà constellent la pierre soutenant le pilier noirci par la flamme fumeuse. Cependant, je constate l'écart qui sépare le latin classique de ce latin primitif, remontant, dit-on, à l'époque des rois, et que déjà les contemporains de Cicéron ne lisaient plus ; j'en éprouve un regret mêlé de dépit....

Averti par une toux qui voudrait être discrète de ne pas prolonger outre mesure sa contemplation, le visiteur rebrousse chemin, — toujours à croupeton, — charmé par ce qu'il a vu, mais un peu ankylosé. Il retrouve avec plaisir l'air libre et le jour, puis il remonte par le petit escalier de fer sur la place ensoleillée. Il n'a pas oublié de restituer au custode, en l'accompagnant d'une « mancia » substantielle, son reste de bougie crasseux.... Il faut bien savoir gré à ceux qui, pliés en deux et à la lueur d'une méchante bougie, mais le sourire aux lèvres, vous conduisent à la plus ancienne inscription latine, si ancienne que vous ne la déchiffrez pas....

* * *

La moderne Spolète occupe exactement l'emplacement de l'antique cité romaine du même nom ; c'est donc dans les caves des maisons qu'on visite les restes d'un théâtre et les assises monumentales de ce qu'on suppose être un temple. Mais surtout, Spolète possède un pont romain dont on m'a dit merveilles.... Je demande à le voir ; on m'adresse au poste d'octroi de la « porta Leonina ». Je trouve les employés bavardant sous la haute porte de briques et leur communique l'objet de ma visite : « A vos ordres ! » et nous quittons l'enceinte de la ville.

Devant moi s'étend une vaste place portant au centre une large fontaine. Quelques-uns de ces chars italiens, auxquels leurs deux hautes roues et leur attelage de bœufs blancs aux grandes cornes donnent une physionomie si caractéristique, y stationnent ; appuyés à leur char — comme des marins oisifs au bord du navire — des paysans curieux observent ce qui se passe. En face, je vois la route qui mène à la station de chemin de fer et qui file, droite et poudreuse, entre un double alignement de raides peupliers. Alors il me revient — très vague souvenir — qu'à l'arrivée à Spolète, un peu avant de pénétrer dans la cité, notre voiture a franchi un pont jeté sur un torrent, ou plus exactement sur le lit d'un torrent, car, dans la belle saison, les rivières italiennes ne sont pour la plupart qu'un large ruban blanc, caillouteux et crayeux, où se faufile, à peine visible, un mince filet d'eau claire ; vienne un violent orage ou la saison des pluies, ce mince filet d'eau grossit subitement jusqu'à devenir un torrent impétueux et sauvage, roulant des pierres, charriant de la terre, prêt à inonder ses rives.

Nous marchons sans doute vers ce torrent. Mais nous n'avons pas encore fait vingt pas, ni même atteint la fontaine, que mon guide s'arrête. A cet endroit, une plaque de fer, renforcée de deux barres transversales, tache de sa rouille la place poudreuse. On dirait le plateau d'un poids public. Je vois mon guide se pencher et lever d'un coup de reins la plaque qui découvre un escalier.

Une vingtaine de marches à descendre, et je me trouve devant une arche de pont parfaitement conservée, faite de blocs colossaux, d'un dessin et d'une harmonie dont les proportions surprennent. A droite et à gauche s'ébauchent deux autres arches encore engagées dans le sol. Aujourd'hui, la rivière coule 200 mètres plus loin, et son lit s'est beaucoup exhaussé. Un jour sans doute, flot terrible, elle a précipité sur le pont une masse énorme d'alluvions et de pierres, qui le recouvrit à jamais. Moins fortuné que celui de Rimini, dont les arches arrondies supportent de nos jours encore un trafic considérable, le beau pont romain de Spolète reste intact, mais inutile et réservé à l'admiration de ceux-là seuls qui, à la grande joie des badauds, ne craignent pas de descendre dans le ventre de la terre sous la conduite bienveillante d'un employé de l'octroi.

* * *

Un jour, — il y a trois ans environ, — aux portes de Rome, sur la voie qu'à toute vitesse l'express de Naples parcourt quotidiennement deux fois, on découvre un trou dans le sol. On y vide un tombereau de terre : le trou subsiste ; un second, un troisième tombereau vont rejoindre le premier, sans plus de succès. Intrigué, on fouille et l'on découvre un long

corridor s'enfonçant sous terre en pente douce ; au fond de ce corridor, une chambre, au delà de cette chambre une autre encore, cette dernière divisée en trois nefs avec une ébauche d'abside, des piliers, des voûtes, des mosaïques et toute une décoration de stucs, l'ensemble datant du premier siècle de notre ère et se trouvant dans un état de conservation remarquable.

Par permission spéciale, j'ai été voir cette crypte de *fuori Porta Maggiore* : on y a déjà installé l'éclairage électrique et l'accès ne saurait tarder à en être rendu public. Un long escalier conduit à un corridor étroit ouvrant sur une chambre carrée ; celle-ci ne mesure guère plus de 3 mètres de côté ; très haute, elle reçoit le jour par une ouverture pratiquée dans le plafond. Les stucs de couleur ornant les parois sont si petits et si haut placés qu'on en discerne difficilement les sujets. A gauche en entrant, une porte ouvre sur la seconde chambre ; elle est surmontée d'une baie semi-circulaire destinée à laisser un peu de jour passer de la première pièce dans la seconde. Je franchis ce seuil et me trouve dans une chapelle à trois nefs courtes et larges, séparées par d'épais piliers. Aux parois, aux voûtes, sur les piliers, partout des stucs en blanc sur blanc, d'une finesse d'exécution et d'une sûreté d'allure enthousiasmantes : quelques silhouettes féminines, des scènes empruntées à la mythologie, des objets rituels, surtout des orantes, — ces figures aux bras levés pour la prière, les paumes en dehors, le voile retombant en longs plis parallèles, — puis des génies ailés ou anges aux longues ailes étroites, qui s'étirent et se ploient gracieusement à la courbe interne des arches. L'ornementation si riche de ce temple est dans un état de conservation très satis-

faisant ; les stucs sont en grande partie intacts ; la mosaïque de l'abside est encore assez nette pour qu'on en puisse à peu près reconstituer le sujet. Malgré cela, l'attribution de ce sanctuaire à telle ou telle secte est encore matière à discussion. Temple de Mythra ? Ecole pythagoricienne ? Les avis se partagent, les stucs se prêtant à des interprétations variées. La curiosité suscitée par cette découverte est grande ; cette basilique pourrait constituer une source de renseignements précieux. Mais ce qui nous éclairerait d'une façon certaine a disparu : aux piliers et dans le pavement, on voit des places vides qu'occupaient jadis, à n'en pas douter, des tables de bronze qui portaient des inscriptions, et furent très probablement enlevées et emportées, à l'époque des invasions, par les barbares avides de métal. Leur disparition fait que nous en sommes réduits aux hypothèses jusqu'au jour où le sol lui-même fournira la clé du problème.

Car le sol de l'Italie est encore loin d'avoir dit son dernier mot.

JACQUELINE DE LA HARPE.

Alfred Escher.

En 1835 Tocqueville signalait comme un fait providentiel, échappant à la puissance humaine, les progrès de la démocratie et le développement graduel de l'égalité. Dès ce moment, en effet, on voit la société se transformer, non sous l'influence des théories révolutionnaires, comme on l'a dit, mais sous l'influence des conditions nouvelles de la vie économique par l'introduction des machines dans l'industrie, du télégraphe et des chemins de fer. Un monde nouveau s'organise sur des bases nouvelles : le crédit, les finances, le commerce et l'industrie. C'est l'époque où l'on développe les voies navigables et les voies ferrées, les grands bâtiments et les ports, les manufactures, les entrepôts et les mines : bref, la grande industrie fait son apparition dans le monde.

La Suisse n'échappa pas au mouvement. Déjà au XVII^e et au XVIII^e siècle plusieurs industries s'étaient établies sur son sol. A ce moment ces industries se multiplient et prennent une grande extension ; partout se révèle l'esprit d'entreprise, surtout dans les cantons du nord-est. On sent le besoin d'adapter le capital et le crédit aux formes nouvelles de la société. En 1836, on crée à Zurich la première banque d'émission sous forme de société anonyme. Toutes les

places importantes de la Suisse ne tardent pas à suivre cet exemple. On sent aussi le besoin de créer des écoles industrielles et commerciales pour répondre aux nécessités du jour et lorsque, quelques années plus tard, se réuniront les premières chambres fédérales, leur soin le plus pressant sera d'élaborer des lois sur les douanes, l'unité des monnaies, des poids et des mesures, de créer des voies ferrées et un réseau télégraphique.

Parmi les hommes qui ont présidé à cette transformation, aucun n'a une importance égale à celle du Zuricois Alfred Escher. On peut dire qu'il fut en Suisse l'incarnation de cette politique ou son représentant le plus brillant. De bonne heure il avait vu le rôle qu'il était appelé à jouer et il s'y appliqua avec une persévérance inlassable. Jamais carrière d'homme politique ne fut à la fois si précoce et si bien remplie : à vingt-six ans il est membre du Grand Conseil de son canton ; à vingt-neuf ans il est conseiller d'Etat, membre du Conseil national et bourgmestre de sa ville ; à trente ans il préside le Grand Conseil. Et comme membre de toutes les assemblées, il fait partie d'innombrables commissions dont le plus souvent il est rapporteur. Mais il ne se contente pas de cela : il crée des lignes de chemins de fer, telle celle du *Nord-Est*, fonde un établissement financier, le *Crédit Suisse*, et une société suisse d'assurances, la *Schweizerische Rentenanstalt*. Bien mieux, à Zurich il dirige la politique zuricoise et à Berne, dès 1848, il préside aux destinées de la nouvelle Confédération. Et, dans tous ces postes, il révèle le même esprit de décision et le coup d'œil du politique. Sans se buter aux obstacles, il va droit au but, s'accommodant aux circonstances, changeant de voie s'il reconnaît qu'il

s'est trompé, ne tendant qu'aux réalisations, avec le sentiment que, l'absolu n'étant pas une chose de ce monde, il faut se contenter du relatif. Escher, du reste, ne doute jamais du succès. Il a l'optimisme des hommes robustes. Les déboires n'entravent point son activité et, bien qu'il s'épuise à la peine, jusqu'à la fin il conserve la foi en son œuvre.

Ce caractère un peu absolu, mais fort, mérite qu'on l'étudie. C'est ce que vient de faire un historien zuricois, M. Ernest Gagliardi, qui en un volume compact fait revivre l'homme et raconte sa vie¹. Cette vie est à vrai dire l'histoire de toute une portion de la vie politique suisse au XIX^e siècle, celle qui s'étend de 1840 à 1882. Il n'y en a pas qui soit plus importante. Nous voudrions, dans ces lignes, en suivant M. Gagliardi, considérer le rôle qu'Alfred Escher y a joué.

Alfred Escher, qui naquit à Zurich le 20 février 1819, est éminemment représentatif de sa ville natale. Entreprenant, actif, énergique, il réalise au plus haut degré les qualités de l'homme d'affaires zuricois. On sait que dès le XVII^e siècle les Zuricois ont créé chez eux des industries prospères pour lesquelles ils ont cherché des débouchés au dehors. Eux-mêmes sont allés dans les pays étrangers pour se procurer les matières premières nécessaires à ces industries. Plusieurs s'y sont fixés et sont rentrés au pays après fortune faite. Les Escher appartenaient à ce groupe d'hommes entreprenants qu'on nomme à Zurich les Outre-Mer (*Ueberseer*). Les premiers Escher, bourgeois de la ville dès 1385, avaient surtout fourni des magistrats, dont cinq bourgmestres ; les suivants,

¹ *Alfred Escher. Vier Jahrzehnte neuerer Schweizergeschichte.* Frauenfeld, Huber & Cie, 1920.

dès le XVII^e siècle, s'adonnèrent à l'industrie et au commerce. Le père d'Alfred Escher, Henry Escher, partit à dix-huit ans pour le Canada et après un séjour à la Nouvelle-Orléans, il revint au pays ; il acheta au bord du lac la propriété de Belvoir où il s'établit et fonda un foyer. C'est dans ce milieu luxueux et intellectuel que grandit Alfred Escher. Son père, qui s'intéressait aux sciences naturelles et créa une collection entomologique de tous les pays du monde dont il confia la direction au grand savant Oswald Heer, donna beaucoup de soin à son éducation. Alfred Escher eut d'abord à la maison un précepteur et à l'âge de quinze ans, il entra au gymnase de Zurich.

Les contemporains d'Alfred Escher nous dépeignent alors leur condisciple comme un garçon ambitieux, aspirant au commandement. Ce trait, le plus marqué du caractère du futur homme politique, fait de lui le chef dans tous les jeux, l'organisateur de toutes les réunions. Plus tard, pendant ses études universitaires, il est à la société de Zofingue le président né et il veut que tout plie devant sa volonté. Les caractères énergiques se rebiffent, mais lui a toujours le dernier mot. De là des inimitiés qui dureront toute sa vie. Georges de Wyss, le grand historien, écrivait en 1840 : « Alfred, avec sa barbe, sa canne et sa redingote, ne manque jamais de paraître aux concerts. Pardonne-moi de te parler de cette répugnante figure. Toutes les fois que je le rencontre, je lui tourne le dos. » Avec les années cette répulsion ne fit que grandir. Lorsque Alfred Escher était au faite des honneurs, Georges de Wyss écrivait sur lui : « Qui ne lui fait pas la cour est son ennemi, mais si sa horde était encore dix fois plus nombreuse, jamais elle ne me verrait m'embrigader à lui. »

Un tel homme, naturellement, était prédestiné à faire de la politique. Après ses études de droit à Zurich et en Allemagne et après un court stage à l'université de Zurich où il donna comme privat-docent un cours de droit, Alfred Escher se tourna vers la vie publique. C'était en 1844 : le régime conservateur qui était au pouvoir depuis le « Putsch » de Strauss sentait le terrain lui manquer. Par ses traditions de famille, Alfred Escher appartenait à ce parti, mais il était trop avisé et trop ambitieux pour attacher sa vie à un cadavre. Au grand étonnement de tous, il se rallia au parti libéral dont Jonas Furrer était le chef. Son flair d'homme d'action ne l'avait pas trompé : moins d'une année après, le régime conservateur s'effondrait et ses amis libéraux prenaient la direction des affaires.

Elu député au Grand Conseil dans l'arrondissement rural d'Elgg, Alfred Escher ne tarda pas à se faire une place en vue dans cette assemblée. Le parti libéral, qui recrutait surtout ses adhérents à la campagne, avait besoin pour le diriger d'hommes instruits et capables. On peut s'imaginer s'il accueillit avec faveur ce jeune patricien qui, avec son nom et sa fortune, apportait au parti son intelligence et ses talents. Dès le début, Alfred Escher se révèle comme un homme d'avant-garde et il prend avec fougue parti contre l'ultramontanisme à la suite de l'expédition des Corps francs. Dès ce moment, son ascension aux affaires est rapide : en avril 1845 il est envoyé comme député à la Diète ; à la fin de la même année il entre dans le Conseil de l'instruction publique où il préconise la réforme de l'enseignement réel et technique dans un sens moderne et pratique ; en 1847 il est nommé chancelier d'Etat et, dans ce poste, malgré sa jeunesse, il montre des aptitudes remarquables

d'administrateur qui étonnent tout le monde. Le jeune Gottfried Keller ne revient pas de son étonnement de voir « un fils de millionnaire s'astreindre dès le matin au soir aux besognes les plus ingrates et revêtir d'importantes et lourdes fonctions à l'âge où d'autres jeunes hommes possédant une pareille fortune ne songent qu'à jouir de la vie. » Et l'auteur d'*Henri le Vert* de conclure : « Pour moi, si j'avais reçu son éducation et si en outre je possédais son argent, j'aurais bien de la peine à rester tout le jour enfermé dans un cabinet de travail. »

On le comprend, mais Alfred Escher raisonnait autrement. Le démon de la politique qui l'avait saisi ne devait plus le lâcher. De grands événements s'accomplissaient alors en Suisse et il se sentait homme à y jouer un rôle. Nommé en 1848 député au nouveau Conseil national, il prend rapidement une place en vue dans l'assemblée. A vrai dire, ses idées sur la constitution nouvelle de la Suisse étaient plus radicales que celles de la majorité de ses collègues. Centraliste déterminé, il avait un goût modéré pour la république fédérative, mais il avait aussi trop de sens politique pour persévérer dans une manière de voir qui n'était pas populaire. Il se rallia bientôt à la nouvelle forme de gouvernement. « D'unitarien qu'il était, dit à ce propos Wilhelm Oechsli, Alfred Escher devint un adepte convaincu du principe fédératif. »

Le nouveau député de Zurich s'appliqua alors avec énergie à organiser le nouvel Etat suisse. Dans toutes les délibérations qui suivent touchant l'organisation de l'armée nationale, les questions économiques, les grands travaux publics à entreprendre et la création d'écoles supérieures, — Polytechnicum et Université fédérale, — Alfred Escher prend une part prépon-

dérante. On peut dire aussi que si l'administration fédérale fut organisée sur des bases pratiques, peu coûteuses, simples et exemptes d'esprit bureaucratique, c'est en grande partie à son influence qu'on le doit. Cet homme d'action, en effet, qui avait horreur de la paperasserie, allait d'instinct aux solutions rapides et comme Voltaire il aurait pu dire : « Je vais droit au fait, c'est ma devise. »

Mais ce n'est pas seulement dans le domaine des affaires intérieures qu'Alfred Escher se distingue aux chambres fédérales, c'est aussi dans celui de la politique étrangère. On sait que dans les années de 1848 à 1860 les deux Conseils eurent à résoudre d'importantes questions, celle du droit d'asile, celle de Neuchâtel et celle de la neutralité de la Savoie. Plusieurs cerveaux échauffés et esprits aventureux comme Stämpfli, ne rêvaient alors que plaies et bosses, et risquaient par leur attitude belliqueuse de mettre la Suisse dans une impasse. Alfred Escher, par sa modération, son esprit réfléchi et son sens politique, sauva à deux reprises la situation. Son rapport sur la question de la neutralité de la Savoie est à cet égard un modèle de prudence et de sagesse politique.

Alfred Escher était devenu à Berne le personnage le plus influent et, comme tel, il eut à soutenir des luttes contre plus d'un rival. Le plus important de ceux-ci fut Stämpfli, le chef des radicaux bernois, qui depuis 1854 était membre du Conseil fédéral. Escher avait déjà eu Stämpfli comme protagoniste dans les questions de Neuchâtel et de Savoie, mais une lutte épique s'engagea entre les deux hommes sur la question des chemins de fer. Stämpfli, de souche populaire, soutenait les intérêts de la masse et demandait la nationalisation des voies ferrées. Escher, défenseur

des grandes compagnies, voulait le maintien des monopoles. Cette lutte, du reste, cachait d'autres rivalités : il s'agissait, en réalité, de la prépondérance de deux cantons. En développant à Zurich l'industrie et les grands établissements de crédit, Alfred Escher avait fait de son canton un centre d'affaires riche et influent qui menaçait d'enlever à Berne la prééminence politique. C'est à ce danger que Stämpfli, bon Bernois, voulait parer. Mais la partie était trop inégale entre le plébéien qui n'avait pour s'appuyer que l'autorité morale d'une vieille tradition et le millionnaire zuricois, flanqué de son groupe d'hommes de la haute finance, du commerce et de l'industrie. Quand, pour faire échec à son rival, Stämpfli souleva la question du referendum pour le rachat des voies ferrées et qu'il fut battu, c'en fut fait de son hégémonie politique. Quelques années après, il quittait le Conseil fédéral pour prendre la direction de la Banque fédérale qui venait d'être fondée. Quant à Alfred Escher, il était devenu le dictateur tout-puissant.

Ce n'était pas à Berne seulement que son influence était grande, mais aussi à Zurich, bien que depuis quelques années, il ne siégeât plus au pouvoir. Il continuait pourtant à y régner grâce à ses créatures dont il avait peuplé le gouvernement et l'administration et qui suivaient ses instructions au doigt et à l'œil. Cette politique, qu'on flétrissait à Zurich du nom de « système », était une politique de classe. Croyant que pour le peuple on avait tout fait en développant les richesses du pays, on le tenait systématiquement en dehors des affaires. De plus en plus, le peuple se voyait incapable de se défendre contre cette féodalité des intérêts matériels qui était aussi redoutable que l'ancienne. La division du travail, poussée

jusqu'à ses dernières limites, et la régularité mécanique imposée à l'ouvrier, soulevaient des mécontentements. Instinctivement, celui-ci cherchait un correctif au mal. Il demandait que la loi protégeât mieux l'individu. Mais qui faisait la loi? Des parlements souverains, de grands industriels, des financiers, des propriétaires. C'était cette nouvelle aristocratie qu'il s'agissait d'abattre et le peuple était décidé à reprendre les droits qu'on lui avait ravis. Le mouvement, préparé depuis quelques années, s'accéléra en 1865. Zurich en fut bientôt le centre, et dans la lutte qui devait s'engager le « système Alfred Escher » allait sombrer.

M. Gagliardi a raconté par le menu dans son livre cette lutte épique qui débuta par les pamphlets mordants de l'avocat Locher contre les barons de la finance et dont le congrès démocratique d'Uster, du 22 novembre 1869, fut le point culminant. Ce congrès des démocrates zuricois posait ce 'postulat : revision de la Constitution dans un sens nettement démocratique.

L'opposition contre Escher était patente, car à la tête du parti démocratique se trouvait un ennemi personnel du dictateur, Sulzer de Winterthour, un aristocrate de race, admirateur de Schopenhauer et ami de Richard Wagner, qui, pour abattre l'idole, n'avait pas craint de lier partie avec les démocrates les plus avancés : les Winterthourois Salomon Bleuler, Albert Lange, Gottlieb et Théodore Ziegler, et le maître d'école Sieber, auxquels s'étaient joints quelques démocrates de la capitale, le vétérinaire Zangger et le socialiste Bürkli. Tous menèrent une vive campagne en faveur de la revision de la Constitution, et quand celle-ci fut soumise au peuple et qu'elle fut acceptée

par 50 689 voix contre 7376, l'influence politique d'Alfred Escher à Zurich cessa complètement.

De ses déboires de la politique zuricoise, Alfred Escher essaya de se consoler en prenant une part active à la revision de la Constitution de 1848, et il eut la satisfaction de voir que son canton accepta la Constitution de 1874 à une belle majorité, 62 000 voix contre 3500. Dès lors, ce qui va absorber son attention, ce sont les questions ferroviaires et tout particulièrement celle du percement des Alpes centrales. Escher avait d'abord hésité entre le Lukmanier et le Gothard, mais lorsqu'il vit, en 1869, que cette dernière ligne l'emportait délibérément dans la faveur du public, il se prononça pour elle. Avec l'ardeur qu'il mettait à défendre toutes les causes qu'il embrassait, il se fit l'avocat éloquent du projet devant le Conseil national et ses discours emportèrent le vote : le percement du Gothard fut adopté par 88 voix contre 16. La question financière une fois réglée, la société se constitua et Alfred Escher devint président de son conseil d'administration. Malheureusement, cette entreprise qui s'annonçait sous de brillants auspices, rencontra de grosses difficultés. Les devis, estimés trop bas, furent dépassés et il fallut recourir à de nouveaux crédits. Les ennemis d'Alfred Escher, toujours à l'affût de ce qui pouvait le discréditer, commencèrent à mener une campagne de calomnies contre lui. On trouva l'argent nécessaire à la continuation de l'entreprise, mais Escher fut obligé de résigner ses fonctions. A ce moment aussi il eut d'autres déboires avec le Nord-Est, dont la situation financière était devenue mauvaise. En butte à de nouvelles attaques, Escher tint encore tête à l'orage, mais ses forces déclinaient de jour en jour. Dans ces tristes heures il put

méditer à loisir sur l'ingratitude humaine. Lorsqu'en 1880 on inaugura la ligne du Gothard, il ne fut pas même invité aux fêtes. Brisé, cet homme qui dans sa vie n'avait jamais connu le repos essaya de se distraire. Il voyagea, à Paris et en Italie, mais sentant la mort venir, il rentra chez lui pour y mourir. Le 6 décembre 1882 il expirait dans sa propriété de Belvoir : il n'était âgé que de 63 ans.

* * *

Si l'on cherche à déterminer la place qu'Alfred Escher occupe parmi les hommes politiques suisses du XIX^e siècle, on trouve que cette place est élevée, sans qu'elle soit la première. Avec des dons politiques éminents, une vive intelligence, une grande capacité de travail, la ténacité dans les résolutions et l'art de manier les foules, il lui manquait ce qui constitue le grand homme politique : la génialité. Alfred Escher ne fut pas un cerveau créateur. Comme le remarque M. Gagliardi, son originalité réside dans la passion qu'il mettait à adopter les idées de son temps et dans l'opiniâtreté avec laquelle il les réalisait. Doué d'un sens pratique extraordinairement aiguisé, Alfred Escher trouvait toujours à point nommé la solution aux questions qui se posaient. Il ne domina point son temps : il le personnifia ; il fut essentiellement un réalisateur. Il n'en accomplit pas moins de grandes choses, surtout dans le domaine des vastes entreprises industrielles et financières. A cet égard M. Gagliardi a raison de voir en lui le représentant le plus éminent de l'esprit manchestrien en Suisse. On ne peut pourtant pas dire qu'il fût complètement dépourvu d'idéalisme. Il avait de l'idéalisme, mais un idéalisme particulier, celui de diminuer la misère dans le monde

en faisant pénétrer le plus de bien-être possible dans les couches profondes de la population. Pour Escher, les grandes vertus de l'homme étaient le travail et l'épargne, et volontiers il eût dit à ses contemporains, comme Guizot : « Enrichissez-vous honnêtement. » Très scrupuleux en affaires, il fut en politique d'une honnêteté irréprochable. On l'a accusé d'avoir sacrifié les intérêts du pays à ceux d'une classe, la haute finance. Rien n'est plus faux, ou plutôt en travaillant pour l'une Escher croyait servir l'autre. Ce qu'on ne peut suspecter en tout cas, c'est la sincérité de son patriotisme. A Paris, des financiers se moquaient de sa prétention de vouloir concilier le patriotisme avec les affaires. Le seul reproche qu'on peut adresser à Escher comme homme politique, c'est d'avoir été trop autoritaire et trop peu respectueux des opinions de ses adversaires. D'un caractère despotique, il entendait que tout pliât devant sa volonté. Ses concitoyens l'appelaient le prince Alfred I^{er}. On savait qu'il fallait être de son « bord » pour obtenir ses faveurs.

Ainsi constitué, Alfred Escher put en certaines occasions faire bon marché des droits de l'individu : ce magistrat, qui se disait républicain, avait au fond une conception autocratique de l'Etat. Très souple en affaires, il fit souvent preuve en politique d'un esprit sectaire et jacobin et sembla être de cette sorte d'hommes dont Vinet a dit : « Ils mettent l'espèce humaine en régie. » Comme homme politique, Escher fut essentiellement un homme de parti et cela explique la raison de la haine de ses adversaires. Reconnaissons pourtant que l'homme privé avait de grandes qualités : absolument dépourvu de morgue et de vanité, il dédaignait les distinctions autant que d'autres les recherchent. Sait-on, par exemple, que

lorsqu'il fut nommé bourgmestre de Zurich, il s'empressa d'abolir ce titre vétuste pour le remplacer par le simple titre de président du Conseil? On lui a reproché aussi ne n'avoir pas été artiste, d'avoir écrit d'une manière commune et de n'avoir prononcé que des discours d'affaires qui n'étaient un enchantement ni pour l'oreille ni pour l'esprit. Mon Dieu, l'homme ne peut pas tout avoir et quand il atteint une certaine grandeur, il faut se contenter de ce qu'il nous donne! Or, Alfred Escher, par ses qualités et ses dons, dépasse la moyenne des hommes. Contentons-nous donc de cela et ne lui mesurons pas notre admiration. Et surtout n'oublions pas que, malgré ses défauts, cet homme servit avec désintéressement son pays qu'il voulait voir honoré dans le monde.

ANTOINE GUILLAND.

Chronique parisienne.

La baisse et sa „ vague “. — La politique intérieure de la France. — Le Bloc national et ses aptitudes. — Une politique provisoire. — Le prix Goncourt. — Le prix Fémina-Vie Heureuse. — Les juges désaccordés.

Que « manderait » M^{me} du Deffand à son revêche ami Horace Walpole, si le destin voulait que la spirituelle dame devisât encore sur les choses de Paris ? Quelles confidences sur la cour et la ville ferait en ce moment, à sa fille, M^{me} de Sévigné ? Ces beaux et fins esprits entretiendraient certainement de la « Baisse » leurs correspondants adorés. Souffrez donc que, guidé par de tels exemples, je sacrifie moi aussi à ce demiurge vulgaire, l'Actualité.

Le phénomène économique qu'on appelle la baisse et que des gazetiers, prodiges de métaphores, montrent toujours sous la forme d'une vague montante, ce phénomène s'est enfin produit. Mais la vague rencontre maints écueils, et les profanes de mon état, qui ne savent mesurer la baisse qu'au prix des objets qu'ils acquièrent, — et non d'après de merveilleux calculs pareils à ceux des chiromanciens, — regrettent de constater que le coût du sucre seul a diminué. Toutefois, l'espoir a lui au cœur de l'acheteur, et pour se rendre les dieux tout à fait favorables, il s'essaie à n'acheter point. Les marchands, fortifiés en leur camp, résistent, se refusant stoïquement à changer les inscriptions de leurs étiquettes. Les chalandes les bravent en continuant de porter leurs vieux habits et de faire ressemeler leurs chaussures. Qui vaincra ?

Il fait trop froid pour que je vous l'apprenne. Quand il gèle et quand cent kilogrammes de charbon de cuisine se paient de vingt-huit à trente francs, et quand, par surcroît, une circonspecte administration ne vous dispense que le tiers de ce qu'il faudrait de combustible pour ne point gre-

lotter, — on n'est pas doué du don de prophétie. N'attendez donc pas de moi que je résolve ces problèmes. C'est du reste affaire aux économistes dont les oracles ont, au surplus, la commodité interchangeable des révélations de la Sibylle de Cumes...

* * *

Un autre problème, que je ne résoudrai pas mieux, mais que je tenterai de vous exposer, est celui de la politique intérieure de la France. Du Rhin aux Pyrénées, la paix règne depuis l'heure tant attendue de la victoire. Les Français, dont on avait accoutumé de dire qu'ils étaient les plus fantasques des Européens, ont donné, durant ces deux années, l'exemple de la constance et de la modération. La formule familière aux politiques prudents : « Ni réaction, ni révolution », ils en ont fait une règle de leurs affaires publiques. Le régime républicain s'est maintenu, et les assauts des communistes et des syndicalistes n'ont dangereusement troublé ni l'ordre des rues ni l'ordre des lois.

Néanmoins la stabilité des mécanismes parlementaires et gouvernementaux ne semble pas parfaite ; d'aucuns ne manquent point de signaler un détraquement en notant les « ratés » de ces divers moteurs. Ils insinuent que le parlement français — et surtout la Chambre des députés — ne représente pas exactement l'opinion publique du pays, ne correspond pas aux sentiments et aux aspirations de la démocratie française, tels que la guerre les a déterminés.

Il est nécessaire, pour apprécier ce qu'il peut y avoir de judicieux ou d'exagéré dans ce « diagnostic », de rappeler quelques faits récents.

M. Clemenceau avait gouverné avec rigueur pendant la guerre. Le radicalisme qu'il professait auparavant, il le sacrifia, avec beaucoup d'autres de ses préférences, à la défense de la patrie. Son « Je fais la guerre ! » avait été son seul programme de gouvernement. La paix bénie enfin venue, il avait persisté dans sa politique ferme ; mais il accordait alors que toutes les leçons de la guerre devaient être suivies. Nous avions

combattu pour le Droit. Il fallait démontrer que ce n'était pas seulement pour imposer notre droit à autrui et que nous consentions aussi à accomplir tous nos devoirs. Il ne permit point que les ouvriers syndiqués gênassent par leurs manifestations la vie normale de la nation ; mais il reconnut la justesse de quelques-unes de leurs réclamations ; d'où la loi de huit heures, l'augmentation des salaires, etc.

La plupart des ouvriers se seraient montrés satisfaits de cette conclusion, si leurs mauvais bergers, encouragés par les politiciens du socialisme, n'avaient voulu « revendiquer » toujours et en menaçant. C'est à ce moment qu'il fallut renouveler la Chambre des députés. On avait prévu que le pays ferait « un grand pas à gauche ». Seulement, on ne comptait pas alors avec la violence insensée de M. Cachin. Ce socialiste et ses furieux émules se dressèrent devant les électeurs, des foudres bolchévistes aux mains. Les républicains français voulaient bien d'une république plus libérale, plus généreuse, moins ploutocratienne pour tout dire ; mais ils ne voulaient point de l'anarchie. Ils votèrent donc pour des candidats d'opinion très modérée qui avaient uni leurs efforts électoraux en formant la vaste association du « Bloc national ». Et l'on eut à la Chambre une majorité de députés ennemis du radicalisme. Et les socialistes, dupes de leurs propres excès, perdirent la moitié des sièges qu'ils occupaient jusque-là.

M. Clemenceau quitta le pouvoir — heureusement pour lui, malheureusement pour ceux qui méconnurent son abnégation et son génie. M. Millerand survint. Il appliqua la méthode de M. Clemenceau. C'est maintenant M. Georges Leygues qui continue M. Millerand. Or, M. Clemenceau, M. Millerand, M. Georges Leygues sont gens « de gauche ». Et l'on constate avec surprise que la majorité très modérée de la Chambre remet le pouvoir ou accepte qu'il soit remis aux soins des partis vaincus dans les dernières élections.

C'est que la politique est un métier ou, si l'on préfère, un art, et que les quatre cents députés de la majorité sont encore à en apprendre les secrets. C'est aussi que le Bloc national, composé d'hommes excellemment intentionnés, n'a encore

révélé aucun talent, aucun des dons qu'il faut pour prendre la responsabilité des affaires publiques. C'est un bloc nombreux, mais sans prestige. Sa valeur, pour employer des mots à la mode, est quantitative et non qualitative. Passe encore que ces quatre cents députés n'aient pas de grands ou subtils orateurs : la république la meilleure serait peut-être celle où l'on parlerait le moins. Il est au contraire remarquable que les nouveaux législateurs parlent autant que les autres, sans apporter d'ornements ni de force nouvelle à l'éloquence parlementaire, mais qu'ils n'agissent point. On les sent timides, hésitants, comme dépaysés. Mis brusquement en présence de la réalité, de la complexité de l'œuvre législative, ils s'aperçoivent que la besogne qui leur incombe est bien différente du tableau qu'ils en ont fait à leurs électeurs, à l'heure facile qu'ils sollicitaient leurs suffrages.

Le long débat sur le rétablissement de l'ambassade française auprès de la cour vaticane les a montrés tels qu'ils sont. Ils ont fait beaucoup de discours. Il y en eut d'harmonieux, d'adroits, tels que celui de M. Colrat. Il n'y eut d'impressionnants que celui de M. Edouard Herriot et celui de M. Paul Boncour, qui sont tous deux opposés à la « Reprise ». Pour défendre cette bonne cause, les avocats furent donc médiocres. Qu'eût été leur influence, si la thèse avait été douteuse, ou s'il avait fallu conquérir une majorité ?

Cependant, les gauches — socialiste et radicale — ne veulent point reconnaître que le gouvernement actuel sort de leur sein. Elles le répudient, l'accusant, avec l'exagération habituelle aux polémiques, d'avoir « passé à la réaction ». Ainsi le ministère de M. Georges Leygues se trouve dans cette singulière situation : à peine toléré, pour ainsi dire, par la majorité du Bloc national, il est réprouvé par la minorité radicale et socialiste.

On se demande alors comment de tels dirigeants peuvent conserver et exercer le pouvoir et surtout pourquoi l'on prévoit que le pouvoir ne leur échappera point. C'est que s'il est commode de les critiquer, il l'est moins de se mettre à leur

place. Il pourra se faire que le cabinet Leygues soit renversé. Le cabinet qui le remplacera sera composé d'éléments analogues aux siens, et il gouvernera par les mêmes méthodes, dans le même esprit. Une partie du Bloc national se méfie de M. Steeg, le ministre de l'intérieur, parce que, selon les journaux d'extrême-droite, « il est inféodé aux Juifs et aux francs-maçons ». Mais ces reproches ne sont que refrains de complainte. Les radicaux raillent M. Leygues « cheminant sur la route de Canossa ». Mais la raillerie assez usée n'émeut que quelques impénitents « comitards » des provinces. Des ministères pareils à celui de M. Georges Leygues auront beaucoup de contempteurs ; ils n'auront pas d'adversaires résolus.

On ne saurait faire, présentement, en France, qu'une « politique provisoire ». Il est possible que la démocratie française ne se sente pas fidèlement représentée par la Chambre qu'elle a pourtant élue en novembre 1919. La vraie cause du « malaise » n'est cependant pas celle-là. La politique extérieure influe sur la politique intérieure, et tant que les grands problèmes internationaux ne seront pas réglés, les réformes financières et sociales qui devraient être la tâche capitale du parlement ne peuvent guère être « mises à l'ordre du jour », comme disent nos Honorables.

Le Sénat, en la paix de son Luxembourg, joue de son côté un rôle effacé mais important. Le Sénat est le gardien des traditions républicaines. Avant la guerre, néanmoins, les sénateurs étaient volontiers accusés de tiédeur par les radicaux remuants. Aujourd'hui, le Sénat est beaucoup plus « avancé » que la Chambre. Le cabinet Leygues s'entend adresser des remontrances par les sénateurs que mécontente, notamment, le système financier de M. François Marsal, jeune ministre des finances. Il n'est pas d'usage que le Sénat renverse les ministères ; il laisse d'ordinaire cette responsabilité à la Chambre. « Ce n'est pas l'envie qui lui en manque », disent les malins. Ils attribuent ainsi aux sénateurs une humeur combattive qu'ils n'ont heureusement pas. Et pourtant, qui sait

si, dans la suite de la législature, on ne verra pas les fautes d'un président du Conseil châtiées par les Pères conscrits en courroux ! Il y a des républicains au Sénat dont l'ardeur est encore juvénile, et il ne faut pas oublier que M. Combes, malgré ses quatre-vingt-quatre ans, est de ceux-là....

* * *

Les dix héritiers des Goncourt viennent de couronner *Nène*, roman d'un auteur inconnu, M. Ernest Pérochon. C'est un modeste instituteur vendéen qui vit rêveusement en sa province et qui souffrit longtemps de l'indifférence des éditeurs. La volonté du vieux Goncourt est donc, cette fois, obéie, puisqu'il souhaitait que les débuts des écrivains méritants fussent aidés par les cinq mille francs que produit chaque année le capital légué par lui au monde des lettres. Ce vieux gentilhomme, à la fois digne et quinteux, survit à son œuvre par cette bonne intention.

Il n'y aurait rien à dire du prix « Fémina-Vie Heureuse » que recevait hier M. Gojon, — auteur d'un *Jardin des Dieux* où nul ne s'est encore promené, — si le tribunal féminin réuni chez la duchesse de Rohan n'avait montré, en cette circonstance, aussi peu de sérénité que les candidats attendant sa sentence. Mme Cruppi, épouse de l'ancien ministre, osa, dit-on, de son propre « siège », lire des vers de M. Gojon pour capter les suffrages des juges aux robes multicolores et aux chapeaux emplumés en faveur du romancier qu'elle admire et dont elle s'était faite la marraine. M^{me} Rachilde s'indigna très fort de cette « illégalité ». Elle en appela même à un autre tribunal, celui des journalistes groupés dans l'anti-chambre. Et ceux-ci se montrèrent flattés de voir les femmes réclamer des hommes qu'ils rétablissent la justice. Elles ne nous y avaient pas habitués.

JEAN LEFRANC.

Chronique scientifique.

Le réveil de la terre et sa cause : le sol est-il endormi par des toxines ou des protozoaires ? — La radio-activité des sources thermales et la pluie. — Les gaz rares des gaz naturels. — Utilisation des marrons d'Inde. — Les vitamines : conclusions pratiques. — Encore la méthode sonique. — Captage de l'électricité atmosphérique. — L'hélice hydro-aérienne. — Le zinc dans l'organisme. — Un perfectionnement de l'invar. — Le toit de chaume et l'hygiène. — Publications nouvelles.

Dans le numéro de novembre de la belle revue *Chimie et Industrie*, M. A. Bruno parle de l'évolution de l'agriculture et de la nécessité qu'il y a d'y faire entrer plus de science que jamais. Il fait allusion, entre autres, aux magistrales recherches d'E. J. Russell sur les sols malades, et sur la nature réelle de leur maladie. On sait que sur ce point il y a discussion. Les Américains tiennent pour un empoisonnement dû aux toxines sécrétées par les racines. M. E. J. Russell, représentant l'opinion britannique, et appuyé sur de solides recherches, cherche les toxines et ne les trouve pas. Pour lui, à supposer que les toxines jouent un rôle, les choses se passent en réalité comme si le *limiting factor* consistait en la présence d'un nombre excessif de protozoaires dans le sol. Celui-ci serait encombré de protozoaires mangeurs de microbes utiles, et cette maladie parasitaire, il faudrait la traiter par la stérilisation, opérée au moyen de la chaleur ou d'agents chimiques. Pour rendre au sol sa fécondité, il faudrait le stériliser, ce qui étonne à première vue, mais devient très intelligible du moment où l'on sait à quoi la « maladie » du sol est due. Dès lors la tâche devient double : il s'agit de contrecarrer les protozoaires et de favoriser les bactéries, il s'agit de faire choix d'engrais chimiques à la fois nuisibles aux protozoaires et favorables aux bactéries. Le collaborateur de *Chimie et Industrie* a parfaitement raison.

De divers côtés on a proposé des moyens de stériliser le

sol, en tuant les protozoaires : M. Truffaut, de Versailles, en particulier, a fait des recherches dont nous avons parlé ici-même.

Mais voici que M. A. Lumière, le biologiste de Lyon, publie à l'Académie des Sciences des résultats qui tendent à montrer que la question n'a pas toute la simplicité qu'on lui suppose.

À la fin de l'hiver, dit M. A. Lumière, il se produit une sorte de réveil de la terre qui, après une période de repos, et toujours à la même époque, prend de l'activité, se traduisant par la germination des graines qu'elle contient et l'apparition de petites herbes à sa surface. En même temps la terre foisonne davantage, s'émiette plus facilement, et émet des vapeurs dues sans doute à sa microflore restée engourdie l'hiver. Le cultivateur dit que la terre est « en travail » ou bien « en amour », et ce réveil de la terre est attribué au relèvement de la température.

En réalité le réchauffement n'est pas seul en cause, comme le montre l'expérimentation : il est indispensable qu'il y ait eu un temps de repos suffisant.

On sait par les expériences de Muntz et Gaudechon, au cours desquelles l'action possible de la température était exclue, que les actions microbiennes dont le sol est le siège présentent un maximum d'activité à la fin de l'hiver. Ce serait là un fait d'atavisme.

Cette explication un peu mystique ne satisfait pas M. Lumière.

Sans doute, il y a recrudescence de l'activité nitrifiante du sol, mais on n'observe pas de faits d'atavisme chez les microbes en général. Ceux-ci se développent et pullulent invariablement à tout moment, quel qu'il soit, où ils sont placés dans des conditions favorables, en toute saison. Au reste, si l'on isole les bactéries du sol pour les cultiver *in vitro*, on constate que nulle trace du soi-disant atavisme ne se présente, et que la végétation s'effectue en toute saison du moment où la température requise est fournie.

M. A. Lumière a donc cherché une autre cause au rythme saisonnier, et il s'est rallié à l'hypothèse américaine, en pensant que des produits toxiques sécrétés par les racines, ou résultant de la transformation des débris végétaux après la chute des feuilles et la mort des plantes annuelles, pouvaient jouer un rôle. La cause, ce seraient des produits toxiques dont la destruction par fermentation, oxydation ou dilution, et l'entraînement par la pluie exigent un certain temps. L'expérience suivante semble confirmer cette façon de voir. Du terreau est prélevé en novembre dans un jardin, et le lot est divisé en deux parts. L'une d'elles est soumise à des lavages répétés à l'eau distillée, de façon à chasser les produits solubles pouvant exister ; l'autre est simplement arrosée à l'eau distillée aussi. Or, à la température du laboratoire, on a vu apparaître rapidement, en quelques jours, de petites herbes sur le terreau lavé ; sur l'autre, simplement arrosé, rien. Cela s'expliquerait par le fait que le lavage aurait éliminé des produits s'opposant à la germination des graines.

Autre expérience : M. A. Lumière a extrait par épuisement méthodique les agents toxiques de dix kilos du même terreau, en évaporant les eaux de lavage à basse température, de façon à les ramener au volume d'un litre. Il a obtenu ainsi une solution rougeâtre renfermant 28 grammes de produits solides totaux. Or cette solution, employée comme liquide d'arrosage, empêche toute germination, en toute saison. Les graines immergées dans cet extrait conservent pourtant la faculté de germer après lavage suffisant. Les produits qu'enlève celui-ci ne semblent pas être de véritables toxiques, mais seulement des agents inhibiteurs. Ces agents, du reste, ne sont ni détruits, ni altérés par le chauffage ($\frac{1}{2}$ heure à 130° C.), et semblent n'être ni des toxines ni des diastases. Ce qu'ils sont, des recherches en cours le feront sans doute savoir. Après quoi M. Lumière se propose de chercher les moyens permettant de les saturer, ou bien détruire.

On le voit, M. A. Lumière adopterait plutôt l'opinion américaine, et semble ne pas du tout envisager l'hypothèse

anglaise. Mais rien ne prouve que les faits par lui mis en lumière excluent l'exactitude de cette dernière. La question n'est pas encore réglée.

— La radio-activité des sources thermales est-elle en relation avec la pluie ? La question se pose, devant les résultats des recherches de M. P. Loisel, sur les sources de Bagnoles de l'Orne. La radio-activité de celles-ci est variable. L'eau de la source des Fées (froide, 13° C.) contient de l'émanation. Or celle-ci est au maximum après une pluie (entre le 5^{me} et le 8^{me} jour), et le maximum est d'autant plus élevé qu'il a davantage plu. La Grande Source (26° C.) est dans le même cas. La quantité d'émanation augmente après la pluie (entre le 8^{me} et le 13^{me} jour). La relation est constante et étroite.

— A propos de sources, MM. C. Moureu et A. Lepape ont observé des faits intéressants au sujet des gaz rares des gaz naturels d'Alsace-Lorraine (mines de pétrole de Pechelbronn et mines de houille de Sarre-et-Moselle). Dans tous les cas, les gaz naturels contiennent des gaz rares, surtout de l'argon et de l'hélium. On constate que les proportions de ces gaz sont constantes, et obéissent à la loi formulée par M. Moureu, d'après laquelle les cinq éléments : azote, néon, argon, krypton et xénon se rencontrent toujours ensemble dans la nature et dans des rapports dont la constance est due au fait qu'ils sont toujours et partout restés libres parce que chimiquement inertes, stables, et restant gazeux entre de larges limites de température et de pression, et probablement, par hypothèse, à ce qu'ils auraient été distribués de façon approximativement uniforme dans la nébuleuse génératrice du système solaire. Il est vrai, l'hélium échappe à la loi de constance. Mais ce gaz est un des résidus stables de la désintégration des corps radio-actifs, et ceux-ci sont inégalement répartis dans l'écorce terrestre.

— A quoi peut-on utiliser le marron d'Inde ? La guerre a fait voir qu'on peut en tirer des ressources très diverses, utilisables aussi bien durant la paix que durant la guerre. D'après

un article de *La Nature* (13 nov.), les services des poudres et de l'aéronautique ont tiré du marron de l'alcool et de l'acétone, produits indispensables à la défense nationale, ce qui a permis d'économiser diverses substances : grains, mélasses, pommes de terre, etc., qui étaient les sources principales des industries de fermentation. Pour faire produire de l'alcool au marron, on l'a traité comme les autres matières amylacées : pulvérisation, puis saccharification par le malt ou les acides, et ensuite fermentation par la levure de bière.

Le marron donne encore une fécule convenant à la préparation de l'amidon. On le déshabille, on le râpe, on le presse. Le résidu est délayé à l'eau et le liquide est passé au tamis. La décantation donne une fécule douce, qui, desséchée, acquiert tous les caractères de l'amidon.

L'écorce du marron sert à préparer des extraits tanniques, ce qui permet d'épargner le châtaignier.

Enfin, et surtout, le marron constitue un aliment pour le bétail. Mais il convient d'en user avec modération. Car son principe amer tient le milieu entre la saponine, le poison de la nielle des blés, et la colchicine, le poison du colchique d'automne. Il est vrai, ce principe disparaît par un bain prolongé et par la cuisson à l'eau. Le marron est riche en matières nutritives, surtout en amidon. On peut donner deux ou trois kilos de marrons par jour et par tête de bétail, en évitant d'en offrir aux vaches à lait : le lait tarirait. On peut en donner au mouton, mais pas à l'agneau, ni à la brebis en gestation, ou allaitante. Les porcs sont plus difficiles : il faut de la ruse pour leur faire avaler le marron ; le mieux est de faire cuire celui-ci et de le servir en mélange avec de la pomme de terre. Quant aux poules et canards, mieux vaut leur offrir autre chose.

— Parlons encore des vitamines : c'est un des grands sujets du jour, et sur lequel il se fait des observations cliniques du plus haut intérêt, grâce à la générosité britannique à l'égard des sujets de l'ex- « brillant second ». Un lecteur veut bien nous faire tenir quelques-unes de ses observations.

Il en est qui se rapportent à la grosse question de la valeur antiscorbutique des différents laits qui fait l'objet d'une étude documentée de M^{mes} R. E. Barnes et E. M. Hume. Leur conclusion est intéressante. C'est que le lait de vache cru est un bon antiscorbutique. Mais le lait desséché n'a pas cette vertu, en ce qui concerne les cobayes, qu'il soit de fabrication récente (8 ou 15 jours), ou bien plus ancienne (de 6 à 12 mois). Chez les singes, le lait frais se montre encore antiscorbutique. Le lait desséché l'est aussi, à condition d'en administrer une dose à peu près double. Il conserve d'ailleurs la propriété de stimuler la croissance. Il faut observer que le lait frais est plus antiscorbutique en été qu'en hiver, à cause du mode plus hygiénique d'alimentation du bétail en été. Cela ne peut surprendre. Beaucoup des substances que l'on donne au bétail en hiver sont des aliments médiocrement hygiéniques. Si donc, pour l'alimentation d'enfants, on ne dispose que de lait desséché, il y a lieu d'en faire usage : il est alimentaire. Mais la vitamine antiscorbutique lui manque et on la demandera au jus d'orange, de chou-rave ou de tomate : les tomates conservées, elles-mêmes, donnent de bons résultats.

Un autre document, le *Report on the present state of knowledge concerning accessory food factors* (publication du *Medical Research Committee*), contient quelques règles précises qui ont leur intérêt pratique.

Pour éviter le béribéri, c'est-à-dire la maladie due à la carence de la vitamine antineuritique (vitamine aqua-soluble, vitamine de croissance) l'essentiel est de fournir la *farine complète* (farine de seigle, de blé, d'orge, de maïs, de pois, de haricots, de lentilles). C'est dans les graines des plantes et les œufs — qui sont les graines des animaux — qu'il y a le plus de vitamine antineuritique : il y en a aussi dans le foie, la cervelle, moins dans la viande ; beaucoup dans la levure et l'extrait de levure. Chez les grains la vitamine se trouve ou bien dans le germe (embryon) chez les céréales, et dans l'enveloppe formant le son ; ou bien un peu partout

(pois, haricots et légumineuses en général). Donc, *farine complète* et *pain complet* sont indispensables.

Pour éviter le rachitisme, favoriser la croissance des enfants, et éviter l'oedème de guerre des adultes, c'est-à-dire les maux dus à la carence de la vitamine liposoluble que contiennent certaines graisses, il faut essentiellement savoir quels corps gras sont à rechercher. Le meilleur est le lait complet, — denrée infiniment rare quand on n'a pas le bonheur de posséder une vache à soi. — A défaut de ce produit, user de lait complet desséché, ou du moins condensé, non sucré. Mais dans ce cas ajouter au régime un antiscorbutique (voir plus loin). Voilà pour l'enfant. Pour les sujets plus âgés et adultes, user de lait et de beurre, de margarine animale, mais non de graisses végétales. A défaut de beurre, huile de foie de morue, huile de poisson en général, et œufs. Et encore, si les graines végétales sont seules disponibles, préférer l'huile d'arachide, et consommer du légume vert. La feuille verte est riche en vitamine antirachitique. On peut l'utiliser pour le jeune enfant sous forme de jus (de chou et autres verdure); sont très recommandés les épinards, la salade cuite. Donner beaucoup d'aliments riches en vitamine liposoluble aux futures mères et aux nourrices.

Enfin, pour éviter le scorbut, donner à l'enfant un antiscorbutique : jus d'orange frais, jus de rave, jus de tomate (même de tomate conservée), jus de raisin (moins actif que le jus d'orange). Future mère et nourrice doivent user de légumes verts, qui ne seraient pas toujours nuisibles comme on le croit souvent. Les adultes, eux, feront grand usage de fruits et légumes frais, de graines germées (graines de blé, orge, seigle, pois, haricot, lentille). On fait cuire les plantules au bout de trois jours environ, rapidement. Les salades sont très recommandées, crues plus encore que cuites : laitue, chicorée, scarole, etc. Si l'on cuit, que ce soit peu de temps : pas de longs mijotages. Éviter en principe les aliments de conserve : les légumes de conserve et les légumes desséchés sont sans valeur comme antiscorbutiques. Le jus de citron

conservé reste efficace, la tomate de conserve aussi, et peut-être d'autres fruits de conserve, également acides.

Voilà, brièvement, ce que recommande le comité britannique, par l'intermédiaire de M. Hopkins et M^{lle} Chiek. Merci à notre lecteur anglais de nous avoir signalé ces intéressants documents.

— Nous avons parlé ici (août) de la méthode sonique, nouvelle méthode de transmission de l'énergie par les vibrations de l'eau dans les conduites, proposée par un ingénieur roumain, M. Constantinesco. Il convient de faire observer que les dispositifs employés par celui-ci dérivent de dispositifs qui ont été publiés en 1915 et 1916 par M. C. Camichel, directeur de l'Institut électro-technique de Toulouse. Il y a deux parties au problème : production de vibrations dans les conduites, et utilisation de celles-ci. Sur le premier point, M. Camichel a montré (Académie des Sciences) qu'il est facile de faire produire à une conduite la vibration fondamentale et les harmoniques impairs par l'emploi d'un robinet tournant dont on règle la vitesse, ou encore par l'emploi d'un clapet automatique. En ce qui concerne le second point, M. Camichel a réalisé un moteur — le moteur hydraulique synchrone — qui consiste simplement en un piston sans soupape se déplaçant à l'intérieur d'un cylindre en communication avec la conduite, et qui est de tous points identique à celui que propose M. Constantinesco, à cette différence près que M. Camichel a construit un moteur monophasé, et M. Constantinesco un moteur triphasé.

— Ne quittons pas le problème de l'énergie, et revenons à celui de la transformation de l'électricité statique de l'atmosphère en électricité dynamique, dont il a été parlé depuis quelque temps : en particulier par M. Ch. Matignon, dans *Chimie et Industrie*. Voici qu'un ingénieur italien, M. G. Lentner, serait arrivé à utiliser le potentiel atmosphérique de la façon que voici. Un poteau, constituant une sorte d'antenne, de douze mètres de hauteur, est dressé, se terminant en haut par un collecteur constitué par une sphère en aluminium

pourvue de pointes enduites de substances radio-actives. Ce collecteur est, par un fil conducteur, mis en communication avec un transformateur spécial. Dans ces conditions le courant de terre et celui de l'atmosphère s'attireraient par une induction réciproque, et les substances radio-actives agiraient sur le transformateur par une influence qu'on n'explique point, et que l'on comprend encore moins... Quoi qu'il en soit, les résultats seraient bons, et de nature à encourager l'ingénieur à recommencer avec des appareils plus grands. Rappelons que dans le projet analysé par M. Matignon, l'antenne est constituée par des ballons captifs à dôme en aluminium, reliés entre eux par fil métallique : le collecteur est donc plus étendu, et va plus haut dans l'atmosphère. On aurait plaisir à voir se réaliser l'invention. Car ce captage permanent d'énergie ne pourrait qu'être avantageux. Aurait-il quelque influence sur les manifestations électriques de l'atmosphère ? Ce sera à voir.

— Nous avons l'hélice aquatique, et l'hélice aérienne : voici que M. A. Gambin (*La Nature*, 27 nov.) propose l'hélice hydro-aérienne, destinée aux bateaux ayant à naviguer sur hauts fonds. Son hélice est un moyen terme entre les deux types d'hélices.

Son projet — réalisé à l'état de modèle — est de placer à l'arrière du bateau une paire d'hélices partiellement immergées. A leur partie inférieure elles travaillent par réaction propulsive sur l'eau, comme les hélices immergées. Mais comme elles tournent en sens inverse, elles soulèvent une veine d'eau qui est repoussée vers l'arrière, en partie par suite de la composante des forces, en partie par la pression qu'elle vient exercer sur un plan supérieur de courbure appropriée. Les pales hélicoïdales de l'hélice fonctionnent comme des godilles doubles. Les presse-étoupes ne sont plus nécessaires, les appareils sont plus accessibles et changeables, et la propulsion devient possible sur les hauts fonds, dans les canaux, etc. Un élément intéressant de l'appareil est la voûte que l'inventeur place à l'arrière pour maintenir et réfléchir,

pour faire agir propulsivement le liquide soulevé, et obtenir en quelque sorte la canalisation complète de l'eau de propulsion. Evidemment, la propulsion aérienne sera faible. Les modèles sont intéressants, mais il faudra voir fonctionner un modèle de grandes dimensions pour se faire une opinion.

— On sait que le zinc existe, en très petites proportions du reste, dans les divers végétaux. Et différents auteurs ont fait voir qu'il existe aussi chez beaucoup d'animaux. On est même tenté d'admettre qu'il existe chez tous. Existe-t-il des organes où il soit plus répandu que dans d'autres ? M. G. Bertrand s'est posé la question et l'a examinée en ce qui concerne le cheval. Il arrive à ce résultat que tous les tissus et organes renferment du zinc, mais tous en proportions différentes. Celles-ci varient de 12 à 98 milligrammes par 100 grammes de matière sèche. Le tissu le plus pauvre est celui de la moelle épinière, le plus riche est celui du ganglion lymphatique (peut-être pas invariablement, du reste), et de la glande mammaire. Certains organes peuvent donc contenir jusqu'à un gramme par kilo de matière sèche. Il ne semble toutefois pas qu'un même organe soit invariablement plus riche, et un autre, nécessairement, plus pauvre en zinc. Celui-ci est évidemment un élément très mobile.

— L'invar et les alliages de composition similaire éprouvent, au cours du temps, des modifications de nature moléculaire qui se manifestent par un changement lent des barres qui en sont faites. D'après M. Ch.-E. Guillaume, le très distingué physicien auquel a été décerné le prix Nobel, en partie pour ses belles et utiles recherches relatives aux alliages, ces changements, qu'il a suivis avec attention au cours des années, atteignent au bout d'une dizaine de celles-ci une valeur de l'ordre du centième de millimètre par mètre. C'est peu, assurément, mais c'en est assez pour obliger à faire aux mesures exécutées au moyen de règles ou de fils d'invar, en géodésie notamment, des corrections parfois délicates. En outre, ces changements limitent l'emploi de l'invar à la construction d'étalons dont la longueur doit être vérifiée de temps à autre,

en tout cas si l'on prétend à une précision de l'ordre du millionième.

Ces changements ont été signalés il y a plus de vingt ans par M. Ch.-E. Guillaume, mieux placé que personne pour les observer. Celui-ci a été conduit récemment, par l'étude des aciers au nickel ternaire (contenant un troisième élément, en outre de l'acier et du nickel), à reconnaître que la véritable cause de l'instabilité de l'invar est due tout entière à la présence du carbone. Un invar complètement exempt de carbone serait parfaitement stable. Il faudrait donc supprimer le carbone de l'acier. Mais il ne semble pas possible d'enlever aux alliages ferriques les dernières traces de carbone. M. Guillaume, toutefois, a pensé que les variations observées ne tiennent pas au carbone lui-même, mais à un composé fer-carbone, la cémentite. Peut-on empêcher la formation de celle-ci ? Assurément, et de façon simple, en ajoutant un troisième métal, chrome, tungstène, ou vanadium, ayant pour le carbone une forte affinité. Dans ces conditions le carbone disparaît. M. Guillaume a pu de la sorte, en tolérant au besoin un très léger relèvement de la dilatabilité de l'invar, en obtenir des barres ne présentant plus que des changements insignifiants. Voilà de l'utile besogne.

— Evidemment, les toits en ardoises, en tuiles, en métal sont pratiques. Mais ils n'ont rien d'artistique. Un toit de chaume est autrement pittoresque. D'après une note parue dans le bulletin de l'*Office international d'Hygiène publique* (octobre) le toit de chaume serait plus hygiénique aussi. C'est une couverture parfaitement imperméable à la pluie, et qui protège mieux que toute autre contre la chaleur et le froid, tout en laissant à l'air un passage suffisant. Il est vrai, le toit de chaume est dangereux, en cas d'incendie. Mais cela n'est guère le cas que pour un toit neuf : les vieux toits, revêtus de mousse et de végétation variée, ne brûlent guère, et en les arrosant assez, à temps, ils échappent à la contagion si le voisin brûle. Il faut toutefois bien se dire que le toit de

chaume deviendra de plus en plus rare, et ce sera regrettable au point de vue pittoresque.

— Publications nouvelles : *Les colloïdes*, par Jacques Duclaux (Paris, Gauthier-Villars) : un ouvrage de premier ordre, parfait de netteté et de clarté, exposant tout ce que sont, et ne sont pas, ces substances dont le rôle apparaît de plus en plus important dans la science et dans la technologie. — *Où en est la météorologie ?* par A. Berget (Gauthier-Villars). La maison Gauthier-Villars a entrepris de publier une série de mises au point des différentes sciences et M. A. Berget s'est chargé de la météorologie. Son livre est de lecture facile, agréable ; il contient beaucoup de faits, et sera certainement très apprécié. — C'est avec grand plaisir qu'on voit reparaître l'*Année psychologique* d'Alfred Binet, continuée par H. Piéron (21^{me} année, 1914-1919. Paris, Masson). En dehors des analyses accoutumées ce volume contient des études critiques intéressantes sur l'examen psychologique des hommes au point de vue des fonctions à leur confier, sur l'instinct et l'intelligence (E. Rabaud), et sur diverses autres questions. — Voici encore la 3^{me} édition, renouvelée, de *Classification des Sciences, les idées maîtresses des sciences et de leurs rapports*, par A. Naville (Paris, F. Alcan), œuvre nouvelle en réalité, mais où subsiste la division en sciences de lois, sciences de faits, et sciences de règles. — *L'Essai d'astrométéorologie et ses applications à la prévision du temps*, par M. A. Nodon (Gauthier-Villars), est un plaidoyer en faveur de l'utilisation, pour la prévision du temps, de l'observation du soleil, et de l'emploi de l'électromètre et du magnétomètre... Ouvrage intéressant à coup sûr et que les météorologistes apprécieront. — Dans *La Chimie et la Guerre, Science et Avenir* (Masson), M. Ch. Moureu expose ce qui a été fait en chimie durant la guerre, de quelle importance a été l'œuvre réalisée, et quelle importance il convient de donner à la chimie dans l'avenir : livre fort intéressant au point de vue historique, et qui donne des avis excellents pour l'avenir. — Aux psycho-

logues signalons *Le rêve, étude psychologique, philosophique et littéraire* (Paris, L. Lhomme, rue Corneille), par Yves Delage, l'éminent zoologiste qui vient de disparaître, qui s'est de tout temps intéressé au rêve, et qui, quelques jours avant sa mort, a publié ce volume infiniment documenté et personnel, sur une question qui intéresse le public le plus étendu. — Pour les physiciens et les météorologistes, une œuvre tout à fait remarquable : *The Physics of the Air*, par W. J. Humphreys (J. B. Lippincott, Philadelphie). L'atmosphère y est étudiée à fond : mécanique, thermodynamique, électricité, optique, facteurs climatiques. On y trouve tout ce qu'on sait de l'océan aérien, et on y voit tout ce qu'il reste à découvrir. L'intérêt en est puissant pour le physicien, le météorologiste et l'aviateur. — Voici enfin le tome premier d'une œuvre capitale, de conception toute nouvelle, *l'Histoire de la Nation française*, dirigée par G. Hanotaux (Paris, Plon). Ce sera l'histoire de toutes les activités nationales, de toute l'œuvre, dans tous les domaines, des Français, en quinze volumes. Le premier volume permet de bien augurer du projet : l'introduction, par G. Hanotaux, montre la largeur de vues qui préside à l'œuvre, et l'essai sur la *Géographie humaine de la France*, par Jean Brunhes, est captivant par sa variété, par les idées qu'il fait surgir, par sa suggestivité. Cet essai fait voir et comprendre le paysage, la population, les industries, tout ce qui est l'homme et son œuvre : il ouvre les idées, il explique, et c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire d'une œuvre. *L'Histoire de la Nation française* sera, est déjà, une publication sans pareille, d'un puissant intérêt, non pas seulement pour les Français, mais pour tous les civilisés. Nombreuses illustrations par M. A. Lepère, et cartes, naturellement.

HENRY DE VARIGNY.

Chronique politique.

L'Assemblée des Nations. — La conférence de Bruxelles. — Les puissances occidentales et le roi Constantin. — Bolchévistes et nationalistes turcs. — Affaires anglaises. — Le traité de Rapallo et M. d'Annunzio. — Fin d'année.

Le mois de décembre a hérité d'une série de questions qui, les unes s'étaient ouvertes en novembre, d'autres étaient beaucoup plus anciennes. Bien entendu, ces questions n'ont pas été résolues. Il s'en faut ! Ce qui fait que la politique en décembre est tout plutôt qu'intéressante.

Je fais une exception pour l'Assemblée des Nations qui vient de terminer ses séances à Genève. Elle s'est longuement occupée de son organisation intérieure, du tribunal international, du régime des mandats coloniaux, de l'admission de nouveaux membres et d'une foule d'autres choses encore. Dire qu'aucun temps n'a été perdu serait contraire à la vérité. Les orateurs sont volontiers partis dans le bleu, ils se sont congratulés et écoutés eux-mêmes avec une évidente satisfaction. Le système adopté, qui exigeait pour toute décision l'unanimité, est aussi d'une application difficile. Sans doute c'était nécessaire : des sécessions sont toujours à craindre ; le geste de la délégation argentine l'a prouvé. Il n'en est pas moins déconcertant qu'une majorité qui propose des mesures plus logiques soit obligée de céder devant une minorité plus timide parce qu'elle craint, en cas de refus, de ne rien obtenir du tout. Cela s'est présenté.

Mais je n'insiste pas sur les travaux de la conférence : le sujet sera sans doute traité ici-même. Ce qui me paraît intéressant, c'est le fait que des délégués de quarante-et-un États, épars sur tous les continents, se soient réunis pour jeter les bases d'une humanité nouvelle. Ces hommes représentaient une élite. Ils étaient presque tous d'anciens chefs de gouver-

nement, des parlementaires de grande marque ou des techniciens de haute valeur. Ils ont discuté dans une ambiance de concorde et d'amitié, avec confiance et espoir. Les interviews qu'ils ont, après la clôture des débats, accordées à des journalistes indiquent toutes la satisfaction d'avoir accompli une bonne œuvre, la conviction qu'elle se complétera dans l'avenir. Et puisque ces hommes, qui savent bien des choses et ne sont pas des naïfs, affirment de façon si nette leur espérance, nous serions mal venus, nous profanes, à contester leurs dires, à nous ériger en juges chagrins et sévères.

— La Conférence de Bruxelles était d'un tout autre genre. C'était le premier degré de la procédure étonnamment compliquée arrêtée par les gouvernements des puissances occidentales pour fixer enfin la somme des réparations dues par l'Allemagne. La France, qui doit dépenser des capitaux énormes pour remettre en valeur ses territoires dévastés, exige que le Reich soit mis en demeure de payer, sans pouvoir évaluer encore le montant de l'indemnité. L'Angleterre, qui tient avant tout à ce que les affaires reprennent sur le continent pacifié, se déclare prête à soutenir les revendications françaises, mais voudrait savoir d'abord ce que l'Allemagne peut fournir, car exiger davantage serait donner un coup d'épée dans l'eau. L'Italie fait peu parler d'elle : elle a élevé des demandes précises, mais, pour diverses raisons, elle ne tient pas à pousser à bout le germanisme.

Comme on pouvait s'y attendre, les délégués allemands, soutenus par des experts financiers qui ont aligné des chiffres impressionnants, ont affirmé que le Reich, au bord de la faillite, ne pouvait assumer aucun paiement en argent. Le taux effroyablement bas de son change l'empêche de prendre une position honorable sur aucun marché européen. Ils offrent des compensations en nature dont les modalités sont à discuter. Ces déclarations n'ont pas contenté les Français, qui ont des raisons de croire que, si l'Etat allemand est en effet à bout de ressources, la fortune allemande reste dans une situation réjouissante. Une exportation judicieuse des capitaux et de

savants virements de fonds dissimuleraient l'état réel des choses. C'est possible ; mais les représentants de la France ont quelque peine à faire la preuve et ils doivent non seulement confondre la partie adverse, mais encore persuader leurs propres alliés, ce qui est apparemment difficile. On affirme cependant que les délégués de l'Entente vont opposer un front unique à l'Allemagne ; ce dont nous acceptons l'augure.

— Les affaires de Grèce ont, comme de juste, préoccupé grandement les gouvernements occidentaux. A Londres a siégé, dix jours durant, une conférence qui réunissait MM. Lloyd George et Leygues, le comte Sforza et d'autres personnages plus petits. La discussion, au dire des communiqués officiels, a toujours été courtoise et amicale, comme cela doit être le cas entre des alliés fidèles. Les points de vue n'étaient malheureusement pas les mêmes.

Si, au lendemain des élections grecques, la plupart des grands journaux de France et d'Angleterre déclaraient hautement qu'il n'était pas possible de laisser remonter sur le trône de l'Hellade le beau-frère de l'empereur Guillaume II qui en avait été arraché par la force dans les circonstances que l'on sait, les gouvernements restaient sur la réserve. L'Angleterre est fortement engagée en Orient. Elle estime que le traité de Sèvres qui, à côté d'autres avantages, lui a donné la maîtrise de Constantinople, est le couronnement de sa politique. Elle tient à le maintenir en vigueur coûte que coûte. Mais comme elle n'a plus de soldats à envoyer en Anatolie, l'appui des troupes grecques lui est indispensable. Convient-il, alors que Constantin manifeste de beaux sentiments et déclare que le premier désir qui remplit son cœur est de remplir fidèlement tous les engagements pris par son pays, de faire fi de ses intentions généreuses ? M. Lloyd George apparemment pense que non ; mais il ne le dit pas encore. La France, qui fait, en Cilicie, une guerre coûteuse aux nationalistes turcs, à seule fin de les obliger à reconnaître le traité, déclare que, puisque la Grèce a jugé bon de rappeler le roi Tino, il est ridicule de se préoccuper plus longtemps de ses intérêts. Le protocole de Sèvres

devient donc caduc et la paix doit être faite avec Mustapha Kemal, qui sera laissé libre de reprendre la Thrace orientale et Smyrne. L'Italie, qui ne se bat contre personne, est moins pressée de reviser le traité. Elle ne l'approuve pas cependant ; elle n'a non plus aucune hostilité contre la Grèce, que ce soit le roi Constantin ou M. Venizelos qui la dirige.

Cela explique que la Conférence de Londres ait eu quelque peine à se mettre d'accord. Quand le résultat a été annoncé, tous les journaux de l'Occident se sont félicités : chacun a déclaré avec conviction que c'était le point de vue national qui l'avait emporté. Plus tard, après la réflexion, le ton a un peu changé : il a bien fallu reconnaître que c'était l'Angleterre qui avait fait prévaloir ses idées. Ce que tout observateur consciencieux des choses aurait pu annoncer d'avance.

De fait, la Conférence de Londres a décidé que le peuple grec était libre de rappeler à sa tête son ancien souverain, que rien ne serait changé au traité de Sèvres. Elle a estimé que les crédits ouverts à M. Venizelos et qui permettaient au gouvernement d'Athènes de procéder à des émissions de billets devaient être suspendus, puisque le peuple hellénique était en train, sciemment, de désobliger l'Entente. Mais elle n'a même pas fixé l'attitude que les représentants des trois puissances auraient à observer vis-à-vis du roi « retrouvé » quand il rentrerait dans sa capitale.

Cet événement n'a pas tardé. La nation grecque a déclaré par un plébiscite solennel qu'elle ne voulait avoir pour maître que Constantin. Les loyalistes se sont élevés à un million ; les opposants sont tombés à dix mille. Dans diverses localités, le nombre des manifestants s'est confondu avec celui des électeurs. On se demande ce que sont devenus les fidèles qui se prosternaient sur le passage de M. Venizelos et, comme les vieux Grecs des jeux isthmiques, remplissaient l'air de leurs acclamations.

Le roi chassé au commencement de l'été 1917 est rentré dans sa capitale. Il a fait un discours où il se réjouissait des victoires que les troupes grecques avaient remportées pendant

son absence, oubliant pour les besoins de la cause que les gens battus étaient de ses alliés. Il a lancé un message où il a promis de gouverner selon la loi constitutionnelle de l'Etat et dans le respect du parlement, ne se rappelant pas le régime personnel qu'il a imposé à son pays pour obéir à son beau-frère de Berlin. Les Hellènes, si sévères pour la famille souveraine à d'autres époques, paraissent complètement domestiqués : inconscients des contradictions, ils admirent tout ce qui vient de leur roi bien-aimé. Pour nous qui sommes bien loin, nous comprenons mal qu'un homme sérieux, qui s'est compromis avec l'Allemagne dans une série de dépêches de haute saveur, sans parler de ses actes, puisse aujourd'hui se féliciter de la défaite du camp germanique et affirmer qu'il n'a jamais eu pour l'Entente que la plus sincère amitié. C'est une tête couronnée qui disait : « Si la vérité disparaissait de la terre, elle devrait se retrouver dans le cœur des rois. »

— Entre-temps, la situation ne s'éclaircit pas en Orient. Une assemblée nationale turque convoquée à Angora a exposé les conditions auxquelles l'empire ottoman ferait la paix. C'est, comme de juste, la destruction complète du traité de Sèvres. Les bandes de Mustapha Kemal reprennent l'offensive. Malgré les promesses du ministère Rhallys, les troupes grecques qui occupaient la région d'Ismid se replient vers la côte ; des officiers en foule rentrent à Athènes. En Cilicie, les Français en ont assez d'une guerre sans objet. Dans la région du Caucase, les nationalistes ont écrasé les forces armées de la république arménienne. Ils auraient occupé son territoire s'ils n'avaient rencontré les bolchévistes russes qui ont proclamé le régime soviétiste à Erivan et feignent de protéger sérieusement leur nouvelle création.

De Moscou à Angora, quelques notes ont été échangées. Entre la bande athée qui tyrannise la Russie et le mouvement panislamique que dirige Mustapha Kemal, il ne peut exister aucune sympathie. Pourtant une alliance s'est formée. Des correspondants de journaux anglais en précisent les termes. M. Lénine et les siens prennent très au sérieux les revendica-

tions musulmanes sous le couvert desquelles ils comptent bouleverser toute l'Asie antérieure jusqu'à l'Inde. Le nationalisme turc affecte d'adopter les principes soviétistes ; le gouvernement annonce son intention de nationaliser les fortunes et de faire régner le communisme.

Tout cela n'est qu'une façade ; mais l'alliance militaire est une réalité. Et cela fait ressortir l'inconcevable incurie de l'Entente. Au moment où elle prétendait imposer aux Turcs le traité de Sèvres, elle n'avait plus la force de le faire appliquer. Son intervention en faveur des peuples malheureux d'Asie-Mineure, à qui elle prétendait tracer des frontières, n'a eu pour résultat que de les livrer aux vengeances d'adversaires exaspérés. Et maintenant, sans que ce beau document diplomatique ait rendu un service à qui que ce soit, sans qu'il ait jamais été autre chose qu'un chiffon de papier, voilà les deux ennemis héréditaires de l'Orient, les Turcs et les Russes, qui s'unissent contre l'Occident dont la cause se confond, en fin de compte, avec celle de la civilisation. C'est un fait connu que M. Lloyd George n'entend à peu près rien à la politique extérieure ; mais comment se fait-il qu'il impose régulièrement ses erreurs aux hommes d'Etat français et italiens ? Serait-ce une incurie générale ?

— Les bolchévistes ont comme but suprême de leur action extérieure la destruction de l'impérialisme anglais ; ils la poursuivent sur les bords du Bosphore, en Perse, dans l'Afghanistan. Pourtant, à Londres, on continue à discuter la convention commerciale avec une inlassable patience. Le gouvernement des Soviets multiplie les preuves de mauvaise foi, il élève des prétentions nouvelles, envoie des notes menaçantes ou injurieuses... Le premier ministre va de l'avant, imperturbable. Cette affaire, dont on annonçait la fin au mois de septembre déjà, se prolonge au milieu de turpitudes toujours plus attristantes : elle aboutira selon toute apparence, car des deux côtés on croit avoir intérêt à la faire réussir.

En Irlande aussi l'incertitude se prolonge. Les adversaires paraissent arrivés au dernier degré de l'exaspération ; ils

s'accusent réciproquement de l'immense incendie de Cork. Et tandis que le gouvernement proclame la loi martiale dans une série de comtés de l'« île sœur », les *sinn-feiners* prennent l'offensive en Grande-Bretagne : ils sèment l'inquiétude ou la destruction à Londres et à Liverpool. Pourtant, des deux côtés, le désir d'en finir s'accroît. Le parlement britannique discute une fois de plus un projet de *home rule*. Le ministère est prêt à accorder toutes les concessions compatibles avec l'unité de l'empire. En Irlande, la population tranquille, terrorisée par les violences des deux partis et menacée de ruine, s'accommoderait volontiers de n'importe quel régime qui lui rendrait la paix. Des gens de bonne foi ont offert leurs offices ; de timides pourparlers ont paru s'ouvrir. Mais c'est la fatalité de ces luttes féroces qui exaspèrent la haine que les tentatives de conciliation ne rencontrent plus de terrain commun sur lequel on puisse construire quelque chose. La solution viendra, elle est peut-être plus proche qu'on ne pense ; mais c'est de l'épuisement qu'elle sortira.

— Le traité de Rapallo a été ratifié par les deux chambres de Rome. Comme à Belgrade on est d'accord, rien ne s'oppose à ce qu'il entre en vigueur. Malheureusement, M. d'Annunzio est d'un autre avis : il a pesé le cas durant une journée entière, puis il a décidé que l'œuvre était mauvaise et que sa tâche n'était pas finie. Des automobiles blindées préposées à la garde des routes, des torpilleurs chargés de surveiller la mer lui ont été amenés par leur personnel en rupture de ban. Il a glorifié le geste des soldats et marins réfractaires ; il est en pleine révolte contre la loi de l'Etat.

La nation italienne, qui souhaite d'en finir, paraît lui donner tort. A Rome, le monde parlementaire témoigne du mécontentement et de l'inquiétude aussi. M. Giolitti cherche à calmer les esprits ; il dit que tout s'arrangera. Il a fait remettre au poète, par le général Caviglia, un ultimatum en due forme ; il en attend de bons effets. Pour le moment, il resserre le blocus autour de Fiume, dont la garnison se prépare à la résistance dans un branle-bas de combat. Les choses en sont là.

— Comme je le disais en commençant, ce mois de décembre est terne : la politique ressemble à l'horizon brumeux. L'année qui finit est-elle autre chose ? Nous pensions qu'elle achèverait la paix ; et toutes, ou presque toutes les questions restent ouvertes. Elle laisse à celle qui va commencer un redoutable héritage. Qui aurait supposé pareille défaite, voici deux ans, à la veille de la Conférence de Paris dont nous attendions tous des choses merveilleuses ? Pourtant le continent cherche à se remettre d'aplomb, les Etats s'organisent, les peuples travaillent, partout s'affirme la volonté de vivre. Et nous avons un motif d'espérance : c'est cette grande assemblée qui, dans une ville de notre pays, avec une autorité qu'aucun parlement n'a jamais possédée, a travaillé pour le bien de l'humanité. Ses membres en se quittant se sont dit : Au revoir.

ED. ROSSIER.

Lausanne, 23 décembre 1920.

Chronique suisse romande.

M. P. Grellet : *La Suisse des diligences*. — M. Ad. Ferrière : *L'éducation dans la famille*. — M. Maurice Porta : *Nous, pendant ce temps...* — *Ma patrie*, calendrier illustré. — *Le Jura suisse*, texte de M. Eug. de la Harpe. — Une nouvelle édition d'Adolphe. — Mlle Herking : *Ch.-Victor de Bonstetten*. — *La Bibliothèque Universelle* à ses abonnés.

Ce n'est pas l'originalité du sujet seulement, ce ne sont pas seulement les trouvailles et le pittoresque qui font l'attrait si particulier des ouvrages de M. Pierre Grellet ; c'est un charme délicat, une sobriété, une grâce amusée qui nous amuse et nous retient. En parlant de la vieille Suisse, en racontant les aventures de Casanova, il a fait preuve d'autant de goût que d'érudition. Il n'appuie nulle part, mais il indique tout ; il sait choisir et ordonner son choix ; une causerie émaillée de quan-

tité de faits, où la fantaisie n'est point absente, où l'émotion, l'humour et même — qui l'eût cru? — l'ironie, se devinent et dissimulent une érudition très sûre, telle est sa manière. Il nous ramène au temps où l'on évitait d'alourdir le bas des pages de notes et de bibliographies, parce que le texte suffisait et que l'auteur ne vivait pas d'emprunts et se serait cru indiscret d'infliger au lecteur le détail de ses préparations. Heureux temps !

Aujourd'hui, M. Pierre Grellet nous entretient des diligences¹. Il les a connues, sans nul doute, ailleurs qu'au musée de Berne ; il y est monté ; il a fait un de ces voyages accidentés où l'on apprenait à connaître le pays, les gens et soi-même. Que de choses on découvre des fenêtres d'une diligence !

Avant d'en dire plus long, félicitons l'éditeur. Ce petit ouvrage se présente avec l'aspect le plus agréable et les illustrations, vignettes et hors-texte dont il est orné en relèvent délicieusement le mérite par leur netteté, leur finesse et leur originalité.

Une remarque pénétrante, dès le début : ce qui a transformé notre pays, au XIX^e siècle, ce sont moins les conséquences de la grande Révolution que celles de l'établissement des chemins de fer. Et il nous décrit l'idylle champêtre renaissant au milieu des ruines quand les soldats de Masséna occupaient encore notre sol.

On voyageait beaucoup en Suisse, entre 1805 et 1820. On y venait contempler les grandes scènes de la nature. Neuf mille chevaux et vingt-neuf mille voyageurs franchissaient annuellement le Gothard. Il y avait des services de transport fort bien organisés. Les bateaux à vapeur faisaient leur apparition sur nos lacs.

La Suisse n'était pas encore le pays des hôtels, mais elle avait des auberges réputées où la cuisine était cordiale et l'hôte accueillant. Hors des grandes routes du tourisme, on rencontrait moins bien. Un voyageur qui visite les Grisons

¹ Pierre Grellet, *La Suisse des diligences*. Lausanne, éditions Spes, 1921.

fait observer à l'aubergiste que les draps ne sont pas propres. « Impossible, s'écrie l'autre, on n'y a encore couché qu'une seule fois! »

Dans le Toggenburg, un voyageur doit se contenter d'un lit formé d'une grosse paille de feuilles de fayard et d'un mince matelas. Pour couverture, un « lit de plume, léger et mobile comme un nuage, qui s'écarte au moindre mouvement et vous laisse avec un simple drap bien petit, falbalassé, à la vérité, mais sans lequel vous passez d'un extrême de température à l'autre ».

De chapitre en chapitre, l'intérêt augmente. Après les voyages et les auberges, M. Grellet décrit les sites qu'on admirait et les mœurs, telles qu'on les voyait. La Suisse passait, depuis Rousseau, pour une Arcadie. On y goûtait la simplicité, la bonhomie des mœurs. Vraiment, M. Grellet nous fait goûter tout cela en le ressuscitant avec un soin ingénieux et nous répéterions avec lui la conclusion qu'il emprunte à M. Robert de la Sizeranne : « Puissent des ombres voyageuses se lever avec nous pour flotter sur la route solitaire, lorsque l'âtre parfum des herbes de la vallée semble l'âme errante de la nuit claire. Aventures de coches, carrosses rencontrés, chaises versées sous les balustres de la vieille terrasse, torches sortant du château inconnu, destinées frôlées pendant une heure, silhouettes entrevues et disparues à jamais... »

Changeons de sujet. M. Ad. Ferrière publie une brochure de 75 pages sur l'éducation dans la famille¹. J'ai rarement l'occasion de recommander un ouvrage de pédagogie ; les uns sont étroitement dogmatiques, car il est peu de matières où l'esprit de système, passez-moi le mot, le « dada », fasse plus de ravages ; les autres sont bourrés de bonnes intentions et de pensées banales. Celui-ci est fondé sur l'expérience personnelle ; il fait beaucoup réfléchir et fera réfléchir utilement. Le trait particulier, la manière de l'auteur, est de passer

¹ Ad. Ferrière, *L'éducation dans la famille*. Edition Forum, Neuchâtel et Genève, 1921.

sans effort de la pensée générale au précepte particulier et à l'exemple. Ayant défini le but de l'éducation, qui est de former l'enfant pour lui-même en accroissant en lui les énergies morales, M. Ferrière se demande quels sont les moyens d'y atteindre ; il propose aux parents trois maximes : négativement, écarter les dangers, empêcher les actions qui auraient des conséquences graves pour le présent ou pour l'avenir ; dans le sens positif, créer de bonnes habitudes ; enfin, pour organiser la vie affective, la santé des sentiments, entourer l'enfant d'une atmosphère de joie. Là-dessus, des conseils pratiques exempts de pédanterie et fort précis.

Ce n'est là que l'introduction. M. Ferrière traite de la première enfance, qui va jusqu'à l'âge de six ans et se termine avec la seconde dentition, puis de la seconde enfance, de sept à douze ans, période extrêmement importante pour la formation du caractère et pendant laquelle, mentalement, l'enfant est comparable au « bon sauvage ». Ensuite vient l'adolescence, traversée par les défaillances, les accès d'irritabilité, la rébellion dus à la crise de la puberté, qui, d'ailleurs, peut et doit aboutir à la phase de la liberté réfléchie. Je ne puis résumer les vues de M. Ferrière, encore moins les discuter. Mais je tiens à louer le bon sens averti dont il fait preuve à chaque page et l'élévation de ses sentiments. Il n'entend point opprimer, émonder, sarcler à tour de bras ; il cherche à reconnaître les lois de la vie et à collaborer avec la nature dans son œuvre ; et il a confiance. Il croit à la bonté de l'enfant ou du moins à son désir de justice et de vérité. Il se représente très large la sphère des possibilités quand l'action éducatrice est inspirée de sympathie. Peut-être ne fait-il pas assez de catégories, mais il ne veut considérer que ce qu'il y a de semblable dans le développement de tous les enfants. Il rassure, il prêche la patience et l'espoir. Il n'écrase pas les parents sous un amas de responsabilités minuscules qui décourageraient leur bonne volonté. Et il écrit bien ; et il n'est pas ennuyeux. Souhaitons que sa brochure se répande ; elle aura une influence salutaire.

Il n'est pas trop tard pour rappeler le recueil d'articles que

M. Maurice Porta a réunis sous ce joli titre : *Nous, pendant ce temps...*¹ Quelles curieuses méditations sur des faits divers de tous les jours ! Qu'on puisse faire tant de réflexions sur ce que nous regardons sans le voir ou que nous ne regardons même pas ! Eh bien, il en valait la peine. M. Porta est le moraliste de la vie moyenne. L'exceptionnel, le tragique, la passion l'intéressent moins que le simple ordinaire. Peut-être qu'il ne croit guère au sublime ; et puis, l'ordinaire est le plus amusant.

M. Porta s'amuse à sa manière, qui est la réflexion philosophique. Il généralise sur une observation de détail, classe ses types, fait des rapprochements et... s'abandonne à la fantaisie. Un ironiste ? Oui et non. L'ironiste est un passionné qui se venge. M. Porta ne se venge de rien, n'en veut à personne ; je ne dirai point qu'il aime tout, mais il ramène tout à la mesure de ce qui change et passe ; nul n'est plus persuadé que rien n'est éternel, nul aussi n'est plus résolu à se contenter de peu, vivant beaucoup en soi et avec les livres, prenant des hommes et des choses ce qu'ils peuvent donner, cueillant la vie brin à brin, de peur d'en épuiser la sève.

Cette disposition d'esprit le rend bienveillant et lui permet de s'intéresser aux sujets les plus divers, Vidy-Plage, la bécane, les musiciens des rues, les vitrines, la grande route ; je compte comme cela trente-neuf sujets, trente-neuf vues, qui ne sont pas des instantanés, au contraire. Plutôt de courtes méditations, tantôt mélancoliques, tantôt gaies, écrites d'une plume sobre, précise, colorées cependant, Un vrai livre de coin du feu.

L'approche des fêtes fait surgir les livres d'étrennes. Il y en a pour toutes les bourses. Voici le charmant calendrier que M. Haeschel-Dufey édite pour la protection des beaux sites suisses². Par le goût qui a présidé au choix des illustrations, par la netteté, le « fini », la variété des vues, ces éphémérides

¹ Maurice Porta, *Nous, pendant ce temps...* Payot, Lausanne, 1920

² *Ma Patrie. Calendrier pour la protection des beaux sites suisses*, par S. A. Schweg. — Haeschel-Dufey, éditeur, Lausanne.

sont une œuvre d'art. A chaque page, la reproduction d'un monument, d'un paysage, d'un sommet, avec notice explicative quand il convient. Le photographe, M. Schnegg, a fait merveille. C'est toute la Suisse pittoresque, surtout, il est vrai celle de la montagne et plus particulièrement le Valais, qui se présentent dans leurs aspects les plus caractéristiques. Du Tessin à l'Oberland bernois, de Genève au glacier de Saas-Fée, il nous fait faire un bien beau voyage. Ces pages méritent d'être conservées ; elles formeront, d'année en année, une collection qu'on feuillètera toujours avec plaisir.

C'est le même artiste qui a enrichi de superbes illustrations inédites, en photographie, le texte de M. Eug. de la Harpe, dans le remarquable ouvrage qu'il publie sur le Jura suisse ¹.

Ces planches sont d'une précision, d'une vérité de relief qui les rendent comparables à la gravure ; on y sent même la densité de l'atmosphère et la profondeur des ciels. Dans celle qui représente les Aiguilles de Baulmes, par exemple, le jeu des ombres, les dégradations de teintes du noir au gris, ressortent de telle façon qu'on se demande si le coloris n'y serait point superflu.

M. Eug. de la Harpe nous fait faire une longue promenade d'exploration, de Saint-Cergue à Porrentruy, par la Vallée de Joux, Sainte-Croix, Vallorbe, le Val de Travers, le Val de Ruz, la Chaux-de-Fonds, Saint-Imier, Bienne, les vallées de Tavannes et de Moutier, les Franches-Montagnes, jusqu'à Delémont et à l'Ajoie. Touriste consommé, observateur des hommes et amant de la nature, il explique en même temps qu'il montre ; il a réussi à faire que cet ouvrage, en même temps qu'une œuvre d'art et un hymne à la beauté rêveuse du Jura, soit un guide utile et un souvenir précieux. Bon succès à ce beau livre et à la maison Bridel qui a eu le courage de s'engager dans une si grosse entreprise par le temps qui court.

Revenons maintenant à la simple prose. Il y a quatre gra-

¹ *Le Jura suisse*. Partie romande. In-quarto, Georges Bridel & Cie, Lausanne.

vures hors texte dans l'édition d'*Adolphe* que M. Pierre Kohler offre aux admirateurs de Benjamin Constant¹. Elles enchanteront les amis du vieux Lausanne, mais c'est le texte qui importe et qui l'emporte. C'est la première fois que le chef-d'œuvre de ce Lausannois qui fit connaître si loin son pays et qui à certains égards l'a tant honoré est édité à Lausanne. Edition d'une belle apparence, accompagnée de documents et de notes et précédée d'une préface qu'on n'omettra point de lire. M. Pierre Kohler, spécialiste en Madame de Staël, n'avait eu que trop d'occasions de rencontrer sur son chemin la silhouette de Benjamin Constant. Je lui ferais volontiers une querelle : il n'est pas juste de nous accuser d'injustice et de dire que nous ignorons ou méconnaissons en Benjamin Constant l'orateur, le publiciste, l'adversaire de la tyrannie napoléonienne et le définitiveur de la doctrine libérale. Demandez plutôt à M. Ch. Burnier et peut-être à quelques autres aussi.

Mais enfin, c'est *Adolphe* que M. P. Kohler a commenté ; il l'a fait avec une richesse d'information et une sûreté d'analyse qui lui permettent de rajeunir son sujet. Donc, M^{me} de Staël ne serait pas Ellénore, ou plutôt elle ne serait pas le seul modèle qui aurait posé pour le portrait que Benjamin Constant a rendu immortel. Des modèles, il y en a eu en quantité : l'auteur a puisé dans son expérience du cœur féminin et cette expérience a été d'une richesse et d'une variété peu communes. Moi, je le veux bien, et je félicite M. P. Kohler, s'il pense avoir relevé par là le rôle de Germaine, à qui, ce semble, il garde un attachement reconnaissant. Mais, au fait, parmi tant d'apports, quels sont les traits qui appartiennent en propre à M^{me} de Staël ? Seraient-ce les emportements et les querelles ?

« Je suis las des fureurs de Germaine », écrivait un jour le grand homme. Ne vaudrait-il pas mieux pour M^{me} de Staël qu'elle eût fourni toutes les parties du dessin et non celle-là

¹ Benjamin Constant : *Adolphe*. Avec une étude sur *Adolphe* et la vie de B. Constant, par Pierre Kohler. Édition Spes, Lausanne, 1921.

exclusivement? Je livre ce point à M. P. Kohler pour la préface de la seconde édition, que je lui souhaite fort, car cet ouvrage lui fait honneur.

Il me reste à peine assez d'espace pour dire que M^{me} Marie-L. Herking vient de consacrer un gros volume à Charles-Victor de Bonstetten et qu'il en valait réellement la peine¹. C'était un de ces patriciens bernois — il y en eut bien peu — qui prédirent à la fin du XVIII^{me} siècle que les choses se gâteraient en Suisse et qui cherchèrent le remède, mais ne le trouvèrent point. Il avait gouverné Gessenay, il avait été bailli de Nyon ; la révolution lui fait quitter la Suisse pour le Danemark, d'où il revient en 1801 pour s'établir à Genève ; c'est là qu'il coulera une vieillesse entourée d'amitiés et d'admiration, et de là qu'il contempera la scène du monde, le défilé des illustrations et des hauts personnages ; c'est là qu'il écrira ses principaux ouvrages, dans un français où le fond étranger affleure par endroits, mais qui rappelle l'aisance et la limpidité du XVIII^{me} siècle.

Etude très approfondie, qui met en lumière par un côté où nous n'avions pas assez regardé l'une des périodes les plus critiques de l'histoire suisse. Ce n'est pas le plein du drame, c'est la répercussion du drame sur les esprits cultivés, qu'elle nous fait comprendre. Mais, de ce côté aussi, il y a beaucoup à comprendre, et les réflexions, les sentiments, l'action même de Bonstetten, si timide soit-elle, nous instruisent agréablement. Bonstetten était plus notoire que connu. Nous devons de vifs remerciements à M^{me} Herking. Elle a rendu un bon service aux lettres helvétiques et son dévouement, espérons-le, lui portera bonheur.

Me voici obligé de remettre au prochain numéro la suite de cette bibliographie. Il est admirable, que dans notre temps de « cinéma » et de tango, quelques esprits fervents continuent à écrire et même à penser, ce qui donne à croire qu'il

¹ Marie-L. Herking, docteur ès lettres, *Charles-Victor de Bonstetten*. Grand in-8°. Lausanne, Imprimerie La Concorde, 1921.

se trouve quelqu'un pour les lire. Les fidèles amis de la *Bibliothèque Universelle* nous permettront-ils de leur rappeler, aussi discrètement qu'il est en nous, l'effort que notre revue poursuit sans se décourager ? Elle entre aujourd'hui dans sa cent-vingt-sixième année, ce qui est un assez beau cas de longévité. On a prétendu quelquefois qu'elle avait encore des écarts de jeunesse ; pourquoi n'en tirerait-elle pas un juste sujet de fierté ? Ce qui lui importe et à quoi elle tendra invariablement, c'est à donner l'exemple de la clarté d'esprit de la largeur de compréhension et de la fermeté de jugement. Des sympathies précieuses lui sont venues. Le collège de ses collaborateurs s'est accru. Elle a triomphé, pendant ces redoutables années, de difficultés sans cesse renaissantes. Elle a voulu être, dans un temps où tous les problèmes vitaux se posaient à la fois, un organe d'éducation nationale, non seulement dans le domaine des lettres, mais dans l'ordre politique, économique, scientifique, et si l'on ose le dire sans immodestie, pour le courage civique aussi.

Soyons des esprits indépendants : le monde n'en a jamais eu trop. Et vous, lecteurs et amis éprouvés, faites-nous connaître, amenez-nous des recrues et faites que le public, sollicité de tous côtés, n'oublie point, au milieu de tant de publications éphémères, celle qui fait ses preuves depuis un siècle et quart et n'a jamais défailli.

Bonne année, lecteur ! Qu'en ramenant un jeune soleil, les nouveaux jours vous apportent la santé, la paix, la joie et le courage. La vieille revue vous présente ses vœux cordiaux.

MAURICE MILLIoud.

La Conférence financière de Bruxelles et son projet de crédits internationaux.

La Conférence financière de Bruxelles laissera à tous ceux qui y prirent part un excellent souvenir. On y fut en bonne compagnie et de bon ton ; et, tour à tour, on y écouta attentivement et travailla avec ardeur. Les craintes que l'on avait formulées du côté français et qui faillirent tout gâter au dernier moment — remise en question, sinon même discussion des clauses du traité de paix et groupement, autour de l'Allemagne, des Etats qui restèrent neutres pendant la guerre — ne se réalisèrent point : aucun Stinnes ne vint troubler les séances par des propos insolites ; la France fut l'objet non d'attaques de la part de la « finance internationale », mais de manifestations générales et renouvelées d'amitié. L'arrivée de trois délégués des Etats-Unis mit la joie à son comble, bien qu'il s'agît de simples voyageurs, requis au passage, et qu'ils se soient montrés plus que réservés sur la collaboration américaine à l'œuvre de reconstitution économique. M. Gustave Ador remplit son rôle de président le sourire aux lèvres et sans enfler la voix, pour le plus grand contentement de tous et la plus

vive satisfaction de ses compatriotes. Les délégués, loin de se presser, restèrent à Bruxelles jusqu'à la fin des délibérations, se séparèrent à regret et ne se dirent pas « adieu », mais « au revoir ».

L'opinion publique n'a pourtant pas porté sur la Conférence un jugement bien favorable : elle n'a même pas caché son désappointement. Elle avait espéré enregistrer quelques résultats tangibles et immédiats, et devait constater que, si des flots d'éloquence avaient coulé et si de nombreuses réunions d'étude avaient été tenues pendant quinze jours, seul avait abouti un projet, lequel, d'ailleurs, visait uniquement les pays de l'Europe centrale dans une situation très difficile.

Pour toute personne impartiale il serait aussi excessif de déclarer merveilleux les travaux de Bruxelles que de formuler à leur propos des critiques très amères.

Bien avant la Conférence, le secrétariat de la Société des Nations n'avait pas caché que cette première « prise de contact » ne donnerait pas de résultats très positifs. Il était impossible d'attendre d'un cénacle de financiers et d'hommes d'Etat, si heureusement composé qu'il fût, la solution des plus graves problèmes de l'heure actuelle : la solidarité des marchés, dont on parlait beaucoup avant la guerre, n'existe plus vraiment ; tous les pays se trouvent en face de très réelles difficultés, et, pour tenter une œuvre générale de rénovation, il faudrait non seulement une plus grande confiance, mais de plus importants moyens.

D'autre part, il est vrai, la Conférence eût pu chercher avec plus d'activité la solution de certaines questions ; au lieu de publier, dans les travaux préparatoires, presque uniquement des statistiques et d'occuper plusieurs séances plénières par la lecture d'ex-

posés, plus ou moins tendancieux, de la situation financière des Etats, elle eût dû distribuer des documents d'une plus grande valeur *pratique* et étudier des questions ayant plus d'intérêt pour ceux qui tiennent surtout aux résultats *positifs*. Elle n'a pas cherché de remède à la situation des pays à change très bas, ni à celle des pays à change trop élevé. Elle n'a pas abordé la question des dettes contractées entre Alliés pendant la guerre. Et elle n'a rien fait ni prévu pour venir en aide aux Etats de l'Entente dont une partie a été dévastée et est à reconstruire.

Avant de montrer les résultats heureux de la Conférence et de préciser, en particulier, son projet de crédit international, nous allons indiquer ce qu'il y a de vrai dans ces dernières critiques : ce qu'il eût été possible de faire et que l'on n'a pas fait à Bruxelles.

Sur les changes, M. Vissering, le distingué président de la Banque des Pays-Bas, n'a presque rien dit dans son rapport introductif sur la question monétaire, et l'on ne trouve que quelques mots dans les vœux mêmes de la Conférence. Et encore quels mots ? Un simple rappel du principe général que seule une amélioration de la situation économique peut avoir une influence permanente sur les changes. Observation très sage évidemment, mais par trop simpliste : avant la guerre, d'assez nombreux Etats maintenaient leur change en équilibre d'une tout autre manière, par des procédés, sinon des artifices, d'ordre financier ; bien entendu, ces Etats agissaient ainsi faute de mieux, mais ils arrivaient à éviter ou atténuer des crises extérieures ou intérieures, et c'était déjà quelque chose !

Dans les pays à change déprécié, la hausse des

devises étrangères serait plus forte encore sans l'intervention de capitalistes qui apportent de l'extérieur leur concours plus ou moins momentané, en achetant de la monnaie d'un pays et en opérant de la même manière que les spéculateurs au comptant à la Bourse en valeurs. Le « flottant » de cette nature est considérable, parfois même énorme ; il menacera d'arrêter tous les efforts que l'on fera pour rétablir l'équilibre rompu, tant qu'on n'arrivera pas à le « consolider », c'est-à-dire à employer une partie de l'argent, possédé par des étrangers et soit déposé en compte dans des banques soit détenu sous la forme de billets, pour souscrire à un emprunt à long terme. Or, on n'a même pas parlé à Bruxelles de cette première et importante phase de toute tentative d'intervention sur le marché du change, comme si l'on avait ignoré le mal et si l'on se refusait à entrevoir un des remèdes !

Lorsqu'il a été question des pays à change *trop* favorable (comme la Suisse), on a entendu les jérémiades de délégués qui semblaient craindre surtout qu'on ne finît par leur demander nettement une aide. Certes, la situation de ces pays-là est aussi sérieuse que difficile à améliorer. Il convenait de montrer qu'il serait dangereux d'employer le procédé facile de l'*inflation monétaire*. Le premier effet de l'augmentation de la circulation serait, à l'intérieur, un nouveau renchérissement de la vie, et, en admettant que l'on arrivât bien au but proposé par cette voie indirecte, ce ne pourrait être qu'après une perturbation terrible, après de fortes importations arrêtant assez longtemps la production nationale et obligeant à acheter beaucoup de devises étrangères. Autre erreur à ne pas commettre ou à ne pas renouveler : emprunter au dehors pour s'y pro-

curer les capitaux nécessaires au règlement d'achats, car, si l'on évite ainsi de faire une opération de crédit sur un marché mal en point, on raréfie les demandes de devises étrangères et, par conséquent, accentue indirectement la hausse du change.

Ce qui est plus aisé à comprendre, c'est que la Conférence ne se soit pas occupée des dettes interalliées : si celles-ci inquiètent fort plusieurs Etats, et en particulier la France, c'est là une question à régler entre soi et non devant les représentants de tous les pays du monde, y compris les représentants des pays contre lesquels les Etats de l'Entente ont lutté ensemble. M. Brand, vice-président de la Conférence, a pourtant fait une constatation aussi inquiétante qu'utile en remarquant que les pays débiteurs des Etats-Unis seraient obligés, s'ils voulaient faire le service d'intérêt de ce qu'ils leur doivent, de consacrer à cet effet *toute* la valeur de ce qu'ils y exportent !

Dans leur désir de jeter de la poudre aux yeux, la plupart des délégués ont tracé de la situation financière de leur pays un tableau trop optimiste. Tel a été le cas des délégués français, qui ont presque laissé entendre que la France reconstituait ses territoires dévastés en prélevant sur son réservoir de capitaux disponibles. La réalité est pourtant différente. La France fait un grand et merveilleux effort, mais elle n'atteint son but qu'en maintenant ou même accentuant le grand mal dont elle souffre, l'inflation monétaire. Ne vaut-il pas mieux le dire nettement ? Au lieu d'un sentiment vague de confiance, il est préférable de laisser l'impression vraie que la France a besoin d'un concours, qu'elle *mérite* largement, et que, si elle l'obtient, elle se relèvera *plus vite* encore.

Si l'on a peu parlé à Bruxelles de la mobilisation d'une partie de la créance de l'Entente sur l'Allemagne, chacun y a songé. De très nombreux délégués ont été étonnés de lire, dans le memorandum du professeur Cassel publié par le secrétariat, une comparaison de l'Allemagne avec une « maison qui a, de toute évidence, été anéantie et ruinée » et cette conclusion que « la perspective de devenir une sorte de co-intéressé à la liquidation de l'indemnité allemande ne constitue pas un attrait nouveau pour l'étranger qui souscrirait à des emprunts des pays vainqueurs ». Affirmation erronée et observation tendancieuse !

L'Allemagne est semblable à une usine qui ne disposerait pas d'assez de capitaux de roulement et de matières premières, et qui se trouverait dans un pays où la consommation est fort restreinte par suite d'une très grave crise financière. Elle conserve un fonds qui peut rapidement reprendre sa valeur quelles que soient les solutions que l'on donne à ses difficultés d'ordre monétaire et financier. Quant à l'aide du monde aux Etats de l'Entente sortis meurtris de la guerre, ce sera à la fois une *bonne action* — car les Etats alliés ne peuvent pas oublier leur solidarité d'antan, ni les neutres cacher leur reconnaissance aux champions du Droit — et une *bonne affaire*, car l'œuvre de reconstitution sera rapide avec l'aide des capitaux étrangers. Et telle fut bien l'impression de l'énorme majorité des délégués.

* * *

La Conférence s'est occupée, d'abord, des finances publiques : elle a condamné des méthodes aussi faciles que dangereuses, et en a recommandé d'autres per-

mettant d'atteindre le but mieux et plus directement. Quant à nous, nous n'avons écouté toute cette partie des vœux que d'une oreille assez distraite, tant ils nous parurent d'un médiocre intérêt. Les délégués de nombreux Etats les prirent beaucoup plus au sérieux, car ils comptaient, disaient-ils, s'en servir pour défendre leur politique financière. On nous affirme qu'il en a déjà été ainsi devant certains parlements. Félicitons ceux qui firent une œuvre qui devait être aussi utile.

La question monétaire a donné lieu à des discussions courtoises entre les partisans de la doctrine anglaise, très imbus de l'influence sur les prix des quantités de monnaie en circulation et prétendant rétablir l'équilibre prêt à se rompre par un relèvement du taux de l'intérêt, et les défenseurs des idées continentales, moins absolus, plus opportunistes. Dans ce domaine, le contact d'hommes éminents a eu de plus heureux résultats que l'élaboration de formules, conciliatrices en apparence seulement ! Un des délégués suisses, M. R. de Haller, ancien directeur de la Banque nationale, a laissé à ses collègues étrangers le meilleur souvenir comme technicien en la matière.

Les débats économiques ont abouti surtout à la mise à l'étude de la question des matières premières, une de celles qui intéressent le plus la Suisse. Depuis la paix, plusieurs pays ont établi des droits de sortie sur les matières premières ou vendu celles-ci plus cher à l'étranger que sur leur propre territoire. C'est ainsi, par exemple, que, tout dernièrement encore, le charbon anglais pour consommation intérieure valait 36 sh. 6 d. la tonne, tandis qu'il était vendu 115 sh. f. o. b. à l'exportation. Il convient de combattre par tous moyens cette nouvelle forme du protectionnisme

qui jette, dès maintenant, les plus graves perturbations dans les relations économiques et qui, si elle se généralisait, entraînerait de sérieux conflits. La Société des Nations rendra un vrai service si elle arrête le mal avant qu'il se développe.

Arrivons au *crédit international*, qui a été étudié de très près par une commission désireuse d'aboutir et pour lequel la Conférence a établi un projet méritant notre attention particulière.

La Conférence de Bruxelles n'a pas examiné la question du « crédit international » sous tous ses aspects, très divers ; elle ne l'a même pas examiné sous ses aspects principaux, puisque, nous l'avons vu, elle ne s'est occupée ni des crédits de change, ni de la mobilisation d'une partie de la créance de l'Entente sur l'Allemagne. Elle a cherché seulement le moyen de procurer aux pays les plus atteints de l'Europe centrale ce qui leur est nécessaire et spécialement les *matières premières* qui manquent à leurs industries ; et, rompant avec les crédits de *secours* que les Etats ont déjà accordés par l'intermédiaire du *Committee for Relief*, elle a tenu à établir tout son projet dans le cadre des *opérations de banque*.

D'eux-mêmes, poussés par le besoin et allant au-devant des demandes qu'ils s'attendaient à voir formuler par les prêteurs de capitaux et par les détenteurs de produits bruts ou semi-ouvrés, les industriels de l'Europe centrale ont, dès l'année dernière, offert de fournir, au besoin, des garanties de nature tout à fait exceptionnelle : le détenteur de matières premières qui en livrerait à une entreprise industrielle pourrait conserver sur celles-ci son *droit de propriété*, en violation d'un des principes fondamentaux de presque toutes

les législations ; des *combinaisons* diverses — organisation d'un contrôle de l'usine, passation de marchés de vente pour les marchandises à fabriquer, etc. — permettraient d'éviter bien des surprises ; enfin, au lieu d'engagements individuels, le prêteur recevrait l'*engagement d'une collectivité*, à titre principal ou accessoire.

Suivant son rapporteur, M. Celier, la commission s'est naturellement occupée tout d'abord des crédits accordés dans ces conditions, dits « *finishing credits* » en anglais et « crédits de transformation » en français, — non « crédits de finition », comme on l'a dit à Bruxelles en employant un français pire que le français « fédéral », le « français du secrétariat général de la Société des Nations ! » — Elle a vite reconnu les avantages de cette technique, mais a dû observer qu'il n'était pas toujours désirable, ni même possible, de se tenir dans un cadre aussi étroit et que, tant que la législation ne serait pas modifiée ou précisée, des fraudes ou des injustices se produiraient certainement. Aussi a-t-elle formulé des vœux, signalant l'intérêt de cette nouvelle forme de crédits et demandant que les juriconsultes examinassent de près les questions de droit qui seraient ainsi soulevées.

De plusieurs côtés, et surtout du côté anglais où M. Dudley Ward se montrait très actif, l'intervention des Etats auxquels appartiendraient les industriels désireux de crédits était déclarée absolument nécessaire. Très brillamment, M. Delacroix, président du Conseil des ministres de Belgique, avait exposé un projet qu'il avait élaboré avec M. Ansiaux, un des meilleurs économistes belges ; mais il proposait de créer une *grande société coopérative* et d'octroyer les

crédits *directement* aux *Etats* eux-mêmes (contre garanties, bien entendu), et rares étaient les délégués désireux d'aller aussi loin dans leur intervention et de faire une pareille incursion dans l'étatisme. M. ter Meulen, délégué hollandais et associé de la grande banque Hope & C^{ie} d'Amsterdam, proposa alors que les Etats intervinssent non pas pour réaliser l'opération, mais pour la garantir, et il précisa son programme d'une façon intéressante.

Selon le projet ter Meulen, les Etats qui voudraient venir en aide à leur industrie nationale s'adresseraient à une commission nommée par la Société des Nations qui les autoriserait à émettre, pour un certain montant, des obligations garanties par les recettes de certains impôts, par des biens du domaine public ou de quelque façon aussi sérieuse. Ils remettraient ensuite ces obligations aux importateurs qu'ils voudraient aider; les importateurs, de leur côté, les offriraient comme « collatéraux » aux banques qui seraient disposées à leur octroyer des crédits. Au cas où les importateurs ne tiendraient pas leurs engagements, les détenteurs des obligations pourraient s'adresser aux Etats garants et, au besoin, soit vendre les obligations, soit, d'accord avec la commission de la Société des Nations, réaliser le gage lui-même. Une fois le crédit remboursé, les obligations seraient renvoyées aux Etats qui les auraient émises et prêtées.

Les dernières opérations faites par l'Angleterre avec l'Autriche allemande et avec la Pologne en vue de leur procurer des laines brutes et.... d'écouler ainsi des stocks gênants donnent une idée assez exacte des conceptions anglaises. Du côté de la France, au contraire, on s'inquiète des conséquences financières, éco-

nomiques et politiques que peut avoir la mise en gage des dernières ressources de certains Etats. Quoi qu'il en soit, le projet ter Meulen est bien conçu et pourra, en de certaines circonstances, rendre de réels services.

M. Wallenberg, délégué suédois, a demandé que les assureurs étudiassent à nouveau l'assurance contre les risques du crédit.

Tandis que la commission délibérait, le secrétariat général et M. Heer, le grand industriel de Thalwil, la saisirent d'un projet de M. André Sayous, économiste français. Ce projet cherchait surtout à bien limiter les interventions des Etats aux cas vraiment *désespérés* et, même alors, à maintenir en *premier rang* les garanties d'*ordre commercial*. Il en a été tenu compte en quelque mesure, et l'on peut considérer que le projet Sayous représente les conceptions françaises autant que le projet ter Meulen représente les conceptions anglaises en matière de « crédit international ».

Telles sont les bases sur lesquelles la commission de la Société des Nations va bâtir prochainement et essayer de venir en aide à plusieurs Etats de l'Europe centrale.

* * *

La Société des Nations a prévu la convocation d'une seconde conférence financière internationale, mais ne fixera une date qu'après s'être bien rendu compte de son utilité. La mobilisation d'une partie de la créance de l'Entente sur l'Allemagne fournira probablement une occasion. En attendant, la commission consultative économique et financière constituée récemment à Genève étudiera : l'application des clauses économiques du traité de paix qui prévoient l'intervention de la Société des Nations; la réciprocité de traitement

dans les conditions faites aux succursales des banques étrangères établies dans les divers pays ; l'examen des revendications des porteurs de valeurs dont les coupons demeurent actuellement impayés et des mesures de nature à assurer la protection de l'épargne ; la possibilité d'un accord international au sujet des titres perdus, volés ou détruits ; la création d'une chambre internationale de compensations ; la recherche d'un accord susceptible, tout en assurant l'acquittement exact de la part des charges que tout contribuable doit supporter, d'empêcher que ces superpositions de taxes puissent faire obstacle aux placements internationaux.

Que la Société des Nations résolve un seul de ces graves problèmes et elle démontrera sa force et son utilité.

TESTIS.

L'Etat présent du socialisme italien.

Le socialisme italien est sans conteste à l'un des premiers rangs dans cette *course au plus rouge* où les partis socialistes de tous les pays sont engagés désormais.

On le voit avant tout par les résultats des élections de novembre 1919, à la suite desquelles le nombre des députés socialistes au parlement italien s'éleva de 52 à 156; on le voit par les résultats des élections administratives qui se terminèrent le 6 novembre 1920, et où les socialistes officiels conquièrent 2162 communes sur 8059, tandis que les partis constitutionnels en conquéraient 4259 et le parti populaire 1610.

Il résulte de ces chiffres que les suffrages obtenus par les socialistes en Italie représentent environ un quart (26,82 %) du corps électoral, tandis que les partis constitutionnels en obtiennent un peu plus de la moitié, exactement 52,84 %, et les populaires 19,97 %. Et, comme la grande majorité des communes conquises par les socialistes l'a été par les socialistes maximalistes, on peut dire que, du point de vue qualitatif aussi, la tendance vers le *plus rouge* a fait en Italie un pas en avant, décisif.

Mais, pour saisir dans leur portée les dernières conquêtes et l'attitude présente du socialisme italien, il faut remonter aux précédents historiques qui nous permettront d'apprécier tant ses gains actuels que son attitude, par rapport aux tendances fondamentales et immanentes du socialisme européen.

Qu'il y ait eu des aspirations individuelles au socialisme dès le temps de Cavour, un fait le montre, à savoir que ce fut entre autres pour combattre des tendances de ce genre qu'il fit sa mémorable campagne pour le libre échange, puisqu'il voulait précisément opposer au principe de l'économie collectiviste le principe de l'initiative individuelle, de la libre concurrence. Toutefois, il n'y eut un commencement d'organisation socialiste que plus tard, en 1864, quand Bakounine, résidant alors en Italie, fonda avec quelques amis italiens une « Alliance » destinée principalement à combattre la *Phalange sacrée* créée par Giuseppe Mazzini avec des buts purement politiques et des tendances théologiques.

De l'« Alliance de la démocratie sociale » — dénomination changée par la suite en « Alliance des révolutionnaires socialistes » — firent partie des hommes de divers pays, des Polonais, des Français, des Italiens ; les Italiens furent Giuseppe Fanelli et Saverio Friscia, tous deux députés au parlement.

Depuis lors, jusqu'en 1874, année des insurrections ridicules de Bologne et des Pouilles, le mouvement socialiste italien fut dominé par Michel Bakounine et par ses principes qui étaient, comme on le sait, les vieux principes proudhoniens du fédéralisme et du communisme anarchiste.

C'est pourquoi le socialisme italien se trouva mêlé intimement, pendant cette période, à la lutte que la

tendance anarchiste ou bakouninienne livrait, au sein de l'Internationale, à la tendance autoritaire représentée par Karl Marx, lutte qui eut pour résultat final l'effondrement de l'Internationale socialiste. Lutte, non de personnes, mais de principes, de mentalités, de psychologies nationales ; lutte de deux principes diamétralement opposés, comme le socialisme est opposé au communisme.

Depuis 1874, le mouvement se fit en Italie de façon souterraine et inorganique, au milieu des persécutions de la police et dans l'impréparation morale des masses, jusqu'au moment où il recommença d'une manière systématique au congrès de Gênes de 1892.

Alors aussi, naturellement, se produisirent les inévitables conflits de tendance entre les réformistes, conduits surtout par Turati et Bissolati, et les révolutionnaires, avec des vicissitudes de prédominance tantôt en faveur des uns, tantôt en faveur des autres. Il y eut un moment, en 1902, où la tendance réformiste prévalut d'une manière décisive, tellement que l'organe officiel du parti, l'*Avanti*, put être dirigé par Leonida Bissolati ; mais ensuite prévalut la tendance inspirée du principe révolutionnaire, tellement que ce fut à celle-là qu'on donna le nom de *socialisme officiel* ; on en venait donc à considérer comme non officielle et hétérodoxe la tendance réformiste. Par là se trouvèrent exclus du parti des hommes comme Bissolati et Bonomi tandis qu'y demeurait, par le tacite acquiescement ou peut-être aussi le vœu muet des nouveaux chefs, Turati, en qualité de représentant du groupe modéré du parti.

A côté du parti se trouvaient les organisations syndicales qui ne cessaient de se développer, ayant pour organes locaux les Chambres du travail et pour organe

central la Confédération générale du travail. Entre les organisations syndicales et le parti, il y avait des ententes mutuelles, non pourtant des rapports de dépendance, car la Confédération générale du travail ne devait pas, d'après ses statuts, avoir de caractère politique.

En fait, toutefois, la Confédération se rapprocha toujours plus de la couleur rouge du parti, tellement que sa teinte, actuellement, n'est guère distincte de celle du parti envisagé dans ses tendances fondamentales. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a, de l'une à l'autre, un jeu continu de mutuelles prévalences, mais qu'en dernière analyse l'un et l'autre organes sont d'accord sur le but final : ainsi, en septembre 1920, quand — par suite de l'occupation des fabriques — il fallut décider si la direction du mouvement reviendrait à la Confédération ou à la direction du parti, la majorité des organisations décida en faveur de la première ; mais ensuite, lors des élections administratives, l'une et l'autre procédèrent en parfait accord.

C'est surtout pendant la guerre et depuis l'armistice que le mouvement socialiste italien, contrairement à ce qui s'est passé en France, a vu grossir ses rangs. Comme il résulte de l'enquête sur Caporetto, la propagande socialiste entre sans aucun doute parmi les facteurs de la défaite. Après, il y eut, à la vérité, un certain changement d'attitude ; la municipalité socialiste de Milan, par exemple, publia un manifeste de ton patriotique et telle Chambre du travail en fit autant. Mais, dans l'ensemble, l'attitude du parti fut négative et quand, après la victoire, le peuple italien, croyant être arrivé au terme de ses souffrances, s'aperçut qu'il n'avait ni la paix, ni ce système d'arrangements qu'il avait tant espéré, ni cette justice qu'on lui avait tant promise, alors le mécontentement éclata

sans freins et le parti socialiste le mit à profit entièrement. L'avantage qu'il en tira parut aux élections politiques de novembre 1919, où le parti socialiste officiel recueillit 1 834 792 suffrages sur un total de 5 684 833 votants, avec 156 députés élus, tandis qu'aux élections précédentes, celles de 1913, il n'avait recueilli que 850 000 suffrages avec 52 députés élus. Il est vrai que les 1 834 793 votes recueillis par le P. S. U. (Parti socialiste officiel) ne représentent pas tous des inscrits, puisqu'en novembre 1919 les inscrits à la Confédération générale du travail ne devaient pas dépasser beaucoup le million et que les inscrits au parti ne dépassaient pas 100 000. Il devait donc y avoir et il y a eu effectivement une fraction des classes moyennes qui exprima son mécontentement en votant pour les socialistes ; le fait est, pourtant, que le socialisme remporta une victoire retentissante qui l'a mis en état de lutter avec des chances d'avenir toujours meilleures. La vérité est aussi que, dans le cours de l'année 1920, les inscrits, tant à la Confédération qu'au parti, ont augmenté considérablement, si bien que les socialistes ont pu conquérir, lors des élections administratives, des positions en apparence imprenables, par exemple Vicence, que l'on considérait comme un château fort du parti catholique.

En examinant la répartition topographique des suffrages obtenus par les socialistes, nous verrons comment se distribuent les zones d'influence du socialisme dans la Péninsule. Aux élections politiques de novembre 1919, le pour cent le plus élevé remporté par les listes du P. S. U. s'est rencontré dans l'Emilie (60,1 %), dans le Piémont (50 %), en Ombrie (46,9 %) et en Lombardie (46 %) ; le plus faible dans la Basilicate (5,2 %), dans la Campanie (6 %), en Sicile (6,5 %).

et en Calabre (7,3 %). Comme on le voit, c'est dans l'Italie septentrionale, c'est-à-dire là où l'organisation économique industrielle l'emporte, que le socialisme compte le plus de prosélytes, tandis que ses adhérents sont des plus rares dans l'Italie méridionale, essentiellement agricole.

Pourtant, cela ne signifie point que le parti socialiste ait négligé la campagne, car, depuis l'expérience faite par la Russie, et peut-être aussi en se souvenant de la révolution française de 1848, les socialistes italiens sont persuadés qu'une révolution n'aurait aucune chance de succès si elle ne pouvait compter sur l'appui des paysans.

C'est là peut-être le problème capital pour le socialisme italien et là aussi, sans doute, sera la pierre d'achoppement de tout le mouvement.

Les socialistes n'ont pas négligé les campagnes, comme le démontre le fait que c'est dans l'Emilie, région éminemment agricole, qu'il a pu obtenir la plus forte proportion de suffrages aux élections politiques ; ce qui le prouve aussi, c'est qu'aux élections communales de 1920, il a pu conquérir toutes les communes, sans exception, des provinces de Ferrare et de Rovigo, qui sont presque exclusivement agricoles ; mais, d'autre part, il rencontre des difficultés insurmontables dues aux formes actuelles de l'exploitation agraire. C'est qu'une grande partie de la population rurale italienne consiste en petits propriétaires ; de plus, une certaine proportion est faite de métayers et une autre de petits fermiers, toutes classes auxquelles les prix actuels des denrées ont valu d'immenses bénéfices et qui ne sont rien moins que disposées à seconder le mouvement socialiste. Il n'y a pour lui de chance de succès que là où domine le grand fermage et le *braccian-*

tato (travail à la journée) : et voilà pourquoi, par exemple, le socialisme fait si ample moisson dans les provinces de Ferrare et de Rovigo, où prédomine justement le « *bracciantato* » agricole. En outre, il faut tenir compte du fait que, dans les campagnes, le parti populaire (catholique) contre-balance fortement le parti socialiste et recrute le plus grand nombre de ses partisans dans les rangs des petits propriétaires et des fermiers petits et moyens.

La province de Brescia, par exemple, illustre clairement cette situation : elle se divise nettement en deux zones : la partie haute, où domine la petite propriété et avec elle le parti catholique, et la partie basse, où domine le système du fermage et où l'hégémonie se partage entre les socialistes et les constitutionnels.

Quant à la tactique du socialisme italien, elle est décidément inspirée des principes extrémistes. Il suffit de dire qu'elle a introduit une arme nouvelle dans l'histoire des conflits entre capital et travail et précisément l'arme du caractère le plus « extrémiste », l'occupation des fabriques.

En septembre 1920, à la suite d'une demande d'augmentation de salaire faite par les ouvriers métallurgistes et non accueillie, la F. I. O. M. (Fédération italienne des ouvriers métallurgistes), soutenue par la Confédération générale du travail, ordonna d'abord l'obstruction puis l'occupation des établissements ; la Confédération ne pensait pas que, de cette manière, elle commençait une expérience de vrai communisme ; elle s'en avisa tout de suite après, si bien qu'elle fit machine arrière et institua un referendum qui était évidemment de tendance antirévolutionnaire, soit par sa forme absolument démocratique et, par conséquent, bourgeoise, soit par les résultats à prévoir.

La Confédération étant rentrée dans la légalité, le succès ne pouvait manquer de lui sourire ; il lui vint sous la forme d'un décret de l'hon. M. Giolitti, instituant le contrôle des fabriques, contrôle qui a désormais en Italie une ample littérature, mais n'a pas encore trouvé sa formule d'application concrète.

Voilà pour le mouvement syndical ; quant au parti, la tactique extrémiste le domine lui aussi. Le parti se trouve divisé, en fait, entre quatre tendances : la tendance gradualiste (progressiste), avec les hon. Turati et Treves pour chefs ; la tendance de concentration, qui admet la révolution, sans exclure la possibilité de réformes graduelles (Caldara, D'Aragona, Zanardi) ; la tendance des communistes unitaires (Serrati) et enfin celle des communistes intransigeants (Bordiga) qui, acceptant les « 21 points » de l'Internationale de Moscou, voudrait exclure toutes les fractions du parti qui ne les acceptent pas intégralement, de façon à imprimer au parti un caractère résolument bolchéviste.

Il est évident que, dans son ensemble, le parti a pris une attitude de caractère communiste, puisque, exception faite de la première tendance, qui représente la conception marxiste du socialisme, et de la deuxième, toutes les autres, malgré les nuances de doctrine et les réserves sur la tactique, ont un dénominateur commun, la conception communiste.

C'est là ce que les élections administratives de 1920 ont mis clairement en évidence, comme on le voit clairement aussi par le principe cardinal de toute la tactique du parti et des organisations syndicales.

Les organisations socialistes entendent se procurer les instruments les plus efficaces pour leur lutte contre l'État par la conquête des communes, des coopératives,

des œuvres de bienfaisance pies et des institutions de crédit.

Le nouveau syndic de Milan, Dr Filippetti, l'a dit dans son discours d'inauguration pour la nouvelle administration socialiste : *la commune contre l'Etat*, tel est le mot d'ordre des nouvelles administrations socialistes italiennes.

Cela posé, — et j'en reviens ici à mon point de départ, — il est évident que le socialisme italien retourne aux conceptions de sa préhistoire, à la conception fédéraliste, c'est-à-dire anarchiste, c'est-à-dire bakouninienne, qui ne fait qu'un avec celle de Lénine. En 1870, Bakounine écrivait : « Partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement *organisées et fédéralisées dans les communes* ; et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'État. » Et Bakounine continue, marquant l'opposition de cette conception avec le marxisme et disant que la première a été toujours mieux acceptée des pays latins, de même qu'elle « le sera toujours davantage par l'instinct essentiellement antipolitique des peuples slaves¹ ». Bakounine s'est montré prophète aisément en annonçant que la conception fédéraliste triompherait chez les peuples slaves : en réalité, l'édifice fondé par Lénine la réalise dans sa substance.

Dans la construction léninienne, l'État n'est plus une *synthèse*, mais une simple *somme*, la somme des

¹ Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*. Tome deuxième, Paris, 1907, p. 160, 161

Communes, comme la Commune est la somme des diverses organisations économiques, politiques et culturelles des divers Soviets. Il est vrai, la réalité léninienne ne correspond à la théorie que jusqu'à un certain point : le principe fédéraliste ou communiste pur exigerait la substitution d'une fédération *spontanée* — des diverses organisations et des diverses communes — à l'association *autoritaire* qui dépend de l'Etat, tandis que Lénine a imposé aux Soviets la fédération avec sa dictature personnelle ; de sorte que la construction léninienne réalise le principe jusqu'au point où Lénine apparaît. C'est là vraiment une conception slave de l'organisation politique, une conception qu'on ne pouvait chercher à réaliser que dans un milieu slave, autant dire dans une société de type simple, dans une de ces formes sociales que Durkheim appelle segmentaires parce qu'elles ressemblent aux cœlentérés et partant sont déjà prédisposées par leur structure à faire de l'Etat une somme plutôt qu'une synthèse.

Une pareille conception est en contradiction, non seulement avec la conception marxiste, mais aussi avec tout l'ordre des réalités que trente siècles d'histoire gréco-latine et occidentale ont établi. C'est pourquoi toutes les fois qu'elle tend à se réaliser dans un pays appartenant à la civilisation occidentale, c'est-à-dire dans une société de type complexe, elle provoque des réactions d'une puissance extraordinaire.

C'est là précisément ce qui arrive au socialisme italien ; à mesure qu'il prend une structure communiste, à mesure qu'il révèle ses buts propres, contraires à l'institution de l'Etat et partant antihistoriques, il accroît la sensibilité de tout l'organisme social et provoque des réactions d'une efficacité extrême, qui sont les

énergies de réaction accumulées par une histoire millénaire dans la vie fugitive des individus.

A Turin, le centre du communisme intransigeant, la Commune est restée aux mains des constitutionnels ; à Milan, les socialistes ont vaincu par 2000 voix seulement (72 000 contre 70 000) ; à Bologne, la réaction anticommuniste a déterminé une vraie débandade dans les rangs du socialisme.

Or, comme les socialistes eux-mêmes ne peuvent se soustraire à l'action des forces historiques qui agissent malgré les volontés individuelles et au-dessus d'elles, il se trouve que, dans le camp socialiste, se heurtent avec une violence formidable les deux conceptions opposées, l'une historique, l'autre antihistorique, ou, en d'autres termes, celle qu'on doit appeler proprement le socialisme et celle qui s'appelle le communisme.

Telle est la raison pour laquelle nous voyons si pleines de contradictions tant la conduite des organisations syndicales que celle du parti. La Confédération générale du travail, en dernière analyse, est obligée de faire des endiguements continuels pour empêcher cette même révolution qu'elle propose elle-même pour but dernier, et ne perd aucune occasion de désavouer les violents et les manifestations extrêmes.

C'est ainsi que l'hon. Bucco, un des extrémistes les plus enflammés, a été forcé de se démettre du secrétariat de la Chambre confédérale du travail de Bologne, après la piteuse tragi-comédie du 4 novembre 1920 ; et chacun sait, en Italie, comment l'arrestation de Malatesta a pu être maintenue par l'autorité judiciaire sans protestations des socialistes et peut-être avec leur assentiment tacite. Dernièrement, le 20 novembre 1920, l'organe officiel de la Confédération générale du

travail, *Les batailles syndicales*, publiait un article signé impersonnellement par la Confédération et qui disait entre autres : « Les compagnons russes doivent réfléchir que la Russie n'est pas l'univers et qu'une méthode de lutte peut n'être pas la plus recommandable pour tout le monde également. La théorie subit la contrainte de la réalité.... » L'article se terminait par une condamnation de la révolution à cause des terribles conséquences qui en résulteraient pour l'Italie.

Pour ce qui est du parti, les contradictions au sein desquelles il se débat sont démontrées par la multiplicité même des tendances qui le divisent et qui s'excluent réciproquement.

Au fond, le socialisme italien, malgré sa prospérité apparente et son développement pléthorique, traverse une crise profonde, crise de principes, non de personnes, de forces historiques, non de sympathies individuelles, et, quel que soit le nombre de ses tendances, il est destiné à se scinder en deux partis tranchés dont l'un pourra encore collaborer à la dynamique nationale.

En résumé, si l'on considère objectivement la situation, on peut tenir pour très probable que, précisément parce qu'en Italie la crise économique et morale a été plus aiguë que dans les autres grands pays de l'Europe, l'Italie aussi pourra franchir avant les autres la période de convalescence et, avant eux, atteindre à son nouvel équilibre.

FILIPPO CARLI.

Némésis.

—♦—
NOUVELLE
—♦—

SECONDE PARTIE¹.

Environ six ans après le départ de M. David Faux pour les Indes occidentales, le bruit courut que la boutique vacante de la place du Marché de Grimworth était louée à l'étranger au teint blême, à la cravate jaune, dont la première apparition avait causé quelque effervescence dans le bar de Woolpack, où il était entré pour attendre le coche.

Pour un œil observateur, Grimworth était un endroit fort propre au petit commerce. Nulle concurrence pour le moment. Les habitués de l'Eglise anglicane avaient leur épicier et leur drapier attitrés. Les non-conformistes avaient les leurs. Les deux ou trois bouchers trouvaient un marché tout prêt pour l'écoulement de leurs plus belles pièces. Les influences ecclésiastiques n'y étaient pour rien, — sauf pourtant que la femme du recteur commandait généralement des ris de veau, tandis que M. Rodd, le pasteur baptiste, avait demandé qu'on lui réservât les pieds de mouton, dans les limites où cette requête ne gênerait en rien les justes désirs des autres clients. Et Grimworth semblait devoir

¹ Pour la première partie, voir la livraison de janvier.

prendre de l'importance, car les administrateurs de l'Orphelinat de M. Sophonie Crypt, sur le conseil des commissaires de la récente inspection, commençaient à consacrer de gros capitaux à reconstruire l'Ecole des Jaquettes-Jaunes : on se proposait de lui donner une grande extension, les réserves du testateur portant non sur le programme d'études, mais uniquement sur l'uniforme des élèves.

Les boutiquiers de Grimworth n'étaient point unanimes sur les avantages que promettait la perspective d'un surcroît de population et de commerce ; c'étaient des gens tout simples, aimant les affaires tranquilles où ils étaient sûrs de leurs clients et pouvaient calculer leurs gains à un centime près. Jusqu'ici, les familles de la paroisse de Grimworth s'étaient fait un point d'honneur d'acheter leur sucre et leur flanelle dans les magasins où leurs pères et mères s'étaient servis. Mais si des nouveaux venus devaient introduire le système du gros commerce et solliciter les yeux des femmes au moyen de coupons d'étoffes étalés en éventail et surmontés de fleurs artificielles leur donnant un charme factice (car, je vous le demande, à quelle taille humaine siérait une robe pareille à un éventail, ou quelle tête de femme ressemble à une gerbe d'asters de Chine?) ; si des nouveaux venus devaient remplir leurs vitrines de montagnes de raisins secs et de sucre, rendus attrayants par des effets de contraste et par des étiquettes ; si Grimworth prenait le goût de courir les boutiques, — qu'est-ce qui empêcherait les plus gros bonnets de fréquenter le marché plus important de Cattleton où, le commerce étant fondé sur le système des petits bénéfices et des gains rapides, les confections étaient du dernier modèle et les denrées de la première fraîcheur ?

Etant données ces vues, qui prédominaient à Grimworth, l'incertitude des marchands au sujet de l'espèce de commerce que l'étranger au teint blême allait installer dans la boutique vacante ajoutait, on le conçoit, aux craintes des plus flegmatiques. Si c'était une draperie, il était probable que cette tête de citron tiendrait des articles voyants ou inférieurs : cotonnades ou mouselines imprimées qui oublieraient leurs couleurs dans le baquet, toiles frappées pleines de nœuds, flanelles qui vous auraient bientôt un petit air de gaze. Si c'était une épicerie, oh ! alors, espérons qu'aucune mère de famille ne se fiera aux thés d'un épicier inconnu. On avait vu, dans certaines paroisses, des marchands s'en aller çà et là recruter la pratique avec des cartes dans leurs poches : quand les gens viennent Dieu sait d'où, de quoi ne sont-ils pas capables ? Ah ! quel dommage vraiment que M. Moffat, le fripier commissaire-priseur, fût mort sans laisser personne pour reprendre son fonds ! A quoi donc avait songé le régisseur de M^{me} Cleve de louer ainsi la boutique à un étranger ?

On découvrit bientôt que des fours se construisaient sur la propriété, et qu'en fait la boutique était aménagée pour un commerce de pâtisserie et de confiserie, chose jusqu'ici inconnue à Grimworth. Cette constatation ne suffit pas à faire pencher la balance en faveur du nouveau venu, bien que la tenancière de la *Balle de laine* prît chaudement sa défense ; elle affirmait qu'il avait l'air très comme il faut, d'où elle pouvait conclure qu'il sortait d'une très bonne famille. Il était probablement supérieur à bien des gens, oui, madame !

Il y eut un éclat de lumière et de couleur, comme si un arc-en-ciel se fût tout à coup posé sur la place du Marché, lorsque, un beau matin, les volets de la nouvelle boutique furent tirés et que les deux vitrines

étalèrent leurs décorations. D'une part, les teintes panachées des viandes roulées et marbrées que rehaussaient encore de brillantes feuilles vertes, le brun pâle des pâtés glacés, les tons riches des sauces et des fruits en conserve dans leurs voiles de verre, — le tout faisant un spectacle à tirer des larmes à un peintre hollandais ; d'autre part, une prédominance de teintes plus délicates, roses, blanches, jaunes, chamois, dans l'amas des pastilles, des candis, des biscuits sucrés et des fruits confits qui, aux yeux d'une personne bilieuse, auraient eu facilement l'air d'un paysage féerique de Turner dernière manière...

Quelle aurore pour les regards des enfants de Grimworth ! Les pauvres bambins en oublièrent presque d'aller dîner. J'imagine que *Punch* lui-même, plantant sa tente sur la place du Marché, n'eût pas réussi à les arracher à ces étalages, où ils étaient stationnés selon une gradation des tailles et des forces : les plus grands et les plus robustes à même la vitrine, et les petits aux tout derniers rangs, dressant des yeux et des bouches grands ouverts, tels des oisillons à l'heure du repas.

Pour les adultes, ce furent des gorges chaudes et de petits cris de dégoût sur la folie du nouveau boutiquier. De tels frais pour des denrées qui ne prendraient pas ! Noël venait, bien sûr, mais quelle ménagère de Grimworth ne rougirait de fournir sa table d'articles qu'elle n'aurait pas confectionnés elle-même ? Non, non : M. Edward Freely, puisque Freely il y avait, se mettait le doigt dans l'œil s'il croyait que l'argent de Grimworth allait, comme ça, prendre le chemin de ses poches.

Edward Freely ! Le nom brillait en lettres d'or sur fond bleu au-dessus de la porte. Et ce nom, qui sonnait

si « généreusement ¹ », eût pu être celui du héros bon garçon et imprévoyant d'une vieille comédie, s'égayant à faire tomber — manne d'un nouveau genre — une pluie de pralines sur la jeune génération pressée devant les vitrines. Mais M. Edward Freely serrait la bride à ses impulsions : il estimait que le désir des bonbons et de la pâtisserie ne doit être satisfait qu'en raison directe des moyens de payer. Qu'un enfantelet de Grimworth entrât chez lui avec un sou dans sa menotte, il faisait sonner la pièce et servait en « drops » son exact équivalent. Il n'était pas homme à filouter un gosse, se plaisait-il à dire, entendant par là qu'il aimait l'honnêteté, et aussi qu'il avait le cœur tendre, bien qu'il ne fît pas, comme d'autres, montre de ses sentiments.

Soit en récompense de tant de vertu, soit en raison d'une autre loi moins évidente, le commerce de M. Freely, malgré les préjugés, débuta sous de favorables auspices. En effet, M^{me} Chaloner, la femme du recteur, fut parmi les toutes premières pratiques : ne fallait-il pas encourager un nouveau paroissien qui décemment avait fait acte de présence à l'église ? Elle trouvait M. Freely un jeune homme des plus civils, des plus serviables, et, pour un pâtissier, étonnamment intelligent. Avec ça, doué de bons principes, car, en lui donnant des conseils sur le choix des sucres, il avait jeté quelque lumière sur la malhonnêteté d'autres commerçants. En outre, il était allé aux Indes occidentales, il avait vu la propriété qui avait été celle de son pauvre grand-père, oui, madame ; et il disait que les missionnaires étaient l'unique raison du mécontente-

¹ Tel est, en effet, un des sens du mot anglais *freely*. (Note du trad.).

ment des nègres, — un jeune homme observateur, je vous dis. M^{me} Chaloner commanda des biscuits pour le vin et des olives, et donna à entendre à Freely qu'elle trouverait son avantage à se servir chez lui. Ainsi dirent la femme du médecin et M^{me} Gate, de la grande corderie, qui, ayant de hautes relations et recevant beaucoup, feraient, on pouvait y compter, une large consommation de macarons, de ratafia.

Tout d'abord, les matrones moins aristocratiques de Grimworth semblèrent justifier cette confiance de leurs époux qu'elles ne feraient pas gagner un centime pour des gâteaux qu'elles pouvaient préparer elles-mêmes, et n'iraient pas affecter des airs de grand ménage en achetant des tranches de viande roulée quand elles auraient un voisin à souper. Mais il est de mon devoir de raconter la corruption graduelle de l'antique simplicité des mœurs de Grimworth. La tâche en serait mélancolique si je n'y étais encouragé par la perspective de l'événement ou plutôt de la catastrophe admirable qui devait mettre un terme aux progrès du fléau.

Ce fut la jeune M^{me} Steene, la femme du chirurgien-vétérinaire, qui commença. La pauvre ! J'ai bien peur qu'elle n'eût reçu une éducation au-dessus de son rang, car elle savait par cœur nombre de passages de *Lalla Rookh*, du *Corsaire* et du *Siège de Corinthe*, qui lui avaient inspiré le dégoût des travaux domestiques. Ah ! son mortel désappointement le jour où elle découvrit que M. Steene, depuis leur mariage, avait perdu tout intérêt au « boulboul ¹ », préférerait ouvertement discuter la nature des éparvins avec un voisin grossier, et se fâchait quand le pouding n'avait pas gonflé ! Un vétérinaire, avec des bottes à revers, tout

¹ Boulboul, mot turc, qui signifie rossignol. Il s'agit ici de la poésie romantique inspirée de l'Orient. (Note du trad.)

simplement, qui rentrait en famélique à l'heure du dîner, et pas du tout, mais pas du tout, en gentilhomme devenu corsaire par pur mépris de sa race, ni même en renégat portant turban et croissant ! Heureuse encore quand il n'était pas dans une de ses mauvaises lunes ! Ah ! que le mépris est différent en bottes à revers !

Ce brutal avait du monde à souper la veille de Noël, et il comptait beaucoup sur des *mince-pies*. Le matin, M^{me} Steene avait préparé son hachis. Elle n'avait épargné ni le beurre, ni la fleur de farine, ni la peine pour faire une fournée de pâtés ; mais ils se trouvèrent si pesants au sortir du four qu'elle ne pensait qu'en tremblant à la minute où son mari les apercevrait sur la table. Il tempêterait contre elle, ce n'était que trop certain, et devant tout le monde ; et alors elle ne pourrait se retenir de pleurer... Dire que c'était là qu'elle en était venue, après le « bouboul » et tout ! Terrible, n'est-ce pas ?

Tout à coup lui jaillit la pensée qu'elle pourrait — une fois n'est pas coutume — envoyer chercher un plat de *mince-pies* « de chez Freely » ; elle savait qu'il en avait. Mais que faire de ses dix-huit pâtés à elle ? Bah ! à quoi bon se mettre martel en tête ? C'était très coûteux, une grosse dépense vraiment, de fabriquer des *mince-pies*. Avec ça, on n'était pas sûr de les réussir... Vaudrait-il pas mieux les acheter tout faits ? C'est un peu plus cher, mais on supprime le risque de gaspillage.

C'est par de tels sophismes que cette jeune abusée... Bref, M^{me} Steene fit chercher des *mince-pies* et, il m'est douloureux de l'ajouter, altéra ses comptes de ménage afin de cacher le fait à son mari. Ce fut le second pas dans la course à l'abîme, et cela parce qu'une jeune femme n'était point en harmonie avec

sa situation, parce qu'elle n'avait en tête que renégats et littérature, et tombait sous le coup des réclamations d'un chirurgien-vétérinaire friand de *mince-pies* ! Le troisième pas fut d'aller raconter l'achat des pâtés à son amie intime, M^{me} Mole, qui déjà l'avait deviné et qui, en conséquence, n'hésita pas à acheter un plat de gelée au lieu de recourir à son propre savoir. Est-ce que d'autres se gênaient ?

L'infection gagna. Un parti de ménagères était « pour qu'on se servît chez Freely ». Nombre de maris, à qui l'on cacha la chose pendant quelque temps, avalaient candidement à bouchées doubles une tarte pour laquelle ils payaient du cinq pour cent, et tout aussi candidement encourageaient les compagnes de leur cœur dans la voie de la mauvaise foi, en vantant la pâtisserie. D'autres, plus observateurs, clignaient de l'œil en voyant arriver trop fréquemment sur la table, les jours de lessive ou de dîners improvisés, certain bœuf supérieurement épicé qui leur flattait le palais plus que les restes froids dont ils devaient se contenter auparavant. Toute ménagère qui avait une fois acheté « chez Freely » éprouvait une secrète joie à découvrir une perversion similaire dans les habitudes de sa voisine. Il n'y eut bientôt plus que deux ou trois maîtresses de maison de la vieille roche pour protester contre la démoralisation croissante. Elles disaient à ceux qui venaient manger la soupe chez elles : « Je ne puis vous offrir du bœuf « de chez Freely » ou des ramequins « de chez Freely » : je confectionne tout moi-même ; je crains que vous ne vous sentiez guère d'appétit pour notre pâtisserie sans prétention ». Le médecin lui-même, qui n'était pas satisfait de sa cuisinière, le vicaire, qui n'en avait pas, et l'agent minier, un gourmet, commencèrent à se reposer sur Freely de la majeure partie de

leur dîner toutes les fois qu'ils projetaient une réception d'importance. Bref, la confection des aliments de fantaisie était en train de passer rapidement des mains des servantes et des mères de famille dans celles d'un commerçant spécialiste.

Je sais fort bien qu'on appelle cela : cours inévitable de la civilisation, division du travail, et le reste. Il est loisible de dire que matrones et servantes, délivrées du souci de la cuisine, pouvaient ajouter d'une autre manière au bien-être de la société. Seulement, voilà : il se trouvait qu'à Grimworth, qui, sûrement, n'était qu'une vulgaire bourgade, les servantes et les matrones ne pouvaient rien faire de mieux de leurs dix doigts que de cuisiner, — même celles qui de leur vie n'avaient fabriqué que gâteaux indigestes et pâtisserie coriace. Et il en résulta qu'à Grimworth le progrès de la civilisation ne se montra pas autrement que par l'appauvrissement des hommes, le commérage des femmes et l'accroissement de la prospérité de M. Edward Freely.

L'Ecole des Jaquettes-Jaunes fut une double source de profit pour l'entreprenant pâtissier ; car il ouvrit un restaurant pour les ouvriers supérieurs employés à la nouvelle école, et il fit l'affaire des élèves de l'ancienne en donnant une grande attention au département des sucreries.

Lui-même fit pas à pas son chemin dans les intérieurs de Grimworth, comme l'avaient fait ses produits, en dépit de la répugnance initiale. Le recevoir à titre d'invité ? Voilà qui ne se justifiait guère. D'abord, il était étranger, et donc en butte à la suspicion. En second lieu, quel rang occupait-il dans l'échelle des classes ? Cela restait à préciser. Pour les drapiers et les épiciers, il n'y avait point de doute : tous, M. Luff, M. Prettyman, et les autres, descendaient de bonnes vieilles familles

de Grimworth. Ils fréquentaient chez les Palfrey, — lesquels administraient leurs propres terres, — jouaient au whist avec le médecin et condescendaient à frayer avec le marchand de bois de construction, qui avait récemment ajouté à son commerce celui du charbon et renouvelé son ameublement... Mais un confiseur ! Pouvait-on l'admettre à ce haut niveau de respectabilité ? Ou devait-il aller chercher ses compagnons : parmi les bouchers et les boulangers ? C'était là une question toute neuve que la tradition n'éclairait d'aucune lumière. Il était célibataire, et cela plaidait en sa faveur ; cela eût suffi peut-être à faire pencher la balance, lors même que les autres prétentions personnelles de M. Edward Freely se fussent révélées insignifiantes. Mais loin de là!...

Il apparut bien vite que c'était un jeune homme de marque : il était allé aux Indes occidentales, avait vu des tas de merveilles sur terre et sur mer. Il charmait les oreilles des Desdémones de Grimworth par des récits de poissons bizarres, de requins surtout, qu'il avait tués en se jetant bravement à la mer, à l'instant précis où le monstre se tournait pour dévorer la femme du cuisinier. Il disait les fièvres terribles contractées dans un pays où le vent souffle de tous les côtés à la fois ; les ronds de *toast* coupés à même les arbres à pain ; les orteils rongés par les crabes de terre ; les grands honneurs rendus à son habileté, particulièrement nécessaire sous un climat tropical ; les larmes amères enfin qu'à son départ avait versées une héritière créole... Ces talents de conversation-là, on le sait, triompheront toujours des désavantages du teint ; et le jeune Towers, qui avait des joues du rose le plus beau, ornées d'une frange de favoris noirs, était parfaitement éclipsé par la présence du jaune M. Freely.

Un confiseur aussi exceptionnel voyait monter ses actions, et les cœurs n'avaient qu'à bien se tenir...

Les pères et les mères étaient naturellement plus durs à la détente ; ils mettaient plus de prudence à reconnaître les mérites du nouveau venu.

— Amusant, ce garçon, disait M. Prettyman, le plus respectable des épiciers (M^{me} Prettyman était une demoiselle Fothergill, et sa sœur aînée avait épousé un mercier de Londres), — amusant, et je ne m'oppose pas à ce qu'il soit du Club des Huîtres ; mais il fait trop le fendant. Il n'y en a pas beaucoup d'aussi instruits que lui, je veux bien ; mais pourquoi diantre aux Indes, je vous le demande ? Ce n'est pas naturel chez un confiseur. Je n'aime pas les gens qui sont allés de l'autre côté des mers, s'ils ne peuvent pas établir pourquoi. Quand on va si loin, il y a mille à parier contre un que c'est parce qu'on a peu de crédit plus près, — c'est mon opinion. Son rhum est bon, d'accord ; mais de là à être à tu et à toi...

Tels étaient les faibles soupçons qui, chez les esprits plus mûrs de Grimworth, obscurcissaient la vue des qualités de M. Freely aux premiers mois de son installation. Mais lorsque le confiseur cessa d'être une nouveauté, les soupçons aussi n'en furent plus une, et les gens se lassèrent de faire la moindre allusion, d'autant plus que la prospérité et l'importance du commerce de M. Freely paraissaient se charger de réfuter les on-dit. M. Freely devint une personne influente dans la paroisse. On trouva à l'utiliser comme administrateur de la taxe des pauvres, car il mettait beaucoup de constance à endurer les peines d'autrui, laquelle constance, disait-il, était due à sa grande bonté : il faisait toujours du bien aux misérables. M. Chaloner le choisit comme marguillier, car il était fort habile et,

bien plus que les autres paroissiens, se rangeait à l'avis de M. Chaloner en tout ce qui regardait les affaires paroissiales.

M. Freely allait régulièrement à l'église ; mais, au Club des Huîtres, il ne laissait pas d'être un peu libre en ses propos. A l'en croire, il avait mené une vie de sultan aux Indes occidentales ; et, parfois, il secouait la tête avec un sourire plutôt amer, ainsi que font les hommes, pour signifier que ce monde sans grâce n'a plus rien à leur apprendre.

Pendant quelque temps, il n'eut pour le beau sexe qu'une attention tout à fait générale, combinant les galanteries d'un homme à femmes avec une critique sévère de la personne et des manières des belles absentes. Une telle rigueur tendait assez à stimuler le désir de faire la conquête d'un juge aussi difficile. Il n'y avait rien de trop bon dans le département des charmes et des vertus des femmes pour enflammer l'ardeur de M. Edward Freely, l'ex-familier des plus luxuriantes, des plus éblouissantes beautés des Indes. Il peut sembler incroyable qu'un confiseur eût les idées et la conversation d'un monde plus huppé ; mais on doit se rappeler qu'il n'avait pas voyagé seulement, il avait aussi des jambes arquées et un visage blême aux traits menus : preuve évidente que la nature elle-même l'avait marqué pour être un connaisseur exigeant du beau sexe.

A la fin pourtant, il parut clair que Cupidon avait trouvé une flèche plus aiguë que d'ordinaire, et que le cœur de M. Freely en était transpercé. On ne parlait que de ça parmi les jeunes gens de Grimworth. Mais était-ce vraiment de l'amour ? N'était-ce pas plutôt de l'ambition ? Mlle Fullilove, la fille du marchand de bois de construction, savait bien qu'à la place de

Mlle Penny Palfrey elle se tiendrait sur ses gardes ; quand les hommes veulent une femme infiniment au-dessus de leur condition, ça n'est pas bon signe.

Car ce n'était rien moins que Mlle Pénélope Palfrey, seconde fille de M. Palfrey, le propre administrateur de ses terres, qui avait attiré l'attention particulière de M. Freely et vaincu son dédain. Quoi d'étonnant ? Jamais peut-être l'Idéal représenté par la plus belle figure de cire n'avait approché du Réel autant qu'en la personne de la jolie Pénélope. Ses cheveux blond-ardent ne frisaient pas naturellement, j'en conviens ; mais les boucles luisantes, crépées en forme de tubes mignons, étaient si agréables que cela vous donnait l'envie d'y enfiler le petit doigt et de sentir la douceur de leur élasticité. Elle les portait courts : en ce temps-là, où la société était plus robuste, les jeunes filles coupaient leurs cheveux lors même qu'elles avaient dès longtemps franchi la vingtième année, — et Pénélope n'avait pas encore dix-neuf ans. Comme l'idéal de cire, elle avait des yeux bleus, des narines rondes dans un nez petit, et des dents telles qu'en eût possédé l'idéal de cire, s'il les eût jamais montrées. Tout compris, c'était une gentille chose ronde, aussi mignonne qu'une pâquerette à la double rangée de pétales roses et blancs, et aussi candide ; car j'espère que ce n'est point taxer de ruse une jolie demoiselle de dix-neuf ans que de penser qu'elle aimerait avoir un amoureux et être « engagée », quand sa grande sœur avait tout cela depuis un an et demi. Sans doute, il y avait le jeune Towers, qui venait toujours à la maison ; mais Penny était convaincue qu'il n'y venait que pour voir son frère, car il n'avait jamais rien à lui dire, à elle. Jamais il ne lui offrait le bras ; il se montrait aussi timide et silencieux que possible.

Il est assez probable que M. Freely fut tôt captivé par les charmes de Penny, qu'il avait pu observer à l'église. Mais, pour entrer plus avant dans leur connaissance, il avait à faire quelque peu de chemin dans la société. Même reçu, et bien reçu, dans les familles de Grimworth, il lui fallut un temps assez long avant de pouvoir converser avec Penny autrement que dans une rencontre fortuite chez M. Luff. Ce fut chose moins aisée d'être invité aux « Longues Prairies », résidence des Palfrey. En effet, bien que M. Palfrey eût subi des pertes d'argent ces dernières années et ne fût pas entièrement à même de reprendre le dessus après la terrible épizootie qui l'avait forcé d'emprunter, sa famille était en droit de traiter en égaux les vieux commerçants chez qui elle fréquentait. Les plus gros bonnets, les rois et les reines même, doivent faire des visites, et les égaux sont rares. Ils l'étaient tout particulièrement à Grimworth qui, je l'ai déjà dit, était une vulgaire paroisse, mentionnée dans les dictionnaires géographiques avec une brièveté des plus méprisantes. Il s'en fallait que les classes supérieures fussent mises sur le même pied que celles des autres parties du royaume. Les portes de la cour de ferme de M. Palfrey avaient leur peinture tout effacée et les allées du jardin devant la maison disparaissaient depuis longtemps sous les herbes. On n'en avait pas moins appelé son père « le squire Palfrey », et la dernière génération de Grimworth avait pour lui le respect dû à un homme ayant les moyens de « se saouler » dans sa propre maison.

La jolie Penny n'avait pas les yeux dans sa poche. Elle voyait fort bien que M. Freely l'admirait, elle était sûre que c'était lui qui lui avait adressé un billet doux. Mais sa sœur faisait si peu de cas de lui (toutes

les jeunes demoiselles dédaignent les messieurs à qui elles ne sont pas « engagées »), que Penny n'osait jamais prononcer son nom. Elle tremblait, elle rougissait chaque fois qu'elle le rencontrait, pensant au billet doux et à son énergique langage, qu'elle se sentait coupable de savoir par cœur. Un homme qui était allé aux Indes, qui connaissait si bien la mer, lui apparaissait comme une sorte de héros public, presque un Robinson Crusoé ou un capitaine Cook ; et Penny avait toujours souhaité que son mari fût un homme remarquable, digne de figurer dans ce catalogue des « Immortels » qu'elle avait appris à connaître pendant son unique année de pensionnat. Seulement, il lui semblait étrange qu'un homme remarquable fût confiseur-pâtissier, et cette anomalie troublait tout à fait les rêves de Penny. Ses frères se moquaient des hommes incapables de monter à cheval, ils les appelaient des « tailleurs » ; mais ses frères étaient très durs et manquaient entièrement de ce talent d'anecdoteur qui faisait de M. Freely un si délicieux compagnon. Elle le tenait pour un très brave homme. Un jour, chez M. Luff, elle lui avait entendu dire que son désir avait toujours été de faire son devoir, quelle que fût sa condition. Et il savait une masse de poèmes, car une fois il avait cité une strophe de chanson. Si c'était lui qui avait composé les paroles du billet doux ! Ça finissait ainsi :

*Sans toi, c'est une souffrance de vivre,
Mais avec toi il serait doux de mourir...*

Pauvre M. Freely ! Papa refuserait, très probablement ; — oh ! elle était sûre qu'il refuserait, car il appelait M. Freely « cette dragée ». Oh ! c'était bien cruel que l'amour rencontrât tant de revers ! Et tout

cela parce que M. Freely était confiseur ! Eh bien, Penny lui serait fidèle, voilà ! Ah ! on lui faisait un crime d'être confiseur ! Raison de plus de lui garder sa foi. Elle en était heureuse. Edward Freely !... mais c'était un joli nom, bien plus que John Towers. L'autre jour, le jeune Towers lui avait offert la rose de sa boutonnière, mais elle l'avait refusée. Et elle pensait avec ravissement combien M. Freely aurait de consolation s'il apprenait sa force de caractère.

Pauvre petite Penny ! Les jours étaient si, si longs parmi les pâquerettes des champs, et la pensée est si active ! Comment le drame intérieur n'eût-il pas eu l'avance sur le drame extérieur ? J'ai connu des jeunes filles (bien mieux élevées, instruites sur le monde par des lectures variées, sans parler de la littérature ni d'un grand développement dans la couture de luxe) qui se sont filé un cocon de joies et de chagrins imaginaires, — comme Penny précisément. Sa sœur aînée Létitia, de beauté plus altière et d'ambition plus mondaine, était fiancée à un représentant de lainages, qui faisait la route de Cattleton pour la voir ; et chacun sait qu'un représentant de lainages tient un rang fort élevé, qu'il conduit parfois un cabriolet à deux places. Les prétentions de Letty allaient chaque jour croissant, et Penny n'osait jamais parler à sa grande sœur de ses peines chéries ; jamais elle n'osait lui proposer d'entrer chez M. Freely pour acheter de la réglisse, bien que la mention d'un léger mal de gorge eût fait les préparatifs de cet incident. Aussi devait-elle passer la boutique de l'autre côté de la place du Marché, et se dire, en réprimant un soupir, que derrière ses boccoux roses et blancs quelqu'un pensait tendrement à elle, ignorant le faible espace qui les séparait...

Le fait est que, lorsque les affaires le permettaient,

M. Freely pensait beaucoup à Pénélope. Il pensait à sa gentillesse, comparable aux plus belles choses de la confiserie. Il la jugeait d'un caractère soumis, — capable de l'attendre tout comme une négresse, et d'éprouver une terreur silencieuse quand son foie le rendrait irritable. Il estimait la famille Palfrey la meilleure de la paroisse ayant des filles à marier. En somme, il jugeait Penny digne de devenir M^{me} Edward Freely, d'autant plus qu'il lui faudrait quelque ingéniosité pour la conquérir. M. Palfrey était homme à cravacher un prétendant trop empressé. De plus, il avait trois fils : il devenait clair qu'un galant aurait de la difficulté avec une telle famille, à moins que les voyages et une finesse d'esprit naturelle ne l'eussent pourvu d'une puissance d'invention qui fit contrepoids.

La première idée qui lui vint à l'esprit fut que M. Palfrey ferait moins d'opposition quand il saurait que les Freely étaient une famille beaucoup plus haut perchée que la sienne. Quelle folle modestie que de cacher jusqu'ici le fait qu'une branche des Freely possédait un domaine dans le comté d'York, comme d'enfermer le portrait de son grand-oncle l'amiral, au lieu de l'accrocher là où un portrait de famille doit être accroché, — au-dessus du manteau de la cheminée du salon ! L'amiral Freely, une fois à cette place en vue, se montrait possesseur d'un seul bras et d'un œil unique, — comme le héros Nelson, — tandis qu'un soupçon de pâleur dans les traits affirmait sa parenté avec son petit-neveu.

Ensuite, M. Freely fut saisi du désir irrépressible d'avoir la recette de M^{me} Palfrey pour la préparation du sanglier. Il lui revenait de tous côtés que cette recette était bien supérieure à la sienne, — comme il en informa M^{me} Palfrey dans une lettre des plus

flatteuses portée par son petit commissionnaire. Mais M^{me} Palfrey, à l'instar d'autres génies, opérait d'instinct et non selon des règles. Elle ne possédait pas de recettes. Elle méprisait vraiment tous ceux qui en usaient, déclarant que les gens qui marinaient d'après un livre se servaient de poids et de mesures et d'autres bêtises ; que ses poids et ses mesures, à elle, étaient le bout de son doigt et la pointe de sa langue. Vouliez-vous en savoir plus long ? Eh bien, naturellement, pour les denrées comme la fleur de farine et les épices, on mesure par poignées et par pincées ; pour les liquides, on se sert d'un pot de grandeur moyenne. Un pot, c'est encore la meilleure chose pour les grandes ou les petites quantités, parce qu'il vous suffit de vos sens pour savoir la contenance d'une tasse à thé et qu'il faut cinq pots de grandeur moyenne pour faire un gallon. Une connaissance de cette espèce est, de même que le coloris du Titien, difficilement communicable ; et comme M^{me} Palfrey, autrefois remarquablement belle, était maintenant plutôt épaisse et asthmatique, fort casanière aussi, son enseignement oral ne pouvait guère se donner qu'aux « Longues Prairies ».

Une matrone même n'est point inaccessible à la flatterie ; la perspective d'une visite dont le grand motif serait d'écouter sa conversation n'était pas sans charme pour M^{me} Palfrey. Puisqu'il ne pouvait être question d'envoyer une recette en réponse à l'humble requête de M. Freely, elle chargea Penny, la plus docile de ses filles, d'écrire un billet pour dire au confiseur que sa mère se ferait un plaisir de le voir, n'importe quel jour, aux « Longues Prairies », et de parler sanglier avec lui. Penny écrivit d'une main

tremblante, en songeant au tour merveilleux que prennent les choses en ce monde.

Ce fut de cette façon que M. Freely pénétra chez les Palfrey ; et, malgré une tendance de la partie mâle à se railler quelque peu de son teint « de deux sous » et de ses jambes « en cercle de tonneau », il ne fut pas long à établir sa position d'hôte reçu et assidu. Le jeune Towers le regardait avec un dégoût croissant quand ils se rencontraient à la ferme le dimanche, et secrètement brûlait d'essayer sur lui son furet, comme sur une vermine, que le précieux animal saisirait sans doute avec une vigueur qui n'hésite pas.

Mais — les parents sont parfois si aveugles — ni M. ni M^{me} Palfrey ne soupçonnaient Penny d'avoir rien à dire à un commerçant de condition discutable, dont la fleur de jeunesse était bien flétrie. C'était, dans leur pensée, le jeune Towers qui recherchait Penny. Cela ferait probablement un mariage un jour ou l'autre ; mais, pour le quart d'heure, Penny n'était qu'une enfant.

En attendant, Penny ne cessait d'imaginer dans quelles circonstances M. Freely lui ferait sa déclaration. Serait-ce en descendant l'avenue de pruniers de Damas, quand ils seraient au jardin avant l'heure du thé ? Ou par écrit ? Dans ce dernier cas, comment la lettre commencerait-elle ? « Très chère Pénélope » ? ou « Ma chère mademoiselle Pénélope » ? ou directement, sans « chère » du tout, comme il arrive naturellement quand on est embarrassé ? Toutefois, il pouvait se déclarer : elle ne dirait pas oui sans le consentement de son père. Elle resterait fidèle à M. Freely, mais elle ne désobéirait pas à papa. C'était une bonne fille que Penny, bien que certaines de ses amies

dussent lui reprocher plus tard de n'avoir pas éprouvé pour M. Freely une répugnance instinctive.

M. Freely était circonspect ; il ne voulait marcher qu'à bon escient. Ses vues sur le mariage n'étaient point entièrement sentimentales ; il s'y mêlait d'opportunes considérations sur les avantages d'un homme de son rang, tout comme si son éducation eût coûté les yeux de la tête. Il n'était pas homme à se fourvoyer en amour ; donc il mit tous ses soins autant à se concilier la faveur des parents qu'à gagner l'attachement de Penny. M^{me} Palfrey n'avait pas été insensible à la flatterie ; on pouvait espérer que le mari, de pâte mortelle aussi, ne résisterait pas à l'épreuve du rhum, ce merveilleux rhum de la Jamaïque, dont M. Freely disait sans cesse qu'on allait lui envoyer une provision de « là-bas ».

Ce n'était pas facile de faire entrer M. Palfrey dans le petit salon derrière la boutique, où le faible jour d'une rue écartée donnait sur les traits de l'héroïque amiral ; mais, en lui mettant la main dessus, un soir qu'il s'était attardé à Grimworth, l'ambitieux amant réussit à lui persuader de souper d'un certain bœuf roulé, lequel, après le sanglier de M^{me} Palfrey, lui paraîtrait ce qu'il avait de mieux en fait de viande froide.

Dès lors, M. Freely sentit que l'affaire était dans le sac. Étant donnée son intimité avec un homme estimable assez vieux pour être son père, et aussi sa solitude dans le monde, il était bien naturel qu'il se déboutonnât sur des sujets qu'il ne pouvait guère aborder dans une société mêlée. Il fut surtout question de son oncle d'Amérique. Il était sans enfants, et aimait son neveu Edward plus que toute autre personne au monde, bien qu'il eût été blessé de son départ de la Jamaïque au point de le menacer d'un complet

déshéritement. Toutefois, il avait pardonné depuis ; et, tout excéntrique et dur à la détente qu'était le vieux gentilhomme, M. Freely pouvait montrer à M. Palfrey une lettre disant, clair comme le jour, qui serait l'héritier de ce cher oncle. M. Palfrey vit la lettre, effectivement, et ne put s'empêcher d'admirer l'esprit du neveu. Ce dernier déclara que des espérances aussi brillantes ne changeraient pas d'un iota sa conduite, qu'il travaillerait à son humble métier, y ferait sa modeste pelote, comme si de rien n'était. Si le domaine de la Jamaïque devait lui échoir, c'était bel et bon. Quoi de surprenant pour un Freely qu'il héritât d'une propriété, eu égard aux terres que la famille avait possédées dans le temps, — que dis-je ? que possédait *encore* la branche du Northumberland ? « Encore un verre de rhum, monsieur Palfrey, et daignez jeter un coup d'œil sur la balance des comptes de l'an dernier ! » Vivent les vertus personnelles ! M. Freely ne se targuait pas de sa famille ; il ne donnait pas, comme d'autres, dans ce travers.

Nous savons à quel point il est aisé de mener le grand Léviathan, quand une fois il a un hameçon dans les narines ou un frein dans la gueule. M. Palfrey était de belle taille ; mais, comme le Léviathan, sa masse le desservait dès qu'il sortait de la ligne droite. Il n'était pas de ces hommes vifs qui changent aisément de point de vue. Bref, deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'il donnait son consentement au mariage de M. Freely avec sa fille Penny. Il avait trouvé une formule qui pût justifier cette affaire et parer à tous les doutes et à toutes les objections, jusqu'aux siens exclusivement. Et voici cette formule : « Je ne fourre pas la tête dans une ouverture avant de savoir où cela conduit. »

La petite Penny était très fière, très agitée, mais sans guère éprouver le bonheur qu'elle se promettait des fiançailles. Elle se demandait si le jeune Towers bisquait fort, car depuis peu il ne venait plus à la ferme ; quant à ses frères et sœur, ils étaient plus portés au sarcasme qu'à la sympathie. Grimworth retentissait de la nouvelle. Tous les hommes élevaient aux nues la bonne fortune de M. Freely, tandis que les femmes, avec la tendre sollicitude qui distingue leur sexe, souhaitaient que le mariage tournât bien.

Les choses en étaient à ce point triomphant lorsque, un matin, M. Freely constata qu'un tailleur de pierre, qui avait déjeuné dans le restaurant, avait oublié un journal. C'était la *Gazette du comté de ****, et le comté de *** n'étant point inconnu de M. Freely, ce dernier eut la curiosité de jeter un coup d'œil sur le journal, sur les annonces notamment. Un léger flux de sang lui sauta au visage pendant qu'il lisait. Cela était causé par l'annonce suivante : « Si David Faux, de Gilsbrook, veut bien passer à l'étude de M^e Strutt, notaire à Rodham, il apprendra quelque chose à son avantage. »

« Papa est mort ! s'exclama M. Freely involontairement. M'aurait-il laissé quelque chose ? »

GEORGE ELIOT.

(*La fin prochainement.*)



La souveraineté cantonale.

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE¹

VI

Nous aurions ainsi résolu la question de la souveraineté au sens positif ou matériel ; il nous reste à l'étudier dans son sens négatif ou formel en tant que souveraineté doit signifier indépendance entière et absolue, absence de tout autre pouvoir.

Si les considérations que nous avons esquissées jusqu'ici sont admises par un certain nombre d'auteurs, la contradiction se fait plus pressante et les objections deviennent plus fortes dès que l'on aborde ce nouveau côté du problème.

On a nié en effet que les cantons puissent être souverains au sens propre du terme, parce que le départ des compétences établi par la Constitution fédérale entre les cantons et la Confédération ne serait en réalité qu'illusoire. S'il est exact, a-t-on dit, que la Confédération n'est compétente que dans les limites où cette compétence lui est reconnue par la Constitution, il n'en reste pas moins qu'elle a en son pouvoir d'étendre ses compétences par la voie de simples revisions constitutionnelles, de sorte qu'en réalité la compétence fédérale seule est illimitée. Le développe-

¹ Pour la première partie, voir la livraison de janvier.

ment du droit public suisse depuis 1874 prouve suffisamment la diminution ininterrompue des compétences cantonales ; la Confédération a donc bien la compétence des compétences, le pouvoir des pouvoirs, la contrainte des contraintes ; en d'autres termes, elle est seule vraiment souveraine.

Ces prémisses étant posées, les déductions ne se firent pas attendre. Plusieurs nient que les cantons soient des Etats ; d'autres les considèrent comme des Etats, mais comme des Etats sans souveraineté ; ils ne seraient dès lors que des corporations parfois d'une étendue plus grande, mais néanmoins d'une nature toute semblable à celle des communes ou d'autres corporations du droit public. Afin de marquer cependant une différence entre les districts ou communes et les cantons, certains ont proposé de dire que les cantons sont des Etats, parce que, à la différence des communes ou districts, ils influent sur l'exercice de la souveraineté fédérale de façon directe, en nommant les députés au Conseil des Etats et en outre en participant comme tels aux revisions de la Constitution, comme facteurs de vote. Cette théorie, toutefois, ne nous paraît pas satisfaisante et nous croyons qu'elle confond la cause avec l'effet. Ce n'est pas parce qu'ils participent à l'exercice de la souveraineté fédérale que les cantons sont des Etats, mais c'est bien plutôt parce qu'ils sont des Etats qu'ils nomment, d'après le mode d'élection choisi par eux, les membres d'une des chambres fédérales et qu'ils sont appelés à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet des dispositions d'ordre constitutionnel.

VII

Les faits seront toujours la pierre de touche des théories.

Ce principe vaut également pour la théorie de la souveraineté qui, née à l'époque de la formation d'un Etat unitaire et formulée par Bodin, se révéla comme embarrassante lorsqu'il s'est agi de caractériser la situation juridique de l'Etat fédératif.

Quelques auteurs cherchèrent à expliquer la situation des Etats qui s'étaient groupés en un nouvel Etat en déclarant que ces Etats conservaient leur souveraineté, de sorte qu'il n'y avait en réalité pas d'Etat nouveau ; d'autres préférèrent dire, au contraire, que la souveraineté appartenait à l'Etat fédéral et que les Etats particuliers ne la possédaient plus.

Nous objecterons aux premiers qu'ils suppriment ainsi toute différence entre la Confédération d'Etats et l'Etat fédératif, et nous ferons observer aux seconds que, dans leur théorie, l'Etat fédératif n'apparaît que comme un déguisement de l'Etat unitaire et que les Etats membres ne sont, au fond, que des circonscriptions administratives analogues à des provinces jouissant d'une certaine autonomie.

D'autres auteurs encore cherchèrent dans des systèmes intermédiaires des solutions tout aussi peu satisfaisantes.

La notion de la souveraineté paraît donc ne pas être applicable à la forme de l'Etat fédératif. Cette constatation est grave, car il est évident qu'un critère n'a de valeur qu'autant qu'il permet une classification com-

plète et intégrale et le groupement sous une même catégorie de tous les faits semblables.

Aussi allons-nous examiner, avant de pousser plus à fond nos investigations sur la question de la souveraineté dans l'Etat fédératif, au point de vue des Etats membres, quelle est la portée exacte de la théorie de la souveraineté comme indépendance absolue de toute autre volonté et par conséquent de pouvoir illimité et si, en particulier, elle s'applique au moins à l'Etat unitaire, qui est le type d'Etats pour lequel elle a été élaborée.

VIII

Aucun Etat n'a en réalité un pouvoir illimité ni une indépendance absolue.

Si l'antiquité a admis, même dans sa civilisation la plus haute, la toute-puissance de l'Etat vis-à-vis de l'individu et si cette conception a été partagée par quelques politiques pendant la période de formation des monarchies absolues, il n'en est plus de même en droit moderne. Les constitutions sont unanimes à reconnaître l'existence de droits individuels qui limitent l'action de l'Etat et elles en organisent la protection soit en créant des organes chargés de veiller à leur sauvegarde, soit en précisant les buts de l'activité des divers pouvoirs et spécialement ceux du pouvoir législatif.

Au point de vue extérieur, les droits de chaque Etat sont limités par les engagements contractés par lui et par les droits des autres Etats. Les Unions administratives groupant un grand nombre d'Etats, de même que les traités particuliers relatifs au droit matériel ou à la procédure, ou les traités collectifs réglant les conflits de lois, constituent tout autant de limitations

durables au droit des Etats de légiférer et de s'administrer eux-mêmes. C'est avec raison que l'on a fait observer que la faculté pour l'Etat de nouer des liens de cette sorte et les engagements qui en résultent pour lui contredisent le concept de la souveraineté tel que la science politique l'a formulé du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle. En fait, le principe dominant de la vie politique comme de la vie sociale et de la vie économique est l'interdépendance et non point l'indépendance absolue. La solidarité des nations dans l'humanité apparaît de façon toujours plus manifeste comme un des principes élémentaires de la vie publique.

La théorie de la souveraineté, en vertu de laquelle l'Etat moderne fut, à ses débuts, construit à l'image autocratique du prince est donc à la fois fausse et trop étroite. Elle ne s'applique plus aux Etats contemporains, pas même à ceux à forme unitaire, et elle exclut en particulier la forme fédérative de l'Etat, forme qui tend à se généraliser toujours plus. Souveraineté ne peut donc, en tant que critère de l'Etat, plus signifier pouvoir illimité et indépendance absolue.

Qu'est-ce à dire? Faut-il abandonner purement et simplement la souveraineté comme critère de l'Etat et nous mettre en quête d'un autre signe distinctif entre l'Etat et les autres corporations du droit public? Certains l'ont fait, mais à tort, à notre sens. Nous croyons, en effet, qu'ils ont oublié de rechercher comment la théorie de la souveraineté s'est formée, sinon ils se seraient aperçus que cette théorie a été tout d'abord une théorie politique, qu'elle est devenue ensuite une théorie juridique, mais qu'elle n'est pour autant pas devenue un dogme ; ils n'ont pas suffisamment pris garde à la répercussion des faits sur les théories, à l'influence de la vie sur la doctrine. Si la souveraineté,

dans son sens traditionnel et intransigeant, est inapplicable à l'Etat contemporain, ne doit-on pas tout d'abord chercher si, par une mise au point et une modification de la définition reçue, une conception relative et utilisable ne peut pas remplacer une notion absolue et vieillie?

Or, si nous considérons l'Etat par opposition à toutes les autres corporations publiques, nous croyons trouver sa caractéristique dans le pouvoir de libre détermination politique qui lui revient en vertu de son droit propre et dans la sphère naturellement déterminée par son but. C'est en cela que consiste en réalité sa souveraineté ; c'est dans les limites des principes qui s'imposent à lui comme à tout autre sujet de droit et des engagements qu'il a assumés qu'elle existe.

Cette acceptation est évidemment moins prétentieuse que la théorie absolue, mais elle est aussi moins vaine. Elle ne concerne pas un Etat idéal et abstrait, mais les Etats tels qu'ils sont en fait, et elle convient aussi bien à l'Etat unitaire qu'à l'Etat fédératif. Nous nous rapprochons d'ailleurs ainsi de son sens original qui, nous l'avons vu, était un sens relatif. Même pour Bodin, la puissance souveraine ne s'entendait pas comme une puissance illimitée et arbitraire, n'ayant pas d'autres limites que celles qu'il lui plairait de se fixer à elle-même ; il allait de soi, pour lui, que le monarque, de même que l'Etat, restait soumis aux lois divines et était lié par les principes du droit naturel. Ce fut Hobbes qui faussa la notion primitive et donna à la souveraineté un sens absolutiste. Les partisans de l'absolutisme royal sur le continent, puis plus tard les coryphées de l'absolutisme du peuple le suivirent.

Dès que nous revenons à la notion relative, rien ne

s'oppose plus, ni logiquement ni juridiquement, à ce que cet attribut revienne, par rapport aux mêmes individus et au même territoire, dans l'Etat fédératif, aussi bien à l'Etat fédéral qu'aux Etats membres. Il n'y a pas partage de la souveraineté, mais coexistence de deux souverainetés, de deux Etats. En ce qui concerne notre pays en particulier, la notion relative que nous avons déterminée nous paraît concorder avec le développement de notre droit public et de nos institutions politiques.

IX

Historiquement, en effet, les cantons sont devenus des Etats au fur et à mesure qu'ils acquièrent le pouvoir de libre détermination politique, partiellement tout d'abord, puis d'une manière toujours plus étendue, sans jamais cependant déterminer ni revendiquer un droit illimité, nécessairement arbitraire.

Au point de vue des rapports des cantons entre eux, la période de 1291 à 1798 est celle des alliances multiples et dissemblables, limitant la liberté d'action des divers Etats dans des mesures variables et influençant plus ou moins profondément leur politique.

La République helvétique une et indivisible, création doctrinaire importée de l'étranger, devint intolérable aux Suisses parce que sa constitution unitaire, réduisant les cantons au rôle de simples circonscriptions administratives analogues aux communes, sections et quartiers, avait dépouillé les Etats cantonaux de leur droit de libre disposition, de leur souveraineté. Nos ancêtres se rendaient parfaitement compte que la coexistence des Etats est, comme celle des individus, dominée par le principe général selon lequel le droit de l'un trouve ses limites dans le droit des autres. Leur sens

politique les engageait à s'imposer des restrictions assez sensibles dans l'exercice de leurs droits, mais ils voulaient, puisque c'est la liberté qui fait la grandeur du sacrifice que l'on s'impose, s'y soumettre par leur propre volonté et leur détermination personnelle.

Aussi se rallièrent-ils à l'Acte de médiation qui créait un type intermédiaire conciliant la force à l'extérieur et la liberté à l'intérieur : l'Etat fédératif, malgré que cet Acte marquât la fin de l'ancienne Confédération. Cette constitution, bien qu'elle fût moins en désharmonie que la précédente avec les besoins du pays, n'était pas encore l'expression du sentiment juridique populaire, surtout parce que, vis-à-vis de l'extérieur, elle impliquait une dépendance pénible pour un peuple habitué à se régir lui-même en toutes choses.

La chute de Napoléon n'amena pas le retour des alliances particulières, mais l'adoption d'une forme où le caractère souverain des cantons reparaissait plus manifestement : celle de la confédération d'Etats. En même temps — et c'est une preuve nouvelle de ce fait que je n'hésite pas à qualifier d'historique — que les Etats cantonaux considéraient comme un fardeau intolérable la moindre restriction mise à leur droit de libre disposition par l'étranger, ils étaient prêts, une fois de plus, dans l'intérêt général, à s'imposer de leur chef, par un acte de libre détermination, par leur propre volonté, des limites à leurs ambitions même les plus légitimes : renonçant à jouer un rôle extérieur, à agrandir leur territoire par les armes et à tirer profit des querelles de leurs voisins, ils se replièrent sur eux-mêmes et adoptèrent une ligne de conduite toute nouvelle en contradiction avec un passé militaire glorieux : la neutralité.

Voilà pour l'extérieur.

A l'intérieur, par suite des dissensions politiques et religieuses surgies plus tard, et des divergences d'intérêts des membres de la Confédération, il apparut à un moment donné nécessaire de créer un pouvoir central fort, afin que les buts supérieurs de l'Etat puissent être atteints. Nous voyons alors se constituer l'Etat fédératif, personne juridique nouvelle, formée des cantons, individualités historiques et politiques conservant leur vie propre. Jamais les cantons ne consentirent à n'être que des circonscriptions autonomes et l'article 1^{er} de la Constitution fédérale exprime la réalité juridique en parlant de « cantons souverains ».

Il n'y a pas, en effet, entre des provinces ou des districts et les cantons au sens suisse ou, d'une manière toute générale, entre une circonscription administrative et un Etat, d'autre critère essentiel que la souveraineté. Or, tandis que l'autonomie repose sur une concession du pouvoir public supérieur, de sorte que celui-ci peut, en tout temps, la restreindre ou la retirer en vertu de son droit propre, la souveraineté consiste en un droit propre dans un ordre de choses donné, opposable à tout autre pouvoir et qui ne peut être restreint que par le fait de celui qui possède ce droit ou du moins moyennant qu'il y ait consenti.

Les cantons sont-ils libres ou non de donner ce consentement ? En 1848, ils renoncèrent, dans l'intérêt commun, les uns expressément, en adoptant la Constitution fédérale, les autres — la minorité — implicitement, en admettant le fait accompli et en participant à la composition des autorités fédérales, à ce que leur consentement unanime soit nécessaire pour modifier le rapport des compétences fédérales et cantonales réciproques. Dès lors, le vote de la majorité des cantons

lie la minorité ; il l'engage. Mais l'adhésion à la Constitution fédérale n'a impliqué que l'adhésion à la forme fédérative de l'Etat et à aucun point de vue la renonciation des cantons à leur individualité propre ni à leur souveraineté. Si des lois fédérales sont sorties du cadre des compétences fédérales, telles que la Constitution les a établies, il y a là une atteinte au droit et non pas une justification du procédé suivi, car, si le succès est la justification de la politique, la force n'est pas la preuve du droit. Pour que l'Etat fédératif puisse se transformer en Etat unitaire, ce qui amènerait la perte de la souveraineté cantonale, il faut que les cantons y consentent. Au point de vue juridique, ce consentement doit être unanime, car c'est seulement dans le cadre de l'Etat fédératif que les cantons ont admis en 1848 que la majorité d'entre eux lierait désormais, par son vote, la minorité. La transformation de l'Etat fédératif en Etat unitaire impliquant la perte de la qualité d'Etats de la part des cantons, leur consentement doit être unanime pour qu'elle puisse se justifier en droit. Si elle devait avoir lieu contre la volonté, ne fût-ce que d'un seul Etat confédéré, il y aurait violation du droit de libre détermination et un acte contraire au droit. Ces actes se rencontrent à la base de la formation de nouveaux Etats ; ce sont des faits que le juriste condamne, mais avec lesquels il doit néanmoins compter.

X

Résumons-nous⁷ et concluons.

Juridiquement parlant, la souveraineté peut être entendue dans un sens impropre, comme équivalent de puissance étatique : elle est comme telle le troisième élément de l'Etat, à côté du territoire et des nationaux.

Les cantons sont titulaires de cette souveraineté, puisqu'ils pourvoient par leurs moyens et en vertu d'un droit propre et originaire, aux tâches de l'Etat. Cette souveraineté existe soit au point de vue interne, sur leur territoire, soit au point de vue externe, vis-à-vis des autres cantons ainsi que vis-à-vis de la Confédération dans les limites de la Constitution fédérale, limites qui s'imposent en droit tant à la Confédération qu'aux cantons. Par contre, elle n'existe pas, au point de vue du droit des gens, vis-à-vis des Etats étrangers.

Dans son sens propre, souveraineté ne peut signifier puissance absolue, illimitée ; par contre, au sens relatif de droit de libre détermination politique, la souveraineté est l'attribut qui distingue l'Etat de toutes les autres corporations publiques ; elle revient aux cantons au même titre qu'à la Confédération. La souveraineté au sens formel n'enlève ni n'ajoute rien aux droits de l'Etat ; elle n'est pour ainsi dire qu'une épithète, un critère classificatif et, d'après nous, le seul critère juridique essentiel entre l'Etat et les autres corporations publiques. Si cette théorie a fait l'objet de tant de controverses et si elle a été la cause de luttes si nombreuses, c'est qu'elle a été utilisée trop longtemps pour un but politique, pour légitimer la tendance à faire de l'Etat un pouvoir absolu et omnipotent, point de vue dont nous avons exposé la caractère dangereux et erroné : il n'y a pas d'autre explication possible.

Disons un mot encore des moyens par lesquels la souveraineté cantonale pourrait être conservée.

On a émis l'opinion qu'il serait nécessaire d'exiger pour toute revision constitutionnelle fédérale une majorité qualifiée. Cette mesure, à supposer même qu'il soit possible de reviser la Constitution dans ce sens, serait inefficace tant que la législation fédérale

ne pourra pas être examinée au point de vue de sa constitutionnalité par une autorité indépendante des chambres. C'est, en effet, bien moins par la Constitution que par la législation que les atteintes successives aux droits des cantons se produisent.

Il a été également question de donner au pouvoir judiciaire la compétence d'examiner la constitutionnalité des lois fédérales et de permettre au Tribunal fédéral de procéder à leur égard comme il le fait vis-à-vis des lois cantonales contraires aux Constitutions cantonales et fédérale. Cette solution appelle quelques réserves. Il ne faut pas perdre de vue que notre pays est le seul Etat où la souveraineté soit vraiment exercée par le peuple, le seul « Volksstaat » au plein sens du terme. C'est le peuple qui décide en dernier lieu du sort des lois élaborées par ses mandataires. Admettre que des lois votées par lui puissent être ensuite mises à néant, ou paralysées dans leur application par une décision d'une autorité, constitue un déplacement périlleux des compétences et risque de conduire à des conflits politiques dangereux, ceci surtout lorsqu'il s'agira de lois votées à une majorité considérable par le peuple et en même temps par les cantons. Par contre, la question mériterait d'être étudiée de savoir s'il ne se justifierait pas de faire apprécier par l'autorité judiciaire la constitutionnalité des dispositions des lois fédérales sitôt celles-ci votées par les chambres ou lorsqu'elles ont acquis formellement force de loi, donc d'office et avant l'expiration des délais de referendum.

Il y a là un problème que l'avenir aura à résoudre.

Mais ce qui nous occupe en ce moment, c'est le droit existant, actuel. Or, ce droit ne fournit, hélas! pas de moyen juridique efficace qui puisse assurer la sauvegarde de la souveraineté cantonale. Les Etats

sont, en effet, avant tout des conceptions historiques et politiques plus encore que juridiques. Aussi le maintien de la souveraineté cantonale est-il surtout une question politique.

Mais pour savoir sur quel terrain et par quels moyens il faut lutter pour la conserver, il est nécessaire d'être au clair sur son essence et de savoir en quoi elle consiste. C'est précisément ce que j'ai essayé de déterminer dans ces quelques pages.

Mon rôle comme théoricien s'arrête ici ; ici, par contre, commence la tâche ardue, mais noble, des hommes d'Etat cantonaux à qui il incombe de conserver aux cantons leur caractère d'Etats souverains.

JOSEPH PILLER,

Professeur à l'Université de Fribourg.



Apaisement.

De là-haut, cette nuit, il neige des baisers,
D'infinis flocons blancs du pays des étoiles.
Ils tombent lents, très doux : paisibles messagers,
Entre les cieux et nous ils déchirent les voiles.

Ils pleuvent sur les yeux, suivant, mystérieux,
Des fantômes d'amour, hôtes perçus dans l'ombre,
Reflétant tout l'espoir qu'ils gardent anxieux,
Regards brûlants de fièvre à la prunelle sombre.

Ils pleuvent sur tous ceux que le bonheur a fuis,
Sur les êtres qui vont les yeux rivés à terre,
S'éteignant ignorés dans l'éternelle nuit,
Pauvres êtres meurtris, lumignons solitaires.

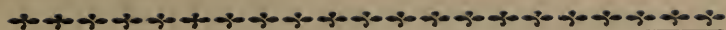
Ils pleuvent sur les cœurs qui palpitent ardents,
Que dévore l'angoisse et trouble le mystère ;
Cris déchirants, sanglots, vers l'amour décevant,
C'est en vain qu'au ciel sourd montera leur prière....

De là-haut, cette nuit, il neige des baisers ;
Silencieux, bénis, ils annoncent la joie....
Sous les doux flocons blancs, les pauvres cœurs brisés,
Les grands yeux douloureux vont retrouver leur voie !

ADA NEGRI.

Adaptation de l'italien,

par LOUISA WENGER.



Un patricien libéral:

Charles-Victor de Bonstetten.

I

C'est un très beau livre que M^{lle} Marie-L. Herking¹ vient d'écrire sur Charles-Victor de Bonstetten. On y voit clair et l'on y respire à l'aise, quelque érudition qu'elle y ait déployée et quoique rien, de l'attachante figure, n'ait été laissé dans l'ombre. Avec non moins de modestie que de bonne grâce, elle reconnaît que son sujet n'était pas absolument neuf ; mais il nous est permis d'affirmer, pour elle, qu'elle l'a renouvelé dans une large mesure. Elle a pu puiser à des sources que ni Morell ni Aimé Steinlen n'ont connues ; elle a comblé des lacunes, corrigé des appréciations, révisé des jugements, fait, en somme, œuvre d'originale et féconde critique. Nous possédons aujourd'hui une biographie littéraire de Bonstetten qu'on ne s'avisera pas de refaire, après M^{lle} Herking ; les lauriers sont coupés. Et, comme l'auteur de *L'homme du Midi et l'homme du Nord* a été, plus qu'aucun autre, mêlé à la vie intellectuelle de son temps, qu'il a résidé en Suisse, en Allemagne, en France, en Hollande, en

¹ MARIE-L. HERKING : Charles-Victor de Bonstetten, 1775-1832, sa vie et ses œuvres. — 1 vol. in-8°, 446 pages. Lausanne, Imprimerie de la Concorde, 1921.

Danemark, en Italie, qu'il a été à la fois un brave Européen et un fils dévoué à sa patrie, on a bien des chances, en l'étudiant, de parcourir toute l'histoire de la société dans laquelle parut ce séduisant et brillant esprit.

Charles-Victor de Bonstetten est issu d'une vieille famille bernoise. Né le 3 septembre 1745, il était le premier fils d'un membre du Conseil souverain. Il eut une morne et dure enfance, qui lui arracha un jour cette plainte : « J'ai frémi toute ma vie au souvenir de mon âme d'alors. » Sa jeunesse fut plus heureuse, grâce surtout à l'atmosphère de cette Genève où il reviendra sans cesse et où il passa les années 1763 à 1766. Il y vit Charles Bonnet, il y rencontra M^{lle} Curchod, qui ne tarda point à s'appeler M^{me} Necker, il eut le privilège d'être admis auprès du patriarche de Ferney, et l'académie de Calvin lui enseigna tout ce qu'elle pouvait lui apprendre. Comme la ville « est peuplée de Français », il « est toujours plus fou de cette nation ». Comme l'on y fait beaucoup de politique, il ne cache point ses sympathies. Déjà le patricien libéral se montre : « Les affaires de Genève, mande-t-il à son père, sont dans un état déplorable, le peuple court bride abattue à la servitude. On va le juger, on va le condamner ; on a raison peut-être, mais quelle mauvaise politique que de faire, en choquant l'opinion, ce qu'on pourrait faire sans la blesser ! »

De retour à Berne, Bonstetten a une crise de découragement, qu'il surmontera d'ailleurs. Mal du siècle ou werthérisme avant la lettre. C'est aussi qu'à Berne « on traîne son existence » : manger, bâiller, digérer, on n'y a pas d'occupations ni de soucis plus nobles. Et puis, les cours de l'académie sont loin de valoir

ceux de Genève. Quelques mois de Lausanne lui rendront son équilibre moral.

Et le voilà qui commence ses pérégrinations à travers l'Europe. Par exemple, il ne se félicitera guère de s'être oublié tout un semestre à l'université de Leyde : « L'indolence et le sérieux hollandais laissent toujours dans mon âme un profond sommeil... Les Hollandais connaissent peu les plaisirs de l'amitié, car, s'ils avaient un cœur, il me semble que leur esprit serait plus développé et que leur anguleuse et raide figure s'arrondirait un peu. » Bonstetten a trop le sens de l'ironie pour admirer de confiance, et il ne se gênera pas de l'exercer au détriment du régime aristocratique, à Berne et en Suisse. Pour l'instant, il a quitté la Hollande, il a visité Londres et le sud de l'Angleterre, et c'est Paris qui le retient. A l'instar de son compatriote Bêat-Louis de Muralt, dont les *Lettres sur les Anglais et les Français* avaient fait du bruit quelque quarante ans plus tôt, il s'applique à comparer les deux grands pays dont il est ou dont il a été l'hôte. Ses caractéristiques s'apparentent étonnamment à celles de Muralt : « Les savants de Paris ne sont que de beaux esprits, au lieu que les Anglais sont des grands hommes. Les uns vous apprennent à jouir de la vie, les autres à la bien employer. » Mais, pas plus l'un que l'autre, ils n'ont réussi à se soustraire au charme de Paris, où il est inimaginable que ridicules et travers ne se perdent point, si l'on a soin de fréquenter dans la bonne compagnie. Et rien n'égale un Français de mérite....

Une période d'attente inquiète, de fiévreuse torpeur, succède à la période itinérante. Le père de Bonstetten recourt à tous les moyens pour le soustraire à ce marasme. Heureusement que son beau-frère, Vincent

Bernard de Tscharner, patriote ardent et que les idées avancées n'effraient point, réussit, en 1773, à l'emmener à Schinznach, où se réunit la Société helvétique. Il y trouva Jean de Müller ; ce fut de l'émulation et de l'amitié pour toute la vie. « Qu'est-ce que cet amour subit que nous avons pris l'un pour l'autre ? » écrit Bonstetten à Müller, qui lui répond : « Je suis vôtre de corps et d'âme. » On a lu Rousseau, et tous les sentiments s'exaltent, du moins dans leur expression. Ce qui est vrai, c'est que Müller a non seulement ramené Bonstetten, comme celui-ci en convient, à « Horace et à Tacite », à la saine lumière de la pensée antique, mais qu'il l'a enflammé pour le nouvel idéal suisse.

Quelque temps après, Jean de Müller peut s'installer pour six mois à Valeyres, chez son ami. S'il a brigué une fonction à la cour de Frédéric II, il se hâte de fuir une Germanie que M^{me} de Staël verra par de tout autres yeux et qui rappelle trait pour trait celle d'avant 1914 : « Le militaire absorbe tout, et il y a un fatras d'étiquettes qui met une barrière insurmontable entre les ordres.... Pour moi, je meurs d'ennui au milieu de tout cela. » Le commerce affectueux de ce généreux et passionné Jean de Müller fut, pour Bonstetten, un inappréciable gain. Comme le note M^{lre} Herking : « C'est Müller qui l'engagea à continuer sérieusement ses études, à travailler avec méthode, à ne pas disperser ses facultés en voulant tout connaître, mais à se concentrer, à faire converger tous ses efforts vers un but unique : celui de créer une œuvre durable. » Et puis, comme elle le dit encore : « N'était-ce pas à partir de cette année 1773 que chacun avait compris, en pénétrant dans l'âme de son ami, ce qu'était, en

vérité, la « Patrie », et qu'ils commencèrent à travailler pour elle? »

Sur ces entrefaites, après une escapade en Italie, Charles-Victor de Bonstetten est élu au Grand Conseil de Berne, où il entre, le lundi de Pâques 1775, en collet noir, en rabat blanc, chapeau plat frangé, épée au côté. Il annonce à Müller que « son Grand Conseil l'amuse », — sans le distraire cependant assez pour l'éloigner définitivement du mariage ou des « chaînes éternelles », à employer son langage d'alors. Il épouse M^{lle} de Wattenwyl, qui l'admire avec toute la candeur de ses dix-huit printemps et qui, la lune de miel éteinte, aurait quelque peine à se persuader qu'elle eût réellement « garrotté » son mari, comme il l'assurait à M^{me} Prévost, dans une lettre du 9 mars 1776. Quelques semaines plus tard, il se confessait en ces termes à Müller : « Je ne suis pas gai.... Et c'est du profond de mon cœur que je désire un bailliage. Je cherche à me faire une vie toute monastique. » En 1777, sa correspondance nous le montre singulièrement désespéré : « Je suis dans un état de crise violente.... Je sens au fond de mon âme un vide qui chaque jour m'effraye davantage. » Il soupirait après une charge de bailli ; elle lui échut en partage et le conduisit à Gessenay, à Rougemont ensuite, où il savourera « le doux plaisir de se voir aimé » par ses administrés, qui lui inspireront ses *Briefe über ein schweizerisches Hirtenland*.

Hélas ! les jours de Rougemont n'ont pas duré. Il faut s'en retourner à Berne, où de vagues petits succès mondains ne l'illusionnent pas sur les attraits de la capitale : « Mon silence, celui que je garde quelquefois à Berne, écrit-il à Jean de Müller, signifie ennui et

dégoût ; mon âme y est toujours « gehennée » et le mieux que je puisse y désirer c'est de n'y avoir aucune peine ; c'est une forêt d'épines où je m'ennuie quand je ne m'y égratigne pas. A mesure que j'en approche, je sens mes facultés s'engourdir, chaque pierre, chaque personne m'y rappelle ou une grossièreté ou un ennui mortel, ou un ennemi de nom, de personne, de parti... O mes concitoyens ! médisez de moi, calomniez, battez-moi tous les mois une fois, mais au nom de Dieu ne m'ennuyez pas ! » N'était-ce pas trop exiger des Bernois, vers 1780 ?

La rédaction de ses *Lettres* « sur une contrée pastorale de la Suisse » le réconcilie avec l'existence. Son talent, sa manière, sa sensibilité, son imagination et le tour volontiers réfléchi de son intelligence sont déjà d'un Charles-Victor de Bonstetten, qui pourra être en progrès constant, mais qui changera peu. Et comme son séjour dans la vallée de la Sarine, en pleine montagne, a réveillé son cœur suisse ! La majesté des rochers du Rubli en hiver ne l'émeut pas moins que les merveilleux spectacles de l'été. Mais ce qui le touche par-dessus tout, c'est que son « peuple de bergers » a le caractère helvétique. Pourquoi préférons-nous aux nôtres les mœurs et les coutumes de l'étranger ? Pourquoi ne pas remonter aux sources de notre passé, et ne puiser qu'à elles ? Combien l'artificielle civilisation des villes est fade auprès de la simplicité arcadienne ! Et Bonstetten de s'indigner : « Chez nous, les coutumes nationales se perdent parce que nous ne sommes élevés ni en vrais Allemands, ni en vrais Français... ni surtout en vrais Suisses. Louis est plus célèbre chez nous que Winkelried ou d'Erlach. »

Après ses lettres, il composa, toujours en allemand, ses *Patriciens*, qui ne tendaient à rien de moins qu'à

une réforme hardie de l'éducation, à Berne. Le gouvernement fit mine d'applaudir ; les pasteurs, en revanche, reçurent assez mal les leçons que Bonstetten prétendait leur donner.

C'est à Nyon que nous allons le rejoindre. Il y est bailli et il serait entraîné peut-être à y appliquer l'un ou l'autre de ses principes, si les baillis eux-mêmes n'étaient les humbles sujets de LL. EE. Il ne peut qu'y tenir salon, et presque bureau d'esprit, — ce qui n'arrête pas la marche des événements. Or, Nyon est à deux pas de la frontière française et quelque chose se prépare de l'autre côté du Jura : « Nous sommes à la veille d'une révolution, comme il en informe Jean de Müller ; le gouvernement devrait la faire lui-même.... Je vois ce qui perdra Berne, c'est que le peuple n'y a aucune influence constitutionnelle ; un corps intermédiaire entre le Pays et le Sénat nous sauverait peut-être. » LL. EE. n'entendent pas les grondements du lointain orage. Bonstetten, lui, est tout ensemble plus avisé et plus habile. Sans rompre avec son gouvernement, il le sert infiniment mieux que s'il agissait en docile fonctionnaire. S'il lutte contre le désordre et l'anarchie, c'est en n'usant pas d'inutiles ou dangereuses rigueurs. De sincères concessions au peuple, un loyal essai d'institutions démocratiques pourraient encore sauver Berne. Il prêche dans le désert. Mais son stage baillival de Nyon est terminé. Il se hâte de regagner Valeyres, pour accepter, en 1795, le poste de « syndicateur » dans ce qui sera le Tessin. En contradiction de plus en plus vive avec les hommes de son milieu, il s'attend aux pires catastrophes.

Au commencement de l'année 1798, LL. EE. le chargent de les représenter à Nyon, dont le bailli est

en fuite. Il espère un moment que sa mission aboutira. Mais Nyon est entraîné dans le mouvement et, bien que les huit « journées révolutionnaires » qu'il a passées là-bas « aient été les plus douces de sa vie », tant l'accueil des gens de La Côte fut chaleureux pour Bonstetten, il pousse ce cri d'angoisse et de réprobation dans l'une de ses missives à Jean de Müller : « Le gouvernement bernois n'a pas même essayé d'un accommodement avec ses sujets ; depuis deux ans, il n'a répondu ni aux pétitions, ni aux adresses qu'on lui envoyait.... Je crève dans ma peau, rien ne sert de rien avec des gens sourds ; les conseillers secrets sont de drôles d'individus.... Moi qui, depuis trente ans, souffre le martyr avec cet esprit bernois, je suis obligé à l'heure actuelle d'être victime comme les autres. Je suis ruiné, aide-moi si tu peux. N'écris rien sur cette misérable politique, tu ferais mépriser toute la race des Bernois. Elle a régné royalement, son pays était heureux, son génie convenait à sa petite cuisine intérieure, mais elle n'avait aucune compréhension pour le reste. » Aussi bien, « le gouvernement ne fait un pas, ne prend une mesure que je puisse approuver », et, si l'avoyer de Steiger ne manque pas d'une certaine clairvoyance, il ne regarde la révolution « qu'à travers des lunettes d'émigré ». Et les Français sont aux portes de... Berne !

On ne pouvait échapper au dénouement redouté par Bonstetten. L'indépendance de la patrie est morte. « Inutile à mon pays, englouti sous les flots révolutionnaires, se lamentera-t-il rétrospectivement dans *La Scandinavie et les Alpes*, assourdi par les sons discordants de mille intérêts blessés, sans amis, entouré de haine et d'humeur, je quittai un pays qui, ne vivant que de souvenirs, était blessé à la fois dans

sa gloire passée et dans ses intérêts présents et à venir.» Oui, tout est consommé. Bonstetten n'a plus que la ressource amère de l'exil. C'est en Danemark, près de Frédérique Brun, qu'il recouvrera la paix nécessaire à son esprit et à son cœur. Il se remet à ses travaux de prédilection et publie, en 1802, son ouvrage *Ueber nationale Bildung*, qui sera le dernier de ses livres composés en allemand ; il y développe cette thèse que le progrès de l'humanité est inséparable de l'étude des sciences et des arts, mais que cette étude même serait stérile si elle n'élevait pas le niveau moral de l'individu.

II.

L'orientation intellectuelle et politique de Bonstetten est désormais fixée. Entre les deux langues qui lui étaient familières toutes les deux et qui se disputaient ses préférences, il a choisi la française, au rebours de ce que fera, en 1870, C.-F. Meyer, un bilingue et un cosmopolite comme lui, et comme lui en mal d'option décisive. Fut-il bien inspiré ? La question est discutable, car il ne s'est point assimilé de façon totale le génie de l'idiome étranger qui servira dorénavant d'interprète à sa pensée. Il y aura, dans son style, des incorrections, des gaucheries, des négligences, des insuffisances même, qui trahiront ses origines bernoises. D'autre part, s'il ne cesse pas d'être un bon Suisse, il s'eupéanisera de plus en plus. Et il jouera, non sans y acquérir une gloire enviable, ce rôle d'intermédiaire entre les cultures germanique et latine que M^{me} de Staël tiendra bientôt avec un exceptionnel éclat. Et la souriante sérénité de sa vieillesse sera la récompense du sage.

Après l'effondrement de la Confédération des

XIII cantons, la République helvétique, « une et indivisible » dans sa constitution, mais mortellement divisée dans ses actes et par ses chefs, tenta de bâtir la maison de la Suisse nouvelle. Ph.-A. Stapfer, qui appréciait Bonstetten et qui l'aimait, s'efforça de l'attirer au nouveau régime. Le concours d'un patricien libéral — *rara avis* — ne pouvait qu'être profitable à la cause de la résurrection nationale. On offrit une situation dans la diplomatie à Bonstetten, qui se déroba parce qu'il « faut avoir dans une révolution une peau de rhinocéros que je n'ai pas ». Effectivement, il était un moraliste, un philosophe, un rêveur, c'est-à-dire tout le contraire d'un homme d'action. Et c'est un second voyage en Italie, et c'est Mme de Staël à Coppet, et c'est Bonstetten à Genève.

Quel aurait été son programme, s'il avait été l'homme d'action qu'il ne fut pas ? Il l'a formulé dans sa correspondance et dans quelques-uns de ses volumes.

J'ai lu des brochures sur la neutralité de la Suisse et sur sa défense, expliquera-t-il à son ami Henri Zschokke ; on oublie ce qu'il y a d'essentiel. Je veux parler d'une organisation politique propre à donner, *dans le moment du danger*, une *centralisation assez forte*, pour réunir les forces militaires et leur donner cette unité, cet ensemble, sans lequel aucune force ne peut réussir. Je n'ai pas assez de connaissances de la constitution helvétique, ni de son esprit, pour oser écrire sur ce sujet ; mais je sens vivement que celle qui existe (c'était alors le Pacte fédéral de 1815) ne vaut rien pour notre défense, non stratégique mais politique. Je suis frappé encore de voir que personne ne songe à nous défendre, du moins temporairement, de *l'égoïsme cantonal*, sans lequel (*sic*) toute stratégie est vaine... Il faudrait que *la souveraineté des cantons fût suspendue* et que tout obéît à quelques hommes et à quelques lois émises dans les temps calmes... Il vaut la peine de nous maintenir, nous qui sommes la nation la plus heureuse de l'Europe. »

Il y a, dans ces lignes, un sens des réalités gouvernementales et même un accent prophétique extrêmement remarquables. Cette dictature des meilleurs est d'un autre âge, assurément. Et pourtant, un pays ne prospère que s'il est dirigé par l'élite des bonnes volontés et des bons esprits. La démocratie elle-même court à la déconfiture si elle se décapite de ceux qui sont le plus aptes à la bien servir. Bonstetten insistait, dans ses *Pensées sur divers objets de bien public*, en exposant ce qui suit :

« Dans l'ancien ordre de choses, chaque gouvernement suisse était concentré en lui-même, sans aucun intérêt réel pour l'ensemble. Cet ordre de choses pouvait suffire au temps où l'on faisait la guerre sur un petit terrain, avec de petites armées. Mais aujourd'hui que les grandes puissances ont développé des forces gigantesques, les petites républiques de la Suisse sentent le néant de leur existence individuelle ; elles comprennent qu'il ne leur reste que l'alternative de s'unir fortement entre elles, ou de mourir d'une mort pleine de honte et de douleur... La position géographique de la Suisse est tellement heureuse qu'elle a été trois cents ans sans guerre étrangère. Mais de cette longue paix était résulté que tous les moyens de défense adaptés à des siècles antérieurs étaient devenus nuls pour le siècle où nous vivons. »

Cette prédication de sauvegarde nationale par une indispensable unité des institutions et de l'armée procède de l'idée que le miracle de la libre Suisse, au cœur d'une Europe monarchiste et belliqueuse, doit être protégé contre tous les périls. Rapprochons-nous donc les uns des autres, resserrons le lien fédéral et aimons-nous ! Ces paroles seront toujours actuelles :

« La position intermédiaire (de la Suisse) entre la France, l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne, la rendrait le théâtre des luttes, toujours terribles, entre de grandes nations qui,

n'ayant plus de barrières entre elles, viendraient pour ainsi dire se prendre corps à corps sur le territoire sacré de la paix et du bonheur... Trois siècles sans guerre d'invasion, et le bonheur d'avoir rencontré notre indépendance, quand la moitié de l'Europe allait perdre la sienne, prouvent suffisamment que ce n'est pas la conquête que nous avons à redouter. Ce n'est pas aux hommes, ce n'est pas à notre pauvreté, ce n'est pas à nos montagnes, à nos vallées, mais c'est à nos frontières qu'on en veut. Ces digues une fois rompues, toutes les misères et toutes les humiliations vont couler à grands flots sur cette terre jadis de gloire et de bonheur. Nos frontières sont les Thermopyles où il faut savoir mourir. Trahir nos frontières, c'est trahir la patrie. »

En 1815, lorsque la Suisse prêta 25 000 de ses soldats aux Alliés pour la campagne de France, Bonstetten avait pleuré de confusion et de rage : « La conduite des Suisses brillera à jamais dans les annales des choses absurdes. J'ai beau chercher, je ne puis trouver dans l'histoire une guerre aussi honteuse et aussi ridicule que ce dernier coup de pied de Bachmann (le général de la Diète helvétique). Et, ce coup de pied, nous le donnons à une nation amie depuis plus de trois siècles ! » Le salut d'un peuple est dans sa dignité beaucoup plus que dans sa puissance ou dans sa richesse. On n'attaque pas ce qu'on respecte et ce qui se respecte, ou, du moins, on sait que « les Thermopyles » sont gardées. Mais « ce n'est pas au guerrier seulement, c'est au pilote à nous sauver du naufrage », au gouvernement éclairé, au gouvernement juste, qui ne faillira à aucun des devoirs de la liberté.

Tout ceci n'est-il pas prodigieusement neuf, sous la plume d'un aristocrate de 1800 ou de 1820 ? Combien il est regrettable que Bonstetten ait été un amateur et un isolé !

Après tout, il n'est pas de semence qui ne germe. Les idées de Bonstetten n'auront pas été stériles. Le Pacte fédéral de 1815, en dépit de ses imperfections, est une promesse. Et, quelques années plus tard, dans un message à l'adresse de Stapfer, l'ex-bailli de Nyon pourra se louer de l'état de la Suisse :

« Notre Suisse va assez bien, on se rapproche et on peut espérer que, dans un siècle ou deux, nous serons assez unis, si rien ne nous dérange.... Vous n'avez pas idée de la prospérité de la Suisse ; on y bâtit partout, la pensée s'élève. Il y a partout des établissements d'éducation.... La Suisse va en avant, il s'y glisse une circulation qui peut nous mener à tout. Cependant je n'ose pas encore penser à une grande chaîne fédérale.... C'est un singulier spectacle que celui que présente la Suisse dans ce moment ; elle va en avant, mais de la manière la plus bizarre. Tel canton a le vol de l'aigle, tel autre fait des sauts de chèvre ou se traîne comme un paresseux. » Malgré tout « le chaos » persiste. L'âme suisse a de la peine à naître. Que les savants, les artistes, les lettrés ne sont-ils en exemple ! N'auraient-ils pas dû, depuis longtemps, « former une Académie qui, en réunissant des éléments épars, donnât une âme active aux atomes du chaos ? » La pâte ne lève que grâce à la fermentation du levain. Et ce ne sont pas de menues parcelles de levain, agissant à l'aveuglette, qui la feront lever. Bonstetten ne démord pas de sa conviction que les peuples donnent et valent ce que valent et donnent leurs élites. En cela, il est patricien autant qu'on peut l'être, mais ce patricien est un moderne qui voit de haut et assez loin.

Le doctrinarisme politique ou la spéculation littéraire, au surplus, ne sont pas tout le domaine de

Bonstetten. Il s'est penché sur les déshérités. Dans son *Voyage sur la scène des dix derniers livres de l'Enéide*, il est mieux qu'un partisan résolu du retour à l'antique, il est une conscience. Que Chateaubriand n'ait été frappé, dans le Latium, que par la poétique magnificence de ces régions abandonnées, Bonstetten, comme y appuie M^{lle} Herking, songe à ces contrées, si florissantes jadis, « dont la côte était garnie de maisons de campagne, habitées par les plus riches Romains qui, ayant à choisir dans les trois parties du monde, préféreraient à tout l'univers connu la campagne aujourd'hui empestée de Rome ». Plus on avance dans cette sombre plaine, si riante au temps de Virgile, plus on est envahi par un sentiment d'affreuse désolation. Et le cœur se serre davantage, quand on se dit que des siècles de christianisme se sont écoulés, que cette terre dépend des Etats de l'Eglise, et qu'elle en est au point où elle est.

Outre l'air malsain, l'air pestilentiel qui infecte les marais, pénètre dans les fermes et porte la malaria jusqu'à Rome, il règne dans ce Latium maudit une indigence qui défie toute peinture.

A deux lieues de Pratica, dans l'antique Ardée, raconte Bonstetten, il y a des cavernes dans les roches volcaniques qui supportent la ville... J'en avais vu plusieurs ; mon compagnon de voyage allait entrer dans l'une de ces cavernes, lorsqu'un homme à cheval vint à toute course nous avertir de n'y pas entrer... C'est, me dit le cavalier, qu'un homme et une femme, depuis peu, sont morts de faim dans cette caverne. Il me fit voir à distance quelques brins de paille étendus sur un sol humide, et là mouraient de faim deux époux, — deux époux qui s'aimaient sans doute, — qui se voyaient mourir dans les tourments, abandonnés des hommes, dévorés vivants non par les tigres ou les lions charitables du désert, mais à petit feu

par les insectes qui les dévoraient au dehors tandis que la faim les rongait en dedans, et cela sous le palais même du prince propriétaire condamné à ignorer les maux qu'il pouvait prévenir ou soulager... Et ces deux malheureux, dont le hasard m'avait appris le supplice, n'étaient pas les seules victimes de la pauvreté ; car, dans ce même hiver, quinze personnes moururent de faim dans cette ville de misère. »

Les tableaux de ce genre, et de cette touche, ne sont pas rares dans le *Voyage* de Bonstetten. A se bien rendre compte de ceci, qu'ils ne sont pas de simples morceaux de littérature, qu'ils sont le témoignage de l'homme et du philanthrope, on aperçoit mieux que l'auteur est en avance sur son époque, et l'écho de sa pitié, de sa détresse, de sa révolte, retentit plus profondément en nous. Et la figure de Bonstetten, un peu indécise, un peu déconcertante encore, s'en trouve comme illuminée par le rayon de la flamme intérieure.

III.

Comme il l'avait marqué dans ses *Etudes de l'homme* : « La vieillesse est le résultat, je dirais presque le bilan de la vie passée. Elle est ce que vous l'avez faite, bonne ou mauvaise comme vous l'avez voulue. » Peut-être Bonstetten eût-il été moins affirmatif, s'il s'était remémoré l'une ou l'autre aventure de sa jeunesse ou même de son âge mûr, et s'il avait senti dans toute sa plénitude le don que lui faisait la nature en prolongeant avec de si généreuses attentions le beau soir de sa vie. N'y eut-il pas quelque surégoïsme dans son cas ?

La plupart des gens qui furent de son amitié ne sont plus : Charles Bonnet, Jean de Müller, M^{me} de Staël, sans parler de M^{me} de Bonstetten. Il ne leur a pas

ménagé ses larmes ; mais « Eurydice ne doit pas regarder en arrière ». L'avenir, même à soixante-dix ans, même à quatre-vingts ans, n'est-ce pas le royaume de toutes les possibilités ? Vivre, n'est-ce pas aller de l'avant ? « On m'accuse d'être léger, écrira-t-il à Zschokke, mais ne faut-il pas l'être si l'on veut se maintenir à la surface de l'eau ? » Il n'a jamais pris rang parmi les héros. Il se contente de ne refuser aucune des faveurs du destin, et, puisque l'automne est venu, puisque les souffles de l'hiver sont déjà sur lui, il s'affermirait dans l'idée que le soleil d'octobre ou de décembre vaut bien celui d'avril ou de juin.

Frédérique Brun, très femme en cela, ne sait pas vieillir. Il la gronde gentiment : « Crois-moi, Friedchen, il n'y a pas d'âge pour ceux qui pensent ; la jeunesse est dans l'âme.... Je voudrais pouvoir remettre en honneur les dernières années de la vie. N'est-il pas honteux de déshonorer ainsi l'ultime période de notre existence, honteux de voir comment, depuis Horace, on l'accuse d'impuissance, d'avarice, de sottise, de maladresse, honteux de la décrire sans vertu et sans dignité ? Est-ce que ce ne sont pas les plus belles années que celles où l'âme se fait le soutien du corps, où toute la vie, toutes les pensées aspirent à l'immortalité, et où le corps débile est dominé par la sérénité de Dieu ? Rien n'est plus divin que d'aimer alors qu'on est vieilli. » Il y a du paradoxe dans ce panégyrique un peu chaud de la saison glacée. Mais voilà, Bonstetten avait une de ces fortes santés moyennes qui sont d'un grand secours aux philosophes.

Il n'est nullement pressé de mourir. Il observe avec un intérêt passionné les événements de l'Europe. Indépendance de la Grèce, affaires de Russie, Révolution de juillet, que de raisons d'aimer la vie ! Et il

travaille, et il travaillera presque jusqu'au 3 février 1832, jour où il s'éteignit après une pénible agonie qui dura deux semaines. La décrépitude physique et la déchéance intellectuelle lui avaient été épargnées. Son corps fut transporté de Genève à Valeyres. C'est là qu'il repose....

J'ai abondamment glané dans la moisson de M^{lle} Herking et je me reproche de n'avoir pas dit assez combien est à la fois captivante et riche sa biographie de Charles-Victor de Bonstetten. Mon dessein n'a été que de mettre en relief l'un des côtés de cette sympathique et curieuse physionomie. Et, si l'œuvre de Bonstetten n'est point d'un homme de génie, elle est néanmoins l'une de celles qui excitent le plus à chercher et à penser.

VIRGILE ROSSEL.



A travers les méthodes d'éducation physique.

LA GYMNASTIQUE DE LING

Lorsque Ling (1776-1839) conçut le plan génial de sa méthode d'éducation physique, il se heurta comme tant d'autres novateurs à des préventions et à un parti pris contre lesquels il aurait peut-être échoué si la conviction et la foi qui l'animaient ne l'avaient soutenu dans la lutte qu'il avait entreprise.

On raconte qu'ayant sollicité en 1812 une subvention de son gouvernement, le ministre de l'Instruction publique d'alors lui avait répondu qu'il y avait en Suède assez de danseurs de corde sans encore les mettre à la charge de l'Etat. La réparation ne tarda guère. L'année suivante, en effet, le roi Charles XIII, souverain éclairé, fit accorder à Ling les moyens nécessaires à l'application de sa méthode.

A cette époque la Suède était ravagée par deux terribles fléaux, la tuberculose et l'alcoolisme. Contre le premier de ces maux aucune prophylaxie n'existait. La contagion, qu'aggravait encore l'abus des boissons spiritueuses, faisait donc son œuvre au sein de la population, et cette race si belle et si vigoureuse autrefois marchait fatalement à la déchéance physique et morale. Or, on peut affirmer que si la race scandinave

actuelle est peut-être le type le plus parfait de la beauté humaine, au quadruple point de vue de la stature, des proportions, de la vigueur et de la santé, elle le doit à la diffusion du système de Ling dans toute la Suède, ainsi qu'à l'œuvre persévérante des sociétés anti-alcooliques. Aujourd'hui ce pays occupe une place enviable parmi les nations civilisées. La rénovation intellectuelle et morale y a marché de pair avec la rénovation physique. Le nombre des illettrés y est nul. De toutes parts les étrangers viennent puiser à l'Institut central des connaissances précieuses pour l'enseignement de la méthode de gymnastique éducative, sous la direction éclairée des professeurs Balk, Törn-gren, Selin, Arvedson pour la gymnastique pédagogique, et Wide, Walgreen pour la gymnastique médicale.

Outre la Suède, la Norvège et le Danemark, plusieurs contrées telles que la Belgique, la Grèce, le Portugal, la Finlande, l'Angleterre et les Etats-Unis ont adopté intégralement ou en partie le système de Ling. En France, où il a ses partisans et ses adversaires, la méthode suédoise a été adoptée dans l'armée. Tous les instituteurs français sont tenus de suivre pendant la durée de leur service militaire un cours de trois mois à l'Ecole normale de gymnastique de l'armée.

Dans d'autres pays imbus des principes de Jahn, sa pénétration est lente, bien que de fervents adeptes y préparent inlassablement la voie à son adoption définitive.

Si l'on considère aussi que dans ces contrées un grand nombre de professeurs de gymnastique ont fait partie de sections soit comme moniteurs, soit à d'autres titres, on comprendra, sans l'excuser, l'antipathie instinctive qui se manifeste chez eux contre le nouveau

système, contre l'intrus dont l'adoption les obligerait à abandonner un enseignement qui leur est familier pour en introduire un autre dont ils ne possèdent le plus souvent que des notions très imprécises.

Ce qui a valu à la méthode suédoise sa réputation méritée, c'est qu'elle a un but clair et parfaitement défini parce que basée sur l'anatomie, que la progression de la difficulté dans les exercices y est obtenue avec une précision qui n'est pas atteinte au même degré dans les autres systèmes et qu'enfin elle réalise le principe démocratique, puisqu'elle peut être mise à la portée des deux sexes, des forts et des faibles, des jeunes et des vieux.

Est-ce à dire qu'elle ne soit pas perfectible ?

M. le colonel Balk, aujourd'hui directeur de l'Institut central de Stockholm, déclarait à ce propos « qu'un système de gymnastique qui n'est pas capable de se développer et de se perfectionner est condamné à mort ; c'est qu'il n'est pas basé sur la science. »

M. Törngren, ancien directeur de l'établissement précité, prononçait des paroles identiques.

Nous pourrions ajouter que la méthode éducative constitue, à notre point de vue, l'instrument le plus précieux que nous possédions actuellement pour la préparation raisonnée aux sports athlétiques.

Les derniers Jeux olympiques viennent d'en fournir la preuve convaincante. Suédois, Norvégiens et Finlandais qui pratiquent la gymnastique éducative y cueillirent une riche moisson de lauriers. Ce sont là les fruits de la méthode de Ling.

Une erreur assez répandue est celle qui consiste à dire que tout système de gymnastique doit être indissolublement lié à l'emploi des appareils. Cela peut être vrai dans les méthodes empiriques où les agrès

jouent un rôle indispensable, mais dans les contrées où la gymnastique suédoise est pratiquée, les appareils revêtent un caractère tel qu'on peut sans trop de désavantage leur substituer le corps humain, les parois, le plancher ou bien encore les pupitres des salles d'école.

Voici en quelques formules lapidaires, l'opinion de M. le D^r Tissié sur la gymnastique aux agrès :

« Les mouvements et le sport aérien aux agrès ne sont pas de la gymnastique éducative.

Toute gymnastique qui ne localise pas le mouvement et qui ne l'applique pas dosimétriquement aux articulations, en quantité et en qualité, est du sport.

» La valeur d'un professeur de gymnastique est inversement proportionnelle au nombre des agrès qu'il utilise en vue de la forme à obtenir.

» Le corps humain est le meilleur des agrès de gymnastique. »

Il est, ajouterons-nous, l'agrès le plus complet et le plus simple, celui qui comporte la plus grande variété de mouvements et qui permet d'atteindre, avec la même précision, les résultats qu'on obtient au moyen des appareils suédois. On peut donc en déduire que dans les écoles où les agrès font totalement défaut, il sera toujours possible de donner des leçons de gymnastique complètes sans utiliser d'autres moyens que ceux que nous avons mentionnés plus haut. Cela supposerait, sans doute, chez les membres du corps enseignant, des connaissances théoriques plus complètes et une certaine aptitude professionnelle qui ne seraient susceptibles d'être acquises que dans des cours spéciaux.

L'air pur et les exercices de respiration sont un des facteurs les plus essentiels de la leçon de gymnastique éducative. « Toute gymnastique qui n'est pas respi-

ratoire est criminelle », écrivait le Dr Tissié. Or, un des reproches les plus justifiés qu'on adresse aux méthodes empiriques, c'est précisément d'ignorer l'importance du rôle de la respiration dans la leçon de gymnastique, aberration scientifique s'il en fut, puisque ces méthodes préconisent, en dépit de toutes les lois naturelles, des exercices inutiles ou nuisibles, non seulement à l'amplitude de l'acte respiratoire, mais aussi au fonctionnement normal de la circulation.

Les exercices respiratoires devront évidemment se faire à l'air pur ou dans un local bien aéré, jamais dans une salle close. Il n'est donc pas exagéré de dire avec Ranke que « l'air pur est le pain des poumons. » C'est en effet la première nourriture de l'enfant et ce serait un crime que de l'en priver.

Les êtres ne respirent pas seulement par les poumons, ils respirent aussi par la peau.

« L'homme, disait Rickli, ne naît pas avec des vêtements. Par atavisme il est fait pour se baigner dans la mer de lumière et d'air, dans l'atmosphère, comme une plante ambulatoire. »

Combien d'initiatives seraient dignes de solliciter l'attention des éducateurs ! Est-ce donc une chimère d'espérer qu'un avenir peut-être prochain verra la solution des problèmes posés par la pédagogie actuelle ? Parmi ceux-ci, la nécessité urgente des bains d'air et de soleil, l'installation de piscines dans les écoles, le traitement des déviations vertébrales et la demi-heure de gymnastique quotidienne seront appelés à occuper dans l'éducation physique de la jeunesse la place importante qui leur revient de droit.

Ces buts élevés, déjà atteints en Suède, seront comme le couronnement de nos méthodes d'éducation. Un vaste champ d'activité s'ouvre donc devant nous.

D'encourageantes perspectives attirent nos regards vers des réalisations sinon immédiates, du moins certaines. Comment en douter lorsque de toutes parts la vigilance des médecins et des éducateurs a de plus en plus pour objet la santé et le bonheur de nos enfants ? Notre horizon encore obscurci par la tourmente qui a sévi sur les nations civilisées s'éclairera, acceptons-en l'augure, au soleil du progrès et de la justice.

Ce sera, nous en avons le ferme espoir, l'œuvre de demain.

LA GYMNASTIQUE DE JAHN.

Depuis l'époque où Mercurialis publia son remarquable traité *De arte gymnastica*, l'éducation physique demeura dans les limbes jusqu'au jour où Locke, Rousseau, Basedow, Campe, Wolke, Guths-Muths, Vieth et d'autres philosophes vinrent affirmer la nécessité des exercices corporels. Les grands pédagogues allemands du XVIII^e siècle, Basedow en particulier, furent les premiers à s'emparer des principes développés par Rousseau. Ils ne connaissaient guère que les exercices de la palestre : courir, sauter, grimper, jeter, se balancer, porter. Ce n'était pas encore un système complet, puisque le côté correctif de la gymnastique y était tout à fait méconnu, mais, malgré ses imperfections, il présentait de grands avantages sur celui par lequel il fut remplacé plus tard en Allemagne par Jahn et ses successeurs.

La gymnastique scolaire telle qu'elle est enseignée de nos jours en Allemagne, en France, en Italie et dans les pays démembrés de la couronne d'Autriche, comprend généralement, et à quelques exceptions près, les mêmes appareils et les mêmes exercices que chez nous. L'initiateur de ce mouvement fut Jahn, créa-

teur de la gymnastique allemande et inventeur de la barre fixe et des barres parallèles. On ne peut nier que son influence n'ait été considérable dans ce domaine, plus cependant par l'enthousiasme qu'il suscita au sein de la jeunesse de son pays que par la valeur de sa méthode. Beaucoup de personnes très averties en matière d'éducation physique pensent aujourd'hui, non sans raison, que ce fut une erreur de la part de Jahn de s'être écarté des principes de la gymnastique naturelle, énoncés et appliqués par certains de ses prédécesseurs.

Parmi les auteurs modernes qui ont joué un rôle de premier plan, soit par la parole, soit par la plume, dans des questions d'éducation physique, il faut retenir les noms des docteurs Tissié et Lagrange, du commandant Lefébure, ainsi que celui du grand physiologiste Demeny, trop tôt disparu.

Citons une des observations de ce dernier au sujet de la funeste influence des exercices de force chez l'enfant : « On n'attelle point, disait-il, un poulain à la charrue ; on ne doit pas laisser les jeux athlétiques à l'enfant, sous peine d'en faire un petit homme rabougri, un vieillard. »

Le Dr Tissié déclarait d'autre part qu'il a y de bons et de mauvais agrès :

« Au nombre de ces derniers, écrivait-il, sont le trapèze, les anneaux, les barres parallèles, les barres fixes et tous les agrès de suspension à équilibre instable. Il ne faut donc pas dire : « Il n'y a pas d'appareil dangereux, seuls les exercices qu'on peut y pratiquer le sont, » car c'est déjà trop que les exercices puissent devenir dangereux à cause des appareils. »

Dans les pays appartenant à l'école de Jahn la fréquence des accidents n'avait pas tardé à jeter un certain discrédit sur la gymnastique aux agrès, et nombre

d'éducateurs avaient signalé les dangers très réels de cette gymnastique de casse-cou.

Les deux accidents mortels survenus chez nous dans le courant du mois de novembre 1920 ne sont certes pas de nature à favoriser le développement de cette institution si intéressante à tant d'égards.

Nous devons modifier nos méthodes, mais de telle sorte qu'elles ne puissent devenir dans la suite un véritable sujet d'inquiétude pour les parents et pour les éducateurs.

Les appareils que le Dr Tissié soumet à une critique aussi sévère qu'impartiale sont de ceux que la méthode allemande emploie le plus souvent dans la gymnastique de société et parfois dans la gymnastique scolaire. Leur influence sur l'attitude est à peu près nulle, quand elle n'est pas déformante. Les mouvements qui en résultent n'ont donc aucune valeur corrective et les actions musculaires que plusieurs d'entre eux nécessitent ont surtout pour effet de contracter les muscles antérieurs du thorax et, par répercussion, d'attirer les épaules en avant en provoquant l'incurvation du dos. Chez beaucoup de gymnastes, parmi les spécialistes des anneaux entre autres, le volume exagéré des pectoraux donne souvent l'illusion d'un superbe développement thoracique. La réalité est tout autre et les résultats obtenus ne s'acquièrent qu'au détriment des fonctions les plus importantes du corps, la respiration et la circulation.

Il n'y a pas lieu d'être surpris dès lors qu'en présence de ces vices rédhibitoires et devant l'essor remarquable pris par les sports à notre époque, la popularité de la gymnastique ait pu subir quelque atteinte. C'était à prévoir, car, à mesure que se développait l'esprit sportif, le recrutement des sociétés de gym-

nastique devenait plus difficile et leur existence plus précaire.

En Suisse, où les jeux nationaux compensent dans une certaine mesure les inconvénients de la gymnastique aux agrès, la crise revêtit un caractère plus anodin qu'ailleurs. Elle n'en existe pas moins cependant et cette constatation n'a pas été étrangère à la création des jeux dits populaires qui ont lieu pendant les fêtes fédérales et cantonales de gymnastique.

La mesure qui s'impose, aussi bien en Suisse qu'ailleurs, devrait être, à notre point de vue, une réforme plus radicale des systèmes en vigueur. Comment y procéder sans ébranler à la base cette institution si intéressante à tant d'égards ? Par quoi la remplacer sans la léser dans ses intérêts les plus vitaux.

D'emblée disons que toute réforme qui aurait pour objet l'abandon complet de la gymnastique dite artistique serait vouée à un échec certain. Le progrès, dans le domaine social, moral et physique, est soumis aux lois de l'évolution et la question qui nous occupe n'échappe pas à cette règle. Le but visé par nos gymnastes tend plus manifestement, croyons-nous, au développement de leur virtuosité en vue de la préparation aux concours. Le concours est en effet le point autour duquel gravite toute l'activité des sociétés. Pendant des mois on lui sacrifie tout ; ce ne sont que répétitions fastidieuses de mouvements dont l'effet physiologique ne répond point aux efforts exigés. Si l'on songe en outre que beaucoup de sociétés prennent part à deux ou trois fêtes par année et qu'au travail en section vient s'ajouter, pour un assez grand nombre de gymnastes, le travail individuel, on ne s'étonnera donc pas qu'après un tel labeur ces jeunes gens se sentent surmenés. Cela est d'autant plus fâ-

cheux que dans certains pays ils appartiennent en majorité à la classe ouvrière et qu'astreints à un travail pénible pendant le jour, ils n'ont certainement rien à gagner à ce surentraînement prolongé jusque tard dans la soirée.

Pour procurer le délassement, l'effort doit être non seulement dosé, mais également réparti sur les différents groupes musculaires ; il ne doit pas être limité aux seules actions verticales, telles que la suspension et l'appui, ainsi que cela se pratique dans la gymnastique aux agrès. La répétition à satiété des mêmes exercices est aussi une cause de monotonie et d'ennui.

Ne nous émerveillons donc pas que le jeune homme avide de grand air et de mouvement, appelé à choisir entre une semblable gymnastique et les sports, donne le plus souvent la préférence à ceux-ci vers lesquels le portent son goût et son instinct naturel.

A ce propos, M. Georges Prade qui vient de mourir dans la plénitude de son beau talent, avait émis avant la guerre les réflexions très justes que voici :

« Ce que je reproche le plus à la gymnastique dite des agrès, ce n'est pas tant de développer à l'excès une virtuosité souvent inutile, même anatomiquement, et trop spéciale, c'est de ne pouvoir se prêter à une notation et par conséquent à une comparaison exacte. Si encore l'on nous disait : « L'homme qui fera cinquante tractions à la barre aura cinquante points, celui qui en fera dix aura dix points, » je passerais condamnation. Mais celui-ci fait le grand soleil à la barre ; l'autre aux anneaux exécute la croix de fer ; pourquoi celui-ci a-t-il dix points, pourquoi celui-là en a-t-il cinq ! Et ce qui est plus grave, pourquoi en a-t-il cinq aujourd'hui alors qu'il en avait trois ou huit il y a un an ? Est-il déchu ? Est-il en progrès ? Qui le sait ? L'examineur a changé ou a même changé sa cote. Or l'examineur a beau changer ou varier d'opinion, si je fais cent mètres en douze secondes, si je saute six mètres, si je grimpe douze

mètres, si je lève trente fois le poids, si je le jette à douze mètres, je saurai exactement que j'ai progressé et de combien j'ai progressé, ou que j'ai déchu et de combien j'ai déchu, en comparant ces chiffres de temps et de distance à ceux qu'on a pu enregistrer dans les mêmes conditions l'année précédente. »

Ces réflexions sont marquées au coin du bon sens. Elles corroborent en tous points celles que plusieurs de nos camarades exprimaient depuis longtemps. A tort ou à raison, il n'en subsistait pas moins dans leur esprit le vague soupçon que l'appréciation de tel membre du jury était erronée ou avait pu être influencée, soit par des sympathies particulières, soit par des rivalités de clocher.

C'est pourquoi nous estimons que la notation sportive est l'expression même de la vérité, parce qu'elle repose sur des données concrètes et objectives.

Il n'entre dans notre critique aucun esprit de dénigrement, bien au contraire. Si nous avons signalé sans réticences les erreurs dont souffre la gymnastique de société, nous avons également proposé les remèdes que la situation exige et nous protestons de l'intérêt très vif et très sincère que nous portons à cette institution patriotique qui nous rappelle nos plus chers souvenirs.

Nous ne désirons pas la mort du pécheur, mais qu'il s'amende et qu'il vive !

A. ZUTTER.

Poésies.

MUSIQUE INCERTAINE ¹

Parfois j'aime frôler la guitare plaintive,
Semblable au cœur brisé de l'amant sans espoir,
De mes doigts alourdis lorsqu'arrive le soir
Et qu'au ciel flotte encore une lueur tardive.

Dans la brume du rêve où la retient captive
En ses lacs très subtils le pâle Nonchaloir
Mon âme aime écouter la corde suggestive
Qui lui fait deviner, évoquer, entrevoir.

Paysage estompé qu'anime Lamartine
Où glisse le zéphir qui baise la colline,
Où tourne des soleils l'incalculable essaim,

Ame que ne torture aucun souffle malsain,
Je vénère l'écho bercé du crépuscule
Que m'apporte ton luth qui prie et qui module.

¹ M. Lucien Scheler est le petit-fils de M. Alphonse Scheler, dont on n'a pas perdu le souvenir à Lausanne et à Genève. Ces vers sont un début et un début précoce dont nous saluons la promesse : ils sont l'œuvre d'un poète sur qui n'ont pas fleuri plus de dix-huit printemps. Le talent déjà ferme et sûr qui s'y annonce nous fait espérer beaucoup de l'auteur pour l'heure de la maturité.

JOIE PURE

L'œil anxieux où danse une flamme céleste,
Le cardinal Bembo déchiffre un manuscrit
Que le moine ignorant de prières couvrit
Et que le rat mordit et que le ver infeste.

Le cœur ému, tenant en mains le pamlipseste,
Le front aurolé de gloire, l'érudit
Sent monter vers son âme, où la joie est modeste,
En lisant le velin, les plaisirs de l'esprit.

Tandis que le soleil, dont un rayon effleure
Les carreaux du vitrail, et glisse en la demeure,
Pour la première fois, au temps du Grand Léon,

Après dix siècles voit la feuille de Pergame
Aux doigts de l'humaniste heureux, que Rome acclame,
Qui lit le style pur du Latin Cicéron.

JUSTICE

Jadis le laboureur revenant à sa ferme,
Heureux d'apercevoir jusques à l'horizon
S'incliner le front d'or de sa mûre moisson,
Sacrifiait son lait et son miel au dieu Terme,

Qui, debout, évitait que la Discorde en germe
Sur les bornes du champ ne naquît sans raison,
Et le dieu sur son socle, auguste, droit et ferme,
Présidait immuable à la blonde saison.

Mais le temps de sa mousse a recouvert la pierre
Où se plante la griffe oubliée du lierre :
La charrue, en passant, dans le fond du ravin

A jeté bas le dieu qui s'est brisé la tête ;
Car la Justice est morte et chacun empiète
Aujourd'hui librement sur le champ du voisin.

EXASPÉRATION

Les arbres de la cour crispés fouettent le vent,
Quelques bourgeons trop tôt nés se fanent brûlés ;
Un souffle glacial s'engouffre à l'auvent,
Les volets de fer paraissent ailés,
Ils frappent le mur à coups redoublés.

Un crêpe de deuil recouvre le ciel.
Petite pourtant, la chambre où je suis
Me paraît trop grande et rien n'est réel.
Un courant d'air froid se glisse sous l'huis ;
Dans le labyrinthe où je le poursuis,

Mon rêve sans suite échappe à mon poing ;
Une girouette en rythmes égaux
Jette deux cris fous sur le toit voisin,
Et le grincement s'ajoute à mes maux,
Tandis que la pluie éclate aux carreaux.

Une lueur pâle à l'abat-jour vert
Inonde mes mains pendant que j'écris ;
La chambre dans l'ombre excède ma chair,
Le réveil-matin sonne un cliquetis
Qui pèse et m'étreint ; j'étouffe des cris.

Le calorifère essoufflé gémit ;
Je suis oppressé de bruits curieux,
La maison tressaille à l'assaut maudit ;
Et les esprits du noir gémissent furieux.
J'ai peur, j'ai peur de tout sous mon crâne anxieux.

LUCIEN SCHELER.





Chronique parisienne.

— • —

Chute du pouvoir. — Les comparses. — La gent des « Amis ». — Du favori de jadis au favori d'aujourd'hui. — Comment ils « arrivent ». — Le machiavélisme de la fausse modestie. — Les grands chez Montaigne et chez La Bruyère. — Les grands chez nous.

Paris, 14 janvier 1921.

Il arrive qu'au hasard des lectures et des promenades ou des corvées mondaines, le chroniqueur se dit : « Je noterai cela pour mes lecteurs. » Puis, le moment venu d'écrire sa chronique, un encombrant événement, le « fait du jour », s'impose à sa plume et toutes ses méditations sont périmées. C'est ainsi qu'aujourd'hui, je ne puis vous épargner l'ennui de lire quelques pages sur la crise ministérielle qui vient de s'ouvrir en France.

M. Georges Leygues n'est plus le chef du gouvernement français. Nul ne sait bien pourquoi, — ni lui, ni ceux qui ont voulu sa déchéance. Mais plutôt que d'essayer de vous faire la psychologie de ce Bloc national qui l'a condamné, — Bloc vraiment enfariné et qui ne dit rien qui vaille aux républicains avancés, — je vous parlerai des personnages de second plan, des comparses médiocres, qui tiennent plus de place sur la scène parlementaire et y font plus de bruit que les premiers rôles.

Et d'abord, nous avons les « Amis » des ministres et de divers « Responsables » que le protocole place au-dessus de tout. Quelques-uns de ces « Amis » sont d'anciens journalistes devenus députés, ou qui occupent cette vague fonction d'attachés de cabinet sous laquelle peut se cacher le génie intrigant d'une Eminence grise ou la simple servilité d'un porteur de billet. Ils ont été au-dessous de la foule mêlée qui semble dépendre d'eux aujourd'hui. Ils dispensent les nouvelles et les

bienfaits ; ils accordent ou plutôt promettent des places ; ils sont dans le secret du dieu ; — mais le secret du dieu est proprement le leur, à savoir que sans talent, sans idées, sans énergie, ils veulent obtenir les profits et la gloire que devraient procurer l'énergie, la pensée et le talent.

Ne croyez point que leur basse origine nuise à leur carrière. Tout s'oublie, et la cupidité ou la crédulité de ceux qui les entourent a vite fait de leur inventer des quartiers de noblesse républicaine.

Si l'on était tenté de s'indigner de ces choses, il suffirait de relire l'histoire, la vraie histoire, c'est-à-dire la petite histoire. On y verrait que les protégés des grands n'ont guère changé. La Bruyère dit : « Je ne doute point qu'un favori, s'il a quelque force et quelque élévation, ne se trouve souvent confus et déconcerté des bassesses, des petitesse, de la flatterie, des soins superflus et des attentions frivoles de ceux qui le courent, qui le suivent, et qui s'attachent à lui comme ses viles créatures ; et qu'il ne se dédommage dans le particulier d'une si grande servitude par le ris et la moquerie. » On peut croire toutefois que La Bruyère a flatté le favori de son époque, si l'on en juge par le favori d'aujourd'hui, car l'« Ami » des grands est même incapable, en notre siècle, de ces ris et de cette moquerie. Il exploite, il profite, mais il ne garde point l'avantage spirituel de railler.

En voici un qui débuta dans la carrière comme bas commis. Puis il devint le secrétaire d'un homme laborieux et têtue. Son maître est aujourd'hui un puissant « chef de groupe » à qui, il y a peu de temps, une charge assez haute fut confiée. Le commis de naguère est toujours près de lui, derrière lui, autour de lui. En même temps que s'élevait le « patron », la vanité du valet grandissait, et on l'a entendu dire, au lendemain du triomphe récent de son maître : « C'est moi qui l'ai conduit là ! »

Un autre avait pour métier, il y a quelques années, d'arracher aux personnages politiques les semblants de secrets qu'ils détiennent, pour satisfaire la curiosité des gazettes. Il est

maintenant au service d'un de ces personnages. C'est à son tour de porter le secret comme un talisman mystérieux. Il traverse la foule des indiscrets avec une morgue méprisante et le sentiment que l'Etat lui doit tout. Il sait mal l'orthographe et pas du tout la syntaxe. Il n'en morigène par moins les gazetiers et critique celui-ci ou accorde du « talent » à celui-là. Il a sa cour, qui est faite de ceux dont il était auparavant le rival dérisoire. Tant qu'il a mené une vie à demi misérable, il s'est abaissé devant tous, même devant ceux qui ne le dépassaient point ; à présent qu'il est pourvu, il ne fait pas seulement répandre la légende de sa supériorité, il y croit et se regarde végéter avec orgueil.

* * *

On reprochera à M. Millerand le choix qu'il va faire, quel que soit ce choix. Le président de la République ne saurait se plaindre des injustes reproches qui accueilleront sa sentence. C'est le tribut que paient ceux dont la mission est de choisir. Relisons Montaigne : « Les dignités, les charges, dit-il, se donnent nécessairement plus par fortune que par mérite ; et l'on a tort souvent de s'en prendre aux rois : au rebours, c'est merveille qu'ils y aient tant d'heur, y ayant si peu d'adresse. » Oui, les puissants se trompent presque toujours ; leur mérite est d'enfreindre quelquefois cette fatale règle.

Il est vain de faire leur procès, si l'on ne fait en même temps celui de tous les hommes. Dans son chapitre sur « l'Incommodité de la Grandeur », Montaigne prend une indispensable précaution oratoire pour déclarer aux grands qu'ils s'aveuglent sur les choses humaines et que lui voit clair en eux : « *Puisque nous ne la pouvons aveindre (la grandeur), vengeons-nous à en médire.* » Une fois donc avouées les tares naturelles qui sont en nous et qui nous priveraient sans doute du bénéfice de faire mieux qu'ils ne font, accusons-les, comme il est équitable, de ne pas faire ce qu'ils devraient.

A quelqu'un qui désirait fort que le pouvoir lui fût confié,

M. Millerand avait laissé espérer qu'il ne serait point déçu. Quel artifice croyez-vous qu'ait inspiré à cet ambitieux l'esprit de brigue ? Il fit partout annoncer par des gens à sa solde qu'en aucun cas il n'accepterait la trop lourde charge de gouverner la France. Il pensait ainsi paralyser les rivaux qui, ne croyant point avoir à le redouter, dirigeraient leurs coups contre d'autres. Son machiavélisme ne lui a du reste pas réussi. Mais de semblables subterfuges lui réussiront demain.

* * *

La Bruyère a posé cet axiome qui, s'il était formulé maintenant, nous paraîtrait un peu prud'hommesque : « Tout prospère dans une monarchie où l'on confond les intérêts de l'Etat avec ceux du prince. »

Sans doute, nous n'attendons pas des puissants qu'ils sacrifient tout d'eux-mêmes à l'Etat. Mais nous voudrions qu'au moins leur esprit égalât leur ambition. Notre philosophe pouvait constater, sous Louis XIV, que « le caractère du Français demande du sérieux dans le souverain ». Le Français n'a point changé, et même il renverse ses idoles aussi facilement qu'il les laisse s'installer sur l'autel, dès qu'il s'aperçoit qu'elles ne brillent que fausement. Si la république a sur la monarchie quelques avantages, celui-là en est sûrement un. Les contempteurs du présent vous diront que le gouvernement de la nation est ainsi livré au caprice des foules, qu'une œuvre n'est profitable que si elle a été longuement préparée, conduite, achevée, et que la continuité, la persévérance dans les vues est la première vertu d'un gouvernant. La république assure suffisamment cette pérennité des intentions et si le bien qu'elle réalise est insuffisant à notre gré, du moins le mal qu'elle empêche justifie sa lenteur. « Il y a de certains maux dans la République qui y sont soufferts parce qu'ils préviennent ou empêchent de plus grands maux. » (La Bruyère.) Les maux qu'on nous dénonce sont sans doute de ceux-là. Le peuple d'aujourd'hui ne réclame pas que des jeux et du pain. La tempête qui a bouleversé le monde lui a donné le goût de

la sécurité. Il n'est plus vrai que les Français chantent, mais paient.

Tout de même, quelque chose a changé, du moins à nos yeux myopes d'hommes du ^{xx}^e siècle : « C'est une politique sûre et ancienne dans les républiques que d'y laisser le peuple s'endormir dans les fêtes, dans les spectacles, dans le luxe, dans le faste, dans les plaisirs, dans la vanité et la mollesse ; le laisser se remplir du vide, et savourer la bagatelle : quelles grandes démarches ne fait-on pas au despotique par cette indulgence ! » Cette politique ancienne n'est plus sûre. Le « Tyran » ne tyrannise plus que fortuitement et en rasant avec peine. Et la crainte de ceux qui voudraient que la sagesse inspirât à la fois le souverain et son peuple n'est plus tant de voir le souverain abuser de sa puissance, que de le voir en user si mal que ce soit le peuple qui le tyrannise et nous, victimes de notre loyalisme, avec lui.

Soyons donc sévères pour ceux dont la faiblesse ou la médiocrité peuvent nous valoir de tels fléaux. Si notre sévérité avait besoin d'excuse, elle la trouverait dans cette autre pensée de La Bruyère : « La prévention du peuple en faveur des grands est si aveugle et l'entêtement pour leurs gestes, leur visage, leur ton de voix et leurs manières, si général que, s'ils s'avisent d'être bons, cela irait à l'idolâtrie. »

Et pourtant, il faut nous garder des critiques trop promptes, si nous voulons servir fidèlement Pallas, car notre « honnête homme », qui, ayant vécu chez les grands, n'ignorait rien de leur travers, a dit aussi : « L'on doit se taire sur les puissants : il y a presque toujours de la flatterie à en dire du bien ; il y a du péril à en dire du mal pendant qu'ils vivent, et de la lâcheté quand ils sont morts. » Mais à ce point de mes réflexions, je m'aperçois qu'il est trop tard pour suivre ces conseils opportuns et prudents.

JEAN LEFRANC.

Chronique polonaise.

La question de la Haute-Silésie.

L'Allemagne s'est résignée à reconnaître sa défaite sur le Rhin. Elle veut sauver sa prépondérance politique et économique à l'est de l'Europe. De la sorte, vaincue aujourd'hui, elle peut être victorieuse demain.

Son principal obstacle, son principal ennemi est aujourd'hui la Pologne, qu'elle déteste, qu'elle dénigre, qu'elle veut affaiblir par tous les moyens, afin de la détruire, afin de l'effacer de nouveau de la carte politique de l'Europe. Nous en avons eu un exemple frappant pendant la grande offensive bolchéviste de l'été passé sur Varsovie.

Elle vise surtout la Pologne, pour prendre sa revanche à l'est et préparer sa future revanche à l'ouest.

La Pologne ne sera pas forte, ne pourra pas résister à l'Allemagne, si elle n'est pas sûre de son unique port de mer, Gdansk (Dantzig), et si elle ne possède pas la Haute-Silésie.

Aujourd'hui nous voulons donner un aperçu du développement de la question de la Haute-Silésie.

Les frontières de la Pologne du côté de l'Allemagne ne sont pas encore établies, plus de deux ans après la signature de l'armistice. Et l'Allemagne devient de plus en plus menaçante.

Le 19 mars 1919, M. Jules Cambon, président de la commission spéciale des affaires polonaises de la Conférence de la Paix à Paris, avait soumis aux représentants des grandes puissances (au Conseil des Dix) les conclusions auxquelles cette commission était arrivée au sujet des frontières entre la Pologne et l'Allemagne; cette commission englobait presque toute la Haute-Silésie dans le territoire de la Pologne.

Les Allemands et certains d'entre leurs protecteurs du côté des Alliés ont commencé à crier à l'injustice.

M. Auguste Gauvain leur répondait le 24 mars 1919 dans le *Journal des Débats* : « On se récrie — d'après les dernières informations — devant le nombre d'Allemands qui seraient englobés dans la Pologne : 1 800 000, dit-on. Cet étonnement est comique. Durant un siècle et demi, la Pologne a été soumise à une germanisation et à une russification intenses.... Si l'on veut sérieusement en faire un Etat solide, on est bien obligé d'y inclure un certain nombre d'allogènes. Il n'y a là nulle injustice. L'injustice consisterait plutôt à consacrer les résultats d'une politique criminelle en laissant à l'Allemagne tous les territoires usurpés qu'elle a réussi à coloniser par la violence... »

M. Lacour-Gayet a bien dit, dans son livre *La Pologne au Congrès de la paix*, que « la Haute-Silésie (région d'Opole ou Oppeln) est une des provinces les plus essentiellement polonaises de tout le territoire de la Pologne. »

L'autre argument des Allemands est l'argument historique ; ils prétendent que la Haute-Silésie leur appartient depuis 700 ans.

M. Edouard Bernstein, le chef socialiste allemand bien connu, s'est exprimé de cette manière, dans le *Vorwärts* du 15 mai 1919, sur l'argument historique : « C'est au moins un signe de mauvais goût quand les journaux allemands racontent à leurs lecteurs que la Haute-Silésie appartient à l'Allemagne depuis 700 ans. Une pareille altération de la vérité historique ne peut que nuire à la cause allemande. Toute la Haute-Silésie fit partie, au moyen âge, de l'Etat polonais, passa, au ^{xiv}^{me} siècle, sous la souveraineté de la Bohême, devint, au ^{xviii}^{me} siècle, avec toute la Silésie, pays directement soumis à la monarchie habsbourgeoise et ne fut conquise par la Prusse qu'en 1740-42, quand Frédéric II profita de la situation difficile de l'Autriche au temps de Marie-Thérèse. Il faut bien cesser de parler de sept ou même de huit siècles. »

Pour la réfutation de l'argument historique, cela suffit.

Venons-en à l'argument économique :

En 1910, la Haute-Silésie donnait 233 800 tonnes de minerai de fer, 591 103 tonnes de minerai de zinc et 54 600

tonnes de plomb. En 1912, le nombre d'ouvriers s'élevait à 5249 et la production atteignait, dans ces trois industries, 1 048 300 tonnes, d'une valeur globale de 85 millions de francs or.

C'est la houille, d'une qualité supérieure, qui constitue la richesse principale de ce pays : en 1913, 120 000 ouvriers et une production de 43 800 000 tonnes, d'une valeur annuelle de 400 millions de francs or.

La houille de la Haute-Silésie est particulièrement apte à la fabrication du coke et par là à celle de l'acier. L'industrie allemande se servait de la houille de la Haute-Silésie pour inonder ensuite les marchés mondiaux de ses produits manufacturés. (Voir Maryan Seyda : *Territoires polonais sous la domination prussienne.*)

L'Allemagne, en 1913, avait 191 500 000 tonnes de charbon. Elle tirait de la Haute-Silésie 23 % de son charbon. Selon le fameux Keynes lui-même, la perte des bassins miniers de l'Alsace-Lorraine, de la Sarre et de la Haute-Silésie enlèverait à l'Allemagne 60 800 000 tonnes ; elle disposerait encore de 118 millions de tonnes de houille. Cette quantité suffira amplement pour le territoire diminué de l'Allemagne, tandis que la Pologne ne pourrait pas exister, comme Etat vraiment indépendant de l'Allemagne, sans la houille de la Haute-Silésie, surtout après la perte du riche bassin houiller de la Silésie de Cieszyn (Teschen) en faveur de la Tchéco-Slovaquie. En possession de la Haute-Silésie, l'Allemagne, politiquement vaincue, deviendrait économiquement victorieuse et prépondérante à l'est de l'Europe.

Mais revenons à la Conférence de la paix, de Paris. Le Conseil suprême des Alliés fit des changements très sensibles et graves au tracé des frontières entre la Pologne et l'Allemagne, présenté par la commission Cambon, mais il engloba sans condition la Haute-Silésie polonaise dans les futures frontières de l'Etat polonais.

La Haute-Silésie polonaise se trouva aussi rattachée à la Pologne dans les préliminaires de paix présentés aux Allemands.

Les Allemands arrivent à Versailles. Quelle est l'idée maîtresse de leur politique depuis la défaite ? La voici : anéantis sur le Rhin, ils ne pensent qu'à s'assurer la voie libre vers l'Orient. Elle ne peut être barrée que par la Pologne. Cet obstacle ne doit pas exister. En même temps, des voix pressantes s'élèvent, insistant sur la nécessité du rétablissement d'une Pologne forte, pour la justice d'abord, et pour créer un Etat qui serve de barrière contre l'expansion allemande en Russie aussi bien que contre la poussée bolchéviste vers l'Europe centrale.

Le Conseil des Dix a renvoyé à plusieurs reprises à la commission Cambon la question des frontières polono-allemandes ; chaque fois elle revenait avec les mêmes propositions. M. Lloyd George a toujours soulevé des objections. Sur sa demande, les Alliés font d'abord de Gdansk une ville libre et retranchent à droite et à gauche tout ce qu'on pouvait retrancher du territoire polonais sur la basse Vistule.

Le 7 mai 1919, les plénipotentiaires allemands reçoivent les conditions de paix de Versailles. Ils font leurs contre-propositions, ils font surtout une charge à fond dans la question de leur frontière à l'est. Ils abandonnent la Posnanie, mais ils veulent garder la Prusse occidentale avec Dantzig, le pays des Mazoures dans la Prusse orientale et surtout la Haute-Silésie. L'opinion allemande s'indigne. Il fallait s'y attendre.

Le 5 juin 1919, M. Lloyd George est intervenu au Conseil des Quatre, en faveur du plébiscite en Haute-Silésie.

Dans la réponse des Alliés, donnée aux Allemands le 16 juin, le plébiscite est ordonné. Il se trouve prévu dans le traité de paix de Versailles signé le 28 juin 1919.

Le *Times*, de Londres, disait bien vrai à ce moment-là : « Nous avons constitué une faible Pologne dans une situation désespérée, entre 70 millions d'Allemands qu'une nécessité suprême pousse à une nouvelle expansion industrielle et 120 millions de Russes possédant la plus riche contrée inexploitée du monde et destinée à demander à l'Allemagne ce qu'elle est en état de donner. »

Par le plébiscite ordonné en Haute-Silésie, les Alliés ont

attisé un nouveau feu à l'est. Au lieu de la paix, par l'établissement de conditions réglées, de frontières fixées, ils ont jeté une nouvelle pomme de discorde entre les Polonais et les Allemands.

LÉONARD GLABISZ.

Chronique allemande.

Kaléidoscope berlinois. — L'abaissement du niveau moral et la criminalité. — Un peuple affamé. — Conséquences politiques de la sous-alimentation. — Sentiment monarchique et esprit républicain. — Les *Mémoires* d'Erzberger. — Le sens politique de Guillaume II. — Livres d'histoire littéraire.

Au début de l'année, le chroniqueur berlinois de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, établissant le bilan des deux premières années de la République allemande, traçait un tableau fort sombre de la vie morale de son pays. « L'homme qui s'attachera un jour à écrire l'histoire allemande, pendant ce temps, disait-il, ne pourra négliger les innombrables procès dans lesquels se reflètent, comme dans un miroir grotesque et fantastique, les circonstances sociales et politiques de notre temps. » Il remarque que la révolution a été moins sanglante que la révolution anglaise ou la révolution française, mais que, s'il n'y a pas eu de tribunaux révolutionnaires et de guillotine et si le sang versé s'est borné à quelques assassinats politiques et à quelques insurrections de prolétaires, les désastres moraux n'en sont pas moins considérables. C'est l'affaissement moral de son peuple qui le frappe le plus. Il s'occupe sans doute principalement d'une grande ville, de la capitale politique de l'Allemagne, où le contre-coup des événements s'est fait sentir d'une manière plus intense que dans le reste du pays, mais ce qui l'épouvante partout, c'est l'abaissement de la conscience. « A la ville comme à la campagne, dit-il, les vols et les assassinats se multiplient ; on n'a jamais vu autant de procès scandaleux se dérouler devant les tribunaux ; les lieux de diver-

tissement sont les tripots ou les salons de dames dont les mystères en déshabillé (*Nackttänze*) font rougir les plus vieux criminalistes ; on ne respecte plus rien : ni les églises, ni les sanctuaires ; on a pillé les tombes de Bismarck, de Moltke, du roi Guillaume ; on a volé les pierres précieuses du trésor de Sainte-Elisabeth à Marbourg ; quant aux galeries de tableaux, il y a longtemps qu'elles sont devenues la proie d'une bande de professionnels qui dans le choix de leurs vols révèlent un goût et des connaissances peu communes. »

Tel est le kaléidoscope que le chroniqueur berlinois fait passer sous nos yeux et, comme contraste de ce tableau du monde où l'on s'amuse, il ne manque pas de faire surgir le peuple mourant de faim et prêt à se porter à tous les excès. Cette Allemagne mourant de faim a été aussi évoquée par le professeur Færster dans un article retentissant. Ce philanthrope, dont la bonne foi ne saurait être mise en doute, fait de fréquents séjours en Allemagne et chaque fois il en revient avec la conviction que, si l'on ne secourt pas son malheureux peuple, si l'on n'alimente pas suffisamment les nouveau-nés, c'en est fait de la nation. La sous-alimentation qui a commencé pendant la guerre est devenue pire depuis la paix, et c'est surtout dans la classe moyenne, parmi les petits bourgeois, qui sont l'ossature même du pays, que les ravages sont grands. « La plupart des gens, dit-il, ne se rendent même plus compte clairement de ce qui leur manque ; ils constatent seulement qu'ils ont de plus en plus une absence de joie grandissante, une grande nervosité et de fréquentes absences d'esprit. »

M. Færster jette le cri d'alarme, car à l'étranger, sans tenir compte des circonstances particulières où se trouve l'Allemagne, on exige beaucoup de ce pays. « Comment voulez-vous qu'il travaille et qu'il paie, dit l'écrivain, s'il n'est pas nourri ? Pour orienter nouvellement sa vie, il faut le courage et l'espérance de vivre. Or, ces deux qualités font totalement défaut au peuple allemand aujourd'hui, moins sous l'effet de la débâcle politique et militaire que par des raisons physiologiques, conséquences de la sous-alimentation à laquelle il a été condamné depuis plus de quatre ans. Il est dans un état

d'épuisement nerveux qui le rend incapable de se relever par lui-même. »

C'est à cette faiblesse physiologique que M. Færster attribue la passivité de l'Allemand en face du malheur et même son incapacité à organiser des révoltes de faim (*Hungerrevolten*). C'est possible. Néanmoins, des observateurs impartiaux remarquent que l'Allemand est si travailleur et si discipliné que même dans les circonstances les plus difficiles son zèle et sa persévérance ne se démentent pas. Un correspondant de journal de l'Allemagne du sud, après avoir montré dans des considérations de Noël (*Weihnachtsbetrachtungen*) la profondeur de la misère de toute une partie de la nation, écrivait néanmoins : « Le bilan de l'année écoulée est moins attristant qu'on ne serait disposé à le croire ; une chose est hors de doute : on recommence à travailler et l'on travaille avec ardeur, partout où la chose est possible. La conviction que les Allemands doivent travailler et que le travail seul les sauvera, s'implante de plus en plus dans l'âme de notre peuple. C'est déjà un gain considérable. C'est la clef qui nous permettra d'ouvrir la porte de l'avenir. »

Il est bien certain qu'à l'étranger on commence à entrevoir cette vérité. L'Amérique la première a donné l'exemple de la manière dont on peut venir en aide aux Allemands pour les mettre en état de faire face à leurs obligations ; l'Angleterre a suivi, et maintenant il semble que ce soit le tour de la France. M. Jean Herbette, au retour de son voyage en Allemagne, a dit : « L'opinion allemande doit se convaincre que la France, créancier humain et intelligent, cherche à développer la solvabilité de son débiteur. »

Pour cela, il est nécessaire que l'Allemagne fasse de la bonne politique et répudie les erreurs du passé. On s'agit toujours dans les hautes sphères et la presse, achetée à prix d'or par le milliardaire Stinnes, fait souvent entendre des paroles imprudentes. Les chefs militaires font aussi parfois cliqueter leurs sabres et les hobereaux prennent des attitudes agressives. On s'en inquiète à l'étranger et tout particulièrement en France ; on dit : « La réaction commence à relever la tête. » Je crois

qu'on exagère. Il est significatif, par exemple, que la mort de Bethmann-Hollweg a passé presque inaperçue et la plupart des journaux qui ont consacré des notices nécrologiques à l'homme d'Etat ont blâmé sa politique. Même les *Münchner Neuesten Nachrichten* reconnaissent que cet homme, qui paraissait bien intentionné, fut emporté par la folie générale de la toute-puissance de la force qui était celle des cercles politiques dirigeants allemands.

De cette folie de la *Machtwille* il semble qu'une partie du peuple allemand — la partie saine — commence à se guérir. On dit toujours : « L'Allemagne est en république, mais l'Allemand a-t-il l'esprit républicain, c'est-à-dire l'esprit qui l'amènera à conserver les institutions que la révolution lui a données ? » Il est difficile, pour le moment, de faire à cette question une réponse affirmative. Certes, l'Allemand n'a pas, pour une république qu'il ne désirait point et qui lui a été imposée par les événements, l'attachement que le Français patriote avait pour la sienne en 1870. Le peuple allemand est lent à comprendre ; la république l'a surpris ; il n'y était pas préparé, mais il s'y fera et s'y fait déjà en voyant qu'elle est l'inévitable et, que de tous les gouvernements, c'est encore celui qui peut le mieux servir ses intérêts. Je lisais récemment l'étude d'un démocrate du sud de l'Allemagne, *Zwei Jahre deutscher Republik*, qui établit par des faits péremptoirs que l'idée républicaine pénètre lentement les masses et que le peuple, sans avoir tout à fait l'esprit démocratique, se convertit peu à peu à cette idée. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'actuellement une restauration monarchique semble impossible en Allemagne. L'empereur et la famille impériale sont trop décriés pour avoir jamais l'espoir de remonter sur le trône. Il existe, certes, dans certains Etats, — en Bavière, dans le Hanovre et en Prusse, — des partis royalistes ardents, mais comme le *Putsch Kapp* l'a montré, ces partis n'ont aucune chance de faire triompher leurs idées.

Les révélations de Kautsky, *Comment fut déclenchée la guerre mondiale, avec documents secrets de la chancellerie allemande, annotés par Guillaume II*, ne sont, certes, pas faites pour relever

le prestige de la dignité impériale, et les mémoires d'Erzberger — *Erlebnisse im Weltkrieg*¹ — fortifieront encore ce sentiment. On imaginerait difficilement plus grandes pauvretés politiques que les propos que l'ex-chef du centre met dans la bouche de l'ex-empereur. C'était au moment de la conférence des chefs de partis, le 20 juillet 1917, peu après qu'avait été votée la fameuse *résolution de paix* dont l'initiateur fut précisément Erzberger. Toujours glorieux et sûr de son fait, l'empereur trace un tableau fantastique de la situation : la résolution de paix devient dans son imagination une « paix de compensation » qui permettra à l'Allemagne d'empocher l'argent des Alliés ; il affirme, d'autre part, qu'il y a fissure dans le bloc de la coalition et que le jour est proche où la France s'alliera à l'Allemagne pour écraser l'Angleterre, seconde guerre punique que lui, Guillaume II, conduira ; il soutient ensuite que la guerre sous-marine ne tardera pas à faire sentir ses effets et que, dans peu de mois, la fière Albion sera à genoux devant l'Allemagne ; enfin, après avoir parlé d'un plan grandiose d'inonder la Roumanie par un projet néronien de canaux dérivés du bas Danube, l'empereur exprime son mépris pour ce pays balcanique par cette phrase lapidaire : « Tant que les gens de l'Est portent la chemise au-dessus du pantalon, ce sont des gens honnêtes, mais dès qu'ils portent leur chemise dans le pantalon et en même temps un ordre sur la poitrine, ce sont de sales cochons (*Schweinehunde*). » M. Erzberger nous apprend que la conversation, qui s'était déroulée au milieu de la fumée des cigarettes dont le vice-chancelier Helfferich était le distributeur, se termina par un éclat de rire général.

Qu'il est significatif ce petit tableau de genre et combien il en dit long sur la mentalité de cet empereur, maître des destinées d'un grand peuple, chef suprême de l'armée et de la marine d'une puissante nation ! Tous ses auditeurs restaient suffoqués. « Cet entretien, dit Erzberger, fut comme le coup de pioche le plus profond pour le renversement du régime.

¹ Deutsche Verlags-Anstalt. Stuttgart und Berlin, 1921.

Des députés à cheveux gris, qui jusqu'alors n'avaient rien voulu savoir du régime parlementaire, dirent ouvertement, ce soir-là, que le système en vigueur conduisait l'Allemagne aux abîmes. »

Ils sont bien curieux les *Mémoires* de ce politicien madré, qui a certes des péchés sur la conscience, mais qui les a rachetés par la franchise qu'il met à reconnaître ses torts. M. Erzberger a eu les yeux ouverts un peu tard, mais quand il a vu la vérité, il n'a pas hésité à répudier ses erreurs et à instruire son peuple. Dès la Marne, il eut des doutes sur le succès et il s'employa à réparer les fautes en se chargeant de missions secrètes en Suisse et en Italie. Dans des pages vengeresses, il exhale sa colère contre les militaires jusqu'aboutistes qui ne croyaient pas plus que lui à la victoire, mais qui continuaient à jeter des peuples à la boucherie. Il ne craint pas de flétrir la faute initiale de l'Allemagne dans cette guerre, la violation de la neutralité belge, qui aliéna à son pays la sympathie de tous les honnêtes gens dans le monde. Ce politique clairvoyant est peut-être l'homme le plus détesté en Allemagne. Il est seulement dommage que les qualités morales de Mathias Erzberger ne soient pas à la hauteur de son intelligence. Après les révélations du procès Helfferich, il est difficile de croire que le salut de l'Allemagne puisse jamais se trouver dans les mains d'un tel homme.

— Dans son malheur, l'Allemagne se réfugie volontiers dans le passé : elle y trouve des exemples qui la réconfortent et des raisons d'espérer pour l'avenir. Ce sont surtout les grands écrivains de l'époque classique qui sollicitent son attention. Un éditeur, M. Teubner, de Leipzig, a compris tout le profit que son peuple pourrait tirer de cette communion avec les esprits éminents du passé et il vient de mettre en vente un certain nombre de volumes, dont les uns sont des œuvres nouvelles et les autres des œuvres déjà un peu anciennes, mais qui ont été remises au point et adaptées aux circonstances du jour. Entre toutes ces œuvres, il me plairait d'étudier *La poésie lyrique allemande*¹, du professeur Ermatinger, si ce livre, qui

¹ *Die deutsche Lyrik, in ihrer geschichtlichen Entwicklung von Herder bis zur Gegenwart*, 2 Bände, 1921.

est écrit par un Suisse professeur à l'université de Zurich, ne rentrait dans ma chronique suisse-allemande, pour laquelle je le réserve. Mais je puis ici m'occuper d'un livre sur le même sujet : *Die deutschen Lyriker von Luther bis Nietzsche*, du professeur Philippe Witkop, dont l'éditeur nous donne une édition nouvelle revue, augmentée et améliorée. L'auteur, marchant sur les traces de Dilthey, fait de la critique littéraire en psychologue et en moraliste. Répudiant la pure méthode philologique, il s'attache à faire connaître l'écrivain, à pénétrer jusqu'au tréfonds de sa nature pour montrer ce qui constitue son individualité et son originalité. Le côté esthétique n'est certes pas négligé et le critique étudie aussi historiquement les rapports que les poètes ont avec les idées de leur temps. Il montre avec raison que les grandes individualités artistiques sont toujours des types d'humanité supérieure et qu'à ce titre ils méritent de devenir des conducteurs d'hommes. Ce qu'il y a de certain, c'est que la résonance de leur pensée retentit longuement sur les générations suivantes. Un premier volume de cette réédition est consacré à Klopstock, Goethe et Hælderlin, auxquels M. Witkop a joint une nouvelle étude sur Hebel. Le second volume paraîtra prochainement.

L'ouvrage classique de Dilthey, *Das Erlebnis und die Dichtung*¹, a été aussi réimprimé dans la même librairie. On se rappelle qu'il contient des essais sur Lessing, Goethe, Novalis et Hoederlin. Ce sont sans doute les meilleurs essais qu'on ait écrits en Allemagne ces dernières années : ils sont à la fois littéraires et philosophiques, et le dernier caractère l'emporte sur le premier. On a donc mieux que des portraits d'écrivains : on a de belles descriptions d'âmes.

— Un écrit de tout autre nature et de caractère intime est celui que M^{me} Gertrude Bäumer a consacré aux amies de Goethe². Par amies, il faut entendre toutes les femmes qui ont joué un rôle dans la vie du grand écrivain, depuis sa mère, la

¹ Siebente Auflage mit einem Titelbild. Leipzig und Berlin, B. G. Teubner, 1921.

² *Goethes Freundinnen*. Briefe zu ihrer Charakteristik. Ausgewählt und eingeleitet von Ministerialrat Dr Gertrud Bäumer. Mit 12 Abbildungen. Leipzig, B. G. Teubner, 1921.

fameuse Rätin, jusqu'à M^{me} de Stein, son amie de Weimar, et Christiane Vulpius, qui devint la compagne de sa vie. L'auteur nous les présente (elles sont quinze en tout) dans de courtes notices, ensuite il leur laisse la parole, en citant des fragments de lettres significatifs, ce qui est une agréable manière de faire la connaissance des gens. Le livre est d'une lecture très plaisante.

Les deux derniers livres dont il me reste à parler sont groupés sous le même titre : *L'héritage de Weimar*. L'un, dû à la plume de M. Karl Bornhausen, professeur à l'université de Breslau, est consacré à Schiller, Goethe et à l'idéal humain que ces écrivains représentent en leur qualité d'Allemands ; l'autre, de M. Hermann Schurig, s'occupe des questions actuelles que ces auteurs ont déjà exposées et résolues avant qu'elles se posassent avec acuité à notre époque¹. Evidemment, rien n'est nouveau sous le soleil, mais pourquoi M. Bornhausen veut-il faire de cet idéal humain quelque chose qui soit particulier à la race germanique ? Qu'il dise que des poètes germaniques comme Schiller et Goethe l'aient incarné d'une manière particulièrement brillante, passe encore, mais nous nous insurgons quand il veut faire de ces qualités l'apanage d'une race.

Nous souhaitons que l'appel qu'il adresse à son peuple, de revenir à l'idéalisme qui a fait autrefois sa grandeur, soit entendu. C'est aussi celui de M. Schurig qui, voyant comme lui dans Schiller et Goethe les deux grandes personnalités allemandes qui ont fixé le sort de la nation, voudrait qu'on revînt à leur enseignement. « L'Allemagne, dit-il, a beaucoup perdu par la guerre : puissance, honneur, considération, richesse. Elle doit regagner d'autres biens. Quels sont ces biens ? Les biens idéaux, legs de ses poètes. » C'est tout un programme de régénération nationale que ces écrivains déroulent sous nos yeux.

ANTOINE GUILLAND.

¹ *Aus Weimars Vermächtnis* : 1. Bornhausen, *Schiller, Goethe und das deutsche Menschheitsideal* ; 2. Schurig, *Lebensfragen in unserer klassischen Dichtung*. Leipzig, B. G. Teubner, 1921.

Chronique américaine.

Le bilan des élections présidentielles et l'effondrement du wilsonisme. — Critiques concernant le rôle des femmes dans la campagne électorale. — La baisse des prix et ses effets. — Le problème et les dangers de l'immigration. — Célébration du troisième centenaire du débarquement des *Pilgrim Fathers*. — Festival du centenaire de Jenny Lind. — Les livres.

Nous sommes donc enfin sortis de cette période d'incertitude, fort désagréable, qui, aux Etats-Unis, tous les quatre ans, précède les élections présidentielles. C'est toujours un mauvais moment à passer, caractérisé par une quasi-stagnation des affaires, une sorte d'engourdissement général. Tout le monde semble attendre quelque chose, — qui habituellement, du reste, n'arrive pas. *Après les élections* est un avenir gros de promesses qui doit, régulièrement, nous apporter une collection de panacées diverses aux maux sociaux et économiques dont nous souffrons. L'on pouvait s'expliquer un peu cet état d'esprit au temps où un changement de direction gouvernementale amenait un partage des dépouilles du parti vaincu, une véritable curée de places — et de sinécures. Mais, depuis que Cleveland et Roosevelt ont rendu au pays l'immense service de soustraire nombre de fonctions publiques à la rapacité des politiciens, et aussi depuis que la question des tarifs de douanes, arène habituelle des *républicains* et des *démocrates*, a perdu beaucoup de son importance, il n'est pas très facile de comprendre pourquoi la nation presque tout entière se montre nerveuse et anxieuse pendant les deux ou trois mois précédant la date des élections présidentielles. Peut-être, après tout, est-ce là seulement une évolution naturelle de notre esprit, car celui-ci aime à se leurrer d'illusions agréables, et cherche avec avidité des signes d'un temps meilleur? Un fait certain est que les masses sont persuadées que l'avènement de M. Harding comme président marquera le début d'une ère de baisse générale du coût de la vie. C'est à peu près la seule préoccupation du moment.

En réalité, la tension nerveuse à laquelle nous venons de faire allusion avait d'autant moins de raison d'être que le résultat des élections n'était pas douteux. Les démocrates n'ont guère lutté que pour la forme, malgré les objurgations du président Wilson et de ses amis. Dans nombre de villes, ils ont même renoncé à ces traditionnels cortèges, à ces « parades » aux flambeaux, même au déploiement de ces énormes transparents qui constituent la réclame électorale en Amérique. La seule incertitude portait sur l'étendue du succès des républicains. Nul, en vérité, ne comptait sur un tel effondrement du parti au pouvoir ; et il est absolument indéniable que c'est bien plutôt là un écrasement du wilsonisme, qu'une défaite des démocrates. La preuve en est dans le nombre de ceux-ci qui ont voté pour le candidat du parti opposé.

— On croyait volontiers que les élections de novembre dernier auraient un aspect particulier, causé par le premier exercice du droit de vote des femmes. Sur ce point, l'on a été déçu. Les femmes ont voté en très grand nombre, mais c'est tout. Fort peu d'entre elles ont été choisies comme candidats à des fonctions publiques ; et cela donne l'impression très nette que les hommes n'entendent point perdre la position qu'ils occupent dans l'administration du pays. Plusieurs femmes de réelle valeur, qui se présentaient aux élections, ont été battues par des concurrents masculins très inférieurs, et n'ont pas été soutenues par les voix de leur propre sexe. Il y a là un fait assez significatif qui préoccupe maintenant d'une façon sérieuse les leaders du féminisme. Il semble évident que les femmes, satisfaites d'avoir obtenu le droit de vote, abandonnent cette unité d'action à laquelle est dû leur triomphe, après tant d'années de lutte. Elles ne suivent aucun plan défini, agissent individuellement. C'est pourquoi une campagne active se fait en ce moment pour amener la constitution d'un « parti féminin », ayant pour but, non pas l'organisation d'une troisième grande division politique faisant concurrence aux démocrates et aux républicains, mais bien la formation d'un *foyer de résistance*, d'union, permettant aux électeurs féminins de choisir et faire

réussir les candidats de leur sexe ou ceux des postulants mâles qui méritent l'élection.

— Nous parlions plus haut de la vie chère, et des espérances fondées, sous ce rapport, sur l'arrivée des républicains au pouvoir. Il est probable que ces derniers cueilleront des lauriers auxquels ils n'auront guère de droits. En effet, si des symptômes très réels de diminution des prix commencent à se manifester, cela provient tout simplement du jeu naturel des facteurs économiques. Les prix sont arrivés à un taux si élevé que le consommateur a fini par regimber, malgré cette disposition bien connue à l'extravagance sur laquelle les profitards comptaient un peu trop. Les magasins de détail sont aujourd'hui encombrés de marchandises, dont nombre sont périssables ; les commandes faites aux producteurs sont donc réduites à un minimum sans précédent. Il va de soi que manufacturiers et marchands en gros ont immédiatement baissé leurs prix. Cet état de choses se fût produit encore plus rapidement si les consommateurs avaient pu s'entendre pour organiser des boycottages temporaires comme cela a eu lieu dans certaines contrées d'Europe. Mais ceci est impossible, semble-t-il, dans un pays si vaste et soumis à des influences si variées. Du reste les profitards ne sont pas les seuls à blâmer pour ce qui arrive : les prétentions exagérées des ouvriers, en faisant monter les salaires d'une façon injustifiable, ont causé sans doute la plus grande partie du mal ; et elles ont fourni aussi aux manufacturiers peu scrupuleux un moyen de couvrir leurs bénéfices excessifs. Mais, juste en ce moment, par suite du manque de commandes occasionné par les hauts prix de ces temps derniers, un nombre considérable de manufactures et usines se sont fermées provisoirement ou ont réduit le travail à trois jours par semaine. Ceci, se produisant aux approches de l'hiver, a jeté le désarroi parmi les ouvriers, mais aura, en revanche, une action sur la cherté de la vie, parce que les travailleurs se montrent maintenant décidés à accepter des réductions de salaires allant jusqu'à 20 et 25 %. Il y a donc une claire lueur d'espoir à l'horizon, pour la multitude de gens dont les revenus

n'avaient pas augmenté dans les mêmes proportions que le coût de la vie. Ceux des ouvriers qui ont été assez prévoyants pour mettre de l'argent de côté ne souffrent pas d'une manière très sensible : malheureusement, ils forment l'infime minorité. Les autres, toutefois, n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Les profitards ont profité — et par suite ne font pas trop mauvaise mine. Il semble que les individus les plus atteints par la nouvelle tournure de la crise économique soient les marchands au détail qui, nous l'avons vu plus haut, ont accumulé à hauts prix des stocks dont ils ne peuvent plus se défaire avantageusement.

— La question de la baisse des salaires, si importante dans le problème de la vie chère, est intimement liée à celle de l'immigration. Il est clair qu'une affluence de travailleurs étrangers aurait une influence sérieuse sur le taux de rémunération de la main-d'œuvre. C'est en grande partie parce que les ouvriers américains se sentaient sans concurrents pendant ces années de guerre qu'ils ont poussé les salaires à une hauteur fantastique. Longtemps on a pensé que, par suite des besoins de la reconstruction en Europe, la source de l'immigration serait tarie, au moins pour près d'un quart de siècle. En fait, il se produisit même à un certain moment un mouvement de rapatriement parmi les ouvriers immigrés établis aux Etats-Unis. On évalue à plusieurs centaines de mille les étrangers, non naturalisés, de cette classe, qui retournèrent dans leurs foyers, — principalement en Italie. Toutefois ceci n'a été que temporaire ; contrairement aux prévisions les plus généralement répandues, l'émigration européenne vers l'Amérique s'est affirmée soudainement d'une façon formidable. Récemment, durant une certaine période, il arrivait aux Etats-Unis une moyenne de 5000 étrangers par jour. Les renseignements reçus d'Europe tendent à montrer que les agences des compagnies de navigation sont assiégées par une foule de gens qui, dans leur hâte de quitter le Vieux-Monde, offrent le double du prix de passage pour trouver place sans délai sur les paquebots. Le mal est que plusieurs gouvernements aident au mou-

vement en facilitant les formalités à ceux de leurs ressortissants qui sont peu recommandables. « Radicaux », infirmes, criminels, faibles d'esprit paraissent donc constituer une forte proportion de nos futurs immigrants. Tous ces gens-là sont surtout originaires d'Italie, Pologne, Espagne, Portugal, Serbie, Belgique, et des ex-Etats balkaniques. Il semble que des multitudes d'Allemands et Autrichiens sont disposés à quitter l'Europe et n'attendent pour partir que la conclusion de la paix avec les Etats-Unis. M. Wallis, commissaire d'immigration au dépôt d'Ellis Island, à New-York, a annoncé que, récemment, le ministre des affaires étrangères de Pologne avait dans ses bureaux 311 000 demandes de passeports présentées par des paysans et artisans qui veulent émigrer aux Etats-Unis. L'Arménie, dit-on, a un surplus considérable de femmes ; et il est probable que cet état de choses n'a pas échappé aux Américains importateurs de ce qu'on appelle ici les *White Slaves* (les serves blanches) ; en tout cas, il a paru si sérieux que la Société des Nations le fait étudier afin de parer au mal, si possible. De France et d'Angleterre, il ne vient pour ainsi dire aucun émigrant. Les pays scandinaves, la Hollande ne fournissent qu'un contingent fort restreint. En somme, plus que jamais, nous sommes menacés d'une sorte d'invasion de la part des Allemands d'une part et, d'autre part, d'individus illettrés, ignorants ou dangereux ; ceux qui sont vraiment désirables forment l'exception.

Dans ces conditions, l'administration, passablement inquiète, a demandé au Congrès de prendre des mesures défensives. Quatre propositions de lois sont en ce moment sur les bureaux de la Chambre et du Sénat, afin de suspendre l'immigration pour une durée qui varie avec les différents *bills*. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que, malgré l'existence d'un réel danger, l'opinion publique ne serait pas contraire à l'immigration, si elle n'avait été travaillée par les syndicats ouvriers, lesquels ont peur de voir les salaires, déjà sur le déclin, tomber encore plus bas, au cas où des nuées d'étrangers viendraient chercher de l'ouvrage dans ce pays.

— Dans un moment comme celui-ci où conversations, articles de journaux, conférences ne roulent guère que sur les troubles économiques, sur les exploits des profitards et les « vagues de crime » désolant nos grandes villes — et même nos humbles campagnes — c'est, certes, avec soulagement que l'on accueille la diversion causée par des événements tels que le troisième centenaire du débarquement des Pèlerins en Amérique ; et, surtout peut-être, par le centenaire de la célèbre cantatrice Jenny Lind.

La première de ces célébrations a eu un caractère plus particulièrement religieux — cela va de soi — et très général, car il n'est guère de bourgade, aux États-Unis, qui n'ait tenu à organiser un petit festival en l'honneur des hardis pionniers de 1620. Les grands centres ont été gratifiés de la visite de la mission anglo-française envoyée d'Europe à cette occasion, et dont le personnage le plus important était le héros de Verdun, le général Nivelle. Ce dernier doit sans doute à sa qualité de protestant d'avoir été choisi comme représentant du gouvernement français aux fêtes des « Pilgrim Fathers ». Ses beaux états de service lui ont valu ici un grand succès de curiosité, quoique les masses témoignent généralement, aujourd'hui, une sorte d'aversion pour tout ce qui leur rappelle la guerre.

— L'autre événement a été tout à fait local. Il ne pouvait se passer, en effet, qu'à New-York où Jenny Lind s'est fait entendre pour la première fois au Nouveau-Monde dans ce vieux théâtre de Castle Garden, jadis un des plus célèbres d'Amérique, et bien déchu aujourd'hui, car, après des dégringolades successives, il est ravalé au rang d'aquarium. Il n'a donc pas été possible de reconstituer absolument le cadre de la fameuse « première » du « Rossignol de Suède ». Avec le plus grand soin, l'on s'est efforcé d'atteindre la couleur de l'époque au concert donné à Carnegie Hall, le jour même du centenaire de la fameuse artiste. Cette dernière était représentée par une cantatrice de talent, M^{me} Frieda Hempel, qui, vêtue comme Jenny Lind lors du récital de 1850, chanta les mêmes morceaux. Pour ajouter encore à l'illusion, un de nos meilleurs

acteurs, Tom. Wise, déguisé en Barnum, présenta M^{me} Hempel, ainsi que le « père de la réclame » le fit pour M^{me} Lind, sur la scène de Castle Garden. A l'occasion de cet événement la presse a exhumé nombre d'articles, commentaires, etc., sur le talent de celle qu'on a appelée l'*idéale petite paysanne scandinave*.

— Parmi les livres de fin d'année, il en est peu qui méritent vraiment d'attirer l'attention du lecteur — je veux dire du lettré — européen. Cependant, l'on peut citer, chez Scribner's, *Theodore Roosevelt and his Time*, écrit par Joseph Bucklin Bishop ; et aussi un ouvrage de Kermit Roosevelt, (fils du défunt « colonel »), intitulé *The Happy Hunting Grounds*, dans lequel ce jeune homme raconte les aventures de chasse de son père, et les siennes, dans l'Amérique du Sud. Le même éditeur donne également *Italy and the World War*, une étude importante due à la plume de M. Nelson Page, ex-ambassadeur des Etats-Unis à Rome.

Chez Dutton, Samuel Compers, le leader de l'Organisation du Travail dans ce pays, publie *Labor and the Common Welfare* (le travail et le bien public), une contribution de mérite à l'histoire des *Labor-Unions*. Le même éditeur a mis en vente *The Ordeal of Mark Twain*, par M. Van Wyck Brooks ; un ouvrage sérieux qui a provoqué des polémiques ou plutôt des protestations parmi les nombreux admirateurs du défunt humoriste. L'auteur a en effet voulu prouver que Twain, sur ses vieux jours, est devenu pessimiste, parce qu'il était au fond un *satiriste* et non un humoriste, et qu'il a acquis trop tard la conviction qu'il s'était laissé dévoyer de sa vraie route par l'influence de son entourage ; cette constatation lui aurait donné le sentiment que « sa vie était manquée ». La thèse est hardie, mais ne paraît pas reposer sur des preuves irréfutables. Néanmoins, le livre est certainement l'un de ceux que l'on ne regrette pas d'avoir lu. Personne ne s'étonnera que nous ayons à parler d'un ouvrage sur *The League of Nations* ; celui-ci est édité par M. Stephen Pierce, aux bureaux de l'*Atlantic Monthly*. Dans ce livre, chaque chapitre est traité par un écrivain

différent, un spécialiste étudiant une phase, ou un aspect particulier de la question. Ce travail est intéressant pour quiconque désire avoir le point de vue impartial d'Américains de valeur sur le principe et le fonctionnement possible d'une Société des Nations.

Pour en finir avec cette liste, déjà assez longue, ajoutons que E. Phillips Oppenheim, surnommé par ses amis le « Prince des Conteurs », a continué ses séries par *The Wicked Marquis* (le marquis malfaisant). Nous renvoyons, sur cet auteur, aux renseignements données dans la livraison de mars 1918 de la *Bibliothèque universelle*.

GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.

Chronique politique.

Changement de temps. — La Conférence de Paris — Les questions du jour. — L'action du bolchévisme en Europe. — Politique intérieure : France, Italie. — Les projets de M. Harding.

Au temps de l'avant-guerre, cette chronique portait surtout sur les événements intérieurs qui agitaient les nations. A part la question d'Orient et les agressions de l'Allemagne au Maroc, la politique extérieure créait peu de soucis. Et les entrevues de souverains ou d'hommes d'Etat, où les affirmations pacifiques succédaient aux embrassades, suffisaient à rassurer les âmes simples. Il n'en est plus ainsi maintenant. Malgré les traités dûment signés et les innombrables conférences qui ont suivi, l'Europe n'est pas d'aplomb. Le vice politique qui subsiste n'est pas la cause des maux qui continuent à s'appesantir sur le continent : écarts inouïs du change, difficulté des communications, crise financière, industrielle et commerciale, chômage, déficit d'alimentation, etc. Les phénomènes économiques échappent à la volonté des diplomates... Mais pour que la reprise des affaires se dessine, pour que le bien-être

reparaîsse, il est indispensable que les questions politiques soient au préalable réglées, que les États sachent sur quel pied ils vivent, que la paix soit assurée.

C'est pour cela que, malgré les déceptions qu'elles nous ont causées, les conférences entre chefs de gouvernements attirent l'attention des peuples. On espère toujours qu'un accord étroit entre les puissances de l'Entente assurera l'ordre sur le continent et que les menaces qui subsistent se dissiperont pour ne reparaître jamais.

— On pouvait penser que le désarmement de l'Allemagne était chose réglée : la conférence de Spa, venant après le traité de Versailles, en avait fixé exactement les modalités. D'autre part, après de longs pourparlers entre la France et l'Angleterre, une procédure avait été arrêtée pour fixer le chiffre des réparations. Mais il arrive que le gouvernement du Reich n'est pas au point, qu'il se déclare incapable de licencier sa police de sûreté ou sa « garde d'habitants » dans les délais exigés. Il arrive aussi que la conférence de Bruxelles emploie un tel temps à des études préliminaires que chacun se rend compte que le chiffre des réparations ne pourra pas être établi le 1^{er} mai prochain, comme le traité de Versailles l'exige.

D'où la convocation d'une nouvelle conférence, à Paris cette fois, qui doit résoudre les questions allemandes et tous les autres problèmes en même temps.

Au moment où j'écris, la discussion bat son plein. Les pronostics ont été aussi favorables que possible. En Angleterre et en Italie ont paru des notes officielles déclarant que les gouvernements étaient animés de la ferme intention de s'entendre, que l'on s'entendrait ! Et comme la France ne demande aussi qu'à en finir, il semble à l'observateur bienveillant que cette fois la bonne volonté est unanime, que l'accord va se réaliser. Les peuples le réclament. Ils comprennent de moins en moins ces diplomates qui, à force de discuter sur des petites choses, perdent de vue les grands intérêts qui leur sont confiés. De sorte que nous pouvons nous attendre à retrouver dans les communiqués toutes les vieilles formules dont on use depuis deux ans

sur l'identité de vues de tous les chefs de gouvernements et l'extrême cordialité qui les inspire. Apprendrons-nous qu'ils sont arrivés à des résultats concrets ?

— Il est peu probable que la question du désarmement, deux fois tranchée déjà, crée de longues difficultés ; ce serait par trop fort ! La somme des réparations ne sera évidemment pas établie, quoi qu'on ait dit à ce propos. Il y a là un travail technique que des chefs de gouvernements ne peuvent accomplir. L'ère des études n'est pas close. Le sera-t-elle le 1^{er} mai, comme le veut la lettre du traité ? Je commence à en douter fortement.

Mais il y a d'autres questions qui, sans avoir trait à l'Allemagne, sont d'une haute importance pour l'Europe et réclament une prompt solution.

Pourquoi renvoyer davantage, par exemple, le plébiscite de la Haute-Silésie ? Les deux partis, Prussiens et Polonais, en sont arrivés à une excitation extrême. Ils s'accusent l'un l'autre de corrompre les électeurs, de falsifier les listes, d'introduire dans le pays des gens qui n'ont rien à y faire. Chacun prétend que l'adversaire a fait des préparatifs militaires, que des troupes d'invasion sont massées sur la frontière. Des bagarres éclatent que les autorités d'occupation, insuffisamment armées, ont grand'peine à réprimer. D'un moment à l'autre c'est la bataille générale qui peut s'engager.

Bien entendu, de chaque côté, on se dit sûr de la victoire pour peu que la consultation soit loyale. Pourtant la décision est attendue avec une nervosité croissante. C'est que l'enjeu est de grande valeur ; l'imagination lui en attribue plus encore peut-être qu'il n'en a... On dit en Pologne que, sans le charbon de la Haute-Silésie, jamais l'industrie nationale ne pourra se relever de ses ruines, que le change ne redeviendra jamais normal. Mais on affirme en Allemagne que, si l'on perd cette région minière, les hauts-fourneaux vont s'éteindre, les usines fermeront leurs portes, la misère s'appesantira sur le Reich, la dette de guerre ne sera jamais payée. Evidemment on exagère ; mais ces gens croient ce qu'ils disent ; ils le croiront

toujours ; ce qui fait prévoir que la décision, quelle qu'elle soit, provoquera des haines ardentes et durables.

Dans ces circonstances, on peut se demander si la conférence de Paris n'aurait pas dû chercher une autre solution que le plébiscite pour un pays aussi incertain, aussi âprement disputé... Mais, puisqu'il a été décidé de faire voter la région, pourquoi tant retarder la consultation populaire ? Chaque jour qui s'écoule irrite la colère, aggrave le danger. Comment des diplomates peuvent-ils, sous prétexte de résoudre des questions de forme, prolonger une crise qui tient toute l'Europe centrale en suspens ? Ils assument une telle responsabilité qu'on doit les mettre au bénéfice de l'inconscience. Pourtant les hommes qui ont à s'occuper de la destinée des Etats sont généralement choisis parmi les plus intelligents... Mais n'est-ce pas le moment, pour les chefs de gouvernements réunis à Paris, de dire : « Nous en avons assez, finissons-en ? »

Et l'Orient ? Le roi Constantin trône à Athènes ; il recueille les hommages de tout son peuple : les seuls boudeurs sont quelques Venizélistes compromis à tel point qu'ils doivent laisser s'écouler du temps pour se faire pardonner... D'autre part le souverain « retrouvé », désireux de plaire à l'Angleterre dont il a lieu d'espérer un pardon et des subsides, annonce son intention d'appliquer avec une vigueur encore inconnue la politique de M. Venizelos et d'imprimer par sa présence aux troupes grecques d'Anatolie un élan nouveau qui leur permettra de refouler bien loin en arrière les Kémalistes.

Malheureusement le moment est passé. L'armée grecque d'Asie-Mineure ne soutient son rôle qu'à contre-cœur. Elle abandonne des positions, rétrécit son front, recule ; on assure qu'elle vient de se faire battre... Et ce n'est pas un simple incident, c'est la conséquence d'une mentalité. Car M. Venizelos a entraîné la Grèce trop loin, il lui a tracé un cadre trop grand. La nation n'a marché que sous l'impulsion du dictateur énergique ; elle demande à jouir de la vie sous le sceptre du roi pacifique.

D'autre part le régime de Mustapha Kemal a l'air de se

consolider. Angora devient la vraie capitale de l'empire ottoman, à l'exclusion de Constantinople souillée par la domination étrangère. Il ne faut plus espérer ramener la sécession au gouvernement régulier ; c'est plutôt le contraire qui risque de s'accomplir : divers indices le prouvent.

Dès lors, puisque les Grecs refusent de consentir les sacrifices nécessaires à leur grandeur et que les Turcs réclament pour faire la paix une partie des territoires abandonnés aux Grecs, n'y aurait-il pas lieu de reviser le traité de Sèvres, ne serait-ce pas le seul moyen de rétablir un peu d'ordre dans l'Orient prochain, de sauver les Arméniens qui existent encore ? la conférence de Paris a là une décision à prendre. Mais pourra-t-elle se mettre d'accord sur une affaire simple ?

Le bolchévisme mérite aussi quelque attention. Sans doute l'Angleterre a son siège fait : le sieur Krassine est reparti pour Moscou avec la convention commerciale dans sa poche ; et si les maîtres de la Russie réclament impérieusement des changements à cet acte, on peut attendre toutes les concessions de l'esprit évangélique que M. Lloyd George apporte dans cette affaire. Cela signifie-t-il que le premier ministre anglais s'en va apprivoiser, embourgeoiser le bolchévisme ? Pas du tout ! M. Lénine et sa bande conservent leur programme intact. Ils se servent de la propagande et des armes ; ils menacent l'Asie antérieure que les puissances occidentales, l'Angleterre en tête, prétendaient se réserver, les républiques nouvelles formées par les peuples allogènes et toutes les sociétés soi-disant bourgeoises par surcroît. Il serait grand temps de savoir quelle attitude les chefs des dites sociétés veulent observer vis-à-vis de lui. C'est une question de dignité, qui peut devenir une question d'existence. La conférence de Paris aurait une excellente occasion de révéler dans cette affaire l'esprit de sagesse et d'unité qui l'inspire.

— Le bolchévisme achève de donner sa mesure à l'intérieur de la Russie. Régime de caste et de parasites, il ne sait que détruire ; maintenant il ne voit son salut que dans l'octroi de concessions toujours plus vastes, toujours plus lucratives, à des

brasseurs d'affaires étrangers. Intéressante contradiction d'un régime qui, après avoir détruit le capital chez lui au nom de divers principes, appelle la haute finance du dehors ! Tous ceux qui vont enquêter en Russie, s'ils ne sont pas décidés d'avance à ne voir que ce qu'on leur montrera et à n'entendre que ce qu'on voudra bien leur dire, s'expriment avec une sévérité extrême sur le régime des Lénine et des Trotzky. Un livre récent, signé de deux socialistes italiens, fournit des détails particulièrement savoureux. Pourtant, par une aberration qui serait incompréhensible si l'on n'y voyait un effet d'ignorance, les socialistes occidentaux vouent à ce despotisme sanglant un respect croissant. Ils affirment que la Russie applique le communisme alors qu'elle est livrée à l'exploitation d'une horde. Ils excusent et admirent les tueries, dans l'illusion qu'elles ne s'exercent que sur des bourgeois. Ce que voyant, M. Lénine, qui n'y va pas par quatre chemins, a sommé les socialistes du centre et de l'occident de l'Europe de marcher avec lui, sous ses ordres, s'ils ne voulaient pas se mettre contre lui. Il leur a présenté 21 conditions à accepter en bloc, sans résistance, ni discussion.

Comme il y a encore des hommes intelligents parmi les socialistes, une pareille prétention a créé du mécontentement. En Allemagne et en Italie, c'est une minorité seulement qui s'est soumise, pieds et poings liés ; en France, au congrès de Tours, c'est la majorité... Après quoi, ce n'est peut-être pas un mal. Le socialisme a dévié de sa vraie voie quand, au lieu de rechercher une amélioration de la vie, il a poursuivi la conquête du pouvoir politique ; il s'est égaré encore davantage quand, au lieu de rester l'allié de la démocratie, il s'est mis à parler de la dictature du prolétariat, ce qui est absurde. Autant vaut maintenant qu'il se perde tout à fait en liant partie avec M. Lénine, dont le régime n'a jamais fait longue carrière dans un pays civilisé. Plus tard, sur les ruines des anciens partis socialistes, des hommes nouveaux se mettront à reconstruire.

— Bien des choses se sont passées dans l'intérieur des Etats, mais toutes ne nous intéressent pas. Nous apprenons

par exemple sans nous émouvoir que de nouvelles grèves ont éclaté en Espagne, rendant difficile la situation du ministère Dato, ou que le vénérable M. Pachitch est redevenu président du conseil à Belgrade. La détresse de l'Autriche, qui va sombrer dans la famine et la misère si on ne lui porte un prompt secours, nous préoccupe davantage ; nous avons été en contact avec ce pays depuis le début de la guerre ; malgré la responsabilité de ses gouvernants, son triste sort ne nous a pas laissés froids et nous ne souhaitons de le voir ni s'inféoder à l'Allemagne, ni tenter du bolchévisme.

En France le ministère Leygues n'avait jamais été très solide. Sa chute n'a donc étonné personne. La Chambre n'en a pas moins usé avec lui de singulière façon. C'est parce que, à la veille de la conférence de Paris, il refusait d'exposer une fois de plus son programme politique, parfaitement connu d'ailleurs, qu'elle s'est prononcée contre lui à une majorité écrasante.

Cela faisait supposer un changement de méthode. Le parlement, mécontent de ce que la France n'obtenait pas son dû, exigeait plus de fermeté dans la conduite des négociations... Dorénavant le ministre des affaires étrangères, au lieu de souscrire à toutes les volontés des Alliés, de l'Angleterre en particulier, allait se camper fortement sur le terrain du Traité de Versailles et en réclamer l'application intégrale... Justement un homme s'offrait pour cette tâche : M. Poincaré, ancien président de la république, avait, depuis sa retraite, vigoureusement critiqué la faiblesse de la diplomatie française ; il était prêt à appliquer l'autre manière et, grâce à sa grande autorité personnelle, à sa profonde connaissance des affaires, aux troublants secrets de guerre dont il était dépositaire, il était de taille, seul de taille, à tenir tête à l'homme obstiné et fuyant à la fois qu'est M. Lloyd George.

C'est M. Briand qui, après d'assez nombreux coups de sonde, a été chargé de former le ministère. Il s'est acquitté de sa tâche avec la dextérité consommée qui a fait de lui le premier des parlementaires du temps présent. Saura-t-il aussi bien dé-

fendre les intérêts de la France et les faire prévaloir dans le conseil des Alliés ? C'est une autre chose. M. Briand, qui en est à son septième ministère, a donné sa pleine mesure avant et pendant la guerre. Il est un politicien plus qu'un homme d'Etat. Les capacités de souplesse qui lui font la partie belle au dedans sont trop bien connues au dehors pour qu'on ait grand'peur de lui. De plus il a eu l'imprudence d'abattre son jeu : dans sa déclaration ministérielle, comme dans son grand discours à la Chambre, il a dit que la France ne ferait rien que d'accord avec ses alliés. M. Lloyd George peut donc poursuivre ses décevantes combinaisons en toute tranquillité.

Avec cela M. Briand est fort intelligent. Soutenu par M. Millerand dont, comme M. Leygues d'ailleurs, il représente la politique, il défendra les intérêts qui lui sont confiés par tous les moyens dont il dispose. Nous verrons jusqu'à quel point il réussira.

— En Italie, les premiers jours de l'année nouvelle ont correspondu à la déconfiture de M. d'Annunzio. Il a suffi que le général Caviglia se mît en devoir d'exécuter ses instructions pour que les terribles *arditi* sentissent leur résolution fléchir. Le poète lui-même, qui avait annoncé son inébranlable volonté de s'ensevelir sous les ruines de Fiume, a changé d'idée au dernier moment. Ce n'est pas le patriotisme qui l'a inspiré, pas plus que l'horreur d'avoir à lutter contre ses propres compatriotes : il a constaté, comme il l'a dit lui-même, qu'il ne valait pas la peine de se faire tuer pour l'Italie, ce qui l'a décidé à prolonger son existence sur cette terre.

Au point de vue de M. d'Annunzio, c'est dommage. Il avait, alors que l'Italie hésitait à se jeter dans la guerre, célébré en termes magnifiques ses devoirs et sa puissance. Plus tard, lorsqu'il occupait brusquement Fiume, il avait fait vibrer l'âme d'un grand peuple à l'unisson de la sienne. Cela lui donnera une place dans l'histoire. Mais il a gâté sa cause par son entêtement, il a manqué sa sortie par son aveuglement. Il s'en est allé diminué et tout plein de colère. En revanche, au point de vue de l'Italie, de la Yougoslavie, de la paix euro-

péenne, cette fin de la troublante aventure est un très grand bien. Maintenant le traité de Rapallo pourra être appliqué ; les rapports vont se rouvrir entre les peuples riverains de l'Adriatique ; en ce coin du monde au moins la guerre est finie. On dit d'ailleurs que la population de Fiume est enchantée d'être débarrassée de l'étrange et terrible « comandante ». Elle l'avait frénétiquement acclamé des mois durant ; mais les peuples tiennent à leurs aises : ils en veulent, et bien vite, à celui qui les fait souffrir de privations et les expose à des obus ; surtout quand ces désagréments n'ont plus aucune nécessité.

— Le nouveau président des Etats-Unis, M. Harding, commence à faire parler de lui. Il reçoit des amis, des journalistes et leur expose des idées qui, émanant d'un si auguste personnage, sont propagées au loin. L'heureux élu de la grande république ne veut pas entendre parler de la Société des nations ; il désire cependant régénérer l'humanité et compte, sitôt entré au pouvoir, convoquer une conférence à Washington pour limiter les armements et instituer un tribunal arbitral. Avec un peu de réflexion, le futur chef d'Etat constaterait qu'un pareil effort a déjà été tenté et que les résultats des deux congrès de La Haye dont la guerre n'a tenu aucun compte ne sont pas précisément encourageants ; avec un peu d'expérience, il se dirait que mieux vaut utiliser le cadre existant, la Société que les trois quarts de l'humanité reconnaissent, que de recommencer à poser des bases pour un édifice aux lignes incertaines. L'exercice du pouvoir ralliera sans doute M. Harding à des conceptions différentes.

ED. ROSSIER.

Lausanne, 26 janvier 1921.

Chronique scientifique.

Les théories relatives à l'origine du pétrole. — Richesse de la levure de bière en vitamines. — Les lacs que l'on reconstitue pour les faire travailler. — L'emploi de l'acétylène dans le moteur à explosion. — Une influence curieuse du courant électrique : expérience à expliquer. — L'antimoine et la lèpre. — Le traitement de l'hyperhydrose par les rayons X. — Le captage de l'énergie des courants de la mer. — A quoi tiennent les différences de coloration de la lune éclipcée ? — La cause des phénomènes anaphylactiques. — L'accoutumance et l'hérédité chez les microbes. — Publications nouvelles.

On utilise de plus en plus le pétrole, on en cherche partout, on vient d'en trouver, au Canada, un gisement admirable ; le pétrole est partout, et avec tout cela, on ne sait pas exactement l'origine de ce précieux combustible. Il y a deux modes d'origine possible et probable, sur lesquels, dans *Chimie et industrie*, M. Louis Gentil, le distingué professeur de géographie physique à la Sorbonne, donne des explications intéressantes.

Dès l'origine, c'est-à-dire dès le moment où l'on a posé scientifiquement la question de l'origine du pétrole, deux courants d'opinion se sont produits. D'un côté, Humboldt attribua une origine volcanique aux pétroles de Cumana, au Vénézuéla, et Léopold de Buch une origine organique aux asphaltes du Val-de-Travers. Depuis, les deux écoles se sont partagé l'opinion des chimistes et géologues, la faveur allant tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Actuellement, on admet plus généralement l'origine organique. Les expériences d'Engler ont fait voir, en 1888, qu'en soumettant des cadavres — de poissons, par exemple — à des pressions variant de 4 à 10 atmosphères en autoclave, on obtient 60 % d'huile brute dont les neuf dixièmes sont des hydrocarbures des pétroles. L'azote manque, mais Zaloziecky s'explique le fait en supposant que la décomposition des amas d'animaux qui seraient

l'origine des dépôts de pétrole se fait en deux phases : dans la première, il y aurait fermentation putride avec départ d'ammoniaque ou de bases ammoniacales ; après, le pétrole se formerait par décomposition des matières grasses. Ces amas d'animaux morts se seraient produits aux embouchures des fleuves particulièrement.

A l'appui de la théorie minérale de l'origine du pétrole, on cite les observations de Berthelot, puis de Moissan ; et on arrive à faire du pétrole un produit du volcanisme, un résultat de réactions chimiques se passant dans la profondeur du sol.

D'après les travaux d'un géologue roumain, M. Murgoci, de Bucarest, le pétrole roumain résulterait de la condensation d'hydrocarbures émanés de magmas basiques profonds, propagés par les fissures et failles. A l'appui de cette façon de voir, on peut citer ce fait que les gaz dégagés par les éruptions volcaniques contiennent des hydrocarbures, qui souvent s'enflamment au contact de l'air, et qu'on trouve dans les émissions gazeuses des volcans sous-marins. A ce compte, toutefois, il semble que les gisements de pétrole devraient se trouver à proximité des volcans. Mais il faut bien se dire qu'une partie de ces hydrocarbures, ne trouvant pas d'issue, a pu s'infiltrer au loin dans le sol. A coup sûr les gisements de pétrole sont voisins des lignes de fracture et liés aux accidents tectoniques des couches géologiques. En fait, on aimerait se persuader de l'origine profonde du pétrole, car alors on pourrait espérer une production continue du précieux combustible, qui serait moins assurée qu'avec la théorie de l'origine organique. En fait, aussi, dit M. L. Gentil, les travaux de ces dernières années sont bien plutôt de nature à consolider la théorie volcanique. « Il semblerait que la formation des gisements d'hydrocarbures soit plutôt liée à la vulcanicité dans certaines zones de l'écorce terrestre. » Est-ce à dire que la théorie organique soit ruinée ? Peut-être que non. Car un autre géologue roumain, M. Mrazec, pense que le pétrole a les deux origines. Tels gisements ont une origine interne ; tels autres dérivent de la décomposition d'organismes. On peut,

à l'appui de cette façon de voir, faire observer qu'il y a des différences appréciables entre les différents pétroles. Tels seraient d'origine organique, tels autres d'origine minérale, volcanique. A propos du pétrole organique, M. Mrazec pense que les organismes fournissant la matière première seraient non des animaux et végétaux supérieurs, mais le plankton, l'ensemble de micro-organismes qui abondent à la surface des mers.

La conclusion? C'est qu'il y a toujours deux théories. Mais que la volcanique paraît reprendre de la faveur aux dépens de l'organique, qui en perdrait plutôt. Et que le philosophe n'a pas à conclure, mais à attendre des faits nouveaux.

— Dans une note récente à la Société de Biologie, M. H. Simonnet communique des faits intéressants sur l'avitaminose. Son expérience a consisté à nourrir des pigeons avec des aliments systématiquement privés de leurs vitamines, avec une alimentation synthétique. Celle-ci comprenait du résidu de viande préparé selon la technique d'Osborne, Wakermann et Ferry, du mélange salin, de l'orge pulvérisée, de l'huile d'arachides, de la cellulose, du beurre fondu, de la fécule de pomme de terre. Avec tout cela, on dispose des calories nécessaires et aussi des protéines, des corps gras et des matières sucrées nécessaires. Mais il n'y a pas de vitamines. Et les pigeons nourris de ce mélange (en boulettes) sont tous pris de polynévrite aviaire. Le mal est très curable, d'ailleurs : il suffit de donner de la levure de bière sèche, ou bien de l'extrait aqueux ou alcoolique de celle-ci. La forme de la polynévrite est la forme spasmodique : on n'observe pas de paralysies ou atrophies où l'inanition proprement dite joue un grand rôle. On voit se produire la crise de façon subite sans chute de poids préalable au bout d'un temps variant de 19 à 60 jours, et la durée de la crise mortelle est de 4 jours. Si l'on intervient, rétablissement immédiat. On peut provoquer successivement plusieurs crises et plusieurs guérisons. On peut continuer d'ailleurs au pigeon la même alimentation carencée ; pour éviter tout accident, il suffit d'y ajouter un demi-gramme par

jour de levure de bière sèche ($1/600^{\text{me}}$ du poids de l'animal). L'expérience est fort probante et l'intérêt en est grand.

— Un mot est resté d'une comédie, où l'un des personnages, de passage dans une localité, apprenant qu'il s'y trouve un volcan éteint, s'écrie avec étonnement : « Ils avaient un volcan, et ils l'on laissé s'éteindre!... » Il considérerait un volcan actif comme une attraction, comme une source de profits. Le plus souvent, ceux qui vivent auprès des volcans ont sur ce point des vues moins optimistes : ils savent qu'un volcan peut faire passer de mauvais quarts d'heure, et semer la ruine encore plus vite que la fortune. Au voisinage des volcans éteints, toutefois, il y a encore des bénéfices à faire : il y a de la chaleur à utiliser, des vapeurs pouvant fournir de l'énergie.

Dans un autre domaine, connexe, le même personnage, s'il était au courant des préoccupations modernes, s'étonnerait à bon droit qu'on eût laissé se vider ou s'assécher un lac. Un lac a des utilités variées, sans compter le pittoresque, et c'est pourquoi il est question d'en rétablir un. Il s'agit du lac de la Furka. Il a existé ; il n'y a qu'à l'obliger à se reformer en bouchant une issue creusée par la Reuss. Ce lac occuperait toute la vallée d'Urseren. Ce n'est pas par simple amour du pittoresque qu'on veut le rétablir : c'est pour le faire travailler à l'électrification des chemins de fer suisses. Il est jugé bon pour 150 000 HP et, par le temps qui court, un lac n'a plus le droit de rester oisif. L'exemple sera suivi. Au reste, déjà en France et ailleurs, on a entrepris des opérations de ce genre, et on peut être assuré que dans les pays de montagne les lacs vont se multiplier : lacs naturels qu'on développera, lacs artificiels à établir au moyen de barrages. Il s'agit de tirer tout le parti possible de toute l'eau qui tombe en montagne, et au moyen de lacs on créera des réserves d'eau précieuses, qui serviront à mettre en mouvement les turbines et les dynamos.

— A propos de force motrice, il faut retenir les expériences de M. Emile Steinmann, de Genève, sur l'utilisation de l'acétylène dans le moteur à explosion. L'acétylène, décidément, ne gagne pas beaucoup de terrain comme éclairant ; si ce

gaz peut fournir de la force, il pourra peut-être, dans cette voie, faire une carrière utile. Le moteur à explosion, réglé pour marcher avec le gaz ordinaire, la benzine, le benzol, etc, peut parfaitement marcher à l'acétylène. Le tout est que la prise d'air soit suffisamment ouverte. Le mélange d'air-acétylène est inflammable, à condition qu'il y ait de 3 à 65 % d'acétylène dans le mélange ; mais la combustion n'est complète que si la proportion de ce gaz dépasse 8 %.

Mais le mélange présente un inconvénient. Il a une onde explosive très rapide, l'explosion est brisante. Il faut atténuer cet effet, et on y parvient par l'injection d'eau, ou de quelque autre liquide, amenée par un carburateur ordinaire. On n'observe aucun effet corrosif des gaz de l'explosion sur les cylindres et pistons : l'expérience est faite, à ce point de vue.

Quel est le rendement ? Pour le moment, il n'a rien de triomphal. Un moteur à benzine alimenté d'acétylène rend de 20 à 30 % moins qu'à la benzine. Or il semble qu'avec un moteur construit et réglé pour l'acétylène, on obtiendra le même rendement qu'avec la benzine, les deux matières ayant la même chaleur de combustion. Mais aux prix actuels, le moteur actuel est plus cher : il coûte 3 alors que le moteur à benzine coûte 2. Il faudrait le carbure à meilleur marché. Est-ce possible ?

— M. G. Reboul a fait connaître à l'Académie des Sciences une curieuse expérience. Dans une chambre noire se trouvait une plaque enveloppée de papier noir, et deux points de l'enveloppe se trouvèrent accidentellement mis en contact avec des conducteurs entre lesquels il y avait une différence de potentiel de 1000 volts. Au développement, la plaque se révéla fortement impressionnée. Voici la façon de faire l'expérience. Prenez une plaque (Lumière Sigma) dans une boîte dont le couvercle laisse passer deux électrodes isolées à l'ébonite ; sur la plaque est une feuille de papier noir (papier d'enveloppe des plaques du commerce), et sur la feuille posent les deux électrodes avec la différence de potentiel indiquée. Pose variant de 24 à 48 heures. Au développement, on voit sur e

cliché la reproduction des fibres du papier, et on aperçoit un dessin grossier des lignes équipotentiellles.

A quoi tient ce résultat ? Il n'y a pas à envisager l'existence d'étincelles ou d'aigrettes lumineuses. D'autre part, il n'y a pas action d'un courant dérivé sur l'émulsion formant la couche sensible de la plaque, car, si on supprime la feuille de papier, l'impression photographique reste localisée au voisinage des électrodes. Pas de simple action mécanique non plus ; pas d'action de présence du papier, car la suppression de la différence de potentiel fait disparaître l'effet. Le passage du courant dans la feuille de papier est indispensable : on le voit à ceci, que si l'on coupe la feuille, en séparant nettement les deux morceaux, restant chacun en communication avec une des électrodes, la plaque n'est impressionnée qu'au voisinage de celles-ci. Augmente-t-on la conductibilité de la feuille en la mouillant, et en la laissant sécher ensuite à l'air libre, l'impression est très forte ; la feuille est-elle séchée, effet très faible, limité au voisinage des électrodes.

Le papier peut être remplacé par un autre corps ; mais celui-ci doit être *faiblement* conducteur : avec le métal, bon conducteur, aucun effet. Mais il ne suffit pas d'un corps faiblement conducteur, comme le bois, la fibre, le mica, le quartz, avec lesquels l'effet est nul, ou reste limité au voisinage des électrodes : le grain du corps joue un rôle. Les fibres ou le grain sont reproduits sur la plaque ; l'expérience réussit mieux avec le papier à gros grain, et ne réussit presque pas avec le papier couché. Ceci donne à penser à M. Reboul que l'hétérogénéité a son rôle dans l'affaire. En fait, si on augmente celle-ci en pratiquant des incisions superficielles sur la feuille, on constate que la plaque est plus impressionnée au voisinage des incisions. L'hétérogénéité, la présence de discontinuités superficielles, augmente l'action sur la plaque.

S'il en est ainsi, on doit pouvoir provoquer à volonté l'apparition du phénomène, ou en augmenter l'intensité, dit M. Reboul ; ou bien en rendant faiblement conducteur un corps hétérogène, ou bien en rendant hétérogène un corps de faible

conductibilité. On peut, par exemple, prendre une feuille de papier filtre ou de papier joseph qui, normalement, ne donne d'impression qu'au voisinage des électrodes, et en augmenter la conductibilité par immersion dans une solution étendue de potasse, d'azotate d'argent, d'acide sulfurique. On laisse sécher et on fait l'expérience ; celle-ci montre que la plaque photographique est impressionnée. (Bien entendu, pour éviter les aigrettes et petites étincelles qui enlèveraient toute signification, ne pas employer une solution trop concentrée, qui donnerait une conductibilité exagérée.)

Ou encore, on prend une feuille de papier glacé avec lequel on n'obtient d'impression qu'au voisinage des électrodes, et on y pratique des incisions superficielles. On constate que la plaque est impressionnée aux points correspondant aux incisions.

M. Reboul se borne à constater les faits : il ne les explique pas encore. Des recherches en cours lui permettront sans doute de formuler des tentatives d'explication.

— La lèpre est devenue rare — surtout en Europe ; mais elle existe toujours, et il y a toujours lieu d'en rechercher le remède. D'après un des collaborateurs du *British Medical Journal* (4 déc. 1920), M. F. G. Cawston, l'antimoine colloïdal paraît produire de bons effets. C'est à Durban que M. Cawston a recueilli ses documents. Il en ressort que des lépreux avérés, et avancés, suppurant par tous les doigts et tous les orteils, ont vu cesser totalement la suppuration. Il semble que l'antimoine ait une action très favorable et puissante sur la lèpre ulcéreuse. Le même recueil donne une indication pouvant intéresser les personnes atteintes d'hyperhydrose, ayant la main moite. Il s'agit de la façon de combattre cette petite infirmité désagréable. Le médicament, proposé par le D^r Pirie en 1911, c'est les rayons X. La méthode consiste à exposer la face palmaire des mains à l'action des rayons X ; ceux-ci tuent les glandes sudoripares, et le résultat est la disparition de la sudation légère, cause de la moiteur. L'hyperhydrose de l'aisselle se traite de la même façon, et la guérison est perma-

nente. Il convient toutefois d'opérer avec quelque soin et de ne s'adresser qu'à un radiographe expert, car le traitement peut, par une action sur les autres tissus, provoquer un certain degré de télangiectasie, de dilatation des vaisseaux de la peau. Pour ce qui est de l'effet sur la moiteur, il est certain ; on cite, en particulier, un violoniste de profession qui était sur le point de renoncer à son art, pour cause d'hyperhydrose, et qui se fit traiter il y a treize ans ; il est parfaitement guéri.

— On parle beaucoup, de divers côtés, de l'utilisation de la houille bleue, de l'énergie pouvant être tirée des mouvements de l'océan. La plupart des projets se rapportent à l'utilisation des mouvements verticaux de la mer, de la dénivellation entre les hautes et basses mers. Dans une note présentée à l'Académie des Sciences, M. La Porte conseille, comme d'une utilisation plus immédiate, de recourir aux courants horizontaux. L'idée n'est pas nouvelle, et depuis des siècles les courants horizontaux de l'eau sont plus ou moins utilisés sur les rivières et cours d'eau, parfois aussi sur le littoral, à l'estuaire de petites rivières. En fait, on s'étonne que sur toutes les rivières à cours rapide il n'existe pas de batteries de bateaux à roues ou à turbines, amarrées en bonne position, occupées nuit et jour à produire de l'énergie en actionnant des dynamos. Est-ce que le rendement serait insuffisant ? Il doit y avoir quelque raison de ce genre. Car la captation de l'énergie des courants horizontaux semble nécessiter beaucoup moins de dépenses que celle des chutes verticales.

Quoi qu'il en soit, la vitesse des courants horizontaux est souvent considérable. A l'entrée du Morbihan, dans le goulet de 950 mètres mettant en communication la petite mer avec la baie de Quiberon, les courants des marées sont très vifs, atteignant des vitesses de 4 et 5 mètres à la seconde. En beaucoup d'autres points, en Bretagne, on rencontre des courants puissants ; mais beaucoup sont inutilisables par suite de la violence habituelle de la mer dans ces parages. En Normandie, il y a aussi des points où des courants suffisants se présentent ; il y en a en Picardie (baie de la Somme) et à l'embouchure

de la Loire, à Oléron, à l'entrée du bassin d'Arcachon. M. La Porte voit très bien le moyen d'utiliser ces courants. Il suffirait de mouiller dans le lit du courant des chalands spéciaux munis de roues à aubes ou palettes. Ces roues, mises en mouvement par le courant, actionneraient des machines électriques et l'électricité serait transmise à terre par câbles aériens. Tout cela est parfait. Seulement il faut bien se dire que, si l'on rencontre des courants de la force indiquée par M. La Porte, on ne les a pas tous les jours. Et puis, il y a des variations d'intensité considérables selon l'heure de la marée. Si la méthode est applicable économiquement, on le verra bien en faisant l'essai sur un bras de rivière à cours rapide. Car là on aura l'avantage d'un rendement à peu près invariable et permanent. Si l'expérience réussit, — sur le Rhône ou telle autre rivière, — on verra alors à utiliser le courant de marée. Mais les difficultés sont nombreuses, car, s'il faut placer les collecteurs d'énergie en des points où le courant est fort, il faut que ce soit aussi en des points où l'on ne risque pas d'avoir affaire à une mer démontée qui démolirait tout. On voit très bien la baie de la Somme fournissant une grosse quantité d'énergie ; mais on voit très bien aussi la mer culbutant toute l'installation plutôt quatre fois qu'une par an.

— Les astronomes ont remarqué que lors des éclipses de lune, la disparition de celle-ci présente des degrés très différents. Il y a des cas où la lune est à peu près invisible, d'autres où elle reste plus ou moins visible. Ceux qui auront observé la dernière éclipse totale, l'an dernier, se rappelleront que la lune est restée tout le temps visible, et très nettement, colorée en rouge cuivre, sans qu'à aucun moment aucune partie de son disque ait disparu. A quoi tiennent ces différences de luminosité ? D'après M. Danjon, de l'observatoire de Strasbourg, il y a une relation entre la luminosité de la lune éclipsée et la phase de l'activité solaire durant l'éclipse. On peut, dit-il, formuler cette relation de la façon qui suit : dans les deux années qui suivent un minimum d'activité solaire, l'ombre de la lune est très sombre, grise ou peu colorée ;

puis, à mesure qu'on s'éloigne du minimum, la lune reste, au cours des éclipses, de plus en plus éclairée, et sa coloration est de plus en plus rouge. Dans les trois ou quatre années précédant le minimum suivant, la lune éclip­sée se montre très fortement éclairée, en rouge cuivré ou orangé. Mais rien de particulier ne marque l'éclipse se produisant durant un maximum d'activité solaire, tandis que l'éclipse se produisant durant un minimum est caractérisée par la faiblesse de luminosité de la lune éclip­sée.

A ce compte, d'après la dernière éclipse, le soleil était à coup sûr en marche vers un minimum d'activité.

M. Danjon a voulu voir si la concordance annoncée par lui existe, et il a dressé la courbe des variations d'intensité lumineuse de la lune éclip­sée pour la comparer à celle des variations d'activité du soleil, depuis 1823. Or les deux courbes ont la même allure. Il y a bien une exception pour 1884-1885, où des éclipses qui auraient dû être claires ont été sombres. Mais un fait exceptionnel aussi s'était passé : il y avait eu l'éruption du Krakatoa qui avait rempli l'atmosphère de poussière, ce qui suffirait à expliquer le caractère anormal observé en 1884-1885.

Ayant donc, par ces deux courbes, confirmation de l'opinion qu'il y a liaison entre les apparences de la lune éclip­sée et l'activité solaire qui serait de caractère périodique, M. Danjon a eu l'idée de prolonger en arrière sa courbe relative au caractère de l'éclipse, dans la mesure où elle peut être construite d'après les mentions laissées par les astronomes, pour voir si cette courbe resterait la même, ce qui donnerait l'impression que la courbe solaire a dû être parallèle à la lunaire aux époques antérieures à celle où l'on a commencé à enregistrer l'activité solaire. Le résultat de l'étude entreprise par M. Danjon, au moyen des documents disponibles, est celui qu'il attendait. Il s'attendait à voir révéler par les éclipses de lune une période solaire moyenne de 10 ans 87, à 3 ou 4 centièmes d'année près. Mais la théorie faisait prévoir une irrégularité périodique de 136 ans, pouvant avancer ou reculer de 1 an 7 les minima

réels par rapport à leurs dates moyennes. Dès lors, l'intervalle entre deux minima consécutifs peut varier de 10 ans à 11 ans 8. La première de ces valeurs a été atteinte vers 1670 et 1815, la seconde vers 1610, 1740 et 1880. M. Danjon prédit le prochain minimum pour 1923-4. D'ici là, les éclipses de lune resteront très claires, comme le 7 mai dernier ; puis jusqu'en 1926, elles seront grises et sombres.

— Les phénomènes anaphylactiques sont-ils bien d'origine chimico-toxique ? On en pourrait douter d'après les expériences qu'a faites M. Auguste Lumière. On obtient des phénomènes analogues en injectant dans la circulation des substances variées, gélose, nucléine, amidon, poudre de lycopode, et aussi, dit M. A. Lumière, du sulfate de baryte à l'état de poudre. Un animal ayant reçu de faibles doses de sulfate de baryte peut recevoir ensuite, sans dommage appréciable, une dose qui tue rapidement les témoins. En outre, les lésions sont les mêmes dans les deux cas. Il y a là une concordance qui fait qu'on se demande si en réalité les lésions de l'anaphylaxie ne relèvent pas de causes physiques plutôt que de causes chimico-toxiques.

— MM. Ch. Richet et Henry Cardot ont présenté à l'Académie des Sciences une note intéressante sur la transmission des caractères acquis et l'accoutumance des microbes. L'expérience a consisté à rechercher l'influence de toxiques sur des microbes, en l'espèce sur la bactérie lactique, parasite se reproduisant vite, se cultivant bien, et dont les propriétés bio-chimiques permettent l'estimation rapide de son activité, par l'observation de son pouvoir de produire de l'acide lactique.

Elle fait voir que la bactérie est sensible à des doses extraordinairement faibles de poison, mais aussi qu'elle s'y accoutume rapidement, pour pousser aussi bien en milieu toxique qu'en milieu normal, et enfin pour y vivre, alors que les bactéries non accoutumées périssent.

En multipliant et variant les expériences, MM. Richet et Cardot ont constaté que l'accoutumance très évidente dont il s'agit se produit pour quantité de corps ; elle n'existe tou-

tefois pas pour le bichlorure de mercure. Au contraire, la bactérie semblerait devenir moins résistante. L'accoutumance est spécifique ; une lignée accoutumée au sulfate de thallium n'a acquis d'immunité qu'à l'égard de ce corps, non à l'égard des autres toxiques. L'immunité acquise dure un certain temps : c'est-à-dire que la race accoutumée au sulfate de thallium, cultivée ensuite en milieu normal, possède encore pour un temps son accoutumance. Ce temps varie. Si l'accoutumance a été conférée par des mois de contact avec le toxique, elle dure plus longtemps que si elle résulte de quelques jours seulement de vie en milieu toxique. Il y a caractère acquis, mais l'acquisition est temporaire.

L'accoutumance s'opère non de façon graduelle, mais par à-coups, — par mutations, pourrait-on dire. Elle ne paraît d'ailleurs pas renforcer la vigueur générale : les microbes accoutumés sont au contraire d'une notable fragilité. Par contre, leur pouvoir-ferment s'exalte : il se développe avec la concentration du poison, en même temps que diminue fortement le pouvoir reproducteur.

Ces expériences sont intéressantes pour le biologiste, touchant au problème si discuté de l'hérédité des caractères acquis ; elles en ont aussi pour le chirurgien. Du moment où les microbes peuvent s'accoutumer aux toxiques, il faut évidemment, dans les pansements, user d'antiseptiques différents, tour à tour, sans quoi, par l'accoutumance, chaque antiseptique devient inefficace. On peut dire que c'est au moment où un antiseptique paraît agir le mieux qu'il convient d'en adopter un autre, car le premier va perdre sa vertu, fatalement.

— Publications nouvelles. — Voici d'abord un livre de tout premier ordre, un ouvrage de premier plan à mettre à côté de celui par lequel M. Jean Brunhes ouvre l'*Histoire de la Nation française*, édité par M. G. Hanotaux, et dont il a été déjà parlé : c'est le livre de M. Marcellin Boule, l'éminent paléontologiste du Muséum, intitulé *Les hommes fossiles, éléments de paléontologie humaine* (Paris, Masson.) « *Éléments* » est modeste, mais vrai. Sans doute,

nous en sommes au commencement de la paléontologie humaine; il reste énormément à faire et à découvrir. Mais sur ce qu'on sait déjà, M. M. Boule montre ce qu'on peut édifier, en attendant mieux. Il nous donne une admirable mise au point de la question des origines humaines telle qu'elle se présente actuellement. Assurément l'avenir apportera des documents nouveaux et d'autres idées; mais nous vivons dans le présent, et il faut se contenter de ce qu'il nous offre. Etudiant avec une compétence universellement reconnue les restes humains fossiles, M. Boule montre quelles indications ils fournissent sur les débuts de l'animal humain. Œuvre tout à fait complète, pleine de science et de philosophie, admirablement construite et édifiée, le livre de M. Boule est indispensable à tous les anthropologistes et à tous les préhistoriens. Mais il sera lu avec profit par tous ceux qui ont le souci de la culture et des idées générales, par les naturalistes et les philosophes avant tout. — Les *Guides illustrés Michelin* continuent à paraître; voici deux volumes nouveaux: *Les batailles de Picardie* (1918) et *Le Chemin des Dames* (1914-1918). Ils ne le cèdent en rien aux précédents pour la richesse de l'illustration, pour la sûreté de l'information. Avec eux, sur place, on suit les péripéties de la guerre; avec eux encore, sans sortir de sa chambre, on les suit, grâce aux cartes, aux images et à la narration. Et voilà 23 volumes de publiés, avec 3896 illustrations. Il en reste 6 à paraître pour compléter cette collection merveilleuse. — Volume utile à signaler à tous ceux qu'intéressent la télégraphie et la téléphonie sans fil: un *Vocabulaire en 5 langues* (anglais, italien, espagnol, allemand et français), par H. Viard (Paris, Gauthier-Villars.) Cet ouvrage sera certainement très apprécié du public auquel il s'adresse. — Dans *La Chimie et la Vie* (Paris, Flammarion), M. G. Bohn et M^{lle} Drzewina promènent le lecteur à travers des questions biologiques très variées, montrant le rôle de la chimie dans les phénomènes biologiques, et faisant voir combien il importe au biologiste d'être chimiste en même temps. — Dans *l'Idéal scientifique du mathématicien*, (Paris, Alcan) M. Pierre Boutroux montre quelle a été l'évolution des

mathématiques et quelle est leur tendance actuelle ; ouvrage pour mathématiciens et pour philosophes ayant reçu une éducation mathématique. — Il faut signaler le N^o 141 (juillet 1920) des *Annales des Falsifications et des Fraudes*, on y trouve un travail très important, une *Classification générale destinée à faciliter l'identification des matières colorantes dérivées de la houille*, destinée aux chimistes s'occupant d'analyse des matières colorantes et des objets colorés. On sait que les *Annales* sont éditées par la Société des Experts-Chimistes de France (42 bis, rue de Bourgogne, Paris). Le prix de ce numéro est exceptionnel : 25 francs. — Encore dans le domaine de la chimie, notons le tome I^{er} de la traduction, par M. H. Vigneron, d'une œuvre fort importante, intitulée en français *Traité de Chimie physique*, par W. C. Mc Lewis, l'éminent professeur de Liverpool. Ce premier volume (Masson) est consacré à la théorie cinétique de la matière et s'adresse au public spécial des physiciens et des chimistes. — *Précis de botanique forestière et biologie de l'arbre*, par L. Chancerel (Paris, Berger-Levrault) : l'anatomie, la physiologie et les modes de reproduction de l'arbre ; ouvrage très documenté, mais où l'on aimerait trouver plus d'applications des faits exposés, plus d'explications de particularités des diverses essences par des particularités de structure. — *Influence du vol en avion sur la santé de l'aviateur* (Berger-Levrault), par le D^r G. Ferry : étude très intéressante des effets de l'aviation sur l'aviateur, et des caractéristiques physiologiques et psychologiques qu'il faut posséder pour faire un bon aviateur. — *Etude sur la prospection électrique du sous-sol*, par C. Schlumberger (Gauthier-Villars), travail curieux sur le dépistage des gisements métalliques surtout, au moyen de l'électricité, et sur les résultats obtenus. L'auteur expose très loyalement ce que peut et ce que ne peut pas la méthode. Elle ne renseigne pas sur les gisements de houille, mais décèle bien les failles, les filons, les gisements de métal.

HENRY DE VARIGNY.

Chronique suisse romande.

Le 30 janvier. — Les intentions et les chances de nos socialistes. — La crise et les expédients. — Vendre plutôt que de chômer. — Prose et vers : M. Baud-Bovy ; M^{me} de Libermont.

Nous saurons déjà, quand ces lignes paraîtront, le résultat du vote. Quel qu'il soit, les ennemis de la patrie ne désarmeront pas. Ce n'est point pour l'amour de la justice qu'ils veulent abolir la justice militaire, et ce n'est pas à cette entreprise qu'ils entendent borner leurs efforts. Jusqu'au moment où leurs intentions se révéleront en pleine clarté, ils trouveront des alliés parmi les mécontents, et s'ils en ont beaucoup, peut-être ne sera-ce pas tant à cause des souvenirs amers de la mobilisation, mais à cause du chômage, de la crise, de la cherté de la vie et du malaise général, toutes circonstances qui n'ont aucun rapport à la question.

Notre espoir est dans le bon sens de notre peuple. S'il examine la question pour elle-même, s'il se guide par des raisons et non par des rancœurs, les arguments des amis de l'ordre l'emporteront. Tout d'abord, cette vérité d'évidence que la solution proposée n'en est pas une. Elle serait impraticable en temps de guerre et disparaîtrait par le simple effet d'une de ces ordonnances que nous connaissons si bien. Personne n' imagine l'armée livrée à la merci de l'espionnage ou de la trahison, faute d'une répression immédiate. En temps de paix armée, de mobilisation, la suppression des tribunaux militaires est une mesure vaine, puisqu'elle laisse subsister le code pénal militaire de 1851, qui est la source du mal. Et enfin, le projet de correction de ce code est élaboré et apporte les garanties nécessaires.

Quel but se propose-t-on, et qui se le propose, puisqu'on s'y prend de telle façon que le mal ne serait pas guéri et que l'institution militaire elle-même en serait compromise ?

Affaiblir l'armée, y jeter le trouble, pour en amener peu à peu la suppression? Ce serait attribuer des vues par trop naïves à des hommes dont la candeur est le moindre défaut. Ils savent bien que le peuple suisse entend défendre son existence et sa neutralité.

Mais il y a des entreprises que la justice militaire gêne beaucoup. Comme les écoles de recrues, les grandes manœuvres, tous les rassemblements militaires offriraient un champ d'action de choix à la propagande révolutionnaire, aux excitations de la jalousie sociale et aux essais d'organisation pour la violence, s'il n'y avait à craindre que les tribunaux ordinaires et le jury! Comme la justice deviendrait inégale devant ces vingt-cinq tribunaux dont l'accusé, bien souvent, ne saurait pas la langue, et comme ce sabotage contribuerait à rendre impopulaire tout le régime qu'on cherche à ruiner!

Les auteurs de l'initiative ne dissimulent cette intention qu'à demi. Est-ce à dire qu'ils se préparent à un acte de violence et cherchent à en prévenir les conséquences fâcheuses pour le cas où ils échoueraient?

Au moment où l'initiative a été lancée, la dictature de Moscou ne s'exerçait qu'indirectement sur le parti socialiste suisse, par l'intermédiaire des Platten et des Grimm. Il en va autrement aujourd'hui, mais l'initiative est antérieure aux discussions des socialistes sur leur affiliation à la troisième Internationale. Or, ce ne serait que sur l'ordre des Moscovites que les communistes tenteraient une révolution. L'initiative contre les tribunaux militaires ne vient pas de là, mais elle est évidemment conforme aux fameuses « instructions » de Lénine, et, non moins évidemment, les mouvements révolutionnaires deviendraient beaucoup plus faciles si elle réussissait, parce qu'ils entraîneraient beaucoup moins de risques.

Quant à savoir s'il se prépare quelque chose, c'est une tout autre question. Il s'agirait sans doute de seconder une poussée des bolchévistes vers l'Europe centrale et surtout de créer chez nous un foyer de troubles d'où la propagande, l'exemple et l'impulsion rayonneraient en France, puisque la France

est, en ce moment, le rempart de l'ordre. Tel est le rôle qui a été réservé au parti socialiste suisse pendant toute la guerre, dans le temps où les Grimm, les Platten, les Nobs, les Schneider agissaient dans le même sens que Scheidemann d'une part et les agents du « Metallum » de l'autre, et où l'agitateur allemand Muntzenberg devenait l'idole de la « jeunesse socialiste » à Zurich.

Seulement, la France paraît intangible. Et puis, les armées bolchévistes ne pourront s'ébranler qu'au printemps, sur la frontière de l'est, et il pourra se passer bien des choses d'ici là. Voire, il s'en passe une aujourd'hui même, qui mérite considération. C'est que, dans le gros du parti socialiste, la surenchère ne joue plus. A la date du 25 janvier, la votation dans les sections avait donné 25 024 voix contre et 8692 voix pour l'Internationale de Moscou. Les résultats définitifs ne peuvent modifier beaucoup ces chiffres. Fait caractéristique. On ne croit plus au succès de l'émeute, de l'agitation et du désordre. Les temps ont changé ; on n'est plus persuadé que les bourgeois ont affreusement peur, qu'ils se rendront sans se défendre, qu'on trouvera partout des richesses à partager et qu'il n'y aura que le premier pas qui puisse coûter quelque chose. Le sentiment ou l'instinct, que Carli appelle la « foi aux possibilités », se trouve en recul sensible. Alors le parti se divise. Ne croyons pas trop à la scission. La conciliation aura lieu dès que l'intérêt des chefs la dictera, et M. Graber est assez bon équilibriste pour s'accommoder avec M. Humbert-Droz, sauf à lui jouer quelque bon tour à l'occasion. Entre les communistes et les autres, il n'y a pas de différence quant au but. Les uns veulent la guerre civile tout de suite ; leurs adversaires la croient inopportune et préfèrent attendre ; tous professent également le dogme de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la tyrannie, de la domination absolue d'une minorité sur l'ensemble de la nation. Ils se valent, et les communistes sont plus francs.

Cependant, le résultat de la votation nous instruit d'autre chose que de la rivalité et des calculs des meneurs ; il témoigne

des dispositions générales, de la volonté des masses, dont l'attitude, incontestablement, est rassurante.

Ce changement d'attitude est-il l'effet de la crise économique? Quand les fabriques ferment ou diminuent leur personnel, on ne va pas risquer, en déclenchant une grève, le salaire de deux mois de chômage auquel on peut prétendre.

Que penser de la crise? Elle a double origine : d'une part, l'ouverture des écluses américaines, due au resserrement des crédits des banques, qui a forcé les marchands à liquider leurs stocks ; d'autre part, surtout en Europe, la grève des consommateurs. La baisse n'est donc pas un assainissement ; elle ne signifie pas que la production suffit aux besoins, puisque les besoins des consommateurs ne sont pas satisfaits. Quand les produits seront aspirés puissamment par les pays aujourd'hui exclus du marché mondial, la Russie, la Turquie, et par ceux dont le crédit se relèvera une fois la paix assurée, la Pologne, l'Autriche, nous pourrons nous attendre à une réaction en hausse. Tant que l'équilibre politique sera instable, l'équilibre économique ne se rétablira point.

Faut-il donc employer des expédients? Le Conseil fédéral se fait accorder par les chambres le droit de restreindre les importations. C'est maintenir la vie chère, s'exposer à une nouvelle hausse des salaires, tourner dans un cercle vicieux. Le bruit court, à l'étranger, que le Conseil fédéral entend s'opposer à la baisse de notre change. Ceux qui pensent ainsi se trompent, ce me semble. Le Conseil fédéral n'a rien dit qui trahisse semblable intention. Il cherche, par crainte du chômage, à sauver nos industries. Il ferait beaucoup mieux d'organiser le crédit à l'exportation et de traiter à ce sujet avec les pays déficitaires. Ce serait donner du travail aux ouvriers sans risquer plus que ne coûtent les indemnités de chômage et laisser le prix de la vie s'abaisser, ainsi que notre change, ce qui, seul, rétablira la situation normale. Les mesures qu'on va prendre sont des expédients qui atténuent le mal provisoirement, mais, au fond, l'aggravent dangereusement.

Crise du charbon, crise des textiles, crise de tout, crise du livre.... Il n'y aura bientôt plus moyen d'imprimer. Pourtant

on publie. La maison Boissonnas lance une petite collection exquise par le format, la typographie et l'illustration. Elle a pour titre commun : Le petit miroir des écrivains romands ; bon nombre de prosateurs et de poètes ont déjà promis leur concours, et M. Daniel Baud-Bovy nous apporte les prémices de l'œuvre : *De Saint-Pierre à Saint-Gervais*¹. Un récit délicat, où les personnages apparaissent comme ces fines gravures d'autrefois, si nettes, si minutieusement burinées, où le moindre détail est fouillé. Histoire de jeunes amours, si charmantes, si naïves, si fraîches en leur timide éclosion, qu'elles font lever le printemps autour de vous. M. Baud-Bovy est toujours l'artiste évocateur et coloriste si goûté de notre public. Mais son talent a divers aspects, et celui qu'il nous révèle aujourd'hui en est l'un des plus attrayants.

C'est chez nous que Mme de Libermont a écrit les vers qu'elle rassemble en un élégant cahier sous ce titre : *La dernière étape et quelques poèmes*². Son premier recueil : *Au loin*, 1914-1916, avait attiré l'attention. On retrouve dans celui-ci la profonde sincérité et la sensibilité rare qui ont signalé l'auteur à ses débuts. Comment parler de ce qui vient si visiblement et si directement de l'âme ? Les mots portent plus loin que leur sens, et toutes les libertés que le poète prend avec le rythme, le dédain de la rime, des hiatus, tout cela s'oublie instantanément quand on rencontre de ces vers dont un seul est une envolée, de ces images qui sont un tableau :

...La vie s'en va...

Vivons notre bonheur tant qu'il est encor là,
De crainte qu'à la fin de la route gravie,
Auprès d'un champ de fleurs qu'on n'avait pas cueillies,
On voie soudain,
Du bord de l'ultime chemin,
L'Amour au douloureux visage,
Qui sanglote, oublié, au fond du paysage.

¹ Daniel Baud-Bovy, *De Saint-Pierre à Saint-Gervais*. Boissonnas, éditions d'Art et Sciences, Genève.

² Marthe de Libermont, *La dernière étape*. scène et vers ; et quelques poèmes. Floury, éditeur, Paris.

Et ceci, encore :

Je me sens libéré de mon cercueil charnel,
Et mon esprit, lucide en l'espace irréel,
Entend chanter la nuit qui, debout dans ses voiles,
Module nos regrets sur un clavier d'étoiles.

De la vraie, de la forte et pure poésie, de la poésie d'inspiration. Dirai-je qu'elle exprime, avec des sentiments d'une élévation à laquelle on ne peut que rendre respectueusement hommage, un attachement très vif à notre pays ? J'aime mieux retirer — en partie — ma critique de tout à l'heure. Le poète, quand il le veut, nous mène d'une allure vivement rythmée, presque martelée ; c'est donc qu'il ne le veut pas toujours. Eh non ; son vers a la souplesse et la grâce de sa pensée et de son émotion. Il l'élargit parfois jusqu'à la magnificence : Voici qui est très beau :

Le soleil, dans l'espace où tremblent nos prières,
Jette, ainsi qu'un filet, ses mailles de lumière,
Et glanant nos douleurs, d'un geste merveilleux,
Les met comme une offrande aux pieds sacrés de Dieu.

On devient artiste, on naît poète. Mme de Libermont l'est de race, et je serais surpris que l'admiration discrète des bons esprits ne vînt pas spontanément à sa retraite comme les abeilles vont à la fleur.

MAURICE MILLIoud.



L'évolution des révolutions.

Nous avons le plaisir d'offrir à nos lecteurs la traduction de l'étude récente de M. Carli sur les révolutions. Le texte italien est entièrement épuisé.

Ce petit ouvrage sur un grand sujet pourrait bien être ce que les sociologues ont fait de mieux en la matière.

Il est strictement impersonnel, même dans l'essai d'application par lequel il se termine. Nulle passion, nul parti-pris n'y vient troubler la recherche. Voilà pourquoi il ne nous fait pas éprouver ce malaise poétique, mais déconcertant, que nous ressentons devant les plus majestueux édifices de la science sociale.

Persuadé que les révolutions, comme tous les événements, sont soumises à des lois naturelles, M. Carli s'efforce de découvrir ces lois par l'analyse et la comparaison. On ne contestera pas qu'en exposant les causes, les conditions et les facteurs des révolutions, il ne jette une vive lumière sur l'immense confusion de l'histoire.

M. Carli a trouvé, au Secrétariat général de la Chambre de commerce de Brescia, un admirable poste d'observation, entre les grandes cités industrielles de la Lombardie et du Piémont et ces régions de l'Emilie où les mouvements agraires sont si fréquents. Une vaste érudition, une rare liberté d'esprit lui permettent de mettre à profit les travaux et les hypothèses de ses devanciers en retenant de chacun d'eux ce que le contrôle des faits en laisse subsister.

Les études de ce genre font évoluer la sociologie de la phase des grands systèmes à la phase où elle sera vraiment la physique sociale qu'Auguste Comte avait entrevue. C'est pourquoi il m'a semblé utile de faire connaître ce travail au public de langue française, qui n'a pas à sa disposition l'ouvrage considérable de M. Carli sur *l'Equilibre des nations*, d'après la démographie appliquée.

MAURICE MILLIoud.

Les révolutions sont les locomotives de l'histoire, écrivait Karl Marx, pour dire que les révolutions agissent comme des accélérateurs du mouvement social, comme des propulseurs des processus historiques.

Effectivement, nul ne peut disconvenir que, par exemple, la révolution antiféodale du XII^{me} et du XIII^{me} siècle, en Italie, n'ait accéléré le rythme de la vie nationale dans son ensemble en donnant à la société italienne un sentiment plus vif de la liberté concrète, en rendant plus intense la foi aux possibilités collectives. Personne ne contestera que la Révolution française, abattant, avec l'aristocratie féodale, cette chape de plomb qui pesait sur la production et les échanges, n'ait permis à la France de respirer d'un souffle plus ample et, outre la France, à l'Europe, en portant la société bourgeoise à la direction des processus historiques.

On en peut dire autant de beaucoup d'autres révolutions. D'où vient cette accélération du mouvement social à la suite d'événements qu'on regarde ordinairement comme destructeurs, donc comme dissipateurs d'énergie ? C'est qu'une révolution, pour autant qu'elle atteint son but, est toujours le renversement d'un obstacle, la substitution à des éléments usés

d'éléments plus actifs, la chute d'une cloison rigide qui embarrassait la circulation sociale, et, en somme, un processus qui est le contraire du processus de décadence.

Car la vie des nations semble évoluer fatalement dans un double dilemme : décadence ou révolution ; décadence ou guerre. Quand, dans une nation, la classe dirigeante vieillit, en ce qu'elle ne se renouvelle plus par des éléments de remplacement, quand elle perd la foi aux possibilités et qu'il ne s'élève pas en même temps une nouvelle classe d'hommes pour prendre sa place, la nation entière tombe en décadence : la décadence de Rome ne fut pas autre chose que la dispersion de la classe dirigeante, la mort de son aristocratie à laquelle ne put se substituer une nouvelle classe d'hommes capable de communiquer une nouvelle foi à la nation et par là d'accélérer de nouveau en elle le rythme vital.

Si, par contre, la classe dirigeante dégénère, mais que, des couches profondes de la société, il s'en élève une autre qui se prétende capable d'occuper sa place, tandis qu'un obstacle rigide — l'organisation juridico-politique — s'oppose à son ascension et à ses prétentions, il se produit nécessairement entre ces deux parties de la nation un heurt violent, un choc destructeur.

Voilà pour le premier dilemme ; et voici pour le second : si la foi aux possibilités collectives diminue dans toutes les classes d'une nation, la nation dépérit et meurt ; si, au contraire, cette foi, intense et profonde dans toutes les classes, leur donne l'impulsion d'un impérialisme vital qui les porte à se dilater, à dépasser les confins de la nation, la guerre éclate.

Dilemme tragique : pour ne pas mourir, la guerre

au dehors ; pour ne pas mourir, la guerre au dedans ; dilemme tragique dont je crois qu'il est possible de rompre le maléfice, mais qui a certainement retenu dans ses chaînes la vie des nations, au cours du passé.

Mais je parle des révolutions comme si c'étaient des événements bien définis ; en réalité, quoique chacun de nous sache à peu près ce que le mot veut dire, il n'en est pas qui ait plus grand besoin qu'on le définisse.

Avant tout, il faut commencer par des distinctions. On a appelé révolution le triomphe du christianisme sur le paganisme, et fort justement en ce sens que cet événement grandiose a été une substitution de valeurs, mais non pas justement selon la signification que nous attribuons communément au mot « révolution ». De même, la formation de la langue italienne, son triomphe sur le latin a été, à certains égards, une révolution, non pourtant sous l'aspect que ce mot évoque habituellement dans notre esprit.

Ainsi encore, on a appelé révolution le mouvement qui eut lieu à Rome, au III^{me} siècle av. J.-C., et par lequel la classe des chevaliers supplanta celle du patriciat agraire, grâce à la transformation de l'économie naturelle en économie monétaire ; mais nous saisissons à première vue la différence de ce phénomène et de la révolution française ou de la révolution russe.

Dans les trois premiers cas, il s'agit de mouvements qui se répandent dans la durée sans provoquer vraiment et proprement de crise violente ; cet élément, au contraire, nous le rencontrons dans les révolutions politiques et dans les révolutions politico-sociales, et c'est là l'élément essentiel et caractéristique. Les Vêpres siciliennes, nos mouvements de 1821, de 1831, de 1848, les révolutions d'Espagne de 1820, de 1854, de 1868, les révolutions russes du XVIII^{me} siècle, celle

des décembristes, la révolution chinoise de 1912 et, en grande partie, celle d'Allemagne en 1918, appartiennent à la catégorie des révolutions politiques. En revanche, la révolte dirigée par Spartacus, l'émeute des *ciompi*, en 1378, et toutes celles du même genre qui suivirent dans la seconde moitié du XIV^{me} siècle en Italie, les soulèvements de paysans qui se produisirent dans presque toute l'Europe aux XIV^{me} et XV^{me} siècles, la révolution française et celle de Russie appartiennent à la catégorie des révolutions économique-sociales.

Elles pourront être diverses d'ampleur et d'intensité : par exemple, les révolutions politiques pourront se réduire jusqu'à n'être que de simples conjurations du palais, comme celle de Belgrade de 1903 qui substitua les Karageorgevitch aux Obrenovitch ; ou bien elles pourront gagner en ampleur et aboutir à une réforme radicale de la constitution politique, comme en Allemagne ; mais toutes également auront un moment caractéristique, celui de la crise violente.

Leur préparation aussi pourra être plus ou moins étendue, plus ou moins rapide : généralement, les révolutions économique-sociales sont d'une longue et laborieuse gestation ; souvent, ce que nous appelons plutôt de ce nom, c'est seulement le moment résolutif d'un processus historique qui, depuis longtemps, avait déjà commencé à ébranler les fondements de la société et à créer les conditions de nouveaux rapports entre les classes (la révolution était déjà dans son cours lorsqu'elle éclata, dit Chateaubriand), mais, ici non plus, le moment de la crise violente ne fait point défaut.

C'est pourquoi nous pouvons définir la révolution : *la substitution violente et rapide d'un groupe ou d'une classe à un autre groupe ou à une autre classe dans l'exercice de la gestion politique et sociale.*

Il faut ajouter, pour compléter notre pensée, qu'une révolution économique-sociale est toujours aussi une révolution politique, mais non pas vice-versa : la révolution de 89, qui aboutit à substituer la bourgeoisie à l'aristocratie féodale pour la direction du mouvement historique, entraîna aussi un bouleversement politique radical ; par contre, la révolution chinoise, qui fut une transformation politique radicale, puisqu'elle substitua la forme républicaine de l'Etat à une monarchie autocrate, a laissé la constitution sociale parfaitement intacte.

Nous éclairerons mieux cette brève étiologie des révolutions en examinant les trois éléments essentiels de notre sujet : les causes, les conditions et les facteurs des révolutions.

Les causes. Elles peuvent être apparentes ou réelles. Par exemple, la perte d'une guerre peut être une cause ; mais bien souvent on découvrirait, en y regardant de près, que ce n'est là qu'une cause apparente ; ainsi, la « jacquerie » fut déterminée par la défaite de Poitiers, en 1356, comme les journées rouges de Pétrograd, en 1905, furent déterminées par la défaite que la Russie avait éprouvée dans la guerre contre le Japon. De même, la cherté de la vie peut être une cause apparente : les journées des 20 et 21 juillet 1919, en Italie, où les mouvements eurent réellement une portée révolutionnaire, furent une explosion de la fureur excitée dans le peuple par le coût élevé de la vie ; pareillement, l'émeute des *senza brache* de Bologne (nous avons eu nos sans-culottes dès 1395) vint en grande partie du haut prix des denrées.

Causes apparentes que celles-là ; les causes réelles se trouvent par-dessous et généralement échappent aux

évaluations de ceux qui sont engagés dans les événements.

Ces causes sont les mêmes dans tous les cas, avec des particularités dans leur manifestation, suivant les temps et les lieux.

Succinctement, les voici :

Selon une loi démographique universelle, les classes inférieures augmentent en nombre plus rapidement que les classes supérieures ; c'est la loi de l'accroissement des classes en raison inverse de leur élévation. Ce mouvement de dilatation numérique des couches inférieures s'accompagne d'une dynamique psychosociale par quoi, inévitablement, elles prennent conscience de la force du nombre.

*Oh non, jamais roi de France à son lever
N'eut un tel rassemblement pour lui donner le salut !*

Le poète décrit en ces termes la puissance du nombre lors de l'accueil atroce que la foule de Paris fit à Louis XVI.

Ainsi se forme un impérialisme prolétaire nécessairement destiné à se heurter contre l'impérialisme des groupes dominants ; s'il trouve devant soi une paroi rigide, — un droit trop peu élastique pour s'adapter à cette dynamique, — le conflit devient heurt violent, exaspération tragique.

Telle est la cause profonde et invariable de la révolution, tellement que cette cause fondamentale s'affaiblit si, par un phénomène contraire, le droit témoigne d'une élasticité suffisante pour s'adapter docilement aux nouveaux rapports, consentir assez vite au rechange social, canaliser harmonieusement les nouvelles forces mises en liberté par l'accroissement du nombre. Comme le taureau furieux, l'en-

treprise révolutionnaire, se heurtant, non contre une roche dure, mais contre des mailles flexibles, s'épuisera dans un vain effort pour se créer un obstacle.

Les conditions. Avant tout, celle que rend nécessaire la marche d'une opération aussi grosse que l'est un transfert de gestion sociale : il est indispensable qu'il y ait une réserve à consommer pendant la période où la production demeure suspendue, ou peu s'en faut, toutes les énergies sociales étant employées, les unes à favoriser, les autres à enrayer le passage de l'ancien ordre de choses au nouveau. Voilà pourquoi les révolutions éclatent généralement à la suite d'une période de bien-être relatif. Ainsi, les vingt années qui précédèrent la Révolution française marquèrent un moment de bien-être relatif pour les classes qui, plus tard, allaient déclencher et soutenir la révolte.

Au fond, c'est là ce que dit Marx, à savoir que les conditions d'une révolution qui puisse atteindre son but existent quand la formation sociale antérieure a développé dans leur plénitude les forces productives qu'elle est capable de fournir et assuré de la sorte leurs conditions d'existence aux classes plus nombreuses intéressées au changement des rapports de propriété.

Voilà aussi pourquoi il manque à la révolution russe une des conditions fondamentales de la réussite, s'étant déclarée dans un moment où la réserve sociale était presque entièrement épuisée.

Mais une autre condition, essentielle, est que la révolution réussisse à se créer une ambiance appropriée, car il n'y a pour aucun objet ni par conséquent pour une nation de changement de ses rapports internes qui ne soit du même coup un changement de ses rapports avec l'ambiance extérieure. Dès lors, si le boulever-

sement intérieur est si radical qu'il n'y ait plus d'harmonie possible avec l'extérieur, plus de direction à peu près uniforme, alors il faut, ou que la révolution maîtrise le milieu extérieur pour se le rendre semblable, ou que le milieu externe étouffe la révolution.

Voilà pourquoi la Révolution française, ayant supprimé à l'intérieur le régime féodal et par suite ne pouvant plus avoir des rapports normaux avec le reste de l'Europe où l'aristocratie féodale prévalait encore (sauf en Italie), commença à faire la conquête de toutes les autres nations : les aigles napoléoniennes, en supprimant tout vestige de la féodalité en Europe, voulurent précisément assurer à la Révolution française un milieu ambiant approprié.

Au contraire, le prolétariat français de 1848 n'eut point cette intuition, c'est pourquoi il dut s'en tenir à une tentative sans réussite.

« Les ouvriers, écrit Marx, croyaient pouvoir s'émanciper à côté de la bourgeoisie ; ils croyaient encore possible d'accomplir une révolution prolétarienne à côté des nations libres et bourgeoises, dans les limites nationales de la France. Mais les conditions de production de la France sont déterminées par le commerce extérieur de ce pays, par sa situation sur le marché international, par les lois de ce marché même. Ces lois, comment la France aurait-elle pu jamais les enfreindre sans déchaîner une révolution européenne, avec contre-coup sur l'Angleterre, la maîtresse du marché international ? »

Tentative manquée, donc, parce qu'une des conditions fondamentales fit défaut : la création de l'ambiance appropriée.

Les facteurs. En ce qui regarde les facteurs des révolutions, nous avons à distinguer entre les facteurs *objec-*

tifs et les facteurs *subjectifs*, c'est-à-dire entre « la technique révolutionnaire » et « la conscience révolutionnaire ».

Ici, force nous est d'entrer dans quelques détails. On comprend tout de suite qu'une révolution présuppose une technique et, de plus, que cette technique devra être d'autant plus complexe et parfaite qu'est plus complexe la structure de la société où la transformation se produit.

Une société est de structure complexe quand il s'y trouve une grande multiplicité de fonctions et une grande différenciation de ces fonctions sur l'aire qu'elle occupe. Elle est de structure simple quand elle a plus d'homogénéité avec une moindre complexité des fonctions. Par exemple, la société féodale était de structure simple en comparaison de la société capitaliste, parce qu'un bon nombre des fonctions qui, dans celle-ci, ont un organe spécial, étaient exercées indifféremment, de façon rudimentaire, par un organe unique, ou ne s'accomplissaient pas du tout. Et, dans la société capitaliste elle-même, on pourrait montrer des degrés, une gradation où l'Angleterre serait à l'une des extrémités de l'échelle et la Russie à l'autre.

Comparons, en effet, l'énorme complexité des fonctions qui se concentrent dans ces îles de médiocre étendue qui constituent le Royaume-Uni et l'homogénéité des fonctions qui s'éparpillent dans le corps immense de l'ex-empire russe : l'intensité merveilleuse de la production, la vivacité de l'action et de la réaction entre l'opinion publique d'une part et la vie du droit et de l'État d'autre part, la vie des partis avec ses luttes, la complication des problèmes économiques, — hégémonie mondiale des transports, lutte

pour la domination mondiale sur les matières premières et sur le marché financier, lutte pour la maîtrise des débouchés, — l'interdépendance entre tous les problèmes intérieurs et les problèmes internationaux ; comparons cette structure avec celle de la Russie où 85 pour cent de la population est composé de paysans au 90 pour cent analphabètes, où il n'existe pour ainsi dire point d'opinion publique, où prévalaient encore dans l'économie des stratifications sociales qui sont le propre des époques primitives de l'économie ; et nous comprendrons que ces deux sociétés représentent deux types entièrement dissemblables et contrastants. Donc, il est clair que, si, dans la première, les forces qui concourent à l'établissement de l'équilibre social sont nombreuses et multiples, les forces qui pourraient entraîner la destruction de cet équilibre doivent être tout aussi nombreuses et complexes, tandis que c'est le contraire pour la seconde de ces sociétés.

En d'autres termes, dans une société du type complexe, la technique révolutionnaire doit être beaucoup plus parfaite que dans une société du type simple, à cause de la somme des résistances qu'elle doit vaincre, de la multiplicité des réactions qu'elle doit surmonter, de la difficulté de faire surgir un ordre plus vaste et plus complexe d'un plus complexe et plus vaste désordre. On peut donc énoncer comme une loi que la complexité de la technique révolutionnaire est en raison directe de la complexité de la structure sociale.

A côté de ce facteur « objectif », le facteur « subjectif », la conscience révolutionnaire, a une importance suprême, et même la première importance.

J'ai dit que la « conscience révolutionnaire » consiste à connaître la force du nombre, mais cela ne suffit pas : il faut que cette notion se combine avec le désir de

l'égalité, lequel, comme le dit Faguet, implique à la fois l'idée de jalousie et l'idée de justice. La Révolution française éclate quand l'opposition se trouve en mesure de formuler cette assertion qu'elle inscrit en tête de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. » Il n'importe point qu'en parlant ainsi on ait proféré un non-sens dont on ne s'est avisé que plus tard, tellement qu'on fit périr Babeuf qui voulait être logique ; sans ce non-sens, il n'y aurait pas eu de 89. Or, cette idée d'égalité, faite d'envie et d'esprit de justice, germe avant tout là où les différences sociales sont nombreuses et plus visibles, c'est-à-dire dans les villes. La concentration urbaine est précisément le terrain le plus propice à la germination de la conscience révolutionnaire ; la ville est le grand condenseur de cette conscience, soit, comme je l'ai dit, parce que c'est là que les inégalités sociales deviennent tangibles, soit que là se rencontrent tous ceux qui ont à un plus haut degré l'esprit d'initiative, l'audace, le désir de conquête, la volonté d'émerger et de s'élever. La vie citadine est un multiplicateur des passions individuelles, des égoïsmes et des convoitises, comme, du reste, de l'altruisme et de toutes les impulsions, tellement que l'impérialisme prolétarien s'y élabore comme tout autre impérialisme. Voilà pourquoi, dans les villes et spécialement dans les grandes villes, le plus grand nombre des suffrages va aux partis extrêmes ; voilà pourquoi les villes ont toujours été les foyers des révolutions. La révolution anglaise de 1649 éclate à Londres, la révolution française, à Paris, qui comptait déjà, en 1789, plus de 600 000 habitants ; c'est à Pétersbourg que la révolution russe s'est déclarée.

Par contre, la formation de la conscience révolution-

naire est plus difficile et plus lente dans les campagnes, à cause de la moindre vivacité des actions et des réactions psychiques, si bien que, d'ordinaire, les campagnes vont à la remorque des villes dans les mouvements révolutionnaires.

Nous avons ici à faire une distinction un peu délicate, mais d'une singulière importance, pour l'évaluation de la complexité croissante des révolutions : la conscience révolutionnaire se forme dans la direction même du mouvement déterminé par le groupe dirigeant. En effet, tandis que, chez les ouvriers, le fait même de la concentration industrielle détermine la formation d'une conscience socialisatrice, parmi les travailleurs de la terre, où l'entreprise a essentiellement un caractère individuel, il se forme une conscience révolutionnaire, mais individualiste, en ce sens qu'elle vise à l'appropriation non collective, mais individuelle du sol. La grande industrie, financée par une société anonyme, et qui produit en série, ne se prête qu'à une appropriation collective des moyens de production ; mais l'économie foncière, toute dominée par le phénomène de la rente, qui est lié à la plus ou moins grande fertilité naturelle des diverses parties de la terre, ne s'accommode pas de cette tendance ; loin de là, tout paysan se rebelle violemment contre elle, parce qu'il cherche à s'emparer du lot le plus fertile. Un exemple caractéristique nous en a été donné tout récemment dans la région de Ferrare, où se sont produites des luttes violentes entre des groupes de paysans pour la future répartition de certaines terres.

Mais alors, tout ceci nous montre comment la conscience révolutionnaire rurale et la conscience révolutionnaire ouvrière se contrarient ; c'est à tel point qu'aujourd'hui l'effort principal des propagandistes du

socialisme dans les campagnes est calculé en vue de concilier ces deux formes de conscience, et cela en faisant naître, dans les campagnes aussi, une conscience collectiviste : effort destiné à se heurter contre l'obstacle invincible des conditions naturelles.

Tout cela nous fait voir combien grande est la complexité des révolutions, surtout quand elles étendent leur aire jusqu'à devenir nationales et à plus forte raison ensuite, quand elles aspirent, au moins dans l'esprit de leurs organisateurs, à devenir internationales.

Ce bref examen des causes, des conditions et des facteurs des révolutions fait déjà entrevoir comment il est possible de discerner aussi dans ces événements une certaine ligne d'évolution, et de noter une certaine *évolution des révolutions* à travers l'histoire.

De sorte que nous pouvons constater une augmentation progressive de l'aire révolutionnaire : la révolution des Ciompi est le soulèvement d'une cité, la Révolution française étend son aire à toute une nation, la révolution russe embrasse tout un empire, celle qu'on préconise aujourd'hui devrait s'étendre à toutes les nations.

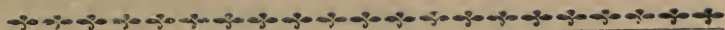
On peut marquer aussi une évolution dans la formation de la conscience révolutionnaire, puisque les moyens de la créer, qu'on employait autrefois en grand secret, sont aujourd'hui mis en œuvre à la lumière du soleil ; au moyen âge, les ouvriers italiens s'unissaient en des sociétés secrètes qu'on appelait « conventicules », contre lesquels les « Arts majeurs » ne se lassaient point de lancer leurs anathèmes, et les ouvriers français en faisaient autant dans les sociétés qu'en leur langage spécial ils nommaient des « cabales » ; présentement, l'*Avanti* est libre de publier tout ce qui lui paraît opportun pour façonner la conscience révo-

lutionnaire de la façon la plus efficace qui se puisse, et dans la seule province de Brescia, le jour du 1^{er} mai, il s'est tenu au moins soixante-quatre réunions, avec le même but évidemment. Autre différence : jadis, les révolutions étaient des événements à caractère impulsif pour une grande part ; elles éclataient quand l'âme populaire était saturée de rébellion, quand le mécontentement, longtemps réprimé et comprimé, saisissait la première occasion de se décharger par des actes violents, d'abord individuels, qui, ensuite, devenaient tout à coup collectifs. Maintenant on parle de la révolution d'une manière réfléchie et systématique, on vous y prépare méthodiquement, on fait des expériences de mobilisation d'après un plan organique, on institue des états-majors, et ainsi de suite. Toutes choses qui confirment nos vues précédentes sur la complexité croissante des révolutions ; car, d'une part, les groupes dirigeants du jour, possédant des instruments de mesure sociologique beaucoup plus parfaits que par le passé, des avertisseurs beaucoup plus sensibles, peuvent imprimer, en temps utile, au rythme de la vie juridique une célérité proportionnée à celle de la nouvelle dynamique sociale, c'est-à-dire donner aux dispositions juridico-politiques une élasticité et une flexibilité suffisantes pour que le taureau furieux rencontre, non pas une roche dure, mais un filet souple et flexible ; et, d'autre part, cette même préparation consciente et réfléchie suscite automatiquement, des profondeurs de la tradition et de l'histoire, dans la conscience et l'économie certaines forces de résistance d'une complexité égale à celle des forces en action. Et tout cet ensemble de circonstances nous fait voir que ce n'est pas tenir compte de la logique de l'histoire que de vouloir étendre l'expérience faite par

une société à structure simple, telle que la société russe, à des sociétés à structure complexe, comme celles qui constituent la civilisation occidentale ; à moins qu'on ne veuille détruire sans créer un ordre nouveau, auquel cas la révolution ne serait pas la locomotive de l'histoire, mais une vieille diligence. Ou plutôt une locomotive, pourquoi pas ? mais sans rails. La locomotive est l'idéal, c'est l'illusion généreuse ; le rail, c'est la réalité sur laquelle cet idéal doit reposer pour atteindre à un but. Si l'on ne tient pas compte de cette réalité, dans sa vaste complexité historique, s'il manque quelques mètres de rails, la locomotive s'arrête, s'enfonce en terre, devient chose morte. Il a manqué quelques mètres de rails à la révolution russe.

FILIPPO CARLI.

(La suite prochainement.)



LA VIE EN RUSSIE

L'école et l'enfant dans la Russie des Soviets.

Nulle part au monde les perturbations apportées par la guerre n'ont été si sensibles qu'en Russie. Le mot perturbations est trop anodin. C'est de bouleversements qu'il s'agit.

Souvent les révolutions ont eu une répercussion dans le domaine de l'éducation et, il faut le reconnaître, ce changement a été parfois une amélioration notable. Les gouvernements révolutionnaires, considérant que l'humanité ne peut être régénérée que par l'influence exercée sur l'enfance, vouaient une attention spéciale à l'école, à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse. Et c'est avec raison. Les révolutionnaires comprenaient que les principes nouveaux ne pouvaient s'implanter dans le peuple, être assimilés par lui, que si l'on commençait par transformer les méthodes d'éducation, les programmes, l'école tout entière. Ils comprenaient que la question de l'éducation est la question vitale, celle dont dépend l'avenir des peuples et qu'aucune réforme sociale n'est possible en dehors d'elle.

Exemple : la Réformation, cette révolution capitale, n'est ni plus ni moins que la mère de l'école populaire,

dans nos cantons de langue française tout aussi bien que dans les pays de langue allemande ou anglaise. Le 21 mai 1536, le peuple de Genève, assemblé en Conseil général, ratifia les édits de la Réforme et décréta l'instruction obligatoire.

Autre exemple : la Révolution française. C'est par la Convention qu'en 1793 Condorcet et Lakanal firent voter la loi sur l'instruction obligatoire pour tous.

En Russie, un bouleversement complet de tous les principes pédagogiques en vigueur jusqu'aujourd'hui est en train de se produire. Je dirai même que, dans ce pays des extrêmes où l'on manque du sens de la mesure, on ne s'arrête pas à mi-chemin, et que le plus résolu des pédagogues révolutionnaires de nos pays d'Occident est assez éloigné d'un homme d'école modéré de la Russie d'aujourd'hui.

Pressés de reconstruire la société sur le plan nouveau conçu par eux, les pédagogues de Moscou ont improvisé avec une intrépidité et une confiance parfois déconcertante les mesures qu'ils considéraient comme propres à réaliser leur idéal. Leur tort a été de croire que les questions d'organisation pouvaient être résolues dans l'abstrait, par voie de raisonnement. Ils n'ont pas tenu compte du fait que l'expérience et l'observation attentive de la réalité, de la nature humaine, peuvent seules nous renseigner sur la valeur pratique des moyens techniques de l'éducation.

Ce qui caractérise les transformations apportées en Russie par la révolution, c'est l'ingérence de l'Etat dans toutes les manifestations de la vie. L'Etat nie et supprime la liberté de la presse, celle de la parole ; toutes les libertés individuelles sont considérées comme des préjugés bourgeois qui ne peuvent que retarder la marche vers le but qu'on se propose : l'instauration

du communisme. La liberté du travail est remplacée par l'obligation de travailler, et l'État s'empare de vous, vous transforme en un rouage qui n'a qu'à se soumettre ou à se démettre. Et l'on se soumet, car se démettre, c'est se condamner à la mort par la faim. On meurt d'ailleurs de faim, dans beaucoup de cas, même en se soumettant. Les conditions d'existence sont telles qu'à Moscou la vie de famille est réduite à sa plus simple expression. Dans la plupart des ménages, le père et la mère, obligés de travailler tous deux dans les fabriques ou dans les bureaux, s'en vont le matin à leur travail, dînent dans les cuisines de leurs administrations respectives et ne se retrouvent en famille que le soir, à la maison.

Que deviennent les enfants en l'absence des parents ? Qui s'occupe d'eux ? Quelle nourriture matérielle et intellectuelle reçoivent-ils ? C'est ce que je vais essayer de raconter en m'efforçant de me garder de tout parti pris, en relatant aussi fidèlement que possible ce que j'ai vu moi-même, ce que j'ai vécu moi-même comme père de famille et comme pédagogue, durant les deux années qui viennent de s'écouler, en tâchant d'être aussi objectif que possible.

Le gouvernement ne tente pas seulement de transformer l'école : il a des visées beaucoup plus larges et plus profondes. Sa politique pédagogique pénètre dans la famille, en bouleverse le fondement, s'ingère partout, s'empare de l'enfant, le monopolise, le socialise, le soviétise en prenant à sa charge ses besoins matériels, moraux et spirituels, et cela non seulement depuis l'âge de cinq ou six ans, mais dès et avant sa naissance.

En Russie, jusqu'à la révolution de 1917, le mariage civil n'existait pas et j'ai eu souvent une peine infinie

à faire comprendre à certains Russes que, dans nos pays occidentaux, il y avait un fonctionnaire spécial, maire ou officier d'état civil, chargé de la célébration des mariages, de l'inscription des nouveau-nés, etc. Là-bas, ce fonctionnaire, c'était encore le prêtre, le pasteur, le représentant de Dieu sur la terre, à quelque religion qu'il appartînt. On ne pouvait donc se marier ou immatriculer son enfant sans se soumettre aux cérémonies religieuses. Je me souviens qu'un jour, expliquant tout cela à un jeune Russe fort instruit, je m'attirai cette réponse mi-sérieuse, mi-plaisante, mais empreinte d'une bonne dose d'orgueil national : « Il n'en sera jamais ainsi chez nous, en Russie ; c'est que vous êtes des barbares, tandis que nous, nous sommes des chrétiens orthodoxes. »

La révolution de 1917 a changé tout cela. L'état civil existe, indépendant de l'Eglise, comme partout en Occident. On vous y marie, on vous y divorce aussi, avec toute la célérité désirable.

En juin et juillet 1920, on a commencé à Moscou à opérer le retrait des passeports. Plus de passeports. Chaque travailleur, homme ou femme, sera muni d'un carnet de travail. Sans livret de travail, impossible de recevoir aucun produit alimentaire. Un homme et une femme pourront vivre ensemble, être mariés ou non, peu importe : ils auront chacun un livret de travail, et la femme, même mariée civilement, légalement, voire religieusement, conserve, si elle y tient, son nom de jeune fille. Plus d'enfants illégitimes. Les enfants sont inscrits dans le livret de la mère et portent, au choix, le nom du père ou celui de la mère.

Dès qu'une femme est enceinte, elle en fait la déclaration et reçoit aussitôt une carte spéciale qui lui permet

d'obtenir gratuitement un supplément de certains produits alimentaires.

Les avortements ne sont plus poursuivis et considérés comme des crimes. Au contraire. Dans un article de fond publié par les journaux moscovites, au commencement de juillet, M. Sémachko, commissaire central de la Santé publique, annonçait la création imminente de cliniques spéciales où toute femme ou jeune fille pourra se faire « opérer » aux frais de l'État.

Le renchérissement fantastique de la vie, en particulier de tous les produits alimentaires, le fait surtout que les lois sur les traitements et les salaires ne tiennent jamais compte de la situation de famille des ouvriers et des employés, ont obligé le gouvernement à s'occuper, dès l'avènement du socialisme, de l'entretien gratuit des enfants.

L'idée fondamentale mise à la base des décrets sur la matière est celle de l'entretien *en commun*. L'idéal pour les communistes russes est d'enlever aussitôt que possible l'enfant à sa famille. A Pétrograd et à Moscou, toute mère qui promet de céder son enfant lorsqu'il aura quatre ans, reçoit à sa naissance une certaine somme (5000 roubles à Pétrograd). En outre, on lui fournit gratuitement tout ce qui est nécessaire à l'entretien et à l'habillement de l'enfant jusqu'à cet âge de quatre ans.

A ce moment, l'enfant sera pris définitivement à sa famille et élevé par l'État. Combien de mères consentent à ce marché? Sans doute un nombre bien restreint ; mais pour celles qui n'y consentent pas, qui récalcitrent, l'État, malgré elles, contre leur volonté, met la main sur leurs enfants, s'empare d'eux peu à peu. L'impossibilité où se trouve la grande majorité

des parents de la ville de subvenir à l'entretien de leurs enfants fait que, bon gré mal gré, on cède. Acculé par la famine, on met les tout petits dans des crèches où, dans certains cas, on ne rend pas l'enfant, le soir, à sa mère. Puis il y a les jardins d'enfants ou foyers, les écoles, les colonies, toutes institutions organisées de façon à séparer l'enfant de ses parents, à le faire vivre en commun avec ses camarades.

A Moscou, chaque enfant de cinq à quatorze ans reçoit une carte de diners, qui lui permet d'obtenir gratuitement un dîner, soit à son école, soit dans l'une des nombreuses cuisines distributrices installées dans tous les quartiers.

J'ai souvent passé devant ces cuisines, d'où je voyais sortir des enfants, quelquefois aussi des grandes personnes, emportant le dîner du jour : une soupe claire et du gruau. Pour diminuer les frais généraux de chauffage, d'éclairage, de main-d'œuvre, et aussi pour faciliter le contrôle, on a installé à Moscou et à Pétrograd de grandes cuisines centrales qui transportent les aliments tout préparés et chauds dans les cuisines distributrices de quartier. A Pétrograd, depuis plus d'un an, tous les enfants de cinq à quatorze ans reçoivent ainsi un dîner de deux plats, avec un petit morceau de pain noir (50 gr.). A Moscou, l'alimentation gratuite des enfants est moins bien organisée et l'on pensait qu'en septembre seulement tous les enfants recevraient leur dîner.

Outre ces diners chauds, on distribue encore aux enfants des produits secs non accommodés.

Pour ces distributions-là, les enfants sont divisés en catégories. Jusqu'à six mois, pas de cartes d'enfant : c'est la mère qui reçoit une carte supplémentaire, dite

maternelle, avec laquelle elle obtient du lait, de la semoule, un peu de sucre, de beurre.

Catégorie A : six mois à un an, mêmes produits. Catégorie B : un an à cinq ans, gruau, sel, sucre, miel, bonbons, confiture. Catégorie C : cinq à quatorze ans, outre le dîner chaud, ces enfants reçoivent encore un peu de café de grain, quelques bonbons.

L'alimentation « communale » des enfants au-dessous de cinq ans n'a pu être réalisée encore. C'est que les produits nécessaires à cet âge — explique le Bulletin du commissariat des subsistances : — beurre, lait, semoule, pain blanc, cacao, manquent absolument.

On espère qu'au commencement de 1921 tous les enfants de cinq à quatorze ans, dans toutes les villes de la Russie, recevront un dîner suffisant. Pour réaliser ces mesures, une somme de 21 milliards avait déjà été votée pour 1920, dont 3 milliards 300 millions pour le lait, 7 milliards 300 millions pour les autres produits et 11 milliards pour l'organisation et l'exploitation.

Tout ce que je viens d'exposer, ce sont des projets. Jusqu'à quel point ces projets ont-ils été mis en pratique ? Comment l'ont-ils été ? Les espérances de leurs auteurs ont-elles été trompées ou non ? C'est ce qu'on verra plus loin quand je raconterai mes souvenirs personnels.

Passons maintenant à l'organisation de l'école. De quatre à huit ans, jardin d'enfants ou « foyer », ou encore, si vous voulez, « école fræbélienne ». De huit à treize ans (cinq années d'étude), c'est l'école soviétique du travail premier degré. De treize à dix-sept ans (quatre années d'étude), c'est l'école soviétique du travail deuxième degré.

Dans tout cela, il n'y a rien, semble-t-il, que de raisonnable. Si aujourd'hui les écoles russes sont ce qu'elles sont, si la génération actuelle de dix à vingt ans est considérée comme incapable d'un travail sérieux, dévoyée par la paresse, les gains trop faciles, la spéculation, la faute en est ailleurs.

Donc, de quatre à huit ans, l'enfant fréquente le foyer, l'école enfantine. Dans ces établissements, on se borne à jouer, chanter, dessiner, observer. L'étude de l'arithmétique et de la lecture ne commence qu'à huit ans.

Cette mesure était plus justifiée en Russie que chez nous. Il faut dire que le mécanisme de la lecture est infiniment plus facile en russe qu'en français et j'ai vu souvent là-bas des enfants de huit ans qui, sans avoir jamais été à l'école, sans avoir jamais eu de leçons, lisaient couramment depuis l'âge de quatre ou cinq ans et avaient déjà lu un grand nombre de livres de toute sorte. Ils avaient beaucoup trop lu et pas assez observé. Le livre était un écran placé entre eux et la nature. Et j'ai rencontré plusieurs fois des garçonnets de douze à treize ans qui ne voulaient plus étudier, blasés, fatigués déjà par des années de lecture favorisée par les longues soirées des longs hivers russes.

Le premier degré de l'école soviétique du travail (8 à 13 ans), c'est l'école primaire. Le deuxième degré (13 à 17 ans), c'est l'école secondaire. Mais tous les anciens termes ont été supprimés. Plus d'écoles réales ou de commerce, plus de lycées ni de gymnases. Il n'y a plus qu'un seul type, formé de classes mixtes, l'école soviétique du travail, premier et second degrés. Plus de directeurs, — des présidents ; plus de professeurs ni d'instituteurs, — des travailleurs scolaires. Les élèves

passent automatiquement, sans examens, d'un degré à l'autre, d'une classe à l'autre, ou plutôt d'un groupe à l'autre, car il n'y a pas de classes.

Ainsi se trouve résolue la question du raccordement de l'école primaire à l'école secondaire.

Jusqu'aujourd'hui, l'instruction secondaire était le privilège d'une infime minorité d'enfants, aisés ou riches, souvent, dont beaucoup devenaient des « sabots » que l'on traînait péniblement d'une classe à l'autre. Et pendant ce temps la Russie souffrait d'une pénurie chronique d'ingénieurs, de professeurs, de médecins surtout. Aussi cette réorganisation, qui donne à tout enfant désireux de s'instruire et suffisamment doué la possibilité de poursuivre jusqu'au bout, gratuitement, ses études secondaires, remporte en Russie tous les suffrages. C'est la réalisation d'un vœu très ancien de tout le corps enseignant, aussi bien secondaire que primaire.

J'ai dit que l'école est appelée école soviétique du travail. Que signifie cette appellation : école du travail ? Est-ce à dire que l'école doit être transformée en un atelier, comme l'ont compris, en province surtout, beaucoup de pédagogues et de commissaires de l'instruction ? Pas du tout. L'école du travail n'est point une invention russe : c'est l'*Arbeitschule*, l'école active, bien connue en Suisse grâce aux travaux remarquables de pédagogues comme MM. Claparède, Bovet, Ferrière et Roorda.

Les principes de l'école active sont ceux que la révolution russe semblait vouloir appliquer. Malheureusement, on s'y est pris de telle façon que, comme on le verra, l'école russe est devenue un véritable chaos. Ce qu'on y fait depuis trois ans, ce n'est pas de la péda-

gogie, c'est de la haute fantaisie, du dilettantisme. On aurait dû réformer l'école et non la révolutionner. Mais les fonctionnaires du Commissariat de l'Instruction, en théoriciens fanatiques, ont sabré à droite, sabré à gauche, et quand enfin il n'est rien resté de l'école ancienne, ils nous ont accablés de circulaires pour tenter de rétablir quelque chose. On s'imagine trop volontiers en Russie que plus une solution est radicale, meilleure elle est. Et toutes ces mesures sont appliquées sans hésitation. Ce qui est problème partout ailleurs est axiome en Russie. Par exemple, la question de l'enseignement religieux. Dans tous les pays, c'est un problème qu'on étudie, dont on cherche la solution. En Russie, la question a été traitée comme un axiome, comme une question résolue définitivement, sur laquelle il ne subsiste pas le moindre doute. Et l'on a interdit, purement et simplement, tout enseignement religieux dans les écoles, allant ainsi à l'encontre des vœux de l'immense majorité du peuple russe, très attaché aux formes de sa religion.

Autre exemple. Les garçons et les filles doivent-ils faire leurs études ensemble, dans des classes mixtes? Question fort discutée. Aux Etats-Unis, après des expériences de bien des années, parents et pédagogues semblent en vouloir revenir au système de la séparation des sexes, au moins de 13 à 18 ans. En Russie, cette question fort complexe est traitée comme un axiome : classes mixtes dans toutes les écoles, à tous les âges.

Pourquoi ces deux années d'expérience ont-elles eu de si lamentables résultats au double point de vue de l'instruction et de l'éducation? C'est d'abord, comme nous l'avons déjà dit, que la famille marche à pas de géant à sa perte. A la ville, dans toutes les couches de

la population, la famille n'existe plus. Le père et la mère, pris tout entiers par l'âpre lutte pour la vie, sont toujours hors de la maison, à la fabrique, au bureau, où ils prennent une partie de leurs repas. Puis il y a l'humiliante chasse aux subsistances, les queues interminables, des heures d'attente pour un morceau de pain. Les enfants, on ne les a plus ; un garçon ou une jeune fille de quinze ans, qui gagnent autant que leurs parents, se rendent indépendants. Quant aux plus petits, les crèches, les écoles, les colonies s'en chargent.

Or, il est reconnu que l'école sans la famille ne peut atteindre qu'une partie de son but, que c'est dans la famille bien plus qu'à l'école que se forment le caractère et le cœur. Les pédagogues de Moscou n'ont point suivi, dans ce domaine, les principes de Pestalozzi qui, lui, eût consenti à la disparition de l'école élémentaire pour la remplacer par la *chambre de famille* où une mère attentive et tendre, ouvrière ou paysanne aussi bien que bourgeoise, munie de son *Manuel des mères*, instruirait elle-même ses fils et ses filles.

Une autre raison de l'échec subi par les pédagogues russes, c'est que les décrets de 1918 proclament la suppression absolue de toute contrainte à l'école. Dès lors, non seulement plus d'examens, plus de notes pour apprécier le travail de l'élève, — ce dont peu de personnes se plaignent, — mais interdiction absolue d'imposer à l'enfant les indispensables corvées où l'on fera l'éducation de sa volonté. Et les mesures prises ont tué l'effort, supprimé l'émulation, amoindri la volonté. Les élèves ont jeté leurs bonnets par-dessus les moulins et donnent libre cours à leur laisser-aller, à leur nonchalance.

Avant la révolution déjà, beaucoup de Russes cul-

tivés, imprégnés de cet idéalisme qui les rendait si sympathiques, planant entre le ciel et la terre, n'avaient que du dédain pour ceux qui osaient exiger et contraindre. Cette liberté absolue que presque tous réclamaient, ils l'ont. L'école libre où l'on entre comme au moulin, que l'on fréquente quand bon vous semble, où l'on vient en classe les mains dans les poches, le chapeau sur la tête et la cigarette à la bouche, sans livre, sans cahier, sans crayon ; où l'on passe à sa volonté d'une classe à l'autre ; où notes et examens sont abolis, elle existe aujourd'hui dans toutes les villes de la sainte Russie. Mais, chose étrange, personne n'est satisfait, ni les élèves, ni les parents, ni les maîtres. Les parents haussent les épaules quand on parle des écoles, et jamais il ne viendrait à l'idée de l'un d'eux de s'enquérir des progrès de son fils ; chacun est convaincu d'avance qu'il ne peut y en avoir. Les écoles sont pleines de garçons et de filles qui vont et viennent à leur fantaisie, entrent et sortent quand ils veulent, désireraient savoir peut-être, mais certainement ne veulent pas apprendre.

L'application la plus intégrale de ces principes a été faite au quartier de Kamovniki, à Moscou. C'est dans cette partie de la ville que se trouve le Commissariat de l'Instruction, et sous la pression de deux employés supérieurs de ce commissariat, les camarades Pozner et Poliansky, la liberté la plus absolue fut laissée aux élèves : « Vous voulez écouter, écoutez. Vous désirez chanter, chantez. Vous avez envie de danser, dansez. » Le résultat fut une anarchie complète et en janvier 1919, par ordre du commissariat lui-même, toutes les écoles du deuxième degré de ce rayon furent fermées : il n'y venait presque plus d'élèves.

Pour faire mieux comprendre la situation de l'enfant, de l'école et du pédagogue en Russie, je citerai une partie des notes prises par moi et rapportées en Suisse en août 1920.

Quand la guerre éclata, j'étais maître de français au 1^{er} gymnase de garçons de la ville de Vilna. En 1915, à l'approche des armées allemandes, je fus évacué vers le centre de la Russie, et je m'établis, temporairement, à Véniof, une petite ville de la province de Toula, à 160 km. de Moscou. C'est là que, avec ma femme et mes trois enfants, j'ai vécu ces dernières années si pleines d'agitation et d'angoisse.

11 mars 1918. — Quatre mois de bolchévisme! C'est-à-dire quatre mois à Moscou et à Pétrograd, car ici les bolchéviks ne se sont emparés du pouvoir que plusieurs semaines après la révolution d'octobre. En novembre, les gens d'ici riaient : « Des bolchéviks à Véniof? Mais il n'y en a pas un seul! Il n'y en a jamais eu! »

Et pourtant ils sont venus. Quelques paysans des environs, soldats de l'armée licenciée, quelques ouvriers originaires de Véniof et des villages voisins, arrivés de Moscou avec mission spéciale, ont formé un Soviet et pris la haute main dans toutes les administrations du district. Tout s'est passé en douceur. Personne n'a même tenté de protester.

Ils ont commencé modestement, d'ailleurs : deux commissariats, une dizaine d'employés, trois dactylographes qui pianotaient dans les ex-bureaux de l'ex-commandant militaire.

Dans notre école, une seule alerte, de courte durée. En janvier, nous avons été avertis qu'aucun paiement de traitement ne pourrait plus être effectué par la

recette de l'Etat sans un visa du commissaire des finances. Nous étions soviétisés !

18 avril. — Le commissaire de Moscou annonce qu'un crédit de 1 milliard 200 millions va être voté pour l'instruction publique. Maigre consolation ! Chaque augmentation de traitement marque pour nous un pas de plus vers la misère. Nous savons que le temps va venir où pas un paysan ne nous donnera un kilo de pommes de terre ou de farine pour l'argent que nous lui offrirons. « Que voulez-vous que je fasse de ce papier, disent-ils déjà. Ma vache n'en mange pas, ni moi non plus ! »

17 mai. — Nous avons, enfin, un commissaire de l'instruction ; c'est un jeune paysan, ex-soldat, mais depuis quatre semaines qu'il est élu nous ne l'avons ni vu ni entendu. A l'école, aucun travail sérieux. Les élèves savent d'où souffle le vent et ne fréquentent les leçons que bien rarement. Beaucoup font la navette entre Moscou et Véniof, revendant ici ce qu'ils ont acheté là-bas.

16 octobre. — Les leçons vont recommencer après cinq mois de vacances. Plus d'examens. Tant mieux. Tous nos élèves sont promus, automatiquement, dans la classe supérieure. Au lieu de deux écoles secondaires, il va y en avoir quatre : deux écoles primaires sont transformées en écoles du II^e degré. Toutes les classes sont mixtes, d'où nécessité de procéder, entre les différentes écoles, à des échanges : tant de garçons contre tant de filles. 50 % des instituteurs et institutrices du district n'ont fait que des études primaires. Le traitement est le même pour tous, pour ceux qui ont fait des études universitaires et pour ceux qui n'ont

pas fait d'études du tout, pour ceux qui ont dix enfants et pour ceux qui n'en ont point.

25 mars. — Une partie de nos élèves logeaient, l'année dernière, dans une pension dont un de mes collègues avait la surveillance. Un certain ordre et une propreté relative y régnaient alors. Aujourd'hui, cette pension relève d'un des nombreux commissariats du Soviet et les membres du conseil pédagogique de notre école sont déchargés de toute surveillance. En automne, cette pension a été installée dans la maison, nationalisée bien entendu, d'un ex-marchand. J'y vais quelquefois. Pour meubler la maison on a vidé une propriété des environs. Plusieurs meubles anciens, un bureau d'acajou, des consoles empire, une armoire en ébène incrusté de nacre, mais pas une pièce n'est entière : les paysans qui ont été réquisitionnés pour amener ces meubles à la ville les ont tous abîmés, intentionnellement, par esprit de vengeance. Ils auraient préféré tout garder pour eux. « D'ailleurs, m'expliquent nos élèves, on ne les ménage pas, ces meubles : ils ne sont pas à nous. »

Pour une quarantaine de garçons de 13 à 20 ans, il y a huit domestiques. La saleté est épouvantable ; le plancher, jonché de débris de toute sorte, n'a pas été balayé depuis un mois... sous prétexte qu'on n'a pas de balai. Sur les lits, une paille avec une couverture et un oreiller sale. Pas de draps. Sous les lits, des tas de vieilles chaussures couvertes de poussière. La nourriture, insuffisante, est préparée et servie d'une façon ignoble. Il y a eu trois cas de typhus le mois dernier. Quelques jeunes garçons, étendus sur leurs grabats, lisent des romans. D'autres jouent aux cartes.

Pas un qui travaille, pas un qui prépare une leçon. Plusieurs ne se sont pas montrés à l'école depuis des semaines.

31 mars. — Mes collègues, tous universitaires et pères de famille, reçoivent 664 roubles par mois. Cette somme leur suffit tout juste pour acheter, chaque mois, non chaque jour, 25 kg. de farine de seigle, ou bien 8 kg. de viande, ou bien 2 kg. $\frac{1}{2}$ de beurre, ou encore 4 bouteilles de lait ou 6 œufs par jour.

Au moins est-il agréable de constater que nos élèves des classes supérieures gagnent beaucoup plus que nous. La plupart spéculent. G. est le grand entrepreneur de la bande ; il achète tout ce qui lui tombe sous la main : pain, farine, viande, beurre. Il charge ses camarades de transporter ces marchandises à Moscou où elles se vendent deux ou trois fois plus cher. G. paie tous les frais de voyage, plus 300 roubles qui sont le bénéfice net du voyageur. Beaucoup préfèrent travailler pour leur compte : c'est plus lucratif. Mais le métier exige une bonne dose de sang-froid, d'audace et d'adresse. Il faut non seulement acheter et revendre, il faut encore avoir recours à des ruses d'apache pour se procurer l'autorisation d'acheter un billet de chemin de fer ou bien pour voyager sans billet. En wagon, il faut éviter les confiscations des miliciens, qui, à certaines gares, fouillent les valises et les sacs des voyageurs et s'emparent de toutes les marchandises dont le commerce est prohibé.

Plusieurs de nos élèves occupent aussi des places dans les bureaux et gagnent jusqu'à 1200 roubles par mois. L'un d'eux reçoit du service de propagande 800 roubles mensuellement comme président de la « Jeunesse communiste » (15 membres).

14 mai. — Nous venons de délivrer des certificats d'étude à nos élèves de la classe supérieure. Tous sont venus demander leur certificat, même ceux qui, de toute l'année scolaire, n'ont pas assisté à dix leçons.

21 juin. — Beaucoup de nos élèves ont, paraît-il, des cartes de pain fausses. Comment se les procurent-ils? Je ne sais; je suppose qu'ils ont des accointances avec les employés du bureau des cartes. Grâce à ce système, l'un d'eux au moins s'en va chaque semaine vendre à Moscou, à 30 roubles la livre, une centaine de livres de pain payé 80 kopeks à Véniof. Serge S. et Théodore Z. (16 ans) travaillent « dans les œufs » et reviennent de Moscou avec du fil et du savon. Un autre, Ch. (15 ans), transporte à Moscou du tabac et en rapporte du sel. C'est, paraît-il, très lucratif.

27 juin. — Les prix augmentent d'une façon fantastique. Heureusement que, grâce à quelques leçons particulières, payées « en produits », grâce surtout au fait que nous avons loué une chambre à deux jeunes paysans qui nous paient en pommes de terre, gruau et lait, notre situation est moins mauvaise que celle de tous mes collègues. Nous ne songeons plus même à acheter du beurre ou de la viande. Nous mangeons par contre assez souvent du poulain, qui est aussi bon que du veau. Les enfants reçoivent chaque jour un dîner à leur petite école, mais ce qu'on leur donne est bien insuffisant, car, après avoir dîné là-bas à 1 heure, ils rentrent à la maison avant 3 heures et leur premier cri est : « J'ai faim. » Il faut redîner.

29 juin. — Nous souffrons du manque presque absolu de sucre, de graisse et de lait. On annonce solennellement, dans les journaux de Moscou, que les stocks de sucre permettent d'en distribuer deux livres par

mois à chaque habitant. Cette distribution a bien lieu à Moscou même, mais il est remarquable que le sucre destiné à notre gouvernement fond, hiver comme été, avant d'arriver à ses destinataires. Où va ce sucre ? Hier, en ma présence, le commissaire de l'instruction prenait le thé dans son bureau en recevant les solliciteurs. Pour sucrer son thé, il puisait de larges cuillerées de sucre en poudre dans un sac qui en contenait bien dix livres. Pourquoi en a-t-il tant, lui, célibataire, et pourquoi moi et mes enfants n'en avons-nous reçu que 100 grammes chacun, il y a près de trois mois ? C'est qu'il est « travailleur de parti », « travailleur responsable ».

HECTOR NICOLE.

(La suite prochainement.)

Némésis.

—♦—
NOUVELLE
—♦—

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE ¹

III

Peut-être ne vous attendiez-vous guère à ce que M. David Faux, revenu des Indes occidentales cinq années seulement après y être allé, s'établît dans son ancien métier, ni plus ni moins qu'un homme qui n'est jamais sorti de chez soi. Mais la vie offre de ces cas. Tant que les hommes changeront de cieux sans changer d'âme, il pourra se faire, nous le savons assez, qu'ils ne changent pas de métier non plus.

A coup sûr, ce résultat ne répondait pas aux espoirs de David lui-même. Il avait anticipé, rappelez-vous, une carrière magnifique parmi les « noirs » ; mais, soit qu'on eût vu trop de « blancs » déjà, soit pour une autre raison, on ne l'avait pas d'emblée tenu pour le type d'une humanité supérieure. En outre, il n'y avait pas de princesse. Personne, à la Jamaïque, n'était jaloux d'y retenir David pour le seul plaisir de sa présence ; et ces mérites cachés d'un homme qui ne les ignorait point avaient été aussi peu reconnus là-bas qu'ils le sont publiquement dans la société usée de l'Ancien Monde.

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de janvier et février.

En vérité, quand, au Club des Huîtres, David insinuait avoir vécu une vie de sultan dans les luxuriantes Indes, je pense qu'il se faisait tort. Mon opinion est qu'il y avait travaillé pour gagner son pain, qu'en fait il s'était adonné à la cuisine, ce métier étant, après tout, le seul où il pût exercer ses talents. Il avait échafaudé plusieurs plans ingénieux au moyen desquels il se proposait de circonvenir des gens de grande fortune et de petit esprit ; mais l'occasion n'avait pas fait le larron. Apparemment, ses stratagèmes pour s'enrichir à peu de frais n'étaient pas, autant que sa confiserie, en rapport avec le monde qui l'entourait. Il est possible de faire passer un grand nombre de faux sous et de demi-couronnes démonétisées, mais qui a jamais pris un sou pour un shilling ou une demi-couronne pour un souverain ? Un chevalier d'industrie peut mener un train brillant ici-bas : une carrière splendide lui est réservée s'il veut en affronter toutes les conséquences. Mais David était bien trop timide pour jouer les chevaliers d'industrie ou pour donner dans les chausse-trapes de la loi. Sa mère fut son unique victime. Voilà pourquoi il en était réduit à sa valeur intrinsèque, à se contenter de passer pour un sou, disons mieux : pour un bon confiseur.

Car, en dépit du léger apport que la lecture et l'observation avaient ajouté à son bagage professionnel, il n'avait pas de moyen plus sûr de remplir sa poche. Bien plus, il trouva en lui la capacité de développer son adresse en ce domaine et d'embrasser toutes les formes de l'art culinaire ; il commençait à se rendre compte qu'il lui était impossible de briller dans les autres branches du labeur humain. La destinée était trop forte pour lui. Il s'était imaginé en secouer la mainmise, et c'était à cet effet qu'il avait fui au

delà des mers ; mais elle l'avait empoigné, affublé d'un tablier et, balayant tous ses autres projets, lui avait fait appliquer son esprit à inventer des gâteaux et des pâtés dans une cuisine de Kingstown. Il s'était soumis de bonne grâce à la destinée tant qu'elle lui avait rapporté des gains décents ; mais les fièvres, la chaleur cuisante et d'autres maux qui sont le lot des cuisiniers sous les climats ardents l'avaient fait soupirer après le pays natal. De nouveau, il s'était embarqué, emportant ses épargnes de cinq années et voyant enfin distinctement les intentions du destin sur sa carrière. Vous tenez à savoir si tout l'argent avec lequel il s'établit à Grimworth consistait purement et simplement en économies ? Eh bien, je suis obligé d'avouer, entre nous, qu'il avait gagné une somme ou deux en s'abstenant — par charité — de dénoncer les délits de certaines gens. Tout bien considéré, puisque son nom de famille n'offrait aucune perspective d'avenir, et qu'un nouveau baptême paraissait le début convenable d'une nouvelle vie, M. David Faux fit cette réflexion qu'il était aussi bien de s'appeler M. Edward Freely.

Mais voici que contrairement à tout calcul des probabilités, il semblait bien que quelque bénéfice fût attaché au nom de David Faux. Le négligerait-il, comme indigne d'occuper l'attention d'un commerçant heureux ? Cela pouvait le remettre en contact avec sa famille, et, de ce côté-là, il ne se découvrait pas le moindre élan de tendresse ; et puis, il ne croyait guère que ce « quelque chose à son avantage » fût rien d'important. D'autre part, même un léger gain est chose agréable, et la promesse faite en cette occurrence était si surprenante que David sentit s'éveiller sa curiosité. Finalement, il résolut d'écrire au notaire,

et l'on prit jour pour une rencontre entre David et son frère aîné en l'étude de M^e Strutt. Le « quelque chose » revêtait la forme d'un legs de quatre-vingt-deux livres trois shillings.

David, il vous en souvient, s'était attendu à être déshérité. Il l'eût été positivement si, à l'instar de maints fils ingrats, il n'était issu de parents modèles, que des scrupules de conscience arrêtaient là où des gens beaucoup plus instruits n'eussent pas hésité à suivre le penchant de leur indignation. La bonne M^{me} Faux ne pouvait oublier qu'elle avait mis au monde ce fils mal conditionné quand il était en cet état d'entière faiblesse qui excluait de sa part le moindre choix. Qu'il tournât mal, de toute manière la faute en retomberait sur ses père et mère s'ils faillaient en quoi que ce fût à leurs devoirs de parents. La notion qu'elle avait de ce devoir n'était point d'une espèce élevée et subtile, mais impliquait la participation de David à l'héritage familial ; car, lorsqu'un homme n'a pas un peu d'honnête argent à lui, n'est-il pas porté à voler ? Deshériter le fils coupable, c'était comme l'abandonner à ses mauvais instincts. Non ! que l'on déduise de sa part les vingt guinées dérobées, que de cette somme on retranche encore les trois guinées qui devaient lui revenir de l'épargne maternelle ; et, bien qu'il se soit enfui et qu'il ait peut-être traversé la mer, qu'on lui laisse cet argent, qu'on le lui garde en prévision d'un retour possible. M. Faux entra dans les vues de sa femme et mit, en conséquence, un codicille à son testament, à temps pour mourir la conscience en repos.

Mais, tout d'abord, la famille pensa qu'il était peu probable que David reparût jamais. Le fils aîné, qui avait Jacob sur les bras, trouvait un peu dur que David fût peut-être mort et que cependant le legs ne pût

revenir à son héritier légal. On en était là lorsque la certitude contraire — savoir que David vivait et en Angleterre encore — parut fournie par le témoignage d'un voisin qui, s'étant rendu à Cattleton, était assez sûr d'avoir vu David en cabriolet, avec un gros homme conduisant à son côté. Ce voisin pouvait jurer que c'était David. « Bien sûr, dit-il, que j'aurais de la peine à établir son identité, puisqu'il n'avait point de taches sur lui ; tout de même, un chien blanc, pas vrai, n'a point de taches non plus, et ça n'empêche pas de reconnaître un chien blanc. » C'est cet incident qui avait conduit à l'annonce du journal.

Le legs fut versé, comme de juste, après quelques confidences sur la position actuelle de David. Il pria son frère de transmettre ses affections à sa mère et de lui dire que bientôt il se ferait un devoir de lui rendre visite, mais que, pour le moment, son commerce et la perspective de son prochain mariage ne lui permettaient pas de quitter la maison. Son frère, très franchement, lui répondit : « Ma mère fera comme elle voudra, elle est libre ; pour moi, je n'ai pas envie de vous revoir chez nous. Quand on a pris un nouveau nom, on fait mieux de s'en tenir à ses nouveaux amis. »

David empocha l'insulte avec les quatre-vingt-deux livres trois shillings, et s'en retourna triomphant d'une transaction qui ajoutait un si beau denier à son saint-frusquin. Loin de lui la pensée d'offenser Jonathan en l'obligeant à le considérer comme son frère ! Ce fut de tout cœur qu'il réintégra le caractère de M. Edward Freely, l'orphelin, le rejeton d'une famille grande, mais réduite, — de M. Edward Freely, qui avait un oncle excentrique aux Indes occidentales.

Un peu plus d'une semaine après ce retour d'un fructueux voyage, on fixa le jour des noces. Il fut

convenu que M^{me} Palfrey surmonterait sa répugnance à quitter son home, qu'elle viendrait avec son mari et leurs deux filles inspecter la future demeure de Penny, et procéder aux nouveaux arrangements que nécessitait la réception de l'épouse. M. Freely entendait qu'elle eût une maison si confortable qu'elle n'eût rien à envier à la femme d'un représentant de lainages. La chambre au-dessus de la boutique ferait tout naturellement le meilleur petit salon ; mais le parloir derrière le magasin devait être transformé en boudoir pour la jolie Penny qui, cela allait sans dire, désirerait être près de son mari, bien que M. Freely déclarât sa résolution de ne jamais permettre à sa femme de servir les clients.

Finalement, on planta là les décisions concernant l'ameublement du salon et, à cinq heures, on s'attablait devant les meilleurs « muffins » et les brioches les plus délicates. La gentille Penny, toute rougissante sous un chignon artistement tressé et dans une robe qui laissait voir ses petites épaules blanches, souriait. Sans cesse on recourait à son opinion, qu'elle ne donnait jamais. Elle désirait secrètement une garniture de cheminée d'un genre particulier, mais elle n'aurait pu prendre sur elle d'en toucher mot. Assise à côté de son amoureux au teint jaune et flétri, — il avait déjà des pattes d'oie, — elle tremblait de plaisir à la grandeur du sort qui la donnait à un homme de cette importance. Il avait tant voyagé ! Et puis elle se mariait avant sa sœur Létitia !

La belle Létitia avait l'air hautain et méprisant. Elle trouvait son futur beau-frère odieux, elle en voulait à ses père et mère de laisser Penny épouser cet individu. Chère petite Penny ! Ne dirait-on pas d'un frais bigarreau sur le point d'être mordu à même la

branche par cette bouche sans lèvres? Est-ce qu'aucun libérateur ne viendrait se glisser entre cette cerise et cette bouche?

— Il y a tout à fait un air de parenté entre l'amiral et vous, observa M^{me} Palfrey, qui voyait le portrait pour la première fois. C'est merveilleux! Et il n'est que votre grand-oncle! Est-ce que, à votre connaissance, vous ressemblez au reste de la famille?

— Je l'ignore, dit M. Freely avec un soupir. Ma famille avait bien trop d'orgueil pour faire attention à moi.

A ce moment, il se fit un tumulte extraordinaire dans la boutique; c'était comme si un animal pesant piétinait en poussant des grognements de colère. Puis un bocal tomba et se brisa en mille pièces, tandis que la voix d'un apprenti appelait : « Patron! » en grande alarme.

M. Freely, étonné et inquiet, se leva et courut au magasin, suivi des quatre Palfrey, qui restèrent au seuil du parloir, pétrifiés de surprise : un homme de grande taille, vêtu d'une blouse de paysan, une fourche à la main, se précipitait sur M. Freely, le serrait dans ses bras, l'embrassait, en criant : « Zavi, Zavi, frère Zavi! »

C'était Jacob, et, durant quelques secondes, David perdit toute sa présence d'esprit. Il s'imagina qu'on venait l'arrêter pour avoir volé les guinées de sa mère. Il devint froid comme le marbre, il trembla sous l'étreinte de son frère.

— Eh bien, que signifie?... dit M. Palfrey en s'avancant. Qui est-ce?

Ce fut Jacob qui se chargea de répondre, en disant et redisant :

— Sis Zacob, son frère Zacob. Sis v'nu voir Zavi...

La faim le poussa à relâcher son étreinte. Un grand pâté se dressait sur le comptoir : il s'en saisit et le porta à sa bouche.

Pendant ce temps, David commençait à recouvrer ses idées ; mais ce fut une rude besogne pour sa prudence que de maîtriser sa rage et sa haine contre le pauvre Jacob.

— Je ne le connais pas ; il est saoul, bien sûr, dit-il à voix basse à M. Palfrey. Mais il est dangereux avec cette fourche. Il ne la lâchera pas...

Il s'arrêta, sur le point de trahir une trop grande intimité avec les habitudes de Jacob...

— Surveillez-le, *vous autres*, pendant que je cours chercher la police.

Et il sortit en courant.

— Ah ça, d'où venez-vous, mon garçon ? dit M. Palfrey à Jacob d'un ton conciliant.

Jacob dévorait son pâté à pleine bouche, tout en faisant du regard le tour des bonnes choses du magasin, la fourche serrée contre sa poitrine par le bras gauche, et la main droite sur des brioches de Bath. Il était dans la position rare d'une personne qui retrouve un ami longtemps absent et le revoit plus abondant que jamais en ces biens particuliers qui avaient gagné son cœur.

— Sis Zacob... son frère Zacob... c'ez nous. Z'aime Zavi... frère Zavi, dit-il aussitôt que M. Palfrey eut attiré son attention. Zavi est r'v'nu d's Indes... Il a pris les zinées d' la mère... Ous qu'il est, Zavi ? ajouta-t-il en regardant autour de lui, puis se tournant vers les autres d'un air interrogateur, intrigué qu'il était par la disparition de David.

— C'est très curieux, observa M. Palfrey à sa femme et à ses filles. Il semble dire que Freely est son frère revenu des Indes.

— Agréable relation pour nous ! dit Létitia d'un ton sarcastique. Il me paraît ressembler assez bien à M. Freely. Même nez, même couleur des yeux.

La pauvre Penny était près de pleurer.

Mais voici que M. Freely rentrait, sans le constable. Durant sa course de quelques mètres, il avait eu assez de temps et de calme pour voir plus loin que son nez ; et il lui apparaissait que faire conduire Jacob au pénitencier ou au violon comme un étranger malfaisant pourrait avoir des résultats malheureux si sa famille prenait la peine de rechercher l'idiot. Il devait se résigner à de plus patientes mesures.

— J'ai réfléchi, dit-il, en faisant un signe de tête à M. Palfrey, et lui murmurant à l'oreille pendant que Jacob avait le dos tourné, — voyez-vous, c'est un pauvre garçon faible d'esprit. Peut-être que ses amis viendront à sa recherche. Laissons-le manger un peu ; je ne regarde pas à la dépense. Je suis même disposé à lui donner à coucher pour la nuit. Il s'est mis en tête qu'il me connaît : les idiots ont de ces fantaisies... Il s'en ira peut-être dans une heure ou deux, sans faire plus de bruit. J'ai moi-même le cœur sensible, — je ne voudrais pas qu'on maltraitât le pauvre diable...

— Mais il va manger pour un souverain en un rien de temps, dit M. Palfrey, qui jugeait par trop magnifique la générosité de M. Freely.

— Hé ! Zavi, r'v'nu ? s'exclama Jacob en donnant à David une nouvelle étreinte qui lui écrasa désagréablement le visage contre le manche de la fourche.

— C'est bon, c'est bon, dit en souriant M. Freely, qui se sentait toute la capacité d'un meurtre sans le courage de le commettre. Que n'eût-il donné pour que les brioches de Bath continssent par hasard une dose d'arsenic !

— Zinées d'la mère? dit Jacob, montrant du doigt un bocal de pastilles jaunes dans la vitrine. — Donnem'les.

David n'osa faire autrement que de descendre le bocal et de donner à Jacob une poignée de pastilles. Il les reçut dans sa blouse, qu'il tendit pour en avoir encore.

— Ça le fera tenir un peu tranquille, toujours, pensa David, et il vida le bocal.

Jacob grimaçait de plaisir et croquait à belles dents.

— Vous êtes très bon pour cet étranger, monsieur Freely, dit Létitia. Puis, malicieusement et comme David rejoignait ses invités à la porte du salon, elle ajouta : Ma parole, vous ne le traiteriez pas mieux s'il était vraiment votre frère

— J'ai toujours regardé comme un devoir d'être bon aux idiots, dit M. Freely, s'efforçant de mettre le sujet sur le terrain le plus moral. Nous-mêmes aurions pu être idiots, chacun aurait pu naître ainsi, au lieu d'avoir tout son bon sens.

— En ce cas, je ne sais trop s'il y aurait eu des victuailles pour tout le monde, observa M^{me} Palfrey, considérant la question du point de vue de la ménagère.

— Allons, rasseyons-nous et finissons notre thé, dit M. Freely. Laissons cette pauvre créature à elle-même.

Ils rentrèrent au salon ; mais Jacob, qui, apparemment, n'appréciait pas l'amabilité de le laisser « à lui-même », suivit aussitôt son frère et prit place à table, sa fourche à terre.

— Maman, dit Létitia en se levant, je ne sais si *vous* avez l'intention de rester ici ; pour moi, je retourne à la maison.

— Oh! moi aussi, dit Penny. Elle avait une peur

mortelle de Jacob, qui s'était mis à lui faire des signes de tête en ricanant.

— Eh bien, je pense que nous ferions mieux de nous en aller, monsieur Palfrey, dit la mère, plus lente à se lever.

M. Freely, dont le teint avait encore jauni pendant la dernière demi-heure, ne fit aucune opposition. Il espéra qu'on se rencontrerait de nouveau, « en des circonstances plus heureuses ».

— C'est son frère, j'en ai la conviction, dit Létitia quand les Palfrey eurent repris le chemin de leur demeure.

— Letty, c'est très mal à toi ! s'écria Penny, qui se mit à pleurer.

— Bêtises ! dit M. Palfrey. Freely n'a point de frère, il l'a dit mainte et mainte fois. Il est orphelin, il n'a que des oncles, — un du moins. Que prouvent les paroles d'un idiot ? Pourquoi Freely aurait-il menti ?

Létitia secoua la tête et ne répondit rien.

M. Freely, demeuré seul avec son affectueux frère Jacob, rumina le moyen de l'attirer hors de la ville le lendemain à la première heure, et de l'emmener à Gilsbrook pour couper court à toute autre révélation. Mais ce n'était pas chose facile. Il voyait clairement que s'il reconduisait lui-même son frère, son absence, jointe à la disparition de l'étranger, ou bien donnerait la conviction que ce dernier était réellement un parent, ou l'obligerait à l'expédient dangereux d'inventer une histoire pour expliquer à la fois disparition et absence. David gémit. Il y a des occasions où le mensonge est un inconvénient. Peut-être eût-il été infiniment plus sage de ne jamais conter ces habiles blagues au sujet de ses oncles, grands ou autres ; car les Palfrey étaient

des gens simples et partageaient le préjugé populaire contre le mensonge. Et même s'il réussissait à éloigner Jacob cette fois, qui pouvait assurer que l'idiot ne reviendrait pas, maintenant qu'il connaissait le chemin ? O guinées ! O pastilles ! O sort enviable de ceux qui n'avaient jamais volé leur mère, qui jamais n'avaient menti !

David passa une nuit blanche, tandis que Jacob, tout près de lui, ronflait. C'était bien la peine d'aller aux Indes et d'acquérir une expérience combinée avec l'anecdote !

Il était debout à l'aube, comme ce jour où il avait été dans la terreur de Jacob. Il employa les moyens les plus doux pour tirer ce funeste frère de son sommeil de plomb ; il n'osait pas élever la voix, à cause de l'apprenti, qui couchait dans la maison et eût tout rapporté. Mais impossible de réveiller Jacob : il donna des coups de poing à l'auteur inconnu de son dérangement, se tourna de l'autre côté et ronfla de plus belle. Force était de le laisser se réveiller à son heure. David, le front trempé d'une sueur froide, se dit que ce ne serait pas encore ce jour-là que Jacob pourrait être expédié...

M. Palfrey vint à Grimworth avant midi, poussé par la curiosité bien naturelle de voir où son futur gendre en était avec l'étranger vers qui l'inclinait tant de bienveillance. Il trouva une foule devant la boutique. Tout Grimworth savait à cette heure comment Freely était la proie d'un idiot qui l'appelait « Frère Zavi ». Pour les jeunes, ce singulier personnage était une source infinie d'intérêt fascinant, tandis que les chefs de famille entraient dans le magasin pour s'enquérir de l'aventure.

— Pourquoi donc ne l'envoyez-vous pas au pénit-

tencier ? dit M. Prettyman. Vous allez en voir de grises avec lui et avec les enfants, et il vous avalera tout. Le pénitencier, voilà ce qu'il faut ; ses parents, s'il en a, iront l'y réclamer.

— Libre à *vous* d'avoir ces sentiments-là, monsieur Prettyman, répliqua David, à bout de nerfs par la torture de la situation.

— Hein ? Il est votre frère, alors ? dit M. Prettyman, braquant un œil dévisageur sur son voisin Freely.

— Tous les hommes sont nos frères, et les idiots en particulier, répondit M. Freely.

— Allons, allons, s'il est votre frère, dites la vérité, voisin, insista M. Prettyman, dont les soupçons croissaient. N'ayez pas honte de votre chair et de votre sang.

M. Palfrey était présent, et lui non plus ne perdait pas Freely des yeux. Il est difficile à un homme de croire à l'avantage d'une vérité qui le convaincra de mensonge. En ce moment critique, David caponna devant cette disgrâce immédiate dans l'opinion de son futur beau-père.

— Monsieur Prettyman, dit-il, je tiens vos observations pour une insulte. Je n'ai aucune raison de rougir de ma chair et de mon sang. Si ce pauvre homme était mon frère plus que ne le sont tous les autres, je le dirais.

Un homme de haute taille parut à l'entrée de la boutique, et David, levant les yeux dans cette direction, reconnut Jonathan, son frère aîné.

— Z'veux rester avé Zavi ! cria Jacob, qui, lui aussi, aperçut le grand frère ; et, courant derrière le comptoir, il se cramponna à David de toute sa force.

— Ah ! il est ici ? dit Jonathan Faux en s'avançant. Je m'en doutais. Comme on ne le voyait pas revenir, la mère a tant fait qu'il m'a fallu trotter à sa recherche.

J'ai eu tout à coup l'idée qu'il était probablement venu chez vous, parce que nous avons parlé de vous ces jours et dit où vous restiez.

David comprit qu'il n'y avait plus moyen d'échapper ; il eut un hideux sourire.

— Comment ! c'est un parent à vous, monsieur ? demanda M. Prettyman à Jonathan.

— Oui, c'est mon innocent de frère, bien sûr, dit l'honnête Jonathan. Ah ! une jolie peine qu'il est pour nous ; avec ça, il nous coûte gros en nourriture et tout, mais nous devons porter notre fardeau.

— Et votre nom est Freely, n'est-ce pas ? dit M. Prettyman.

— Non, non, je m'appelle Faux. Freely, connais pas, répliqua Jonathan d'un ton sec. — Allons, ajouta-t-il en se tournant vers David, il me faut aller donner à la mère des nouvelles de Jacob. Est-ce que je l'emmène, ou vous chargez-vous de le renvoyer ?

— Prenez-le, si vous pouvez lui faire lâcher prise, dit David d'une voix faible.

— Ce monsieur, qui exerce ici le métier de confiseur, c'est donc votre frère, monsieur ? dit M. Prettyman.

— Oh ! moi je ne veux pas le reconnaître, dit Jonathan, incapable de contenir une indignation qui n'avait jamais pu se satisfaire. Il a filé de chez nous avec de bonnes raisons dans sa poche, voilà des années de ça. Il ne voulait pas être reconnu, je suppose.

M. Palfrey quitta la boutique. Dans sa conscience de s'être laissé duper, il sentait son orgueil trop grièvement blessé pour désirer plus de détails. Le plus urgent était de regagner la ferme et de dire à sa fille que Freely n'était qu'un pauvre capon, un filou probablement, et que c'en était fait des fiançailles.

M. Prettyman resta. En son for intérieur, il se félici-

tait de n'avoir jamais donné dans le Freely. Ah! monsieur Chaloner, la tête que vous allez faire quand vous saurez quelle sorte d'individu vous avez mis au-dessus des plus vieux paroissiens! Il estimait de son devoir, à lui Prettyman, de connaître, dans l'intérêt de la paroisse, tout ce qui se pouvait connaître au sujet de cet « intrus ». De ce train-là, on verrait s'établir à Grimworth des gens sortant du bagne!

Il apparut bientôt que la force seule viendrait à bout de Jacob. Avec une netteté égale à celle de l'esprit le plus intelligent, il comprenait que Jonathan le rendrait au lait écrémé, aux pelures de pommes, aux fèves des marais, au porc. Mais employer la force avec lui n'était point une petite affaire. Il portait d'énormes souliers pourvus de clous, et, privé de sa fourche, il recourrait sans hésiter aux coups de pied. Il faudrait des prodiges de ruse pour lui lier bras et jambes et mettre tout le monde en sécurité.

— Laissez-le, dit David avec la résignation du désespoir, effrayé par-dessus tout à l'idée d'un nouveau tapage dans sa boutique, ce qui eût rendu le scandale encore plus évident. — Allez-vous-en, *vous*, et demain je réussirai peut-être à le reconduire à Gilsbrook. Il me suivra, j'en suis sûr, ajouta-t-il dans un grognement étouffé.

— Très bien, répondit Jonathan d'une voix dure. Après tout, je ne vois pas pourquoi *vous* n'auriez pas, comme le reste de la famille, votre part d'embêtements et de frais avec lui. Mais n'oubliez pas de le ramener bientôt sain et sauf, autrement jamais la mère ne sera tranquille.

Cet arrangement conclu, M. Prettyman invita M. Jonathan Faux à manger un morceau chez lui, invitation tout à fait acceptable. Comme l'honnête

Jonathan n'avait à rougir de rien, il est probable que ses communications au civil drapier eurent le caractère de l'absolue franchise. M. Prettyman, dans l'intérêt de la paroisse, n'eut pas plus pressé que de convertir en propriété commune tous les renseignements qu'il avait pu recueillir sur Freely. Vous imaginez sans peine que la réunion du Club de Woolpack eut un entrain inaccoutumé ce soir-là. Chaque membre était anxieux de prouver qu'il n'avait jamais gobé Freely, comme s'appelait ce « type ». *Faux* était son nom, n'est-ce pas ? Eh bien, ça lui allait comme un gant. La majorité exprima le désir qu'il fût chassé de la ville sous les huées.

M. Freely ne mit pas le nez dehors de tout le jour. Il savait, en effet, que Jacob ne le quitterait pas d'une semelle, et pourquoi s'offrir un cortège d'enfants ? Il envoya retenir le cabriolet de Woolpack pour le lendemain de grand matin. Mais cet ordre ne fut pas tenu religieusement secret par le voiturier. On informa M. Freely que le cabriolet ne serait disponible qu'à sept heures.

Or, les gens de Grimworth étaient matineux. Peut-être même se levèrent-ils à dessein plus tôt que de coutume ; car lorsque Jacob, un sac de bonbons à la main, fut invité à monter dans le cabriolet avec son frère David, les habitants de la place du Marché étaient à leurs fenêtres et sur le pas de leurs portes. Au tournant de la rue, il y avait un rassemblement d'apprentis et d'écoliers, qui poussèrent des acclamations au passage de la voiture. Jacob prit cela pour un témoignage de joie et d'amitié : il y répondit par des hochements de tête et des grimaces. « Hip, hip hurrah, David Faux ! comment va votre oncle ? »

fut le salut matinal des gamins. Pareille en cela à bien des choses mordantes, cette petite scène n'était pas tout à fait impromptue...

Et pourtant ce n'était point la risée publique qui accablait le plus David. Il pensait — horrible ! — que, même s'il réussissait maintenant à ramener Jacob à la maison, rien n'empêcherait l'idiot de revenir, comme la guêpe au pot de miel. Aussi longtemps que David demeurerait à Grimworth, le retour de Jacob lui pendrait au nez. Mais pourrait-il continuer de vivre à Grimworth, en butte au ridicule, rejeté des Palfrey, lui qui s'était réjoui d'être un confiseur envié ? Oui, David voulait être envié ; il se souciait moins d'être aimé.

Il sut bientôt à quoi s'en tenir sur ce point. Grimworth lui tourna obstinément le dos, à lui et à ses viandes. A l'achèvement de la nouvelle école, le restaurant était fermé. A défaut d'autre motif, la sympathie que l'on avait pour les Palfrey, pour cette respectable famille qui résidait dans la paroisse depuis un temps immémorial, eût déterminé tous les gens « bien » à déclinier les produits de Freely. En outre, il avait pris le large avec les guinées de sa mère : qui pouvait dire ce qu'il n'avait pas fait d'autre, à la Jamaïque ou ailleurs, avant qu'il vînt à Grimworth s'insinuer dans les familles sous de faux prétextes ? Les femmes en frissonnaient. Des soupçons terribles s'amassaient autour de lui. Ses yeux gris, ses jambes arquées prenaient des airs criminels. Le recteur répugnait à voir un homme qui lui en avait imposé. Les gamins qui n'avaient pas de quoi se payer des sucreries huaient « David Faux » en passant devant le magasin. Ah ! bien sûr qu'on n'allait pas donner un sou pour acha-

lander le commerce de M. Freely ! Il serait obligé de fermer boutique sans un pécule, sans même pouvoir couvrir les frais du déménagement.

En peu de mois, le local de la place du Marché était de nouveau à louer, et M. David Faux, *alias* M. Edward Freely, avait décampé... sans laisser d'adresse. Cela coupait court à la démoralisation des femmes de Grimworth. La jeune M^{me} Steene renouvela d'efforts pour confectionner des *mince-pies* légers. Ayant enfin réussi une fournée si excellente que M. Steene, tout en dévorant, prit plaisir à contempler son épouse et déclara n'avoir jamais rien mangé de pareil, elle songea moins au « boulboul », elle oublia presque les renégats. Les secrets d'une cuisine plus soignée reprirent vie dans les cœurs des ménagères, et leurs filles furent de nouveau soucieuses d'être admises à l'initiation.

Vous serez, je l'espère, heureux d'apprendre encore que les achats d'étoffes de la jolie Penny en vue de son mariage avec M. Freely s'adaptèrent à son mariage avec le jeune Towers tout comme s'ils avaient été faits expressément à cette dernière occasion. Car le teint de Penny n'avait subi aucune altération : le bleu lui convenait toujours à merveille.

Ici s'achève l'histoire de M. David Faux, confiseur, et de son frère Jacob. On y verra, je pense, un spécimen admirable des avatars inattendus où se dérobe la grande NÉMÉSIS...

GEORGE ELIOT.

(Traduction inédite par L.-A. Delieutraz.)

Centenaire d'une controverse.

Le doyen Curtat et le réveil religieux vaudois.

Dans sa séance du 8 juin 1821, le Grand Conseil vaudois acceptait la dédicace d'une brochure intitulée *De l'établissement des conventicules dans le Canton de Vaud, dédiée au Grand Conseil et au Conseil d'Etat*, et signée L.-A. Curtat, pasteur. Cette dédicace contenait un éloge du landamman Pidou, mort le 18 mai 1821.

Qui était l'auteur de cette brochure? Quel but se proposait-il en l'écrivant? Quels résultats obtint-il? Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de répondre brièvement.

I

Louis-Auguste Curtat est né à Lausanne le 26 janvier 1759. Son père, Marc-Samuel-Henri Curtat, était notaire, justicier, conseiller, comme on l'avait été de père en fils dans sa famille, dès le xvi^{me} siècle : de fidèles serviteurs et fonctionnaires de LL. EE. de Berne. Sa mère, Marguerite Gautier, était d'une famille de réfugiés français de Nîmes. Ne nous étonnons pas que le futur doyen ait hérité, d'une aussi belle ascendance d'hommes de loi, le respect des autorités et des institutions, ni qu'il ait pu y joindre, par sa mère, une vivacité toute méridionale.

Curtat passa une partie de son enfance à Crassier, chez le pasteur Bridel, père du célèbre doyen. Il entreprit des études de théologie, puis les interrompit pour être précepteur pendant plusieurs années à Bordeaux, de 1779 à 1784 ou 1785 ; il y continuait seul ses études, si bien qu'il n'avait qu'un léger retard sur ses camarades lorsqu'il fut nommé, en 1786, suffragant du pasteur Réal à l'Eglise française de Berne.

C'est avec peine que nous résistons à la tentation de citer certains passages significatifs des lettres qu'il écrivit de Crassier, de Bordeaux ou de Berne¹ ; il y révèle un goût très vif pour la solitude, un attachement profond à sa famille ; l'aspiration à une vie paisible, régulière, exempte de troubles ; des affections quelque peu exclusives où se dessine un besoin de domination et d'indépendance à la fois ; la conscience très nette de sa valeur — une valeur réelle — encourageant un amour-propre très voisin de l'orgueil ; une nature très franche ; un tempérament violent, emporté, dont il a peine à se rendre maître ; une imagination très vive, encline au pessimisme, portée à se représenter l'avenir sous des couleurs sombres ; un don ou plutôt une volonté d'attirer à lui ceux avec lesquels il est en relation et d'en faire ses obligés ; la préoccupation de bien faire tout ce qu'il fait, afin de ne donner prise à aucune critique ; bref, un caractère très accusé, riche en ressources diverses, soucieux de son originalité, mais nullement constitué pour évoluer avec la marche rapide des idées. Dans ses principes, une imposante unité ; l'accord parfait entre les conceptions religieuses et les conceptions politiques ; la soumission aux lois représentée comme un devoir du *ministre* ; en politique

¹ Copie de ces lettres est conservée à la bibliothèque de la Faculté libre de théologie, à Lausanne.

un conservatisme subordonné à la volonté de la majorité.

La révolution vaudoise de 1798 le trouvait encore à Berne, fort embarrassé de concilier son attachement aux institutions bernoises et son amour pour la terre natale. Il s'en tirait en faisant une distinction nette entre ceux qui avaient été les artisans de la libération vaudoise et ceux qui l'avaient mise à profit ; il condamnait sévèrement les premiers, mais se soumettait aux seconds. Le général Brune était pour lui un partisan de cette révolution qui avait voulu renverser la religion avec le gouvernement ; si la révolution triomphait chez nous, l'impiété triompherait avec elle. Les biographes de Curtat n'ont peut-être pas assez insisté sur l'impression profonde, angoissante, que durent lui faire ces temps troublés ; elle explique sa méfiance à l'égard de l'étranger et de tout ce qui était une innovation. D'autre part, Curtat consentit sans difficulté à se soumettre au nouveau gouvernement de sa patrie ; mal à l'aise à Berne, il fut heureux d'être nommé pasteur à Lausanne en 1800.

On ne saurait assez insister sur l'influence bienfaisante que Curtat exerça, tant sur ses nouveaux paroissiens que sur les étudiants de l'académie. Sa prédication se distinguait de celle de ses collègues par son sérieux, sa profondeur, sa pénétration psychologique ; très travaillée, de forme comme de fond, elle étonnait et agissait sur les auditeurs au point que l'un de ceux-ci, l'étudiant Louis Fabre, avait pu dire un jour :

— Oh ! mourir à l'église, pendant un sermon de M. Curtat, que ce serait beau !¹

Dès 1810, probablement, Curtat — auquel on donnait le nom de doyen parce qu'il avait eu à plusieurs

¹ A de Loës, *Louis Fabre*, p. 23.

reprises l'honneur de présider la *classe* des pasteurs de Lausanne — avait consacré régulièrement quelques instants à son fils Antoine (dit Antony), étudiant en théologie, pour compléter l'enseignement de l'académie qui lui paraissait à juste titre insuffisant. Antoine amena ses amis, le cercle s'agrandit peu à peu, et bientôt tous les étudiants profitèrent avec ardeur de l'occasion qui leur était offerte d'augmenter leurs connaissances. Le doyen appelait les étudiants ses amis ; il leur parlait avec abandon des expériences de son ministère. Il les faisait travailler, et les encourageait de ses conseils judicieux.

Les nombreux témoignages qui nous sont parvenus d'étudiants ayant profité de ces heures d'entretien s'accordent pour insister sur l'importance capitale qu'ils eurent pour eux.

La prédication de Curtat et ses conseils aux étudiants éveillèrent des besoins religieux que le rationalisme du siècle précédent avait endormis. Les étudiants fondèrent une société de théologie en 1811. Le professeur Levade, sur lequel Curtat avait eu une influence religieuse décisive pendant les premières années de son ministère à Lausanne, fut l'instigateur d'une Société biblique, fondée en 1814 ; hâtons-nous d'ajouter que cette institution ne plut guère au doyen qui y voyait avec déplaisir une importation du dehors.

L'autorité de Curtat était assez grande pour faire cesser les relations existant entre pasteurs et étudiants genevois et vaudois, les premiers étant suspects d'hérésie ; mais lorsque, dans un écrit plus violent qu'il n'aurait dû l'être, il prit à partie le professeur Chenevière, de Genève, il ne réunit pas tous les suffrages de ses collègues. Comment se fait-il, d'ailleurs, qu'il ait pris la défense du Réveil genevois, alors que, peu

d'années après, il attaqua le Réveil vaudois ? C'est qu'il attaquait tout ce qui menaçait la paix de l'Eglise, et la théologie nouvelle du professeur genevois était un danger pour l'Eglise vaudoise au même titre que le Réveil.

Le doyen Curtat fut un précurseur du Réveil ; mais pourrait-il suivre le mouvement qu'il avait contribué à lancer ? Les faits qui suivirent prouvèrent qu'il ne le pouvait pas. « Il nous a mis la main sur le *piclet*, mais sans nous ouvrir la porte », écrira un jeune pasteur ¹.

Le Réveil, que nous voyons préparé par Curtat, eut aussi des causes négatives : les longues guerres de la Révolution, puis de Napoléon, l'influence de l'esprit du XVIII^{me} siècle, les principes individualistes répandus en Europe par Rousseau, puis par la Révolution ; dans notre pays, une famine en 1816 et 1817 ; enfin l'état moral et religieux, voisin du sommeil et de la mort, que ne pouvaient supporter davantage ceux que hantait le désir d'un monde meilleur. Bref, une insatisfaction qui ne trouvera son repos que dans la religion.

L'influence lointaine du piétisme allemand et des réveils religieux anglo-saxons venait favoriser ces besoins, avivés encore par les Bibles et les traités répandus en abondance dans notre canton, grâce à la Société biblique. Les manifestations d'un esprit nouveau sont tout d'abord isolées ; c'est, ci et là, un jeune pasteur qui « renonce aux plaisirs mondains ». Bientôt, le besoin d'édification se faisant sentir, on se réunira parfois le soir pour lire un traité, un sermon ou un fragment biblique ; on se hasarderá prudemment à y joindre quelques pieux commentaires. Les

¹ F. Dumont, lettre manuscrite.

chefs du Réveil genevois, César Malan, Ami Bost, Félix Neff, d'autres encore, encourageaient, de loin ou de près, ces tentatives.

A la même époque, l'intérêt pour les missions en terre païenne s'éveilla ; avec lui, nous atteignons à l'année 1821. Le rapide *Coup d'œil sur les Missions*, du jeune ministre Vallouy, porte cette date ; et c'était pour le 5 mars 1821 qu'avait été convoquée à Yverdon une réunion dont le but, aussitôt atteint, était de fonder une société de missions. Mais l'accord était loin d'être unanime sur l'utilité et l'opportunité des missions. Alexandre Vinet pouvait lire dans une lettre de son père cette phrase : « Les *missions* et toutes ces *Schwärmereien* sont l'effet de la vanité ou de têtes fêlées. Ayons la vraie religion, mais rien de commun avec les sectaires et tous les illuminés, comme on dit que la mode en veut prendre du côté d'Yverdon¹ ». Et c'est probablement à l'instigation de Curtat que les pasteurs de Lausanne firent des démarches auprès du gouvernement pour qu'il empêchât cette activité nouvelle. Le Conseil d'Etat, estimant que ces efforts dénotaient « un zèle inconsidéré pour les entreprises lointaines », opposa, par la plume du landamman Pidou, son veto à la fondation d'une Société des Missions.

D'ailleurs, l'opinion publique commençait à manifester de l'hostilité à l'égard des idées nouvelles. Le fait de s'élever contre les divertissements, d'avoir dans sa tenue et dans son langage quelque chose de particulier, de tenir beaucoup à une profession de foi individuelle, d'autoriser les femmes à parler dans les assemblées, fit accuser les revivalistes d'orgueil, d'intolérance, de tentatives de désunion dans les familles.

¹ Lacoultré, *Le père d'Alexandre Vinet*. Lausanne, 1892, p. 92.

Bref, il y avait de la nouveauté, et le Vaudois n'aime pas la nouveauté ; il y avait des méthodes étrangères, et, pour des raisons politiques, on se méfiait de tout ce qui venait de l'étranger. Enfin, certains désordres survenus à Buch (canton de Bâle) et dus au fanatisme religieux purent faire craindre qu'ils ne se répétassent chez nous.

Dès 1815, une certaine Miss Greaves avait entrepris, avec deux amies écossaises, une œuvre d'évangélisation à Lausanne ; c'était « une femme respectable, à qui on ne pouvait reprocher autre chose qu'une rigidité un peu étroite dans sa manière d'envisager les questions religieuses¹ ». Elle avait convoqué tout d'abord chez le professeur Levade, puis chez elle, de petites réunions religieuses ; l'auditoire commença par être composé presque uniquement de pauvres, mais s'accrut insensiblement d'autres éléments.

En 1821, Miss Greaves, une fidèle membre de l'Eglise nationale d'Angleterre, qui ne manquait pas d'assister aux cultes officiels, apprit que le doyen Curtat voyait avec un certain déplaisir ces assemblées convoquées dans son salon ; elle résolut de lui écrire, et comme elle savait imparfaitement le français, elle s'exprima d'une manière défectueuse, ayant l'air de se prétendre chargée d'une mission dans notre pays. Le doyen crut comprendre qu'elle travaillait au profit de sa patrie, et il en fut extrêmement froissé.

Peut-être est-ce à la même époque qu'il apprit que la Société des missions continentales de Londres entretenait dans notre pays un collaborateur, payé 60 livres sterling par an².

¹ *Archives du christianisme*, 1824, p. 207.

² Cf. *L'Ami de l'Eglise nationale*, du 30 décembre 1831.

C'était nous rabaisser au rang des païens, et rien n'était mieux fait pour exciter la susceptibilité de Curtat. Il se résolut à agir.

II

Il serait disproportionné avec les cadres d'un simple article de revue que de prétendre donner une idée exacte et complète des 176 pages de cette brochure qui ouvre la controverse de 1821 : *De l'établissement des conventicules dans le Canton de Vaud*. On nous saura gré de condenser autant que possible l'argumentation de Curtat.

Ce qui a déterminé l'auteur à écrire, c'est l'action que certains étrangers exercent dans notre pays depuis quelque temps, au moyen de traités dont ils paient l'impression et qu'ils font distribuer à profusion ; ce sont aussi ces assemblées religieuses extraordinaires, qu'il appelle des conventicules.

Il faut reconnaître que ces conventicules sont une preuve de zèle ; cependant, ce zèle est intempestif. Instituer des réunions de personnes diverses par leur état, leur âge, leur sexe, leur domicile, et même leur patrie ; des réunions qui ont lieu le soir, en maison privée, souvent chez des dames, — c'est instituer quelque chose d'illégal, d'inutile et de dangereux ; l'auteur va se charger de le prouver.

1^o Elles sont *illégales*, ces assemblées, contraires à la loi de Dieu et aux lois de l'Etat. La confession de foi helvétique stipule que toute assemblée religieuse doit avoir lieu en public, en plein jour, dans les temples ; il est vrai qu'elle ne défend rien, mais ces mots indiquent nettement son point de vue. Or, les conven-

ticules se font en secret ; donc ils violent les lois de l'Etat. En outre, aucun acte public ne peut se faire après le coucher du soleil. Les cafés se ferment quand les temples sont ouverts, les réunions religieuses ne doivent pas se faire pendant qu'on s'amuse. Enfin, les lois ne prévoient pas d'autres personnes pouvant demander et diriger ces assemblées que les pasteurs, et d'autres les établir que le magistrat ; or, ces conventicules sont institués par des femmes étrangères, ce qui ne peut apparaître que comme tout à fait illégal.

2^o Ces assemblées sont *inutiles*, car l'ordre religieux officiel de notre canton offre à chaque individu tout ce qu'il faut dans ce domaine. Les Anglais ne feraient-ils pas mieux de fonder ces conventicules chez eux, où il y a « quatorze ou quinze fois moins de sources d'instruction religieuse que chez nous ? » Si encore on y tentait de ramener les égarés dans le bon chemin ! Mais non, c'est aux personnes déjà religieuses qu'on s'adresse. Et si ceux qui les fréquentent veulent par ce moyen remplacer les soirées de jeux, n'est-ce point là un manque d'humilité ? Que dire enfin des nombreuses distractions qui empêchent, dans les salons, le recueillement si naturel dans un temple ?

3^o Enfin, ces assemblées sont *dangereuses*, tout d'abord parce qu'elles ont lieu à une heure tardive, et se prolongent d'une façon exagérée ; cela cause une fatigue qui peut produire « une aliénation mentale. » Dangereuses encore, parce qu'elles nous viennent de l'étranger. Ces Anglais doivent avoir un motif caché. Est-ce un grand zèle pour la religion ? Mais pourquoi n'exerceraient-ils pas ce zèle dans leur patrie ? Est-ce un besoin d'activité ? Mais il est bien suffisant de voyager, sans y ajouter le fait de « couper notre Eglise en

petites pièces¹. » Leur but est « d'avoir chez nous comme chez eux des sociétés religieuses qui soient sous leur dépendance². » — « Cette vérité est si manifeste qu'on pourrait en réduire l'évidence aux premiers éléments des démonstrations mathématiques ». Et, en note : « En effet, si l'on pose cette addition toute simple :

$$\begin{array}{r} S + a \\ S + x \\ \hline S - a \end{array}$$

il est clair que la somme sera $3S + x$, c'est-à-dire que les Anglais veulent des sociétés sous une intention inconnue³. »

Et la méthode de travail de ces Anglais, elle aussi, est dangereuse ; ils commencent par glisser des traités, dont les héros ou les auteurs sont presque toujours « des personnes du sexe ». « C'est alors que ce sont ouverts des conventicules dans les maisons des femmes⁴. » Puis, pour se faire accepter, ils ont parlé des missions chez les païens afin d'en faire chez nous. Enfin, dans leurs derniers traités ils se démasquent : ils veulent nous convertir ! Lorsqu'ils se donnent pour les vrais chrétiens, ils méconnaissent les 25 000 enfants qui invoquent chaque jour le Seigneur dans les écoles, et les 2500 catéchumènes reçus chaque année. Les 150 000 habitants du Canton de Vaud sont tous enseignés dans la doctrine évangélique ; pourquoi vouloir faire des distinctions ? C'est de la vanité !

Enfin, l'Etat étant inséparable de l'Eglise, ces conventicules troublent l'ordre public ; parce que l'on ne peut pas ébranler l'ordre politique, on « frappe contre la Religion ». « C'est un grand danger pour

¹ P. 84. — ² P. 85. — ³ P. 86. — ⁴ P. 108.

notre Canton de renfermer des corporations isolées des lois et soumises à une influence étrangère¹. »

III

Il faudrait pouvoir donner ici une idée de l'influence du doyen Curtat dans notre canton pour que l'on se représentât nettement l'effet que produisit cette brochure ; on l'admira ; on l'approuva ; on s'en rapporta avec confiance à ses accusations ; on s'en servit comme d'une arme. Le Grand Conseil avait eu quelque peine à en accepter la dédicace ; mais, le fait accompli, chaque magistrat crut devoir prendre fait et cause contre les conventicules.

Les personnes particulièrement visées dans cette brochure n'y répondirent pas publiquement. Plusieurs d'entre elles, en particulier ses anciens étudiants, tentèrent une démarche discrète auprès de Curtat, mais sans succès. Le ministre Auguste Rochat eut avec le doyen un long entretien : « Il commença... par déclarer avec franchise qu'à ses yeux il s'agissait avant tout de la doctrine ; puis, avec son admirable lucidité, il montra, sur tous les points fondamentaux, en quoi il était d'accord avec ces jeunes gens et en quoi il différait d'eux, terminant son discours par la protestation solennelle que rien au monde ne le ferait changer d'opinion et qu'il y avait guerre sans trêve possible, entre lui et ceux qui ne partageaient pas ses convictions². »

Nous connaissons trois réponses imprimées, que nous allons rapidement passer en revue.

La Réponse d'un Vaudois à l'ouvrage de M. le doyen Curtat, intitulé « De l'établissement des conventicules dans le Canton de Vaud », est signée par Du Plessis-

¹ P. 173. — ² L. Burnier, *Notice sur Auguste Rochat*. Lausanne, 1848, p. 79.

Masset et datée de Genève en 1821 ; elle y parut vraisemblablement dans le courant de l'été.

Du Plessis remarque que le fait d'adresser une dédicace au Gouvernement risque de provoquer « une surveillance inquisitoriale sur ces réunions étrangères à la politique¹ ». Il s'oppose à l'allégation de Curtat d'après laquelle tout acte non prévu par la loi est illégal. Le doyen confond le culte avec le droit et le désir de s'instruire mutuellement ; cette confusion est peut-être une des raisons qui l'ont poussé à écrire. Et pourquoi en vouloir aux étrangers ? Y a-t-il des frontières pour les chrétiens ? Et ne sommes-nous pas redevables à l'étranger, soit de *la christianisation* de notre pays, soit de notre Réformation ?

Si ces conventicules étaient réellement inutiles, pourquoi y aurait-il, pour les jeunes ministres, de quoi « trembler » (comme le dit le doyen) devant le redoutable ministère qu'ils ont à accomplir ? Leurs paroissiens auraient surtout besoin de comprendre les Saintes Ecritures, et ces conventicules, où l'on commente des passages suivis, sont plus propres à ce but que la forme habituelle du culte ; et la lecture de la Bible en famille, d'ailleurs très peu pratiquée dans notre pays, a besoin d'éclaircissements.

Du Plessis, enfin, s'attache à démontrer que les dangers signalés par Curtat sont inexistantes. Il est, par exemple, faux de prétendre que ces Anglais ont le but secret de créer des sociétés affiliées aux leurs, plus faux encore de leur attribuer des visées politiques. S'il s'agissait vraiment de méthodistes, comme le prétend le doyen, on ne pourrait parler d'un but politique, puisque les méthodistes n'en font pas ; mais ce ne sont pas même des méthodistes ; ils appartiennent

¹ Page V.

à différentes sectes religieuses, et le seul terrain d'entente entre eux, c'est l'esprit de Christ.

Clément Perrot, pasteur de l'Eglise presbytérienne de Guernesey, avait eu, à son passage à Lausanne, d'excellents rapports avec le doyen Curtat ; mais il ne put faire autrement que de s'élever contre les injustes accusations lancées par le doyen. Il écrivit, en date du 2 juillet 1821, une *Représentation fraternelle adressée à Monsieur le pasteur L.-A. Curtat au sujet de son écrit intitulé : De l'établissement des conventicules dans le Canton de Vaud*.

Son intention est uniquement de disculper les Anglais. La méthode qu'il emploie est originale : il place Curtat dans la situation de ces étrangers pour lui faire remarquer le naturel de leur attitude. Il prend la défense des missions et prouve que les Anglais ne viennent pas chercher de l'argent ni former de sectes.

A notre avis, cette brochure n'a pas grande valeur ; son argumentation est vague et faible.

Enfin, d'un article paru en juillet 1821 dans les *Mélanges de religion, de morale et de critique sacrée*, et signé S. V. (sans doute le pasteur Samuel Vincent, de Nîmes), nous détachons ces citations qui nous paraissent dignes d'attention, par leur claire vision des conséquences logiques de l'ouvrage du doyen.

« M. Curtat a écrit un livre très bien fait sous plusieurs rapports, et dans lequel il semble invoquer le secours de l'autorité civile ; l'autorité civile, après mûre délibération, a accepté la dédicace de ce livre ; elle manifeste ainsi d'une manière indirecte l'intention d'intervenir. L'avenir nous apprendra le résultat de ces démarches¹. »

« Qu'il me soit permis de le dire, avec tous les

¹ T. IV, p. 37.

égards que je dois à un homme aussi distingué : les deux premières parties de cet ouvrage portent complètement à faux. Elles ne doivent faire aucune impression sur les personnes auxquelles elles s'adressent ; elles se fondent sur des principes que ces personnes n'admettent pas ; et, s'il m'est permis de le dire, sur des principes qu'aucun protestant ne doit admettre. Ces principes auraient arrêté la réformation dans son origine ; s'opposeraient à tous ses progrès dans la suite ; soumettraient la religion à l'autorité civile ; compromettraient la liberté des consciences ; justifieraient même dans leurs conséquences les violences et les persécutions ; en un mot, ramèneraient à une sorte de catholicisme¹. »

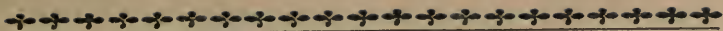
Même si Curtat avait eu cet article sous les yeux, article qui, mieux que les réponses de Du Plessis et de Perrot, l'attaquait dans ses principes mêmes, il n'aurait pas renoncé à son point de vue. Bientôt parut une seconde édition de sa brochure, identique à la première ; puis une traduction allemande faite par le pasteur Kohler, de Worb², et diminuée de tout ce qui ne pouvait intéresser que les Vaudois ; enfin, pour réplique à Du Plessis et à Perrot, Curtat publia encore en 1821 ses « Nouvelles observations sur l'établissement des conventicules et sur les missions en pays chrétiens. »

MAURICE BONNARD.

(*La suite prochainement.*)

¹ *Ibid.*, p. 39 et 40.

² *Ueber die Conventikel, welche im Canton Waadt errichtet werden.* Bern, bey C. A. Jenni, Buchhändler, 1821. — Pour le nom du traducteur, cf. *Evangelische Kirchen-Zeitung*, Berlin, 1829, p. 394.



Saint Benoît, Subiaco et le Mont-Cassin.

Lente marée montante, les barbares submergeaient progressivement l'Europe, ruinant une civilisation déjà mûre et lassée par son propre effort. En se proclamant roi d'Italie, Odoacre avait mis fin à une longue tradition et anéanti cet Empire romain d'Occident qu'on avait vu, puissant, faire régner une paix orgueilleuse sur toute la portion du monde alors civilisé. Les Goths avaient passé, que bientôt les Lombards allaient suivre ; vague après vague, le flux envahisseur atteignait l'Italie, atteignait Rome, la Ville-Lumière, cœur et centre vital de l'univers. Déjà les Ostrogoths s'établissaient dans la péninsule. Le monde antique mourait...

Mais, tandis que disparaissait ainsi tout un ordre de choses, dans le désarroi de ces décades troublées, une puissance nouvelle s'élaborait : l'Eglise qui, du désordre général, allait sortir organisée et redoutable. Et, tandis que se perpétrait le sac de Rome, à petite distance de l'ancienne capitale se constituait l'ordre religieux qui, plus que tout autre, servit la gloire de l'Eglise en entretenant vivante la flamme de la culture antique, — faible flamme qu'il protégea contre les bourrasques de la barbarie triomphante jusqu'au jour où, victorieuse des ténèbres environnantes, elle put de nouveau éclairer toute la maison.

L'âme de saint Benoît était vierge de tout rêve ambitieux lorsque, à l'âge de quatorze ans, ce fils de famille noble envoyé par ses parents à Rome pour y terminer ses études résolut de fuir une ville dont la corruption l'offensait et, pour se préserver des souillures du siècle, se retira dans l'une des vallées profondes et sauvages qui ravinent l'Apennin. Le val de Subiaco n'est guère distant de Rome, mais son aspect ne rappelle en rien la plaine brûlée de la Campagne romaine ; l'Anio, torrent capricieux aux crues rapides, aux colères soudaines, s'y est creusé dans la roche un lit profond et étroit. Benoît choisit pour y vivre et méditer une grotte naturelle s'enfonçant dans la haute paroi de rocher. Il ne quittait jamais sa retraite ; jamais nul n'allait l'y trouver. Une fois par jour cependant, un vieil ermite des environs, un nommé Romain, lui descendait par une corde le pain composant sa maigre pitance. C'est de cette grotte où l'enfant en prière méditait solitairement qu'allait s'élancer l'arbre immense de l'ordre bénédictin.

Bien que Benoît observât une solitude rigoureuse, la renommée de sa sainteté finit par se répandre dans le pays. Les bergers des environs montèrent le voir : il leur prêcha la bonne nouvelle. Puis, les moines de quelques monastères voisins vinrent le chercher pour qu'il fût leur supérieur ; mais ils avaient compté sans l'austère sévérité du jeune saint : impatients d'un joug trop lourd pour leurs épaules, après une tentative d'empoisonnement qui échoua, ils déposèrent l'abbé qu'ils s'étaient choisi. C'est alors que Benoît fonda pour ses disciples douze monastères, petites maisons disséminées autour de la grotte primitive et destinées à abriter chacune douze religieux avec leur supérieur. Cependant un moine rebelle, Florent, calomniait le

saint, cherchant par tous les moyens à détourner ses frères de la bonne voie. Ce que voyant, et, cette fois, cédant à la malveillance de ses ennemis, saint Benoît quitta Subiaco pour s'établir dans le domaine d'un de ses disciples. C'était une haute colline du Casentin ; au sommet, un temple d'Apollon dressait son portique. Saint Benoît arrive, brise l'autel, renverse le temple, brûle le bois sacré entourant le sanctuaire, élève une chapelle qu'il dédie à saint Martin et, tout à côté, jette les fondations d'un monastère. Ainsi naquit l'abbaye du Mont-Cassin. C'est là que saint Benoît élaborait la règle par laquelle se trouva définitivement constitué cet ordre des Bénédictins qui, peu de temps après sa fondation, essaimait déjà en Sicile, en France et dans le reste de l'Europe.

Les siècles écoulés depuis lors nous donnent aujourd'hui le recul nécessaire pour mesurer la longueur du chemin parcouru et apprécier l'œuvre accomplie ; mais c'est en nous penchant sur le berceau de tant de grandeur que nous comprendrons bien la fragilité mystérieuse des débuts et la beauté de cette destinée ; pour éprouver l'émotion qui jaillit au contact de la vie, il n'est pas de moyen meilleur que de fermer le livre d'histoire et de lui donner son seul, son vrai commentaire : une visite aux lieux où l'action se déroula.

* * *

Le train nous a menés de Rome à Subiaco en quelques heures. Un instant, entre deux tunnels, nous avons pu admirer au passage Tivoli la brune, avec ses cascades et casca'elles, étagée sur un massif rocheux tout ruiselant d'eau blanche où le couchant mêlait ses couleurs ; nous avons vu s'ouvrir à notre gauche le val qui abrita la maison rustique d'Horace ; nous avons

vu sourdre du rocher, en une large nappe, la source claire qui alimente Rome en eau potable ; nous avons vu les bourgs juchés sur des hauteurs, amas brunâtres sur l'escarpement de collines brunâtres, restes et survivance d'un moyen âge depuis longtemps dépassé. Puis, comme nous approchions de Subiaco, le fond fertile et vert de la vallée s'est resserré ; le train a ralenti sa marche à cause de la montée. Il faisait nuit à l'arrivée : nous n'avons rien vu de Subiaco, ce soir-là, sinon son ciel profond pailleté d'étoiles argentées.

Radieuse journée de printemps que celle où je fais mon pèlerinage aux monastères de Subiaco. C'est l'Ascension et, de bonne heure déjà, les cloches ont sonné à toute volée ; un cantique à plusieurs voix, aux riches harmonies, vibrait dans l'air ; sur la place, le peuple agenouillé vénérail au passage la Madone dans sa « gloire » dorée qu'il est coutume à l'Ascension de transporter d'une église à l'autre ; dans le noir dominant de la foule, les costumes bigarrés des paysannes endimanchées piquaient des taches claires. Le soleil étincelait sur la « gloire », miroitait aux colliers, redoublait l'éclat des jupons et corsages de couleur.

Maintenant, dans la fraîcheur matinale que les acacias en fleur bordant la route alourdisent de leur senteur capiteuse, nous nous dirigeons vers les monastères de saint Benoît. Devant nous, la vallée s'enfonce, étroite, entre ses hauts versants boisés. A chaque contour de la route, nous nous retournons pour voir la ville se profiler sur le ciel bleu, étagant ses maisons jusqu'au haut palais papal qui la couronne. Au fond du val, l'Anio entraîne son eau rapide, mais peu abondante. A l'endroit où la gorge se resserre, on aperçoit les restes du barrage construit par Néron

pour transformer en lac la partie supérieure de la vallée : site sauvage et romantique où les genêts en fleur soulignent de leur traînée d'or la noirceur des pentes boisées. Sur l'autre versant, un troupeau de chèvres dégringole à toute vitesse un sentier dérobé ; tour à tour, les formes blanches émergent des taillis, puis s'y replongent.

Nous prenons le sentier pierreux qui monte en zigzag au flanc de la vallée. Le tintement d'une clochette : c'est une procession rustique. Cinq ou six prêtres seulement, dont le premier porte un grand crucifix de bois ; l'étoffe violette du baldaquin se balance mollement au-dessus du Christ à l'agonie ; quelques paysannes en costume suivent, et des enfants portant des roses à la main. Une seconde, au tournant du sentier, tout ce petit monde — les soutanes noires, le baldaquin violet, les jupons de couleur — se profile sur le ciel bleu tendre. La clochette légère continue à tinter...

Bientôt nous atteignons le premier monastère. C'est celui de sainte Scholastique, la sœur jumelle de saint Benoît ; on y conserve les premiers livres imprimés en Italie. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui, ce ne sont ni l'élégante architecture des cloîtres, ni quelques antiphonaires miniaturés : c'est le saint, sa grotte, son jardin. Et nous montons toujours : un délicieux bois de chênes verts où il fait sombre, quelques cents mètres encore de sentier à ciel ouvert, un petit escalier très raide, une terrasse étroite portant quelques grands ifs, un corridor orné de vieilles fresques et de fenêtres gothiques ouvrant sur l'horizon sauvage et vert du versant opposé de la vallée, et nous voici dans la chapelle principale du monastère de saint Benoît.

Un jour verdâtre, sans rien de blafard cependant,

tombe sur les grandes fresques sombres des murs. Trois sveltes arches gothiques se dressent au sommet d'un escalier de quelques marches descendantes, séparant la nef unique de l'autel rustique où brille la lampe éternelle et derrière lequel se montre la roche. Le monastère tout entier est bâti à fleur du rocher, agrippé à la paroi comme un nid à son mur. Il domine la vallée, solidement attaché à la montagne par les aspérités qu'il englobe dans sa maçonnerie, par les anfractuosités où il s'enfonce. De là, l'originale irrégularité de la construction et son dessin plein d'imprévu, l'enchevêtrement des escaliers et des corridors tournant à l'improviste pour ouvrir sur une chapelle dissimulée. Partout des fresques, sombres pour la plupart, sur lesquelles les vitraux de couleur des fenêtres gothiques versent une lumière tempérée ; quelques-unes sont éclairées d'un reflet lumineux qui vient on ne sait d'où, clarté rosâtre très douce qui nous enveloppe ici, et qui, là-bas, meurt dans la pénombre. J'admire cette harmonie des lignes et des teintes où rien ne détonne. Il s'en dégage un parfum paisible et mystique : je voudrais, dans le silence de ces voûtes de pierre, entendre s'élever et trembler une mélodie lointaine, très simple, très calme.

Alors, précédés du frère gardien qui nous sert de guide, nous visitons la grotte sainte où l'enfant vivait dans la méditation et la prière, — maintenant chapelle ornée d'une statue du saint d'un goût douteux, — puis celle où il instruisit les pâtres. A côté, une porte basse ouvre sur un minuscule jardin fleuri, autrefois carré de ronces où Benoît se roulait pour dompter son corps et vaincre la tentation, parterre de roses aux pâles couleurs depuis le passage miraculeux de saint François ; quelques lis s'épanouissent, trop lourds pour

leur haute tige, et saturent l'air de leur parfum violent ; des abeilles bourdonnent.

Nous rentrons dans le monastère et lentement, marche après marche, remontons l'escalier sacré. Après la lumière éblouissante et le clair soleil du jardinet, plus douce et plus enveloppante encore apparaît la clarté rare mêlée du reflet teinté des fresques qui, des voûtes basses, coule sur les marches et sur les étroits paliers.

Par une cour que bordent, d'un côté, la paroi verticale du rocher surplombant, de l'autre, des berceaux fleuris, et où vivent les deux gros corbeaux que le monastère nourrit en souvenir de ceux qui sauvèrent la vie du saint, nous gagnons la terrasse où les frères viennent prendre l'air, le soir. La vue qui nous y accueille est admirable. Elle s'étend sur la gorge profonde avec ses pentes boisées au pied desquelles l'Anio roule son eau claire, puis sur les montagnes vers lesquelles, un jour, saint Benoît persécuté partit avec quelques disciples fidèles. Ce fut, dans sa vocation, l'heure décisive : ce départ devait aboutir à la fondation du Mont-Cassin, à la constitution de l'ordre. Cette route blanche fut la voie amère des désillusions et de l'épreuve féconde qui conduisit le saint — à son insu peut-être — vers une plus haute destinée. De la terrasse solitaire qui domine la vallée et où il semble qu'on entende le grand silence environnant, je regarde avec émotion le blanc ruban de la vieille route s'éloignant vers l'horizon clair.

A regret nous quittons le monastère du *Sagro Speco*, et redescendons vers Subiaco à travers le petit bois obscur de chênes verts, en suivant le sentier pierreux dévalant la pente. Des cloches lointaines sonnent midi. Que de contrastes ! contraste entre ce soleil éclatant et la pénombre du monastère irisée de clartés voilées ;

contraste entre le gris pâle de la pierre affleurant parmi le maigre gazon, et le bleu tendre du ciel ; contraste entre cette pente claire dorée de soleil, et l'autre versant de la vallée, drapé du feuillage obscur d'arbustes épais. Un troupeau de moutons passe lentement avec un bruit léger de houle. On entend des oiseaux chanter, — et la clochette claire d'une chèvre dissimulée. Dans le silence général, ces bruits familiers prennent un relief inattendu. Des senteurs sucrées et capiteuses passent dans l'air immobile. Ce paysage est si simple de lignes et de couleurs, si grandiose, si profondément serein, que nous en avons le cœur étreint. La jouissance atteint ce point d'intensité où elle confine à la souffrance. Je voudrais échapper au magnétisme de tant de beauté, me dérober au pouvoir occulte de cette nature, m'enfuir, ne plus voir, ne plus sentir, — oublier. Et je reste là, les yeux ouverts, contemplant, admirant, jouissant, ouvrant à des blessures aimées mon âme douloureuse, malgré moi retenue par le charme violent de l'heure.

* * *

Par le caractère sauvage de son site, comme par la douceur de teintes et l'harmonie des fresques de son monastère, Subiaco illustre admirablement ce que furent les débuts de saint Benoît : adolescence dépouillée aux prises avec les rudesses d'une existence solitaire passée dans la contemplation des vérités transcendantes et dans l'adoration. Subiaco a le mysticisme des naissantes vocations ; le Mont-Cassin a la froideur, la pondération, la majesté hautaine des périodes de réalisation, lorsque du rêve on passe à l'action et que nos mains, par un dur labeur, accomplissent celle de nos pensées dont s'est emparé notre désir.

Au sommet d'une haute colline, l'abbaye du Mont-Cassin dresse sa construction massive, sa triple cour avec l'ordonnance sévère des arcades en bordure, ses chapelles souterraines où affleure le roc, son église supérieure, ses cours intérieures, ses longs corridors nus, ses dortoirs dépouillés, son réfectoire orné d'une *Multiplication des pains* immense, la salle capitulaire avec ses boiseries, la bibliothèque enfin avec ses rayons chargés de précieux volumes en parchemin jauni, ses tiroirs remplis de chartes anciennes, son portrait de Dante, ses antiphonaires rehaussés de miniatures.

Les différents corps de bâtiment de cette vaste abbaye aujourd'hui désaffectée et utilisée par le Gouvernement comme maison d'éducation, datent d'époques diverses. Il ne reste rien de l'église primitive élevée par saint Benoît à la place du temple d'Apollon qu'il détruisit à son arrivée et dont subsistent quelques colonnes de granit. Les parties les plus anciennes de l'abbaye actuelle remontent au ix^{me} siècle. La grande cour centrale a été dessinée par Bramante ; c'est la plus belle : au milieu se trouve l'antique citerne où les seaux de cuivre puisent une eau excellente ; des portiques garnissent trois côtés de la cour ; par ceux de droite et de gauche, on aperçoit la perspective des cours mineures ; du quatrième côté enfin, un vaste escalier monte à l'église supérieure, flanqué au bas de deux statues monumentales et imposantes : saint Benoît d'une part, sainte Scholastique de l'autre.

L'église supérieure, conçue dans le goût du xvii^{me} siècle, est miroitante de peintures, de mosaïques, de marbres de toutes teintes disposés en arabesques savantes, en dessins compliqués qui couvrent parois, pavement et balustrades comme autant de tapisseries. C'est un déploiement de luxe extravagant que dépasse

seule la richesse encore plus déconcertante de la crypte. Elle vient d'être restaurée. Là, au milieu des mosaïques et des bas-reliefs, faiblement éclairés par la lueur pourpre de quelques lampes suspendues, le saint et la sainte en cèdre du Liban, le visage et les mains en ivoire, la barbe de l'un et le camail de l'autre en argent, règnent dans toute leur splendeur, assis côte à côte ; dans la pénombre, leurs yeux en pierre précieuse étincellent étrangement dans le pâle visage.

Quant aux chapelles inférieures, leurs parois sont couvertes de fresques récentes illustrant, dans un style archaïsant qui frappe par sa fausseté, la vie du saint et les travaux variés auxquels se livrent les membres de l'ordre ; à travers la naïveté voulue des images perce l'orgueil d'une doctrine qui s'affirme, consciente de sa propre grandeur.

Subiaco, mystique et sauvage Subiaco, comme on se sent loin de toi, ici ! Où sont les caprices des couloirs irisés de ton monastère hardi ? Ici, les corps de logis ordonnent symétriquement leurs lignes nues et sévères, dressant leur blancheur crue contre un ciel trop bleu. Aux élans de la sainteté primitive a succédé la systématisation de la doctrine. La fantaisie a fait place à la règle. Saint Benoît ne vit plus, ignoré des hommes, en prière dans sa grotte solitaire : Totila, vainqueur, vient lui rendre hommage et, sur son ordre, épargne Rome.

Je songe à la grandeur de cette destinée tout en admirant le paysage du haut de cette *loggia del paradiso* génialement conçue par Bramante. La vue s'étend, au loin, sur les montagnes azurées où, par un temps clair, la mer apparaît dans une échancrure. On domine la plaine terne, coupée par les méandres verdâtres d'un ruisseau et où se dresse inopinément cette arête ro-

cheuse qui parut à Taine « un saurien monstrueux accroupi à l'entrée de la vallée ». Cette plaine, on la domine de l'aérienne terrasse comme on y domine aussi le monde. On se sent, ici, très loin du reste des humains, à l'abri de la vie, dans une solitude orgueilleuse qui ne manque ni de charme ni de grandeur. On doit connaître, ici, la tentation des rêves dominateurs. Je me remémore la vie simple des premiers religieux de l'ordre, cette vie où le travail occupait dans la journée une place égale à la prière et à la méditation ; car il faut, pour garder le cœur, occuper les mains. La règle concédait à chaque moine le droit de posséder, outre la robe et le manteau, un mouchoir, un couteau, une aiguille, un poinçon pour écrire et des tablettes ; pour le lit, une pailleasse, un drap de serge, une couverture et un chevet. Et voilà. Attirail sommaire, sans doute ; mais qu'avaient-ils besoin de plus, ces premiers moines ? A l'époque des barbares, les Bénédictins, organisation politique embryonnaire, représentèrent la civilisation : ils relevèrent l'agriculture, ils sauvèrent les lettres d'une complète décadence, ils répandirent l'instruction. Les quelques ermites des débuts devinrent une armée disciplinée ; l'ordre ne cessa de croître. Avec la puissance, le luxe s'introduisit dans ses rangs. Il fallut couper bien des branches gourmandes : l'arbre n'en prospéra que mieux. Songez à ceci : il a donné à l'Eglise 30 papes, 200 cardinaux, 1600 archevêques, 400 évêques¹. A la fin du xvii^{me} siècle, il comptait 37 000 maisons.

* * *

Nous regagnons la plaine par la route aux pierres roulantes qui suit en lacets le flanc du Mont-Cassin.

¹ Statistique établie en 1880.

Des arbres d'abord, puis une zone aride et nue où se tordent les formes animales de grands cactus, enfin des vergers d'oliviers et des jardins. De distance en distance, au bord du chemin, une haute croix de bois noir se dresse. Nous croisons des paysannes en savates poussant devant elles leur bourricot pelé. Ça et là, une échappée merveilleuse sur les montagnes bleues qui barrent l'horizon et dont quelques lointaines sommités étincellent de neige. Nous atteignons la plaine d'où le grand monastère sur sa haute colline ne nous apparaît plus que comme un de ces petits cubes de pierre blanche que nos enfants emploient pour leurs jeux et constructions ; à ce moment, un son de cloches ébranle l'air, tierce mineure de trois notes dont la troisième, plus basse, fait ressortir l'égalité de ses deux compagnes, — trois notes mélancoliques lentement épelées : la voix du Mont-Cassin où sonne l'angélus.

JACQUELINE DE LA HARPE.



La lumière.

Qu'est-ce que la lumière ?

Il est bien évident que cette question n'a pas dû se présenter avec beaucoup d'acuité aux premiers hommes qui parurent à la surface de notre globe ; elle ne devint claire et nette que pour un individu dont le cerveau était déjà développé et qui savait s'en servir.

Pourtant, il convient de signaler l'origine imprécise et vague de nos connaissances sur la lumière, dans l'angoisse et dans le bonheur de l'homme primitif, alors qu'apparaissait ou disparaissait à l'horizon la lumière solaire dont il ne pouvait comprendre la signification. Dans un de ses ouvrages, Rosny aîné a merveilleusement décrit cet étonnement et plus spécialement la terreur qu'éprouvait l'être malade à voir s'engloutir derrière la montagne le soleil qu'il craignait de ne plus voir revenir. Transi par le froid, incapable de se chauffer, cet homme qu'enveloppaient encore les brumes de l'animalité, se sentant mourir, suppliait à genoux, longuement, l'astre mystérieux de reparaître. Il accomplissait ainsi le premier acte de l'adoration, et n'est-ce point, peut-être, dans ce besoin de conservation de l'espèce, comme de l'individu, dont la lumière

est un si puissant agent, qu'il convient de placer à la fois l'origine de la science et des religions?

En effet, toutes nos connaissances sont d'origine sensible, le contact continu des phénomènes naturels avec l'intelligence humaine finit sans doute par entraîner dans notre cerveau des modifications insensibles qui produisent, après des années et peut-être des siècles, celle d'où surgira le premier essai d'interprétation.

L'origine du mouvement des astres et des rayons qu'ils émettent dans l'espace devait, à cause de leur continuité, tenter les esprits les plus puissants de tous les temps. Il n'est point sans intérêt, nous semble-t-il, de connaître les idées diverses et souvent baroques qu'ils se sont faites de la nature de la lumière.

Les philosophes de l'antiquité n'ont connu que sa propagation en ligne droite et sa réflexion ; ces deux phénomènes étaient faciles à mettre en évidence, puisqu'il suffisait, pour le premier, d'observer la trace dorée des rayons solaires au travers des brumes et des poussières de l'atmosphère, et pour l'autre de s'admirer dans un miroir ou dans l'eau bleue de la mer. Cependant Euclide parle déjà de sa réfraction, c'est-à-dire de son changement de direction lorsqu'elle passe de l'air dans un autre milieu et qui nous fait voir brisé le bâton intact que nous plongeons dans la rivière ; il explique avec raison par ce phénomène le grossissement apparent du soleil et de la lune, lorsqu'ils sont à l'horizon.

Mais ni les uns ni les autres n'ont donné une idée précise de la nature de la lumière, parce qu'ils ne pouvaient encore réaliser les expériences nécessaires pour parvenir à ce but ; puis l'instrument, ce précieux auxiliaire de nos sens, n'était point encore découvert.

Certes, ce n'étaient point les philosophes du moyen

âge qui pouvaient contribuer à faire progresser la solution du problème : leurs préoccupations étaient ailleurs et le monde à venir avait pour eux infiniment plus d'intérêt que celui dans lequel ils se trouvaient. Quant à ceux qui prétendaient se consacrer complètement à la science, ils méprisaient les faits, et s'efforçaient de développer les lois de l'univers d'après leur propre conscience. Voici ce que Lactance déjà avait dit des problèmes scientifiques : « Rechercher les causes des choses, se demander si le soleil est aussi grand qu'il le paraît, si la lune est convexe ou concave, si les étoiles sont fixées au firmament ou si elles flottent librement dans l'air, de quels matériaux sont formés les cieux et quelle est leur grandeur, s'ils sont en repos ou en mouvement, quelles sont les dimensions de la terre, sur quels fondements elle est balancée ou suspendue ; discuter ou conjecturer sur ces matières, ce serait absolument comme si nous choissions pour sujet de discussion une ville d'une contrée lointaine dont nous n'aurions jamais su que le nom. »

Il est évident que dans tous les temps il s'est trouvé des esprits, et non des moindres, pour considérer comme futile l'acharnement de certains savants à scruter des problèmes dont le résultat immédiat n'était pas l'accroissement de notre bien-être, la diminution du prix du lait ou la baisse des changes ; mais ils ne se rencontrent plus comme autrefois parmi les porte-parole de la science.

C'est sans doute à cet esprit de dénigrement que le problème de la nature de la lumière doit de n'avoir progressé qu'avec une extrême lenteur et qu'il nous faut arriver, en somme, jusqu'à Descartes pour le voir traité avec autorité.

Descartes s'imaginait à tort que la lumière avait

une vitesse infinie, tout d'abord parce qu'il n'était jamais parvenu à mesurer le temps écoulé entre l'apparition d'un éclair et l'effet produit sur sa conscience, puis pour cette raison, qui nous paraît enfantine, que le heurt de l'extrémité inférieure du bâton qu'il tenait dans sa main se propageait immédiatement à celle-ci ; il ne pouvait en être autrement, pensait-il, de la lumière à travers l'espace.

L'inexactitude de cette idée fut démontrée en 1676 par les belles observations du savant danois Roemer sur les satellites de Jupiter, suivies plus tard d'expériences précises et délicates qui toutes conclurent que la vitesse de la lumière n'était pas infinie et que sa valeur était fort voisine de 300 000 kilomètres par seconde.

Mais Descartes ne pouvait admettre ce que les physiciens appelaient « l'action à distance », c'est-à-dire qu'il ne pouvait comprendre la propagation d'un phénomène physique entre deux corps sans l'existence d'un milieu qui les relie ; c'est la raison pour laquelle il fut partisan de l'éther, théorie à laquelle se rangèrent les noms les plus illustres de la physique moderne et contemporaine.

Mais qu'est-ce que l'éther ? L'éther des physiciens serait ce monde invisible, hypothétique, qui remplirait tout l'univers, enveloppant et pénétrant les mondes et les atomes ; ils ont dû l'imaginer, sans l'avoir jamais vu, et le supposer fortement élastique et très peu dense pour expliquer la grande vitesse de la lumière qu'ils peuvent mesurer.

Voici l'admirable description qu'en donne Maxwell, un des physiciens les plus éminents du XIX^{me} siècle :

• Les vastes espaces de l'univers que le Créateur a

jugé bon de remplir des symboles de l'ordre qui sous mille formes manifestent son œuvre sont pleins de ce milieu merveilleux, si pleins même qu'aucun pouvoir humain ne peut le retirer de la plus petite partie de l'espace ou produire la plus légère coupure dans son infinie continuité. Il s'étend sans interruption d'une étoile à l'autre, et quand une molécule d'hydrogène vibre dans la constellation du Chien, l'éther reçoit les impulsions de ces vibrations, les transporte pendant plusieurs années dans son sein immense et les livre enfin, en ordre régulier, en nombre complet, au spectroscopie de l'astronome. »

Cette vaste intelligence qu'était Newton croyait à l'éther lumineux, mais n'avait point de la lumière l'idée que l'on s'en fait aujourd'hui. Il pensait aussi que, des corps éclairés, s'échappaient des particules extrêmement ténues qui, soutenues par l'éther, venaient par lui se heurter contre nos yeux et nous donner ainsi la sensation de la lumière ; l'éther ne jouait, dans son hypothèse, qu'un rôle passif, un rôle de support.

Cette théorie, dite de l'émission, soutenue par le génie de Newton, domina pendant plus d'un siècle nos idées sur la lumière et pourtant elle n'expliquait guère avec certitude que le mode de réflexion des rayons lumineux ; en effet, les particules dont ceux-ci étaient formés, en rencontrant un miroir, se heurtaient contre lui et s'y réfléchissaient, comme cette autre particule, infiniment plus grosse, qu'est la boule de billard se réfléchit après avoir rencontré les bandes de ce meuble.

Mais à mesure que surgissaient, avec les progrès de l'instrumentation, d'autres expériences d'optique comme celles des interférences et de la polarisation,

infiniment complexes et délicates, l'insuffisance de la théorie de Newton pour leur interprétation devenait plus évidente.

Et pourtant de grands physiciens, ne pouvant se résigner à la rejeter, s'ingéniaient, avec une persévérance digne d'une meilleure cause, à vouloir expliquer par elle ce qu'elle était impuissante à expliquer.

C'est alors qu'une théorie nouvelle qu'imposait avec force la découverte de faits nouveaux, cherchait péniblement, au milieu de beaucoup d'embûches et de tracasseries, à se créer la place lumineuse à laquelle elle avait droit. « Les idées, lorsqu'elles naissent, couchent à la belle étoile », disait Ch. Wagner ; il en fut ainsi de celles qu'émit le savant anglais Thomas Young sur la nature de la lumière.

Il est intéressant de connaître l'opinion que portait sur cet illustre physicien le savant allemand Helmholtz, dont le génie fut aussi grand que celui de Young : « C'était un des esprits les plus profonds que le monde ait jamais possédés, mais il eut la mauvaise fortune d'être par trop en avance sur son époque. Il excita l'admiration de ses contemporains, qui cependant étaient incapables de le suivre sur les hauteurs où son intelligence audacieuse était habituée à planer. Ses idées les plus importantes devaient rester enfouies dans les in-folio de la Société royale de Londres, jusqu'à ce qu'une nouvelle génération fût arrivée graduellement et péniblement à faire les mêmes découvertes, à prouver la vérité de ses assertions, l'exactitude de ses démonstrations. »

Quelle était donc l'idée de Thomas Young sur la nature de la lumière ? C'est que l'éther ne joue point un rôle passif dans la production des phénomènes lumineux, comme le voulait Newton, mais au contraire

que ceux-ci sont la conséquence de son mouvement parfaitement régulier, ou, pour employer le langage des physiciens : la lumière serait la conséquence d'un mouvement transversal et périodique de l'éther.

Il ne faudrait point que la précision de ces termes en rendît la compréhension difficile, puisqu'il est, en somme, possible de les vérifier simplement en disant qu'il ne s'agit que d'un mouvement de « va-et-vient » de l'éther provoqué par le corps lumineux. Or, ce mouvement de va-et-vient nous est familier et voici comment nous le prouve M. Ch.-Ed. Guillaume, dans son charmant ouvrage sur *l'Initiation à la mécanique* : « Depuis l'aile du moucheron, produisant à notre oreille le bruit strident d'une piqûre jusqu'au flux et reflux de la mer, une foule de mobiles dans le monde naturel, comme dans le monde artificiel, vont et viennent, oscillent entre deux limites qu'ils ne franchissent pas. Le diapason ou la corde vibrante exécutent, tout comme l'air qui nous transmet un son, un mouvement vibratoire ; le pendule des horloges et le balancier des montres, les vagues elles-mêmes se balancent de haut en bas, tout en gardant une position moyenne par laquelle ils repassent sans cesse. »

Or, certains constituants de l'atome du corps lumineux, sur la nature desquels nous aurons l'occasion de dire quelques mots, sont, eux aussi, animés de mouvements qu'il est possible de ramener au mouvement de va-et-vient auquel nous venons de faire allusion.

Celui-ci ne reste point, cela va sans dire, localisé à l'endroit où il prend naissance, mais se propage dans l'espace environnant avec cette grande vitesse qui nous est connue.

Le mécanisme de cette propagation est volontiers

comparé par les physiciens à celui des vagues produites dans l'eau par la pierre que l'on y jette, c'est-à-dire que le corps lumineux, bougie, lampe électrique, soleil ou étoile, produirait aussi dans l'éther des vagues : ce sont les rayons qu'il émet.

Mais, tandis que deux crêtes ou deux creux successifs de la vague d'eau sont séparés par une distance relativement grande, ceux de cette vague d'éther qu'est le rayon de lumière le sont par une distance infiniment plus petite, puisqu'elle est comprise entre 650 et 410 millièmes de millimètre. On l'appelle longueur d'onde, et la détermination exacte de sa valeur a une grande importance en physique comme en biologie.

Nous ne ferons que mentionner l'expérience célèbre de Newton, si souvent décrite, dans laquelle ce grand savant, faisant passer au travers d'un prisme de verre un faisceau de lumière blanche, eut la surprise de la voir à sa sortie décomposée en sept couleurs, celles que l'arc-en-ciel aussi met en évidence, par l'intermédiaire de ce prisme délicat qu'est la goutte d'eau. Ce sont : le rouge, l'orangé, le jaune, le vert, le bleu, l'indigo et le violet ; leurs limites ne sont pas nettement marquées, c'est par une gradation lente et fine que l'on passe de l'une à l'autre. Au point de vue physique, ces couleurs ne sont donc que des mouvements d'éther ; mais quelle est donc l'origine de leur différence, qui doit exister, pour produire après leur rencontre avec notre rétine des choses aussi dissemblables que le rouge et le violet ? C'est tout d'abord dans la longueur d'onde qu'il convient de la rechercher ; cette importante donnée de la physique a été mesurée avec beaucoup de précision à l'aide de méthodes relativement simples et voici les résultats auxquels elles ont permis d'arriver : les rayons rouges ont une lon-

gueur d'onde de $650\ \mu\mu.$ ¹; les rayons oranges, de $600\ \mu\mu.$; les rayons verts, de $520\ \mu\mu.$; les rayons violets, de $410\ \mu\mu.$ Ce qui signifie donc que les rayons violets ont une longueur d'onde plus courte que les rayons rouges.

Mais il existe une autre donnée de la physique qui différencie les couleurs, à part la longueur d'onde que nous avons appris à connaître : tous ces rayons, quelle que soit leur longueur d'onde, se propagent avec la même vitesse ; tous, partant du même point, arrivent au même instant sur un autre point, tous les rayons colorés émanés du soleil à un moment précis, et dont l'ensemble forme la lumière blanche, arrivent sur un point donné de notre terre après que huit minutes se sont écoulées ; or, comme les rayons rouges représentent de grandes vagues d'éther par rapport à celles des rayons violets, qui sont beaucoup plus courtes, il faudra que ceux-ci en effectuent par seconde un nombre beaucoup plus considérable afin de parcourir le même espace avec la même vitesse ; pour être mieux compris encore, nous supposerons qu'un homme et un enfant partant tous les deux d'un point A et pouvant se déplacer avec la même vitesse arrivent rigoureusement ensemble au point B ; il est bien évident que l'enfant avec ses petites jambes aura fait un nombre de pas beaucoup plus considérable que l'homme avec ses jambes d'adulte : l'enfant, c'est le rayon violet ; l'homme, c'est le rayon rouge.

Mais quel est donc le nombre de vibrations, le nombre de vagues qu'effectuent par seconde les rayons colorés et que les physiciens appellent : fréquence de la vibration ? Connaissant la vitesse de la lumière et la longueur d'onde, il est aisé par une formule simple

¹ $1\ \mu\mu = 1$ millionième de mm.

de le calculer. Voici les chiffres qui ont été trouvés : le nombre de vibrations par seconde du rayon rouge est de 375 trillions ; celui du rayon vert est de 600 trillions, et celui du rayon violet de 750 trillions. Cette notion de la fréquence des vibrations est capitale, elle domine tout le domaine de l'énergie radiante et joue dans celui-ci un rôle identique à celui de la température dans le domaine de l'énergie thermique, où l'on sait qu'il est immense.

Concluons donc : des radiations ou des couleurs ne diffèrent entre elles que par leur longueur d'onde et le nombre de vibrations par seconde, mais leur vitesse de propagation est la même.

Quelque peu familiarisés avec ces notions de physique fondamentale sur la lumière, dont nous avons cherché, autant que possible, à atténuer l'aspect rébarbatif, nous considérons que nous sommes suffisamment armés pour parcourir ensemble, très rapidement, ce passionnant domaine des radiations dont l'intérêt va grandissant. Nous avons terminé la montée aride et difficile qui nous était cependant nécessaire pour la conquête du sommet d'où nous pouvons contempler, sans grands efforts, les résultats admirables accumulés au cours de ces dernières années par de savantes et merveilleuses recherches. Cherchons à en dégager les idées principales, les idées directrices, car, ainsi qu'aimait à le dire un physicien distingué : « Il est toujours intéressant de savoir comment l'on a pensé pour faire une découverte. »

On a pensé que les mouvements de l'éther auxquels nous sommes redevables du bonheur ou de l'ennui de voir nos semblables n'étaient point les seuls, mais qu'il en existait d'autres encore, invisibles pour nous, de même que certains mouvements vibratoires de

l'air, quoique présents, n'impressionnent point notre oreille. Mais où sont-ils et comment leur existence a-t-elle été prouvée? C'est à ces deux questions que nous nous proposons de répondre très simplement.

En l'an 1800, l'astronome et physicien Herschell eut l'idée de répéter l'expérience de Newton ; comme lui, il parvint à décomposer la lumière blanche par son passage au travers du prisme et vit s'étaler sur l'écran blanc de son laboratoire les sept couleurs dont elle est formée. Mais, plus curieux que ne l'avait été son illustre devancier, il se mit à déplacer au-devant de chacune d'elles un simple thermomètre ; c'est alors qu'il eut la chance de découvrir qu'au delà du rouge, là où notre œil ne pouvait plus distinguer une coloration quelconque, la colonne de mercure continuait doucement à monter.

Il existait donc, dans cette région, des mouvements de l'éther dont la propriété était surtout d'échauffer les corps, d'élever leur température ; Herschell les baptisa, pour cette raison, rayons calorifiques, puis à cause de leur situation au delà du rouge, rayons infra-rouges. « Là où il n'y a plus de lumière, disait-il, se trouve le maximum de chaleur. »

Quoique plus d'un siècle se soit écoulé depuis cette découverte de l'éminent astronome, nous ne pouvons pas nous tromper beaucoup en supposant qu'il existe encore, dans un des nombreux laboratoires où sont étudiés les mouvements de l'éther, un savant dont la préoccupation est de découvrir dans une source lumineuse déterminée la radiation infra-rouge de longueur d'onde plus grande encore que toutes celles déjà mises en évidence.

Et pourtant leur nombre est déjà considérable, puisque toutes les vagues d'éther comprises entre le dernier

rayon rouge visible dont la longueur d'onde est 650μ . jusqu'à celui qui mesure $0,3 \text{ mm.}$ sont actuellement découvertes.

Si le lecteur a bien voulu suivre cet exposé, il est évident que tout naturellement il doit se rendre compte que nous n'avons point encore exploré les régions obscures placées au delà du violet; c'est là que nous allons revenir après avoir parcouru en sens inverse tout le spectre infra-rouge et tout le spectre lumineux.

Sans doute, Herschell dut essayer d'y loger ses thermomètres, mais son expérience, couronnée de succès au delà du rouge, n'y put déceler aucune élévation de température; ainsi lui fut permise la conclusion de l'inexistence au delà des rayons violets de mouvements d'éther doués de propriétés calorifiques.

Néanmoins, il en existait d'autres encore, comme le prouva le chimiste suédois Scheele; il démontra que dans cette obscurité où l'œil le plus exercé ne pouvait rien voir, la plaque photographique, cette « rétine du savant », comme l'appelait l'astronome Janssen, était impressionnée.

De cette observation mémorable date la découverte de toute une série de mouvements de l'éther, dont l'étude fut belle et réconfortante; on leur donna le nom de rayons ultra-violets.

Ils sont présents dans la lumière solaire et contribuent, sans aucun doute, avec les autres rayons dont celle-ci est formée, aux beaux résultats de l'héliothérapie.

Mais leur nombre est restreint et leur spectre ne s'étend que de la longueur d'onde de 400μ . correspondant au dernier rayon violet visible, jusqu'à celle

que Cornu mesura au Cornergrat et dont la valeur est de 291 $\mu\mu$.

Pendant longtemps, les rayons ultra-violetes n'ont intéressé que les chercheurs de laboratoire, mais leur importance a augmenté au cours de ces dernières années ; leurs applications industrielles et médicales sont devenues si considérables que peu de gens à l'heure actuelle ignorent et leur nom et ce que l'on peut en faire ; c'est en pensant à eux que Daniel Berthelot a pu dire : « Il y a quarante ans s'ouvrit l'ère des grandes applications de l'électricité ; aujourd'hui, nous entrons dans l'ère des grandes applications de la lumière, ou plus généralement de l'énergie radiante. »

L'impossibilité où l'on se trouvait d'agrandir leur domaine en ayant uniquement recours à la lumière naturelle fit que l'on s'ingénia à créer des sources lumineuses artificielles capables de nous en fournir d'autres encore. L'on y parvint par deux procédés : les lampes à arc et les décharges électriques dans les gaz raréfiés.

Chacun connaît les lampes à arc qui éclairent les rues de nos villes, comme de certains de nos villages ; chacun sait que la lumière produite est due à l'arc électrique jaillissant entre deux charbons de cornue ; elle est riche en radiations ultra-violettes, mais il est possible de l'en enrichir encore davantage en incorporant au charbon ou en plaçant au milieu de ce charbon des substances telles que le fer, l'aluminium ou le zinc ; c'est ce qu'on appelle en langage technique : lui donner une âme. Par ce procédé le domaine de l'ultra-violet commença de s'agrandir, mais c'est à l'emploi des lampes dites « à vapeur de mercure » qu'on doit ses plus grandes extensions.

Ces lampes sont connues et fort appréciées, mais il faut reconnaître que leur lumière ne peut remplacer celle que nous envoie le soleil ; n'est-ce pas Finsen, l'initiateur de certains traitements par les lumières artificielles, qui disait : « Rien ne remplace la lumière solaire ; elle restera toujours la seule indispensable et inimitable source d'énergie pour la cellule vivante ! » Malheureusement, il n'est pas en notre puissance de la faire jaillir à notre gré ; aussi soyons reconnaissants à ceux qui, par leurs recherches et leur ingéniosité, nous ont permis de nous servir des lampes à vapeur de mercure.

Mais comment fonctionnent-elles ? Tout d'abord, disons qu'elles sont formées par un tube renflé en boule à ses deux extrémités. Il n'est pas fabriqué avec du verre, mais avec du quartz, qui est une substance transparente pour les rayons ultra-violets ; le verre, au contraire, est pour eux aussi opaque que le serait une planche épaisse pour la lumière visible. Les deux boules contiennent du mercure, et comme l'appareil tout entier a été préalablement purgé de l'air qu'il contenait, il est possible aux vapeurs de mercure de l'envahir tout entier. Le courant électrique en y passant rencontre ces vapeurs, qui lui opposent une forte résistance, comme le fait aussi le fil de charbon ou de tantale de nos lampes ordinaires ; c'est de cette résistance que naît la chaleur suffisante à l'incandescence de la vapeur de mercure d'où jaillira la lumière.

Les résultats auxquels sont arrivés les physiciens, les chimistes et les médecins, chacun dans son domaine, par l'étude ou l'emploi de cette lumière nouvelle, fourniraient une matière suffisante pour de nombreux travaux ; mais nous voulons rester fidèle à notre programme qui est de montrer l'extension croissante du

domaine de l'énergie radiante ; contentons-nous donc de dire que l'étude persévérante et consciencieuse des radiations émises par la lampe de quartz, à vapeur de mercure, a permis de découvrir toute une série de mouvements de l'éther encore inconnus et d'atteindre la longueur d'onde de $185\ \mu\mu.$, soit une fréquence voisine de 1500 trillions de vibrations par seconde ; par des expériences que vous me saurez gré, sans doute, de ne pas vous décrire, cette limite a été poussée jusqu'à $100\ \mu\mu.$, soit une fréquence exacte de 3000 trillions de vibrations par seconde.

Actuellement, il serait inutile de vouloir rechercher dans une source lumineuse quelconque des radiations de longueur d'onde plus grandes ou plus petites que celles que nous avons mentionnées, et pourtant il en existe d'autres encore, mais alors où sont-elles ?

C'est tout d'abord dans la découverte célèbre du physicien Röntgen qu'il nous faut les chercher ; pendant plus de quinze ans on a été fort loin de s'en douter et l'appellation de rayons X donnée aux radiations nouvelles prouve suffisamment combien leur nature était énigmatique ; elle le resta jusqu'en 1912, c'est-à-dire jusqu'aux belles recherches de trois savants allemands, MM. von Laue, Friedrich et Knipping, qui, par une méthode ingénieuse, mirent en évidence leur nature ondulatoire ainsi que celles de certains rayons du radium ; leur longueur d'onde est comprise entre un dix-millionième de millimètre et leur fréquence entre 3 millions et 30 millions de trillions de vibrations par seconde. Ce sont les plus petits mouvements d'éther actuellement connus.

Mais, au delà de la dernière radiation infra-rouge, qui mesure $0,3\ \text{mm.}$, ont été découvertes d'autres ondes éthérées : ce sont les grandes ondes utilisées

dans la télégraphie sans fil ; après leur découverte, en 1888, par le physicien Hertz, deux savants genevois, MM. Sarasin et de la Rive, ont montré qu'il était, en effet, possible de répéter avec elles quelques expériences fondamentales de l'optique générale. Ils prouvaient ainsi qu'il n'existait entre elles et les rayons lumineux qu'une différence dans la valeur de leur longueur d'onde respective ou de leur fréquence.

Les ondes hertziennes utilisées à bord des bateaux sont fixées réglementairement à 300 m. et 600 m. ; celles des postes les plus puissants, destinées à communiquer de continent à continent, se chiffrent par kilomètres ; certaines stations utilisent aujourd'hui des longueurs d'onde variant entre 2000 et 9000 mètres, et leur fréquence entre 100 000 et 1 000 000 vibrations par seconde.

Telles sont nos connaissances actuelles dans le domaine de l'énergie radiante dont l'exploration progressive ne peut éveiller qu'une admiration profonde pour les longues et patientes recherches qui eurent ce brillant résultat. Que nous sommes loin du temps où les savants, confiants en leur rétine, s'imaginaient que la lumière était la seule manifestation des mouvements de l'éther !

Mais quelle est donc leur origine, quelle est l'origine de la lumière ?

Nul doute qu'on ne sente l'importance et la grandeur d'un tel problème. Sa complexité est extrême, mais les physiciens en ont eu raison et la solution est actuellement donnée.

Toute la difficulté consistera à l'exposer de façon claire, précise et surtout brève !

Supposons que le lecteur ait été frappé du fait que les ondes de la T. S. F. sont, elles aussi, comme la

lumière, un mouvement de l'éther ; leur naissance étant la conséquence de l'éclatement brusque et violent d'une étincelle électrique, qui n'est, en somme, qu'un courant électrique de très courte durée, il est permis de se demander si celui-ci n'est pas rigoureusement nécessaire aux différents mouvements d'éther.

L'exactitude de cette supposition fut partiellement prouvée par l'expérience suivante : en réduisant progressivement la durée de production des étincelles, c'est-à-dire en augmentant leur nombre par seconde, on est parvenu par un procédé strictement mécanique à faire naître des radiations de longueur d'onde successivement décroissantes jusqu'à la valeur de 4 mm. ; seules, des difficultés techniques, actuellement insurmontables, s'opposent à la réalisation d'un nombre suffisant d'étincelles par seconde pour que soit lancé dans l'éther le rayon rouge ou le rayon violet.

Où donc se trouve le mouvement d'électricité nécessaire à leur production ?

Des découvertes modernes et, en premier lieu, celle du radium, ont mis en évidence ce fait important que l'atome de tous les corps ne devait pas être considéré comme indivisible, inerte, mais au contraire comme formé de particules infiniment plus petites ; pour donner une idée de leur dimension par rapport à celle de l'atome, Crookes les comparait à des grains de poussière dans une cathédrale, et l'on sait, par des calculs précis, que leur mouvement intra-atomique est aussi aisé que celui des planètes dans le système solaire. Ce qui est important, c'est que ces particules sont de nature électrique : ce sont des grains d'électricité, comme les désigne M. Langevin, du Collège de France ; or, c'est de leur déplacement extrêmement rapide dans l'atome du corps lumineux, puisqu'elles

effectuent les trillions de vibrations par seconde auxquelles nous avons si souvent fait allusion, que résulte le mouvement d'électricité nécessaire au mouvement de l'éther. De toutes ces recherches est né cet impressionnant et admirable résultat, que je résume de la façon suivante :

Le mouvement d'électricité est à l'origine de tous les mouvements de l'éther ; sa vitesse croissante les fait naître successivement depuis les grandes ondes de la T. S. F. jusqu'à celles, infiniment plus courtes, des rayons de Rœntgen et du radium, en passant par les rayons infra-rouges, lumineux et ultra-violets. Tous se propagent avec la même vitesse de 300 000 km. par seconde ; ils ne diffèrent entre eux que par leur longueur d'onde et leur nombre de vibrations, dont M. Daniel Berthelot a récemment montré la grande importance chimique et biologique.

D^r ALFRED ROSSELET.



La musique, le rythme et l'éducation.

Ce titre, en tête du volume, est déjà une signature de l'auteur. Il résume, en effet, toute l'œuvre : l'éducation par la musique et le rythme.

Jaques-Dalcroze — il faut le reconnaître et ne pas craindre de le dire, car c'est montrer qu'on a compris toute la grandeur de son œuvre — est avant tout un éducateur. Il est artiste, certes ; mais, ainsi qu'il le déclare lui-même, « un véritable pédagogue doit être à la fois psychologue, physiologue et artiste ». Il est musicien, mais son plus grand titre de gloire est d'avoir su mettre la musique — sa musique, en particulier, et cela suppose pour l'artiste le plus lourd sacrifice — au service de l'éducation.

Heureusement que tous les musiciens ne font pas de même, et que la musique garde intact son vaste et mystérieux domaine, en dehors des sphères de l'éducation. Mais pour Jaques-Dalcroze, nous ne pouvons que nous réjouir de l'orientation qu'il a su donner à son activité ; ce que nous avons perdu, en lui, du musicien, nous le retrouvons, agrandi, transfiguré, impérissable, chez l'éducateur.

* * *

Au cours de ces vingt dernières années, Jaques-Dalcroze a publié, ici ou là, nombre d'articles où il expose ses idées, où il fait part au public des progrès de son œuvre. Mais, sauf pour quelques collectionneurs enragés, les numéros de revues ne sont pas éternels, et encore moins les feuilles volantes des quotidiens. Aussi était-ce rendre un précieux service aux amis de cette œuvre que de réunir les articles en question, — tout au moins les plus significatifs d'entre eux, — et d'en faire un volume.

Ce volume¹, je n'ai pas la prétention de le présenter à mes lecteurs, qui le connaissent et dont beaucoup l'ont déjà lu sans doute. Il m'est un prétexte, tout simplement, — et je ne m'en cache pas, — pour parler d'une œuvre que j'aime, qui m'intéresse et qui, quoi qu'on en pense, est trop mal connue du grand public.

Les avis qu'on entend émettre au sujet de la rythmique, et de tout ce qui s'y rapporte, sont souvent stupéfiants. Et, bien entendu, moins ils sont autorisés, plus ils sont catégoriques. En somme, personne ne devrait se hasarder à parler de la rythmique à moins d'en avoir fait : c'est une expérience personnelle dont on ne peut avoir qu'une idée approximative et absolument incomplète, si on ne l'a tentée soi-même.

Vous me direz : « Mais les résultats sont là, que nous pouvons parfaitement apprécier ! » Qu'appellez-vous des résultats ? Les démonstrations publiques que Jaques-Dalcroze a bien été obligé de faire, à son corps défendant, pour illustrer ses causeries et mieux se faire comprendre ? Les fêtes de fin d'année à l'Institut de la Terrassière ? Mais ce ne sont là que de simples

¹ E. Jaques-Dalcroze, *La musique, le rythme et l'éducation*. Lausanne, Jobin & Cie, 1920.

indications, tout extérieures, sur les procédés de la méthode, ou des divertissements qui ne sont certes point, comme on serait tenté de le croire, le fruit le plus précieux du travail de l'année¹. Le but à quoi l'on vise avant tout, c'est d'obtenir une véritable transformation de l'individu, en lui permettant de discerner clairement et de réaliser sans effort ses aspirations intimes. Il s'agit d'éveiller le sens du rythme intérieur qui doit régler tous nos actes, et de développer les facultés d'extériorisation : en d'autres termes, de mettre le corps à même d'être pour l'esprit un auxiliaire, et non plus une entrave, comme il l'est encore pour la plupart d'entre nous.

Et cette libération est une chose si merveilleuse, si bienfaisante, qu'on ne peut être assez reconnaissant envers celui qui nous en offre la possibilité. On conçoit qu'il ne suffit pas de la constater chez autrui ; il faut en avoir bénéficié soi-même. Ceux qui jusqu'ici l'ignorent prétendent pouvoir fort bien s'en passer : ils ne se doutent point de ce dont ils sont privés. J'attache infiniment plus de valeur à l'opinion de ceux qui savent, et qui regrettent pour les autres. Demandez aux rythmiciens eux-mêmes s'ils voudraient maintenant renoncer à leur conquête ?

Or, ce progrès essentiel que Jaques-Dalcroze a introduit dans l'éducation, — et qui n'est, en somme, qu'un retour à une conception antique, — il faut que ceux qui en profiteront deviennent toujours plus nombreux. Tâchons de nous y employer dans la mesure de nos forces.

¹ En écrivant cette fin de phrase, je me sens un peu mal à l'aise ; je dis une chose que *je sais* être vraie, et qui pourtant me tourmente. Ces fêtes du rythme et de la lumière sont une source si généreuse et si pure de joie esthétique ! Mais c'est que je juge encore trop en « spectateur ».

Et n'oublions pas que ceux-là seuls peuvent parler d'un résultat, qui l'ont constaté en eux-mêmes.

* * *

Dans ce volume, où Jaques-Dalcroze a voulu donner comme un raccourci de son œuvre entière, en faisant entrevoir toutes les conséquences qu'on en peut tirer, il n'est pas question, bien entendu, d'éducation seulement. On y trouve des chapitres sur la rythmique et la composition musicale, sur le geste dans le drame musical, sur la danse. Et pour nombre de lecteurs, ce ne sont pas les moins intéressants. Si ce n'est là qu'un à-côté de l'œuvre, c'est un à-côté si riche en idées fécondes, qui découvre à l'artiste créateur tant de possibilités nouvelles, qu'il convient d'en souligner l'importance. Tâchons de le faire sans perdre de vue notre point de départ.

Pour qui sait apprécier la grâce et le charme d'un mouvement naturel, dicté spontanément au corps par une émotion véritablement ressentie, les gestes étudiés sont insupportables. Ils sont autant de mensonges, plus ou moins habilement dissimulés. Or, comment voulez-vous qu'un chanteur d'opéra, par exemple, trouve toujours le geste qui paraîtra sincère, s'il ne lui vient pas naturellement ? Et comment ce geste lui viendrait-il naturellement si son corps ne lui offre que des résistances, s'il n'a pas été habitué — de même que la parole traduit la pensée — à extérioriser sans effort la vie de l'esprit ?

Comment ne pas rêver, pour tous ceux qui sont appelés à exprimer leurs sentiments au moyen de leur corps, une éducation qui leur rende la chose facile et toute naturelle ? Et, de ce côté-là, l'œuvre de Jaques-Dalcroze rendra des services inappréciables. Peut-être

pourrait-on s'y prendre autrement qu'il ne conseille de le faire, mais personne jusqu'ici ne nous a proposé une autre méthode. Et, pour ma part, je ne crois pas désirable que l'on cherche ailleurs. Jaques-Dalcroze est certainement dans le vrai ; et à ceux qui lui reprochent ceci ou cela, qui trouvent des défauts ou des lacunes dans son enseignement, je répondrai ceci : Sachez attendre. Il est impossible, dans un voyage d'exploration en pays inconnu, de marcher directement au but, sans un détour et sans jamais s'égarer. Mais ce qui est passionnant, c'est précisément cette marche un peu à l'aventure — et pourtant, on tient sa boussole en main et on sait où l'on va ! — dans ces régions nouvelles où l'on fait à chaque pas de merveilleuses découvertes. Ne l'oublions pas, Jaques-Dalcroze est en route vers son idéal ; il n'est pas de ceux qui s'attardent longuement en chemin ; et il faut le suivre d'étape en étape pour être à même de mesurer et d'apprécier son effort.

Pourquoi ses élèves sont-ils si convaincus et si enthousiastes ? C'est qu'ils sont du voyage. Nous n'avons, nous, que des communications — trop rares — par télégraphie sans fil, qui nous viennent de régions terriblement lointaines.

Mais revenons à nos chanteurs d'opéra. Notre public en est encore aux gestes conventionnels, qui se soucient de la musique autant que la musique s'en soucie elle-même, et forment avec elle la pire des discordances sans que l'on paraisse en souffrir le moins du monde. Telle est la force de l'habitude ! La plupart des spectateurs d'aujourd'hui en sont encore à ignorer même que le geste pourrait avoir quelque importance dans l'ensemble. Quelle révélation quand ils s'apercevront que le geste, lorsqu'il fait vraiment corps

avec la musique, peut en décupler la valeur expressive!

La rythmique de Jaques-Dalcroze, en réalisant précisément cet accord intime de la musique et du geste, ouvre donc au drame une voie toute nouvelle; ou plutôt, elle le remet sur une voie dont on s'étonne à bon droit qu'il ait pu un jour s'écarter. En conduisant Jaques-Dalcroze, pour ainsi dire malgré lui, à la plastique animée, elle nous a ramenés à l'orchestrique des anciens Grecs.

Mais elle nous apporte plus encore. Et c'est là que j'en veux venir; c'est sur quoi je veux insister, parce que précisément on est tout naturellement porté à voir dans la plastique animée le couronnement et l'aboutissement de la rythmique.

Jaques-Dalcroze lui-même semble un moment être tombé dans cette erreur. La plastique animée lui ouvrirait un nouveau champ d'activité, extrêmement attrayant, mais dangereux pour l'œuvre elle-même qui risquait de s'y engager trop avant, trop complètement, et d'y perdre sa véritable signification. La plastique animée n'est que l'art de renforcer par des gestes intelligibles au public la valeur expressive de la musique. Tandis que la rythmique est une discipline, un moyen de découvrir et d'exprimer sa personnalité.

Il s'agissait de discerner la valeur relative de l'une et de l'autre; de comprendre qu'en définitive c'est la rythmique qui est tout. La plastique animée n'est qu'une magnifique floraison éclore sur l'un des rameaux de la plante-mère. Et voilà pourquoi, de plus en plus, c'est à la rythmique que Jaques-Dalcroze en revient, et qu'il consacre le meilleur de son effort.

Il n'est pas exagéré de dire qu'un jour la rythmi-

que sera plus précieuse encore au drame que la plastique animée. En effet, l'art dramatique est en pleine évolution. On connaît les idées chères à Appia, qui a suivi avec tant d'intérêt et de joie le développement progressif de l'œuvre de Jaques-Dalcroze, et qui y a contribué de façon si efficace. Non seulement il s'agit que dans l'œuvre dramatique nouvelle le corps humain en mouvement joue le premier rôle, et que la disposition du décor en fasse ressortir toute la valeur expressive ; il s'agit que disparaisse petit à petit l'ancienne conception d'une barrière — à tous égards malfaisante — entre les acteurs vivants et le public engourdi dans sa passivité. Il faut que, petit à petit, le public soit initié à la seule joie esthétique véritable, qui est de participer soi-même à la création de l'œuvre, ou du moins à sa réalisation.

Le but — très lointain — à atteindre, ce n'est plus même d'offrir au public des réalisations dramatiques où la plastique animée établisse enfin l'union nécessaire entre la musique et le geste, c'est d'amener ce même public à vivre lui-même les émotions qu'on veut lui faire éprouver, à agir, à donner et non plus seulement à recevoir : et cela par la rythmique.

Les rythmiciens vous le diront bien — et avec quel accent de conviction enthousiaste ! — l'émotion du simple spectateur, si intense soit-elle, n'est rien, comparée à l'émotion de celui qui agit, qui sent la musique vibrer dans son corps tout entier, et s'extérioriser en des gestes qui sont pourtant une création de son propre individu.

* * *

Ce que Jaques-Dalcroze veut obtenir, — même dans le domaine particulier de l'art dramatique, — c'est

donc bien une éducation nouvelle. Et il est frappant de le voir prendre conscience, toujours mieux, de son rôle d'éducateur. Les musiciens ont peine à le suivre, bien souvent, dans le sacrifice qu'il s'est imposé comme artiste créateur ; mais ils y viendront. Et ils verront que ce sacrifice l'a grandi¹.

L'œuvre de Jaques-Dalcroze n'est pas terminée ; c'est ce qui la rend si vivante. On la sent qui évolue et se perfectionne sans cesse. Et rien n'est plus suggestif, à ce point de vue, que la lecture de ce dernier volume, où l'on peut refaire en pensée, avec l'auteur, tout le chemin parcouru depuis ses débuts. Rien ne saurait mieux éclairer la signification de l'œuvre et en montrer la véritable portée.

RENÉ CHESAUX.

¹ La musique, qui se borne volontairement à n'être que la régularisatrice et l'inspiratrice des mouvements du corps, n'en est nullement diminuée ; elle emprunte à cette collaboration une force et une grandeur nouvelles. Il ne faut pas la comparer à la musique pure, — Appia dirait : à la musique impure, — il faut savoir lui réserver une place à part. Et surtout il importe de ne pas la séparer du geste, avec lequel elle vise précisément à former un tout indissoluble.

Chronique suisse allemande.

Le professeur Ermatinger et la poésie lyrique allemande. — *L'Histoire suisse* de M. Gagliardi. — Une étude sur Johannes Dierauer. — Le centenaire de Jacob Stämpfli. — Souvenirs de Winterthour. — Les dernières nouvelles de Jacob Bosshart. — L'œuvre posthume de Carl Stamm. — Un jeune sinologue suisse.

Le chroniqueur peut être content ; la nouvelle année lui a apporté abondance de livres dans tous les domaines : histoire littéraire, histoire politique, histoire de l'art, essais, romans et poésies ; on n'a que l'embarras du choix, ou mieux encore, ne pouvant parler de tout, force est de s'en tenir au plus significatif ou au plus intéressant.

Je citerai en première ligne l'ouvrage de M. Emile Ermatinger, professeur à l'université de Zurich, *La poésie lyrique allemande depuis Herder jusqu'à nos jours*¹. Ce beau et grand sujet, M. Ermatinger l'a traité en main de maître. Il est vrai que le sujet déjà gratifie un critique : la poésie lyrique n'est-elle pas le plus beau fleuron de la littérature allemande ? En aucun pays on ne vit pareille floraison de grands poètes. La France et l'Angleterre ont des dramaturges et des romanciers plus puissants, mais leur poésie lyrique est bien inférieure à celle de l'Allemagne. Quand Herder disait : « La poésie est la langue naturelle de la nature humaine », il pensait sans doute à son peuple, car l'Allemand, subjectif, chante pour exprimer sa pensée ou il fait, comme on l'a dit, le roman de son âme. Et la chose est si vraie que lorsque l'Allemand se mêle d'écrire des romans, il fait surtout son roman à lui, ce roman en *ich* dont *Henri le Vert* peut passer pour le modèle.

M. Ermatinger dit cela dans sa belle étude et il dit bien d'au-

¹ *Die deutsche Lyrik in ihrer geschichtlichen Entwicklung von Herder bis zur Gegenwart*. 2 Bände. Leipzig, B. G. Teubner, 1921.

tres choses encore, car écrire une histoire du lyrisme allemand n'est-ce pas, en définitive, écrire une histoire de la littérature allemande tout entière? Le présent de cette littérature ne vaut certes pas son passé et, avec regret, M. Ermatinger constate qu'en se matérialisant au cours des cinquantes dernières années, le peuple allemand s'est appauvri spirituellement et il se demande, non sans inquiétude, si son idéalisme reflleurira jamais.

Cette idée fait un peu la contexture de ce livre qui n'est point une suite de monographies reliées par un fil plus ou moins ténu, mais une œuvre artistement composée, coulée d'un seul jet. Et cela est un plaisir, car en un temps où la science, en se spécialisant, devient fragmentaire, on salue avec joie une œuvre mûrie et qui semble une application des mots de l'auteur : « Il n'y a pas de science sans métaphysique. »

— Une autre œuvre de même qualité est l'*Histoire suisse* de M. Ernest Gagliardi dont la première partie a déjà été analysée ici. La seconde, qui vient de paraître, conduit cette histoire de la Réforme à nos jours¹. On se souvient que l'auteur, élaguant les détails inutiles et s'en tenant uniquement aux faits qui expliquent l'évolution de la politique suisse depuis le pacte de 1291 jusqu'aux constitutions actuelles, s'attache à montrer à la faveur de quelles circonstances s'est constituée au centre de l'Europe une république démocratique qui est devenue un modèle pour les peuples modernes. Dans son nouveau volume, M. Gagliardi aborde la grande crise religieuse et les crises politiques qui, à plusieurs reprises, faillirent détruire l'œuvre commencée par les petits cantons. A cette étude, il apporte, avec le souci de vérité de l'historien, l'esprit du politique et, mieux encore que dans son premier volume, il expose de façon claire comment, surmontant toutes les oppositions de races, de mœurs, de langues et de religions, le peuple

¹ *Geschichte der Schweiz*. Zweiter Band : Seit der Reformation. Zürich, Rascher & Cie, 1921. Outre l'édition ordinaire, ornée de gravures documentaires, il y a une édition de luxe, avec des planches hors texte reproduisant des tableaux historiques ou des vues du pays.

suisse a pu déjà réaliser au cœur de l'Europe une sorte de *Société des nations* embryonnaire, justifiant ce vers de Victor Hugo : « La Suisse, dans l'histoire, aura le dernier mot ».

L'exposé de M. Gagliardi va jusqu'à l'époque tout à fait contemporaine, mais son dernier chapitre qui traite l'histoire d'après 48 est un peu écourté. Il est à désirer que dans une édition subséquente l'auteur lui donne plus d'ampleur.

— Il est bien certain que sans l'*Histoire de la Confédération suisse* de Dierauer et sans les ouvrages d'Oechsli, jamais M. Gagliardi n'aurait pu établir sa synthèse. On ne saurait assez louer les mérites de ces beaux ouvrages et les immenses services qu'ils ont rendus à l'histoire de notre pays. Aussi est-on plein de reconnaissance à ceux qui nous font connaître ces hommes. Oechsli, mort il y a deux années, attend encore son biographe, mais Dierauer, décédé le printemps dernier, vient de trouver le sien en la personne de M. Oscar Fässler de St-Gall qui dans une belle monographie, *Johannes Dierauer, ein Lebensbild*¹, nous retrace la vie de l'historien et son activité scientifique. M. Fässler a eu à sa disposition de nombreux documents inédits, des lettres et surtout une autobiographie que Dierauer écrivit deux ans avant sa mort. Nous avons ainsi un portrait très vivant de l'homme qui correspond bien à l'image qu'on se faisait de lui d'après ses travaux. On y voit surtout combien Dierauer fut un patriote ardent et l'on comprend que c'est par amour pour son pays qu'il voulut relater les faits de son histoire. L'historien le fit avec cette simplicité d'un cœur droit et franc qui était le trait le plus marqué de sa nature. Dierauer n'était pas homme à enjoliver l'histoire ; il n'avait qu'un culte, celui de la vérité.

On a grand plaisir à suivre dans son détail la vie de cet homme modeste qui, né en d'humbles conditions dans un petit village du nord du canton de St-Gall, put, à force d'énergie et de travail soutenu, s'élever de la condition d'un maître secondaire à celle d'un professeur de gymnase qui fut en même

¹ Herausgegeben vom Historischen Verein des Cantons St-Gallen. Mit einer Tafel u. 5 Illustrat. im Text. St-Gallen, Verlag der Fehr'schen Buchhandlung, 1921

temps bibliothécaire de la *Vadiana*, la belle bibliothèque de la ville de St-Gall. Dierauer trouva aussi le moyen de voyager et de s'instruire en pays étrangers ; après avoir étudié à Zurich, à Bonn et à Paris, il visita l'Allemagne, la Hollande, la France et l'Italie. Il agrandissait ainsi son horizon, ce dont profitèrent ses beaux travaux, surtout son *Histoire de la Confédération suisse* qui fit de lui le premier historien de notre pays. On peut dire que Dierauer renoua une tradition qui s'était perdue depuis Jean de Müller. Son livre, qui figure dans une collection d'histoire d'Etats européens, est au fond une histoire européenne. On sait qu'il n'eût tenu qu'à ce grand savant d'occuper une chaire d'histoire nationale dans une université suisse, Bâle ou Zurich. Il ne voulut jamais y consentir, disant qu'il croyait rendre autant et plus de services à son pays dans une petite sphère que sur un plus grand théâtre. Peut-être n'avait-il pas tort. La course à la gloire n'est pas toujours le sûr moyen de conquérir la gloire. Dierauer, je crois, avait choisi la bonne part et celle-ci ne lui sera point ôtée. St-Gall peut être fière d'avoir donné le jour à un tel homme : il est peu de citoyens qui aient fait autant honneur à la Suisse que Johannès Dierauer.

— Je ne sais qui disait : « On mesure la valeur d'un peuple au soin qu'il met à entretenir le souvenir de ses grands hommes ». A cet égard les Bernois méritent d'être classés très haut, car ils ne manquent aucune occasion de célébrer le souvenir de leurs concitoyens illustres. Cette année, à la date du 23 février, ils l'ont fait pour Jacob Stämpfli (qui est né ce jour-là il y a cent ans), en faisant paraître deux écrits, l'un qui est une courte notice du Dr Feller, publiée sous les auspices de l'*Association radicale-démocratique de la presse du canton de Berne*, l'autre qui est la première partie d'une importante biographie due à la plume de M. Théodore Weiss, juge fédéral ¹.

On a raison de rappeler le souvenir de Stämpfli, qui fut sans

¹ *Jakob Stämpfli*, von Dr. R. Feller. Mit 3 Illustrationen. Bern, Ernst Bircher, 1921. — *Jakob Stämpfli. Ein Bild seiner öffentlichen Tätigkeit und ein Beitrag zur neuern bernischen und schweizerischen Geschichte* von Theodor Weiss, Bundesrichter. I. Band : Bis zum Eintritt in den Bundesrat. Erste Lieferung. Bern, Wyss, 1921.

doute homme de parti et parfois de parti assez violent, mais qui fut aussi un bon Bernois et un bon Suisse. Dans l'évolution démocratique de notre pays au dix-neuvième siècle, il est peu d'hommes qui aient joué un rôle aussi considérable que lui. Rude, carré, d'un abord rébarbatif, volontaire et entêté, il incarnait le paysan bernois dans ses qualités et ses défauts. Quand Stämpfli avait pris une résolution, il en poursuivait l'exécution avec une énergie toute bernoise. Il fut essentiellement l'homme d'une idée : l'idée démocratique. Poussant jusqu'à l'extrême les conséquences de ses principes, il disait : « On ne fera jamais assez pour le peuple. » C'est d'après ce critère qu'il faut juger la politique de l'homme. Sincère jusqu'à la grossièreté, Stämpfli n'avait rien du démagogue. En lisant dans la biographie de M. Weiss l'histoire de la dure jeunesse de ce fils de paysan qui acquit tout son savoir par ses propres moyens et dont la vie fut une lutte perpétuelle, on reste plein d'admiration pour cette volonté puissante et ce caractère opiniâtre. Aujourd'hui on est plus porté à rendre justice à la politique de Stämpfli qui, sur bien des points, fut en avance sur les idées de son temps. Dans sa lutte avec Ochsenbein sur le terrain cantonal, par exemple, et avec Alfred Escher sur le terrain fédéral, on trouve en fin de compte que c'est Stämpfli qui eut raison. Sa politique étrangère fut à vrai dire moins soutenable : en trois circonstances, lors de l'affaire des réfugiés politiques de 1848 et lors des questions de Neuchâtel et de Savoie, le fougueux Bernois était prêt à mettre flamberge au vent et à pousser la Suisse dans des aventures. Il faut reconnaître pourtant que cette bouillante attitude était dictée par le motif le plus noble : l'ardent amour de son pays.

Nous nous réjouissons fort de lire la suite de la biographie de M. Weiss, qui en sa qualité de petit-neveu de l'homme d'Etat bernois a à sa disposition quantité de lettres et de documents de famille. Son livre, de plus, est fort bien fait.

— Elle est bien plaisante cette *Association littéraire de Winterthur*¹ qui à chaque nouvel an publie un joli volume, un

¹ *Jahrbuch der literarischen Vereinigung Winterthur*. Fünfte Gabe. Mit 14 Illustrationen. Winterthur, Verlag von A. Vogel, 1921.

Annuaire composé d'essais d'écrivains du cru ou des environs. Dans celui de 1921 je trouve des souvenirs de deux romanciers qui se sont fait un nom dans les lettres suisses, J.-C. Heer et Jacob Bosshart. On ne saurait du reste imaginer contraste plus grand que celui qu'offrent ces deux écrivains : l'un conteur fécond, tout d'imagination et de primesaut, a par ses récits populaires conquis d'emblée le grand public ; l'autre, peintre de mœurs et observateur d'âmes qui s'est moins attaché à raconter des histoires qu'à peindre des caractères, n'a conquis qu'un public restreint ; il est vrai que ce public est une élite et Jacob Bosshart, comme C.-F. Ramuz, jouit de cet avantage de n'être goûté et apprécié que par les lettrés et les raffinés.

On retrouve le caractère des deux hommes dans les souvenirs qu'ils nous narrent : J.-C. Heer abondant, cordial, exubérant, nous fait un portrait très sympathique de son père, un vieux Winterthourois qui fut longtemps « monteur » dans une fabrique où il gagna considération et aisance. M. Heer père n'entendait rien aux finesses de la littérature et je crois bien qu'il méprisait un peu son fils d'avoir choisi un métier si peu digne. Un jour qu'il recevait à sa table à Winterthour les rédacteurs de la *Neue Zürcher Zeitung*, Bissegger, Börlin, Fleiner, Frey et Wegmann, les collègues de J.-C. Heer, directeur du feuilleton du journal zuricois, il leur dit dans son patois : « Je n'ai rien, messieurs, à dire contre ce que fait mon fils, mais à tout prendre ce n'est que de l'écriture » (*Wüssed, Ihr Herre, es isch ja scho recht, was er tüend, aber es isch halt doch nu gschriebe*). Le mot resta longtemps populaire à la rédaction du journal.

Ce vieux Zuricois plein de saveur n'avait au fond rien contre les lettres, mais ce qu'il ne pouvait admettre, c'est qu'un homme honorable apposât sa signature à des histoires inventées. Il se flattait de n'avoir jamais lu une ligne de ce que son fils avait écrit et s'en tenait à ce que lui disait sa femme qui elle lisait les livres du fils. Son mécontentement fut extrême quand il apprit que celui-ci quittait la Suisse pour aller prendre la direction de la *Gartenlaube* à Stuttgart. Du moins eut-il la

satisfaction de le voir revenir bientôt, car J.-C. Heer, très Suisse, ne put longtemps se faire à l'air de l'Allemagne. On sait qu'aujourd'hui il réside dans une rustique demeure à Ruschlikon sur les bords du lac de Zurich.

Dans ses souvenirs de Winterthour, Jacob Bosshart est plus sobre. Petit paysan d'un village des environs, il ne venait guère en ville que dans les grandes occasions, en compagnie de son père ou de sa mère, mais comme le futur romancier avait déjà des yeux qui savent voir, les tableaux qu'il nous donne de cette ville industrielle « où tout siffle et fait du bruit » et des coins familiers qu'il fréquentait, l'appartement de cousine Grite, si avenant et si propre, sont très attrayants. Jacob Bosshart revint plus tard à Winterthour pour enseigner au Technicum et il passa alors des heures charmantes soit dans la belle bibliothèque de la ville, soit dans la compagnie de bons esprits, comme Carl Biedermann et le professeur Meli, qui l'accompagnaient dans ses courses pédestres, soit dans celle du bon Gottlieb Ziegler, qui dans son jardin s'entretenait avec lui de l'Italie que Jacob Bosshart venait de visiter. Le romancier n'avait point encore révélé son talent d'écrivain : il n'était alors qu'un modeste maître d'école.

Aujourd'hui, Jacob Bosshart est le premier de nos conteurs et s'il produit peu, ses livres sont toujours parfaits. Aux cinq volumes de nouvelles qu'il a fait paraître, il vient d'en ajouter un sixième, *Opfer*¹, qui est le travail de plusieurs années. *Dödeli*, qui ouvre le volume, a été écrite en 1915 et la dernière, *Nemrod*, a été publiée sous sa première forme en édition de luxe à fin de 1920 ; les autres, *Der Böse*, *Ein Erbteil*, *Ausgedient*, *Besinnung*, *Der Kuhhandel*, s'échelonnent entre ces deux dates. J'ai eu à les lire le même vif plaisir que me procure toujours la lecture des œuvres de Bosshart. Notre conteur est un de ces artistes consciencieux et forts, à la Flaubert, qui n'écrivent pas une ligne sans avoir pesé la valeur de chaque mot : il travaille, si je puis dire, en profondeur et à force de creuser il fait des trouvailles étonnantes. Sa philosophie, certes, est un peu amère et désabusée, et comme tous les grands esprits il est pessimiste,

¹ Leipzig, H. Haessel, 1921.

mais ai-je besoin de dire que son pessimisme viril est réconfortant ? « Le bonheur de l'homme, dit-il quelque part, consiste souvent en ce qu'il ne voit point sa misère. » Mais il y a beaucoup de stoïcisme dans sa contemplation des maux de la vie et je dirais même parfois une note attendrie : le regard de l'écrivain reste toujours clair, mais, sous son observation aiguë, on sent une grande pitié pour la misère humaine. A cet égard, je recommande sa nouvelle *Hors de service*, qui est un petit chef-d'œuvre. On devrait bien le traduire en français, comme on a traduit *Dödeli, Quand vient le printemps* et les *Deux Russes*¹. On verra que Jacob Bosshart est toujours égal à lui-même. Il est de ces rares écrivains qui peuvent avec confiance regarder l'avenir.

— C'est aussi un écrivain rare que Karl Stamm, dont l'éditeur Rascher vient de réunir les œuvres en deux volumes. On se rappelle que Stamm mourut en 1919, emporté en quelques jours par la grippe. Il avait déjà publié une petite plaquette : *Der Aufbruch des Herzens*. Dans les volumes que j'annonce, on y a joint : *Das Hohelied*, des fragments d'un poème, *Icare*, des vers en partie inédits, *Wanderung und Lied*, des paraphrases bibliques et les dernières poésies de Stamm. Dans le deuxième volume on trouve des *Légendes* en prose et une notice biographique d'Edouard Gubler, qui a gravé sur cuivre un portrait de Stamm mis en tête de l'ouvrage. L'expression de la figure est triste, même angoissée. Stamm était un méditatif, une âme nostalgique, repliée sur elle-même, et qui souffrait du dur contact de la réalité, mais il avait une vie intérieure profonde. Je connais peu d'âmes auxquelles s'applique mieux le mot de Vauvenargues : « Les grandes pensées viennent du cœur. » Dans ses œuvres posthumes, Karl Stamm a fait cette confession : « De moi, je puis dire que je n'ai aucune pensée qui n'ait d'abord passé par mon cœur, qui ne soit devenue mienne après l'avoir vécue et dont l'expérience ne m'ait enrichi. »

On ne saurait trop déplorer la mort de ce poète qui fut si riche d'espérances : un critique suisse-allemand a dit avec

¹ Voir *Bibliothèque Universelle* d'avril 1915 et septembre 1916

raison que si Stamm avait vécu, il serait devenu le Keats de notre littérature.

— La mort a aussi fauché, à la fleur de l'âge, un jeune savant lucernois, Edouard Huber, dont les travaux sur les langues et les peuples d'Extrême-Orient faisaient naître de grandes espérances. Indianiste et sinologue de premier ordre, Edouard Huber, ancien élève de l'Ecole française de l'Extrême-Orient, avait rapporté de séjours faits à Hanoï et à Saïgon de beaux travaux dont les spécialistes louent la rigueur scientifique et la profondeur. M. Casimir Schnyder, de Zurich, lui a consacré un volume qui, en utilisant des lettres et des documents de famille, raconte sa vie et expose ses découvertes¹. Quand il mourut des fièvres dans l'Indo-Chine, Edouard Huber avait à peine trente-cinq ans.

ANTOINE GUILLAND.

Chronique scientifique.

Cartes nouvelles orthodromiques. — L'astronomie préhistorique. — Chlorophylle sans lumière. — A propos de l'hélicoptère. — La température et la croissance des poissons. — Végétaux inférieurs et vitamines. — Action nuisible des déchets végétaux sur la germination. — La fièvre aphteuse et la peste bovine. — La silice comme agent thérapeutique. — Proportion des divers éléments chimiques sur notre globe. — Une énigme radio-télégraphique. — Radiographie et tableaux. L'accélération du pouls à volonté. — Publications nouvelles.

M. L. Favé, l'ingénieur hydrographe bien connu, a présenté à l'Académie des Sciences des cartes et des graphiques permettant de déterminer rapidement sur un planisphère déterminé le chemin le plus court d'un point à un autre, sur le globe, et de substituer dès lors à la loxodromie usuelle des marins l'orthodromie. La route orthodromique, c'est l'axe de grand cercle. Les spécialistes liront le détail de la méthode de M. L.

¹ *Eduard Huber. Ein schweizerischer Sprachengelehrter, Sinolog und Indochinaforscher. Sein Leben und seine Briefe, nebst einer Auswahl seiner Arbeiten. Mit 40 Illustrationen und 3 Kartenskizzen. Zürich, Orell Füssli, 1920.*

Favé, qui consiste en l'emploi d'une feuille transparente sur laquelle sont tirées des courbes cotées représentant en projection de Mercator une série de grands arcs coupant l'équateur aux extrémités d'un même diamètre. On amène la feuille de façon à faire coïncider les droites équatoriales, puis par translation latérale on amène les points de départ et d'arrivée à se trouver sous une même courbe. Celle-ci sera le plus souvent entre deux de celles qui sont tracées. Ce résultat obtenu, il est facile de déterminer exactement l'itinéraire à suivre. La question a son importance en navigation marine, et M. Favé a montré que par l'emploi de la méthode orthodromique on économise 1000 km. de Paris à Shanghai. Elle en a aussi pour la navigation aérienne. Fournir aux navires aériens les trajets les plus directs, c'est augmenter leur effcience, c'est accroître le rayon de leur activité, c'est les mettre en état de voyager plus loin sans escale, et de ne pas gaspiller de l'argent en combustible à faire un voyage de longueur 1000, par exemple, quand pour aller du point de départ au point d'arrivée on peut, par l'arc de grand cercle, se contenter de faire 700 seulement.

— L'astronomie est sans doute une des premières sciences que l'homme ait pratiquées. Dans un récent numéro de *La Nature* (5 février), M. M. Schütte publie à ce sujet un curieux article sur les glyphes des rochers du Bohuslan en Scandinavie. Examinant ces gravures sur roc, dont une collection a été éditée par Baltzer, M. Schütte trouve dans diverses gravures des représentations qu'il considère comme se rapportant à des constellations. Ce sont des points qui, par leur nombre et leur disposition relative, rappellent plus ou moins telle ou telle constellation. Ici, M. Schütte pense reconnaître, au haut d'un ensemble de pictogrammes représentant, semble-t-il, des animaux, des hommes, des bateaux (?), une esquisse de Voie lactée, et de Grande-Ourse. Sur un autre rocher l'auteur discerne une série de constellations dans leur ordre astronomique : Grande-Ourse, Polaire, Gémeaux, Lynx, Orion, Bouvier, Cancer, Lion. Ailleurs, il voit les signes du zodiaque. L'idée générale n'est pas sans intérêt, et mérite

d'être examinée. Mais il ne faudrait pas trop se fier aux apparences.

A quelle époque fait-on remonter ces cartes célestes de la préhistoire? La question se pose. Car il ne faut pas oublier que les constellations ne sont pas choses permanentes. Les étoiles les composant ont leurs mouvements propres, différents. La forme que présente la Grande-Ourse actuellement, celle-ci ne l'avait pas il y a 50 000 ans, elle ne l'aura plus du tout dans 50 000 ans. Flammarion donne précisément les figures passées, présentes et futures de la Grande-Ourse et d'Orion, dans son *Astronomie populaire*. De sorte que si les rochers en question représentent bien les constellations que croit M. Schütte, ces représentations sont de date relativement récente. Sans doute, on est loin d'être d'accord sur la chronologie préhistorique, mais si nous ouvrons le magistral ouvrage de M. M. Boule sur les *Hommes fossiles*, nous voyons que les temps post-glaciaires ont bien de 8 à 15 000 ans ; l'époque glaciaire, de 50 000 à 1 million d'années (?). A quel moment M. Schütte veut-il que ses préhistoriques aient dressé leurs cartes? Evidemment, il faut que ce soit à une époque peu lointaine, relativement.

— La lumière n'est pas indispensable à la production de la chlorophylle, dit M. A. P. Dangeard. Et il le démontre par une expérience de huit ans de durée, ayant consisté à faire vivre une petite algue (*Scenedesmus acutus*, fourni par le professeur Chodat, de Genève) à l'obscurité absolue, avec repiquages occasionnels, en milieu approprié, et à constater qu'au cours et à la fin de l'expérience l'algue est aussi verte que si elle avait vécu tout ce temps à la lumière. Bien entendu, la chlorophylle ne fonctionne pas à l'obscurité, mais aussitôt que l'algue est placée à la lumière, après un séjour même de huit ans à l'obscurité, elle opère comme si elle n'avait jamais fait que cela. Chez l'algue tenue à l'abri de la lumière, le pyrénolide disparaît, mais il reparaît (dès que la plante est de nouveau exposée au jour.

— Il est beaucoup parlé de l'hélicoptère, à propos de l'appareil Pescara, en essais à Barcelone. L'hélicoptère, c'est un

avion sans ailes, ayant l'hélice horizontale, sous le ventre, au lieu de l'avoir verticale à l'avant du corps. Son hélice agit de haut en bas, et le résultat est que l'appareil s'élève de bas en haut : il est fait pour s'enlever verticalement au lieu d'avoir à monter obliquement, comme fait l'avion. Comment l'hélicoptère progresse-t-il ? Ceci est problématique. L'hélicoptère pur peut-il progresser ? Peut-on, en inclinant l'axe des hélices, faire en sorte que celles-ci, une fois l'appareil à la hauteur voulue, prennent appui sur l'air non plus verticalement, mais obliquement, ce qui leur permettrait à la fois de sustenter l'appareil et de le pousser en avant ? Ce serait, semble-t-il, l'idéal. Mais on fait observer que cet hélicoptère pur, idéal, à supposer qu'on puisse le réaliser, sera tout ce qu'il y a de moins désirable en cas de panne de moteur. L'avion, lui, en cas de panne, peut se laisser descendre en planant ; l'hélicoptère, lui, n'aurait qu'à s'écraser au plus vite sur le sol. Alors certains se demandent s'il ne faut pas combiner l'hélicoptère et l'avion. Le marquis de Pescara, lui, est persuadé que son hélicoptère tiendra à merveille. « Réellement, dit-il, je suis très satisfait de mon invention. » Puisse-t-il avoir raison. Car l'hélicoptère a un grand intérêt. Il permet de s'élever tout droit, en chandelle. Le premier vol en hélicoptère libre monté semble être celui qu'a fait M. Oehmichen, à Valentigney, chez MM. Peugeot, le mois dernier. M. Oehmichen ne s'est élevé qu'à deux mètres, sans doute, mais l'essentiel était de s'élever. M. Oehmichen est l'auteur d'un livre remarquable récemment publié sur *Nos maîtres les oiseaux* (Paris, Dunod).

— Quelle température convient le mieux à la croissance des poissons ? M. P. Audigé répond que cela dépend. Les poissons ont des besoins variables. Des poissons eurythermes (carpe, poisson rouge), soumis à une température constante de 14° à 15° C. ne poussent pas autant que leurs parents soumis aux variations thermiques saisonnières. Mais à la température constante de 20° ou 21°, ils poussent plus vite, et ils poussent beaucoup plus vite à 24° ou 25° : à la 4^e année, ils ont le double des dimensions des poissons vivant de façon normale, c'est-à-dire variable. Mais si l'on considère des poissons sténothermes

(saumon, truite), on constate que l'optimum de croissance s'obtient avec la température constante de 14° à 15° . La température constante à 20° ou 22° tue la plupart d'entre eux. En somme, donc, la température constante paraît très favorable à la croissance et au développement, mais elle n'est pas la même, à beaucoup près, pour les différentes espèces.

— Les végétaux inférieurs ont-ils besoin de vitamines? Les uns disent oui, les autres disent non ; on est d'accord, toutefois, pour considérer les vitamines comme produites chez et par les végétaux seuls. M. P. Goy a interrogé l'expérimentation. Celle-ci lui a fait voir que les végétaux inférieurs (Saccharomycètes, en particulier) n'ont besoin pour leur développement d'aucun corps organique ressemblant de près ou de loin aux vitamines, car ils poussent admirablement dans les milieux minéraux appropriés, sans la moindre trace de facteurs accessoires, la solution ayant été stérilisée par un séjour d'une heure et demie à la température de 130° . Pourtant la prolifération est accrue (sans toutefois qu'il y ait augmentation du poids final récolté) si l'on ajoute au liquide un peu du liquide identique où a proliféré auparavant la même espèce ou une autre. Ce phénomène est dû à la présence d'un corps organique que M. P. Goy a réussi à isoler d'un mucoriné, qui ne révèle sa propriété accélérative qu'après avoir été chauffé à 85° ou 90° et la perd à 168° ou 170° , bien que supportant fort bien une heure et demie à l'autoclave à 130° C. Ce corps est un composé carboné n'ayant aucun caractère des amino-acides. D'autres tissus végétaux ont fourni des extraits donnant le même résultat, mais certains (jus de citron et d'orange) ont l'action activante même sans avoir été chauffés au préalable.

En somme, pas de vitamines. Seul un composé agissant comme une vitamine de croissance, non pas indispensable, mais opérant de façon très efficace sur la prolifération. N'oublions pas que Bottomley a décrit des *auximones*, des sortes de vitamines des végétaux.

— A propos de physiologie végétale, M. A. Lumière a communiqué des faits curieux se rapportant à l'empoisonne-

ment du sol par les feuilles mortes, empoisonnement qui se manifesterait par la non-germination des graines. M. A. Lumière, ayant fait macérer dans l'eau des débris végétaux, feuilles diverses, etc., a constaté que le liquide de macération s'oppose complètement à la germination des graines. (M. Lumière constatera que l'eau de macération de graines agit exactement de même). Si l'on jette l'eau pour la remplacer par de l'eau pure, on obtient une seconde macération, plus diluée, mais encore très active. Ce n'est qu'après une série d'épuisements consécutifs que l'on arrive à obtenir une « eau de macération » n'ayant plus les propriétés nocives à l'égard de la graine. Et pour M. Lumière, les débris végétaux que renferme le sol sont cause de la non-germination des graines du sol avant le printemps. Comme le montre l'expérience avec les débris végétaux, ceux-ci abandonnent autour d'eux des substances réductrices, absorbant l'oxygène de l'air : dès lors, les graines voisines manquant d'oxygène sont incapables de germer. Il faut considérer le sol comme se chargeant, à l'automne, de substances réductrices qui absorbent l'oxygène disponible. Il ne redevient riche en oxygène qu'après les pluies de l'hiver qui apportent de ce gaz, et après les labourages qui amènent à la surface les couches profondes paralysantes que le soleil et l'air assainissent.

— La fièvre aphteuse est un mal qui exerce des ravages considérables parmi le bétail, et ne se laisse pas traiter aisément. Dans ces conditions, il est utile de signaler la méthode qui aurait donné en Italie de bons résultats. Elle consiste à injecter sous la peau, pendant la période aiguë (4 ou 5 jours) tous les jours, puis tous les deux jours pendant cinq ou six jours, à la dose de 20 ou 30 centimètres cubes pour les gros animaux, la moitié pour les moyens, un quart pour les petits, un mélange d'éther, 100 gr., + alcool à 95°, 100 gr., + solution physiologique (0,8 gr. chlorure de sodium pour 100 gr. eau distillée), 100 gr., + acide phénique cristallisé, 15 gr. C'est l'acide phénique qui semble jouer le rôle le plus actif : on peut se contenter d'injecter 5 gr. d'acide phénique cristallisé + solution physiologique, 100 : 20 gr. pour les gros

animaux, 10 ou 15 gr. pour les moyens, 5 ou 10 gr. pour les petits. Inoculer de préférence derrière l'épaule et devant le grasset ; après avoir rasé le poil pour faciliter la désinfection par l'alcool. Si le cas est grave, il convient de soutenir le cœur : de 5 à 20 cc. (selon la taille) de caféine, 25 gr., + benzoate de sodium, 34 gr., + eau distillée, 100 gr. Tenir l'animal à jeun, et l'intestin libre. Contre les fermentations, faire prendre tous les deux jours de l'hyposulfite de soude (150 ou 200 gr. aux gros animaux, 100 gr. aux petits) dissous dans l'eau.

— Et la peste bovine ? Car elle est d'actualité. Une fois de plus elle a sévi en Europe à la suite d'une guerre, apparaissant en août 1920, à Anvers, par des zèbres venant des Indes néerlandaises pour aller au Brésil. Pendant quarante ans, la surveillance sanitaire aux frontières avait empêché la peste bovine d'entrer en France, bien qu'elle fût endémique et commune en Orient, aux Indes, en Indo-Chine, en Egypte, en Afrique occidentale. Le mal est toujours mortel, en quelques jours. Il se transmet très facilement et paraît dû à un virus filtrant, mais on arrive assez bien à localiser le foyer, et c'est ce qui a eu lieu. Traite-t-on le mal ? Oui et non, Dans les pays où le mal est endémique on prépare avec les sujets ayant résisté au mal un sérum préventif et curatif. Mais l'immunité est de courte durée. La séro-vaccination n'est pas sans action, mais elle n'est pas bien efficace non plus.

— La silice exerce-t-elle une action médicamenteuse ? Après tout pourquoi pas ? Et sans doute beaucoup d'autres corps méritent qu'on se pose à leur sujet la même question. Quoi qu'il en soit, MM. Scheffler, Sartory et Pellissier se la sont faite.

La silice est un corps très répandu dans la nature. Elle se rencontre chez les plantes et les animaux, et le corps de l'homme en renferme 6 gr. environ. Divers praticiens ont préconisé la silice, sous la forme de silicate de soude, contre l'artériosclérose, contre la tuberculose aussi. L'anémie siliceuse, le manque de silice dans l'organisme, prédisposerait à l'artériosclérose et se traduirait par un travail de réduction insuffisant, avec élimination réduite d'acide carbonique. En tout cas, il

semble bien que le silicate de soude soit hypotensif : il agirait donc contre l'artério-sclérose, hypertensive au contraire.

Il a paru que le silicate de soude serait plus actif si on l'introduisait dans l'organisme par voie intra-veineuse. L'expérience fait voir que ce mode d'administration est possible, mais il faut faire attention à la dose. Celle-ci doit être faible. On observe des phénomènes d'intoxication à la dose de 0,06 centigramme par kilo d'animal. La dose de 0,08 centigr. est mortelle. Il faut donc user des silicates avec beaucoup de prudence. Les auteurs opèrent avec une solution représentant 0,005 mg. de silicate de soude par centimètre cube, et d'habitude ils donnent deux centimètres cubes par jour, soit un centigramme en tout. Le traitement comporte de 8 à 10 injections ; on en pratique une tous les deux jours, en commençant par 5 milligrammes.

Il a été appliqué utilement aux artério-scléreux, cardiopathes et angineux. On voit, disent les auteurs, baisser la tension artérielle, tandis que la viscosité tend vers la normale, la dyspnée diminue et la vitalité est accrue. Les artério-scléreux et les cardio-rénaux semblent être les malades retirant le plus de profit de la méthode. Les résultats seraient très encourageants dans certains cas de rhumatisme chronique et déformant. Pour ce qui est de la tuberculose, rien encore de bien net. Ce que disent MM. Scheffler, Sartory et Pellissier présente un réel intérêt.

— A propos de la silice, sait-on quelle est l'abondance de ce corps sur notre globe ? Dans un livre tout rempli de données chimiques sur le sol, les roches, les eaux, l'atmosphère, formant 800 pages d'un très grand intérêt, et un volume de références précieux, dans *The Data of Geochemistry* (publié par le *Geol. Survey* des Etats-Unis), M. F. W. Clarke entreprend de faire connaître la fréquence proportionnelle des divers éléments chimiques dans cette partie de notre planète qui nous est à peu près connue et accessible, soit l'enveloppe extérieure du globe composée de trois minces pelures ou enveloppes : l'atmosphère, l'hydrosphère (les océans) et la lithosphère, les quinze ou vingt kilomètres d'épaisseur formant la croûte

extérieure, la terre ferme de tous les jours. Quel est l'élément le plus répandu dans cette enveloppe ainsi définie, en excluant la masse centrale sur laquelle nous sommes trop peu documentés ? C'est l'oxygène. Il forme près de la moitié (47 %) de la lithosphère et plus de 85 % de l'enveloppe liquide. Après lui vient la silice qui constitue l'élément solide le plus répandu. L'oxygène représente le 50 % dans les trois enveloppes ensemble ; la silice 25 %. Après vient l'aluminium (7 %) et suivent dans l'ordre le fer (4 %), le calcium (3 %), le magnésium, le sodium et le potassium, chacun un peu plus de 2 % ; puis l'hydrogène (moins de 1 %). Le livre de M. F. W. Clarke est plein de données intéressantes, méthodiquement classées, et d'emploi usuel : aussi en est-il déjà à sa quatrième édition.

— C'est un fait connu en radio-télégraphie que les ondes ne paraissent pas toujours venir de la même direction, bien qu'assurément émises par un poste qui ne bouge pas de place. Sur ce point, on a observé des faits curieux. Ainsi, pendant la guerre, certain poste turc, de Constantinople, avait coutume de se mettre à causer vers le soir. Un poste allié, à Corfou, écoutait, naturellement. Or, ceci était manifeste, que la direction par où arrivaient les ondes changeait appréciablement au cours du discours. Avec les appareils radio-goniométriques on détermine très exactement aujourd'hui la direction d'où vient un message. Et de façon générale, cette direction, l'azimut d'un poste fixe, pour un autre poste fixe, est constante, au degré près. Mais il y a des cas où cette constance fait totalement défaut. C'est ce qui avait lieu.

Ailleurs, on fit une observation similaire. Le poste recevait couramment deux autres postes importants. Il était au confluent de deux vallées, et c'est toujours par les vallées qu'il recevait. Mais la réception était inconstante. D'habitude, la vallée A lui donnait le poste C, la vallée B le poste D. Mais à certaines heures, les postes changeaient de vallée : D arrivait par A et C par B. Il y avait lieu d'examiner le phénomène de plus près, et c'est ce que viennent de faire le général Ferrié et ses collaborateurs, MM. Jouaust, Mesny et Pérot, à Meudon. Ils ont bien constaté, une fois de plus, que de façon générale

un poste donné est reçu selon une direction constante. Mais ils ont constaté aussi des faits très curieux. Ils écoutaient Lyon, Hanovre, Bonn, Nantes, spécialement, et à l'occasion Annapolis, Clifden, Moscou. Or, si de jour l'azimut coïncide bien avec l'azimut géographique au degré près, la nuit tout change. En mai-juin dernier, brusquement, entre 9 et 10 h. du soir pour Hanovre, entre 20 h. 30 et 21 h. pour Lyon, une déviation se produisait. Hanovre paraissait avoir déménagé vers Londres. Plus tard, déviation inverse, dans l'autre sens : Hanovre paraissait déménagé vers Metz. Puis, au lever du soleil, tout rentrait dans l'ordre. De même, le poste de Nantes donnait l'impression, la nuit, d'après les révélations de la radiogoniométrie, de vagabonder, mais en sens inverse ; Brest, Lyon, Rome aussi.

Evidemment, il y a une influence générale qui s'exerce : et ce n'est pas au poste d'émission, c'est au poste de réception, car le phénomène se présente aux mêmes heures de réception, qui ne sont pas les mêmes heures d'émission (en raison de la position géographique des stations). Evidemment, le même trouble doit exister dans toute station, à l'égard des autres, et il paraît lié à l'heure, à l'éclairage, à l'ionisation peut-être. On a l'impression, à Meudon, à certains moments, que les ondes parviennent au cadre récepteur de plusieurs directions à la fois. Il s'agit sans doute de phénomènes parallèles aux réfractions de l'optique. En tout cas, les recherches se poursuivent.

— La radiographie prend une place considérable dans les préoccupations des conservateurs de musées. Elle permet, en effet, un examen interne et révélateur des tableaux. La méthode n'a guère d'intérêt pour les tableaux modernes ou récents. Mais les anciens ont été plus ou moins « restaurés ». Et la radiographie montre où cela a eu lieu. La transparence d'un tableau aux rayons X dépend de choses diverses : du support, de l'enduit, et des couleurs. Le support est toujours très transparent, le bois un peu moins que la toile toutefois. L'enduit présente une transparence variable. Celui des anciens, consistant en carbonate de chaux et colle, est relativement transparent.

Actuellement, on utilise l'enduit à la céruse, beaucoup plus opaque. La transparence des couleurs est plus variable encore. Certaines sont opaques, étant composées de plomb ou de zinc, telles les blancs ; les bitumes et noirs sont au contraire très transparents. Et entre les deux séries, il y a tous les intermédiaires.

Ce que la radiographie montre le plus nettement, ce sont les truquages, les additions, les repeints. Elle montre parfois tout un tableau sous un autre. Presque toujours elle montre des restaurations. Ainsi, on soupçonnait le tableau de l'enfant royal en prière du XVe siècle, au Louvre, d'avoir subi des dégradations masquées depuis peu par un fond noir uniforme. La radiographie a montré que cette opinion, basée sur des documents, est parfaitement juste.

Dans une crucifixion, encore un personnage étonnait et détonait. On le radiographia. Et on s'aperçut que le portrait de la donatrice avait été peint sur un moine en prière qui appartenait au tableau primitif. La donatrice fut aussitôt honteusement chassée. C'était elle qui étonnait. Enfin, M. André Chéron, dans une note à l'Académie des Sciences, a présenté un tableau représentant une petite sauterie flamande. On l'avait attribué à Van Ostade. La radiographie a fait voir sous la sauterie des paons, canards et poules, et un seul personnage dont la tête figure dans la sauterie. Deux tableaux ont été peints l'un sur l'autre. L'authentique est l'ancien ; le superficiel est moderne et faux.

A ce propos, M. H. Parenty a fait observer que la photographie pure et simple des tableaux anciens lui a permis de révéler des écritures, des monogrammes transparaissant pour la plaque sensible, à travers la couche superficielle de peinture, à condition de sacrifier dans le tirage du positif les figures principales et de tirer les fonds à part en très clair.

— Petit problème de physiologie. Peut-on accélérer volontairement le pouls ? Il le semble, d'après une récente note de la *Presse médicale*. Un cas a été relaté en Amérique, d'un homme de 26 ans, robuste ; sportif, qui, plusieurs années avait été sujet à des crises de tachycardie à la moindre émotion. Malgré

ces phénomènes, il fut déclaré bon pour le service, et c'est à l'examen médical que l'on reconnut l'aptitude qu'il possède d'accélérer son pouls à volonté, en l'absence de toute émotion. L'augmentation est de 20 ou 30 battements par minute. Le sujet est conscient de l'accélération sans avoir besoin de se tâter le pouls. Il peut aussi diminuer le nombre des pulsations, mais sans pouvoir faire tomber celui-ci au-dessous de la normale. Avec un autre cas similaire, publié récemment, cela fait 15 exemples connus et enregistrés dans les annales médicales d'accélération volontaire du pouls. Chez le sujet dont il s'agit, l'accélération s'accompagne d'une légère dilatation de la pupille et d'un peu d'irrégularité dans la respiration qui devient superficielle.

— *Publications nouvelles.* — *Essai sur la peur aux armées* (Paris, F. Alcan), par le Dr A. Brousseau : étude générale intéressante où les observations prises par l'auteur tiennent une grande place. L'auteur envisage surtout la peur pathologique et le point de vue de la médecine légale.

— *Introduction à la psychologie*, par M. J. Larguier des Bancelles (Lausanne, Payot). On trouve ici, d'une part, une étude générale sur les chapitres principaux de la psychologie, et deux chapitres sur deux gros problèmes, ceux de l'instinct et de l'émotion. L'instinct et l'émotion jouent, en effet, un rôle capital dans la vie des hommes, et il convient d'attirer spécialement l'attention sur ces deux grands ressorts de l'activité, individuelle et sociale. L'auteur est renseigné et sait rendre attrayante la matière qu'il traite.

— Dans *La Science de la vie et la longévité* (Paris, A. Legrand) M. O. Laurent témoigne de beaucoup de savoir et de lectures il relate beaucoup de faits de grand intérêt pour la biologie, et se fait lire sans peine : il ne donne pas dans les sottises notables où des écrivains, d'ailleurs aussi dénués de science que d'esprit critique, tombent avec joie et bruit, à la fois ; ce qu'il dit est sensé et rationnel.

— *Les migrations des oiseaux* (Paris, Delagrave), par le Dr F. Cathelin ; livre rempli de faits et d'observations de grand intérêt ; discussion des théories proposées pour expliquer

la migration, et exposé de la théorie de l'auteur, fort éclectique, où les phénomènes électro-magnétiques et les grands courants aériens jouent un rôle prépondérant. On pourra discuter ses vues, mais on lira son livre avec intérêt et profit, sans le moindre doute.

— Dans *Les théories d'Einstein* (Lausanne, Payot), par M. Lucien Fabre, nous avons une tentative très intéressante d'explication pour le grand public de la théorie de la relativité d'Einstein. Y réussir complètement, sans mathématiques, n'est pas possible. M. L. Fabre le proclame lui-même. Aussi a-t-il mis de la mathématique dans son livre : mais pas beaucoup, et comme il le dit, on peut sauter les équations et quand même comprendre quelque chose. Ce que l'on verra de plus clair, dans ce livre, ce sont diverses conséquences de la théorie, mais sans bien saisir pourquoi elles sont nécessaires. Ce n'est point de la faute de l'auteur, cela va de soi ; il a un réel talent d'exposition.

— *La microbiologie appliquée à la fertilisation du sol et à la transformation des produits agricoles* (Paris, J.-B. Baillière), par M. E. Kayser, atteint sa 4^e édition, en 2 volumes. Cette œuvre remarquable est rapidement devenue classique. Elle est indispensable à l'agriculteur, et aux praticiens des industries agricoles ; on y trouve tout ce qu'on s'attend à y trouver, ce qui n'est pas peu dire.

HENRY DE VARIGNY.

Chronique politique.

L'œuvre de la Conférence de Paris. — La question d'Orient et la question d'Allemagne. — L'importance de la Conférence de Londres.

La Conférence de Paris a mieux fini qu'elle n'avait commencé. Tous les journaux l'ont dit ; ç'a été l'opinion générale.... sauf en Allemagne, bien entendu.

A peine était-elle réunie que de graves divergences de vues se sont manifestées. M. Lloyd George avait sur le désarme-

ment, les réparations, la Haute-Silésie, l'Orient, c'est-à-dire sur tout ou presque tout, des idées qui n'étaient pas celles de la France. Des deux parts on s'exprima sans ménagements ; on alla ainsi jusqu'à très près de la rupture. Puis les hommes d'Etat se ressaisissent, ils se rendent compte de l'impression déplorable qu'ils vont produire sur l'opinion publique s'ils se quittent sans avoir rien fait, ils reprennent l'étude des questions avec la volonté de s'entendre ; et l'accord survient plus complet qu'on ne l'avait attendu.

Sans doute il ne porte pas sur tous les points : la question russe paraît n'avoir pas même été abordée, le règlement des affaires d'Orient a été sagement renvoyé à une réunion ultérieure à Londres. Mais l'affaire principale, c'est-à-dire le régime à imposer à l'Allemagne, a été longuement discutée et exactement résolue. La Conférence n'est pas seulement tombée d'accord sur les conditions du désarmement, elle a fixé la somme des réparations et le mode de recouvrement. Ce que je ne croyais pas possible ; car la France et l'Angleterre, après d'interminables pourparlers, avaient fixé, pour évaluer le montant de l'indemnité allemande, une procédure étonnamment compliquée. Elle comportait quatre réunions ou instances successives ; on n'en avait pas fini avec la première.... Et voilà que, tout à coup, la Conférence de Paris brusque les choses, prétend la situation suffisamment éclaircie, décide de la somme, établit les délais.

Les journaux se sont occupés de cela quinze jours durant ; je me borne donc à apprécier les décisions.

Quant au désarmement, la Conférence de Paris s'est bornée à confirmer les conclusions de celle de Spa, avec quelques adoucissements sur le chapitre des délais.... Il est très naturel et légitime que la France, et avec elle la Belgique, veuillent s'affranchir de la menace venant de l'est ; mais le moyen choisi sera-t-il opérant ? J'ai toujours estimé qu'une armée de cent mille hommes était insuffisante pour l'Allemagne, qui peut être appelée à défendre de vastes frontières et à réprimer des troubles civils chez elle. Le gouvernement du Reich, à qui on demande d'assurer la paix publique et de rendre possible

le travail productif, doit avoir des moyens d'action suffisants. Comme, indépendamment de tout rêve de revanche, il lui faut plus de cent mille soldats pour être maître chez lui, il s'arrangera pour en avoir davantage. Les moyens ne lui manqueront pas : l'expérience de Napoléon en face de la Prusse prouve qu'en pareille matière il n'y a pas de surveillance qui fasse.... Il en résultera une atmosphère d'hostilité et de tromperie. Au demeurant, j'ai déjà dit que, si l'on avait voulu rendre l'Allemagne inoffensive, il aurait fallu la diviser dans ses intérêts. Maintenant que le moment est passé, l'entreprise est devenue plus difficile. Pourtant, en cherchant bien, on pourrait trouver quelque chose : mieux, dans tous les cas, que l'expédient illusoire des cent mille hommes.

Quant aux réparations, il est également de stricte justice que l'Allemagne paie les dommages qu'elle a causés. Elle n'y parviendra jamais, comme le prouve l'état estimatif des pertes que la Commission des réparations vient de transmettre à Berlin. Et il ne s'agit que des dégâts matériels : quant aux souffrances et aux deuils, ce n'est pas avec de l'argent qu'on y remédiera.... Le chiffre établi par la Conférence de Paris reste bien au-dessous de la réalité. Mais pourquoi parler d'acquitter en quarante-deux ans une somme qui ascende à 226 milliards ? Comme le dit le *Temps* : calculée avec un intérêt de 5 %, la valeur actuelle des annuités fixées d'avance s'élèverait au total à moins de 84 milliards de marks or. N'aurait-il pas mieux valu articuler ce chiffre tout de suite, en laissant au Reich le soin de chercher la méthode de paiement, quitte à la discuter avec lui dans une conférence d'experts ? Les Allemands auraient été mal inspirés de pousser les hauts cris, puisque, à Versailles, M. de Brockdorff-Rantzau avait proposé cent milliards. De même la taxe de 12 % sur les exportations, qui est un moyen de protéger l'industrie indigène contre la concurrence germanique tout autant qu'une mesure de réparation, paraît singulièrement difficile à prélever pendant quarante-deux ans. Tant de choses peuvent se passer durant ce temps : l'Entente, déjà affaiblie par l'abandon de l'Amérique, peut achever de se dissoudre, des occasions politiques ou

militaires peuvent s'offrir que la nation vaincue, exaspérée par les charges qui pèsent sur elle, saisira avidement.... Comment des hommes d'État peuvent-ils prétendre fixer le cours de l'histoire pendant quarante-deux ans? C'est imprudent, c'est même dangereux.

Il ne me paraît donc pas que la Conférence de Paris ait fait de brillante besogne. Elle avait pourtant obtenu un remarquable résultat : elle s'était mise d'accord. L'Entente, que des gens malintentionnés représentaient déjà comme en voie de désagrégation, se redressait et indiquait ses volontés. De là une grande satisfaction dans les nations alliées ; on a dit : cette fois la cause est entendue, nous allons enfin voir apparaître les résultats de la victoire? Est-ce bien cela, les choses sont-elles vraiment si avancées?

— Les hommes d'État réunis à Paris ont beaucoup travaillé en six jours. Ils n'ont pourtant pas achevé leur tâche, et on ne pouvait pas le leur demander. Ils ont donc décidé que le Conseil suprême se réunirait de nouveau à Londres, le 21 février, que des délégations grecques et turques seraient convoquées pour cette date, afin de prendre connaissance de leurs réclamations et rétablir la paix en Asie-Mineure, que des représentants du Reich seraient invités à se présenter le 1^{er} mars pour ratifier l'arrangement conclu, avec l'autorisation d'exhaler leurs plaintes. Pendant tout le mois de février, l'attention s'est portée sur ces deux questions : celle d'Orient et celle d'Allemagne ; l'une moins importante que l'autre, cependant.

En Orient, il s'agit donc de refaire l'ordre. Il faut que les rencontres sanglantes dont on ne conçoit pas fort bien l'utilité prennent fin ; il faut que les peuples malheureux, les Arméniens surtout, que l'Europe, après les avoir pris sous sa protection spéciale, a tristement lâchés, recouvrent la possibilité de vivre. Mais les puissances ne paraissent pas s'embarasser beaucoup de considérations philanthropiques : elles désirent surtout mettre un terme à leurs sacrifices, et la première chose à faire est de découvrir un *modus vivendi* entre les Grecs et les Turcs. Cela même n'est pas facile.

La Grèce est fermement attachée au traité de Sèvres, dont elle prétend conserver les avantages tout en priant l'Europe de ne pas s'occuper de ses affaires intérieures. Le chef de son gouvernement, M. Calogeropoulos, qui a succédé à M. Rhallys décidément trop modéré, s'est rendu à Londres pour défendre les droits intégraux de l'hellénisme. Il a trouvé un auxiliaire précieux en M. Venizelos qui, après avoir déclaré qu'il renonçait définitivement à la politique, n'a pu s'empêcher de rentrer dans la bagarre et s'est mis à défendre, avec toutes ses ressources de persuasion et son activité incomparable, l'œuvre qu'il avait faite.

Les Turcs sont divisés. Ils ont toujours dit qu'aucune paix durable ne serait possible en Orient si on ne leur rendait pas Smyrne et la Thrace. Mais tandis que les représentants du sultan, placés sous la tutelle anglaise, seraient faciles à amener à composition, Mustapha Kemal est irréductible. Persuadé que l'Europe ne pourra jamais l'atteindre dans son repaire de l'Anatolie montagneuse, il l'a pris de très haut en face des puissances qu'il voyait revenir à lui après l'avoir traité en rebelle ; il a exigé des évacuations et des engagements préalables. Depuis, il paraît s'être calmé un peu ; il a envoyé une délégation qui est heureusement arrivée à Londres. Mais il garde la prétention d'être le seul souverain de l'empire ottoman, à l'exclusion du padischah, qui n'est pas même le maître d'une ville et dont les délégués ne représentent rien du tout.

Vraiment, ceux qui s'imaginent qu'on va mettre d'accord ces gens-là paraissent se bercer de décevantes illusions. Il n'en est pas moins vrai que, si l'Europe avait une volonté unique et ferme et savait se fixer un plan d'action, on pourrait à la rigueur traiter ces oppositions tenaces comme une affaire secondaire. Mais en est-il ainsi ?

Ici nous sommes dans une troublante incertitude. Rien ne nous dit que les gouvernements de l'Entente se soient occupés d'arrêter leur point de vue pendant le mois qui vient de s'écouler. L'Italie qui, depuis longtemps, a conclu une trêve avec les Kémalistes, la France qui, malgré ses succès militaires,

est lasse de son inutile campagne en Cilicie, demandent la revision du traité de Sèvres, sans avoir probablement pris la précaution de fixer ce qu'elles voudraient mettre à la place. L'Angleterre, qui a imposé à ses alliés cet acte diplomatique qu'elle considère comme le couronnement de sa politique orientale, n'admet qu'avec une répugnance extrême qu'il y soit dérogé. Sur ce point, presque tous ses journaux sont d'accord : assez sages pour ne pas insister sur les intérêts nationaux, ils exploitent l'argument connu que, vu l'incapacité civilisatrice de l'empire ottoman, il est impossible de lui rendre des territoires qu'on a une fois délivrés de son joug. Est-ce que, dans les premiers jours de la Conférence de Londres, les représentants des trois puissances ont réussi à harmoniser leurs intentions? Nous ne sommes pas encore fixés sur ce point.

La question allemande passionne davantage l'opinion parce qu'elle se pose en pleine Europe, parce qu'elle est la dernière phase du grand drame qui a bouleversé le continent. Il s'agit en effet de savoir si vraiment l'Allemagne a perdu la guerre, si elle indemniserá ceux qu'elle a attaqués sans motif ou si, grâce à son territoire préservé, à son outillage intact, elle va se relever rapidement, mettre en branle toute son industrie, et écraser définitivement par sa concurrence les nations ruinées qui l'entourent.

Comme on pouvait s'y attendre, les décisions de Paris ont propagé dans tout le Reich une émotion indignée. Le désarmement, qu'on se réserve apparemment d'éluder, a laissé les masses assez froides ; la colère s'est tournée contre les réparations. On a dénoncé, avec un luxe d'adjectifs encore inconnu, l'acte de folie de l'Entente, l'abominable cruauté qu'il y avait à réduire un peuple en esclavage pendant quarante-deux ans. J'ai déjà dit que la convention du 29 janvier me paraissait malheureuse ; mais il est juste de constater que, quel qu'eût été l'arrêt de la Conférence, l'Allemagne aurait retenti de cris et de plaintes. Car, les lenteurs des Alliés aidant, sa population s'est habituée à admettre qu'elle ne paierait rien du tout ; cela lui paraît d'autant plus juste qu'elle

croit, plus ferme que jamais, que la guerre lui a été imposée par des adversaires avides et qu'elle a succombé en défendant la plus sainte des causes.

Le gouvernement n'a pas essayé d'enrayer le mouvement d'opinion ; loin de là ! Soit devant le Reichstag, soit dans sa campagne de discours, le Dr Simons, ministre des affaires étrangères, n'a cessé de dire que les exigences de Paris étaient inacceptables, qu'il ne négocierait jamais sur de pareilles bases. Il a été, dans son zèle, jusqu'à mettre en doute la valeur du traité de Versailles que moralement l'Allemagne n'avait pas ratifié. Pourquoi cet homme d'Etat, fort prudent d'ailleurs, a-t-il pris une attitude aussi intransigeante ? Était-ce par un souci de popularité ? Espérait-il, en exaltant le patriotisme, assurer le succès des partis nationaux dans les élections, assez incolores d'ailleurs, de la Prusse ? Comptait-il peut-être sur des appuis du dehors ? Nous ne savons.

Cependant le gouvernement du Reich n'a accepté de se faire représenter à Londres qu'à la condition qu'il aurait le droit d'exposer ses points de vue et un comité d'experts s'est mis à rédiger des contre-propositions qui, le ministre l'a reconnu, ne pourraient manquer de provoquer quelque étonnement. Or l'autre camp a exprimé la ferme volonté de ne pas rouvrir la question au fond, de n'autoriser les Allemands à discuter que les méthodes de paiement. Si cette décision est maintenue, nous pouvons nous attendre à ce que la conférence de Londres finisse en tempête. Les délégués du Reich, liés par des engagements solennels, n'auront qu'à se retirer en claquant les portes, après quoi les sanctions prévues à Paris contre l'adversaire obstiné se déclencheront automatiquement. Mais peut-on s'attendre à ce que l'Entente révèle cette unité et cette fermeté ?

Nous sommes assez mal informés des intentions de l'Italie. Ses journaux ont commenté sans enthousiasme l'accord du 29 janvier : l'Allemagne continue à jouir dans la péninsule d'assez chaudes sympathies. Mais le gouvernement s'est nettement engagé, et le comte Sforza est un diplomate trop correct pour lâcher ses alliés... pourvu que ceux-ci restent unis.

La France est unanime dans sa volonté de ne plus faire une concession. Sa situation est tragique : il faut au gouvernement de l'argent pour continuer dans les provinces envahies l'œuvre des réparations que le désordre administratif complique d'ailleurs étrangement. A la Chambre, M. Briand a été attaqué par des orateurs de presque tous les partis, qui lui reprochaient d'avoir déployé une trop grande condescendance en face de ses collègues des autres pays. Il s'est attaché à démontrer qu'il avait obtenu le maximum possible et, au vote final, il l'a emporté à une belle majorité. Mais il a été bien entendu qu'il n'abandonnait plus quoi que ce soit ; il lui a même été recommandé de réclamer une élévation du pourcentage de la France dans la répartition de l'indemnité allemande. M. Briand va donc opposer un *non possumus* inexorable à toutes les demandes d'adoucissement qui pourront lui être adressées. Il sera sans doute soutenu dans sa résistance par les représentants de la Belgique.

Et l'Angleterre?... M. Lloyd George a prononcé plusieurs discours depuis son retour de Paris ; il a parlé entre autres devant une assemblée à Birmingham et devant le Parlement à Londres. Il a pris vivement l'Allemagne à partie ; il a dit qu'elle devait réparer jusqu'à l'extrême limite de ses forces le mal qu'elle avait fait, que ce serait une honte de la voir se relever et jouir de la prospérité, tandis que ses victimes se débattaient dans la misère. Mais il a dit aussi qu'il était disposé à prêter l'oreille aux contre-propositions des représentants du Reich et que ce qui le troublait était de connaître l'exacte capacité de paiement de leur pays. Qu'est-ce que cela signifie ? M. Lloyd George se considère-t-il comme étroitement engagé par l'accord signé à Paris, ou admet-il que la discussion se rouvre sur le montant de la somme et tout le reste avec ? Tout dépend de là. Que l'Angleterre tienne ferme, et les Alliés opposeront un front compact aux protestations du camp adverse ; après quoi les délégués allemands pourront se retirer de la manière qu'ils voudront ; il est peu probable que leur pays, qui ne tient pas plus à goûter de l'invasion en 1921 qu'en 1918, s'obstine dans sa résistance ; quand les

ponts du Rhin retentiront du pas des soldats en marche, il préférera capituler... momentanément. L'Angleterre risque-t-elle de céder, au contraire?... Tout sera remis en question : l'Entente qui s'est affermie à Paris se disloquera à Londres, et nul ne peut prévoir ce qui arrivera après.

— Nombreux sont ceux qui, au lendemain de la Conférence de Paris, ont poussé un cri de victoire. La question leur paraissait tranchée : la réunion de Londres, dans sa seconde partie au moins, n'était plus qu'une formalité. Les déceptions ont été si nombreuses, depuis tantôt deux ans, que je ne puis partager cet avis. La Conférence de Paris a fait d'utile travail sans doute, mais c'est à Londres que la question décisive se pose. Que l'Entente reste inébranlable et, sauf la Russie et quelques pays limitrophes qui restent en pleine anarchie, elle est à la veille d'achever son œuvre. Qu'elle cède, et les questions se rouvrent : les Orientaux, qui ne s'inclinent que devant la force, n'en agiront plus qu'à leur guise pour le plus grand malheur des peuples sacrifiés ; l'Allemagne se dira qu'elle a eu grand tort de s'alarmer un instant et déploiera des ressources nouvelles pour échapper aux conséquences de sa défaite.

Or, au moment où j'écris, nous ne savons presque rien de la Conférence de Londres ; elle en est encore à écouter les vœux et doléances des délégations de l'Orient. Et je suis obligé de terminer par un point d'interrogation cette chronique qui en contient un trop grand nombre déjà.

ED. ROSSIER.

Lausanne, 23 février 1921.

Table des matières

CONTENUES DANS LE TOME CENT-ET-UNIÈME

Nos 301-303. — JANVIER-MARS.

	Pages
L'ENFANTEMENT, par <i>Maurice Millioud</i>	3
LA NATIONALISATION CHEZ LES ANCIENS ROMAINS, par <i>Jean Hurny</i>	13
NÉMÉSIS. — Nouvelle, par <i>George Eliot</i> .	
Première partie.....	36
Seconde partie.....	169
Troisième et dernière partie.....	323
LA SOUVERAINETÉ CANTONALE, par <i>Joseph Piller</i> .	
Première partie.....	54
Seconde et dernière partie.....	191
UN TIMIDE. — Nouvelle, par <i>C. Vallon</i>	68
SOUS TERRE EN ITALIE, par <i>Jacqueline de la Harpe</i>	77
ALFRED ESCHER, par <i>Antoine Guillard</i>	97
LA CONFÉRENCE FINANCIÈRE DE BRUXELLES ET SON PROJET DE CRÉDITS INTERNATIONAUX, par <i>Testis</i>	145
L'ÉTAT PRÉSENT DU SOCIALISME ITALIEN, par <i>Filippo Carli</i>	157
APAISEMENT. — Poésie, par <i>Ida Negri</i>	204
UN PATRICIEN LIBÉRAL : CHARLES-VICTOR DE BONSTETTEN, par <i>Virgile Rossel</i>	205
A TRAVERS LES MÉTHODES D'ÉDUCATION PHYSIQUE, par <i>A. Zutter</i>	222
POÉSIES, par <i>Lucien Scheler</i>	233
L'ÉVOLUTION DES RÉVOLUTIONS, par <i>Filippo Carli</i>	
Première partie.....	289
LA VIE EN RUSSIE. L'ÉCOLE ET L'ENFANT DANS LA RUSSIE DES SOVIETS, par <i>Hector Nicole</i> .	
Première partie.....	305
LE CENTENAIRE D'UNE CONTROVERSE. LE DOYEN CURTAT ET LE RÉVEIL RELIGIEUX VAUDOIS, par <i>Maurice Bonnard</i> .	
Première partie.....	341
SAINT BENOÎT, SUBIACO ET LE MONT-CASSIN, par <i>Jacqueline de la Harpe</i>	355
LA LUMIÈRE, par le Dr <i>Alfred Rosselet</i>	367
LA MUSIQUE, LE RYTHME ET L'ÉDUCATION, par <i>René Chesaux</i>	385

CHRONIQUES PARISIENNES, par *Jean Lefranc*.

Janvier. — La baisse et sa „ vague ". — La politique intérieure de la France. — Le Bloc national et ses aptitudes. — Une politique provisoire. — Le prix Goncourt. — Le prix Fémina-Vie Heureuse. — Les juges désaccordés..... 110

Février. — Chute du pouvoir. — Les comparses. — La gent des « Amis ». — Du favori de jadis au favori d'aujourd'hui. — Comment ils « arrivent ». — Le machiavélisme de la fausse modestie. — Les grands chez Montaigne et chez La Bruyère. — Les grands chez nous..... 236

CHRONIQUE POLONAISE, par *L. Glabisz*.

Février. — La question de la Haute-Silésie..... 241

CHRONIQUE ALLEMANDE, par *A. Guillard*.

Février. — Kaléidoscope berlinois. — L'abaissement du niveau moral et la criminalité. — Un peuple affamé. — Conséquences politiques de la sous-alimentation. — Sentiment monarchique et esprit républicain. — Les *Mémoires* d'Erzberger. — Le sens politique de Guillaume II. — Livres d'histoire littéraire..... 245

CHRONIQUE AMÉRICAINE, par *G. N. Tricoche*.

Février. — Le bilan des élections présidentielles et l'effondrement du wilsonisme. — Critiques concernant le rôle des femmes dans la campagne électorale. — La baisse des prix et ses effets. — Le problème et les dangers de l'immigration. — Célébration du troisième centenaire du débarquement des *Pilgrim Fathers*. — Festival du centenaire de Jenny Lind. — Les livres..... 253

CHRONIQUES SUISSES ROMANDES, par *Maurice Millioud*.

Janvier. — M. P. Grellet : *La Suisse des diligences*. — M. Ad. Ferrière : *L'éducation dans la famille*. — M. Maurice Porta : *Nous, pendant ce temps...* — *Ma patrie*, calendrier illustré. — *Le Jura suisse*, texte de M. Eug. de la Harpe. — Une nouvelle édition d'*Adolphe*. — Mlle Herking : *Ch.-Victor de Bonstetten*. — *La Bibliothèque Universelle* à ses abonnés. 136

Février. — Le 30 janvier. — Les intentions et les chances de nos socialistes. — La crise et les expédients. — Vendre plutôt que de chômer. — Prose et vers : M. Baud-Bovy ; Mme de Libermont..... 283

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE, par *A. Guillard*.

Mars. — Le professeur Ermatinger et la poésie lyrique allemande. — *L'Histoire suisse* de M. Gagliardi. — Une étude sur Johannes Dierauer. — Le centenaire de Jacob Stämpfli. — Souvenirs de Winterthour. — Les dernières nouvelles de Jacob Bosshart. — L'œuvre posthume de Carl Stamm. — Un jeune sinologue suisse..... 393

CHRONIQUES SCIENTIFIQUES, par *Henry de Varigny*.

Janvier. — Le réveil de la terre et sa cause : le sol est-il endormi par des toxines ou des protozoaires? — La radioactivité des sources thermales et la pluie. — Les gaz rares des gaz naturels. — Utilisation des marrons d'Inde. — Les vitamines : conclusions pratiques. — Encore la méthode sonique. — Captage de l'électricité atmosphérique. — L'hélice hydro-aérienne. — Le zinc dans l'organisme. — Un perfectionnement de l'invar. — Le toit de chaume et l'hygiène. — Publications nouvelles.... 116

Février. — Les théories relatives à l'origine du pétrole. — Richesse de la levure de bière en vitamines. — Les lacs que l'on reconstitue pour les faire travailler. — L'emploi de l'acétylène dans le moteur à explosion. — Une influence curieuse du courant électrique : expérience à expliquer. — L'antimoine et la lèpre. — Le traitement de l'hyperhydrose par les rayons X. — Le captage de l'énergie des courants de la mer. — A quoi tiennent les différences de coloration de la lune éclipée? — La cause des phénomènes anaphylactiques. — L'accoutumance et l'hérédité chez les microbes. — Publications nouvelles 269

Mars. — Cartes nouvelles orthodromiques. — L'astronomie préhistorique. — Chlorophylle sans lumière. — A propos de l'hélicoptère. — La température et la croissance des poissons. — Végétaux inférieurs et vitamines. — Action nuisible des déchets végétaux sur la germination. — La fièvre aphteuse et la peste bovine. — La silice comme agent thérapeutique. — Proportion des divers éléments chimiques sur notre globe. — Une énigme radio-télégraphique. — Radiographie et tableaux. — L'accélération du pouls à volonté. — Publications nouvelles 401

CHRONIQUES POLITIQUES, par *Ed. Rossier*.

Janvier. — L'Assemblée des Nations. — La Conférence de Bruxelles. — Les puissances occidentales et le roi Constantin. — Bolchévistes et nationalistes turcs. — Affaires anglaises. — Le Traité de Rapallo et M. d'Annunzio. — Fin d'année..... 129

Février. — Changement de temps. — La Conférence de Paris. — Les questions du jour. — L'action du bolchévisme en Europe. — Politique intérieure : France, Italie. — Les projets de M. Harding..... 260

Mars. — L'œuvre de la Conférence de Paris. — La question d'Orient et la question d'Allemagne. — L'importance de la Conférence de Londres 413

